EGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

» dal Giornale Le Monde

del 27/28/V/79

Vers une atteinte « légale » aux droits de l'homme

par TAHAR BEN JELLOUN

LES travailleurs immigrés ont entendu parler du projet de loi sur le séjour des étrangers. Ils n'en connaissent pas tous les détails, mais ils sont persuadés que quelque chose de dur et de sévère se prépare contre eux. Ils savent que la crise qui sévit en France et en Europe — même s'ils n'y sont pour rien — va les frapper en premier. Non épargnés par le chômage, les voilà aujourd'hui offerts à l'exclusion légalisée, devant ainsi payer les effets de la crise.

L'Europe est en train de se faire. Tant mieux pour les Européens ; Mais cette Europe, si elle n'est pas celle des travailleurs, elle sera celle d'un même système, celui qui contrôle et « punit » les travailleurs étrangers. La modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945, qui régit l'entrée et le séjour des immigrés en France, s'imposait pour un gouvernement qui ne veut pas être décalé par rapport à la réglementation allemande par exemple (1). Ainsi, il est dans l'ordre des choses « d'adapter la législation française aux conditions actuelles de la circulation internationale des personnes et de l'immigration ». Cela pour rester dans l'esprit de la construction d'une certaine Europe. Et pourtant, s'il y a un problème bien particulier avec des liens historiques complexes et conflictuels, liens qu'on ne peut effacer ou refouler par simple projet de loi, c'est bien le problème de la présence en France des travailleurs immigrés venus en leur grande majorité de pays anciennement colonisés.

Comment s'en débarrasser ?...

Il convient de le rappeler et de resituer dans l'histoire la manière dont s'est faite l'utilisation de millions d'hommes et de femmes expatriés. On voudrait aujourd'hui appliquer une rationalité et une rigueur vis-à-vis du mouvement et de la circulation de cette main-d'œuvre qu'on a de tout temps renvoyée et installée dans le provisoire. Un jeune travailleur maghrébin me fait remarquer : « *On ne s'occupe de nous, de notre sort, que pour élaborer des circulaires et des lois qui nous étouffent. Hier, c'était la circulaire Fontanet ; maintenant, c'est le projet de loi Stoléru. Alors qu'on espère améliorer notre situation et avoir un peu plus de droits et de garanties, voilà qu'on restreint tout, comme si la vie ici n'était pas assez dure, comme si les contrôles d'identité n'étaient pas assez nombreux et assez humiliants...* »

La France choisit la voie de la restriction et de la fermeture pour maintenir une certaine cohérence avec l'exigence de l'intérêt immédiat. A présent qu'elle a trop d'immigrés, comment s'en débarrasser ? Elle ne peut pratiquer l'arbitraire, du moins pas souvent et en plein jour ! Le recours à la nouvelle loi n'est en fait que la légalisation d'une politique d'exclusion et d'expulsion. Ainsi, comme l'a annoncé M. Stoléru : « *Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère sera renforcé.* » Comment ? Dans une lettre adressée aux syndicats, le secrétaire d'Etat cite les motifs suivants pour le refus de renouvellement d'autorisation de séjour en France (2) : motifs tirés de l'ordre public ; ressources insuffisantes ou non régulières ; refus de délivrance de renouvellement de l'autorisation de travail ; motifs d'ordre sanitaire ; retour tardif de congés payés hors de France.

Une porte ouverte aux abus

Des magistrats ont déjà signalé la gravité d'une telle législation. Elle est caractérisée par le flou et le vague, porte ouverte à tous les abus. En effet, les motifs, tels qu'ils sont rédigés, sont assez larges pour contenir une infinité de situations où l'administration trouvera toujours de quoi justifier la décision qu'elle aura prise. Prenons, par exemple, le motif d'ordre sanitaire : on pourrait y mettre tout ce qu'on veut, aussi bien l'accident de travail que le malaise dans la rue (ce qui troublerait d'ailleurs l'ordre public !), que la dépression nerveuse, que les coups et blessures après une attaque à caractère raciste, etc.

En fait, ces motifs, aujourd'hui officiellement invoqués, ne surprennent pas outre mesure les immigrés, qui ont été habitués, ces dernières années, à les voir utilisés comme prétextes à des mesures répressives.

Les locaux de détention provisoire qui relèveront du ministère de l'intérieur n'ont-ils pas existé certes de manière clandestine ? Les locaux d'Arenc restent dans la mémoire de bien d'immigrés. De même, ils sentent que leur séjour ne tient plus qu'à un fil. Un rien peut les balancer dans le refoulement. D'où l'angoisse de « se tenir tranquille », de « faire attention » et surtout de ne pas rater le train ou l'avion du retour. On ne peut même plus invoquer des raisons réelles de santé pour justifier un retard. Là on cumule deux motifs pour l'exclusion.

Comme le souligne Me Mangin, ancien conseiller d'Etat (*le Monde* du 19 avril) : « *Avant tout, il faut avoir conscience que ce qu'on décide aujourd'hui pour les étrangers peut être fait demain pour toute autre catégorie de population.* » C'est en ce sens que tous les Français sont concernés par

s mesures qui risquent d'être ppliquées à l'encontre des étran- ers. Les élus — quelle que soit ur appartenance politique — pteront-ils une loi qui, au fond dans certaines situations, sera ne atteinte « légale » aux droits l'homme ?

Quant aux gouvernements des ays d'origine des principales ommunautés émigrées, il est rgent qu'ils se rendent compte le la gravité de cette loi et de ce

qu'elle impliquera dans une politique d'échange de plus en plus inégal.

(1) Nous sommes loin du progrès réalisé par la Suède, qui pratique une politique de l'émigration basée sur la justice et le respect mutuel. Les immigrés ont à peu près les mêmes droits que les Suédois, notamment le droit de vote aux élections municipales.

(2) Lettre reproduite dans le numéro 1 de « Sans frontières ».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Le Monde

del 27-28/V/79

Indésirable étranger

La France, xénophobe et raciste ? Ions donc ! La terre, qui fit germer is nourrit de son esprit la Déclaion des droits de l'homme, ne urait être qu'une terre d'asile et tolérance. Et pourtant...

Le projet de loi n°. 922, modifiant s conditions d'entrée et de séjour France des étrangers, dont se uve saisi le Parlement, aggrave gulièrement leur régime juridique risque — s'il devait être adopté ns sa forme initiale — de faire che sur le visage de la France érale.

Jusqu'à présent, la réglementation nçaise visant les étrangers était, on pleinement satisfaisante, du ins appliquée avec un assez grand éralisme et d'une indiscutable rité !

L'*accès au territoire français* était certes subordonné à la possession des documents résultant, dans chaque cas, des conventions conclues avec le pays d'origine (carte d'identité, passeport, visa ; dans certains cas, certificat médical et contrat de travail...), mais, une fois entré en France, l'étranger savait que, passé un délai de trois mois de présence, il lui faudrait obtenir soit une *carte de séjour temporaire*, délivrée pour un an et renouvelable, soit, s'il désirait s'établir en France, une *carte de résident ordinaire* pour trois ans, renouvelable, soit, après trois ans de séjour et sous certaines conditions d'âge et d'honorabilité, une *carte de résident privilégié* valable pour dix ans et renouvelée de plein droit. La possession de l'une de ces trois cartes le mettait pendant tout son séjour dans un état de totale sécurité juridique que venaient seules altérer quelques exigences posées à son déplacement ou quelques

(*) Professeur de droit à l'université de Paris-II.

limitations à son droit d'association et d'expression.

Quant à son départ du territoire, l'étranger n'ignorait point qu'en dehors d'une sortie volontaire il ne pourrait être contraint de partir qu'à la suite du retrait ou de l'expiration de sa carte de séjour, d'une décision d'extradition ou d'un arrêté d'expulsion. Mais l'expulsion n'était prononcée que contre ceux dont la présence constituait une menace pour l'ordre public et à la suite d'une procédure que seule l'urgence pourrait suspendre. La décision était cependant immédiatement exécutoire : l'expulsé était mis en route vers son pays d'origine, et si d'aventure cette mise en route s'avérait impossible, l'administration s'arrogeait le droit d'*interner* l'intéressé jusqu'à son départ.

Pour éviter des décisions arbitraires, le Conseil d'Etat n'hésitait point, depuis plusieurs années, à étendre son contrôle en censurant, par exemple, faute de pouvoir examiner les motifs, l'erreur manifeste d'appréciation de certains arrêtés, en appréciant la réalité de l'urgence

par JACQUES ROBERT (*)

absolue, en prononçant souvent le sursis à exécution...

Le régime des étrangers n'était pas parfait, mais tout se faisait sous le contrôle du juge.

Voilà que l'on veut aujourd'hui évacuer subrepticement celui-ci pour que puisse plus librement s'exercer le bon vouloir d'une administration dont on renforce encore les compétences.

Deux buts apparents

Apparemment, la réforme projetée n'aurait que deux buts : interdire l'entrée du territoire pour des motifs autres que l'absence des documents ou visas exigés par les conventions internationales ; placer les étrangers non admis ou refoulés dans des locaux administratifs pendant le temps strictement nécessaire à leur départ.

En fait, il s'agit d'une remise en cause fondamentale des principes de la réglementation en vigueur.

I. — L'étranger n'entrera plus facilement en France.

Il devra non seulement, comme précédemment, être muni des documents ou visas exigés, mais également *disposer de moyens d'existence suffisants*. Par ailleurs, l'*accès* du territoire français pourra être refusé à tout étranger *dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public*.

Mais qui sera habilité à apprécier les moyens d'existence suffisants d'un étranger en France ? Et qui le fera d'une manière rigoureusement équitable, qu'il s'agisse d'un ressortissant d'un pays de la Communauté économique européenne ou d'un citoyen de la République Centrafricaine ? Qui définira — avant même que l'étranger ne soit entré en France — la menace qu'il peut représenter, une fois sur notre sol, pour l'ordre public ?

Déjà — et à juste titre — la commission des lois de l'Assemblée nationale a proposé de substituer la notion de « garanties de rapatriement », plus exactement chiffrables, à celle de « moyens d'existence suffisants »... Souhaitons qu'elle soit suivie.

On ajoutera que la possession à l'arrivée en France des documents et des visas exigés est fondamentale pour la suite puisqu'elle conditionne dorénavant l'obtention de la carte ou du titre de séjour. C'est la fin, par voie d'ukase, de toute possibilité de « régularisation » *a posteriori* des situations clandestines. Certes, tout flux migratoire doit être canalisé, mais pourquoi décider à l'avance que tout immigré clandestin est un expulsé en puissance ?

II. — L'étranger ne verra plus renouveler automatiquement sa carte de résident ordinaire.

Le nouveau texte prévoit, en effet, que l'étranger qui sollicite le renouvellement de sa carte doit *justifier du paiement des impôts* exigibles à la date de la demande.

C'est un moyen habile de se débarrasser à peu de frais des étrangers, car, à défaut de cette justification, l'étranger se verra refuser le renouvellement de son titre de séjour, et sans que l'administration ait à respecter la moindre procédure qui protégerait ses droits pourra être reconduit par elle à la frontière. L'administration fiscale n'aurait-elle plus de moyens de coercition à sa disposition ?

Ainsi est-on plus exigeant pour les étrangers que pour les nationaux. On ne sache point que la délivrance à un citoyen français d'une carte d'identité ou d'un permis de construire, de conduire ou de piloter soit subordonnée au paiment des impôts exigibles !

III. — L'étranger pourra, par contre, être plus aisément expulsé.

Il n'y avait jusqu'alors pour l'étranger qu'un seul cas possible d'expulsion : constituer une menace pour l'ordre public ou le crédit public. Si le projet de loi est adopté, il y en aura demain deux autres : être en possession d'un titre de séjour contrefait, falsifié, altéré ou établi sous un autre nom que le sien ; se maintenir sur le territoire après refus de renouvellement de la carte de séjour. La commission des lois de l'Assemblée nationale vient même d'ajouter encore deux cas nouveaux : la non-justification d'une entrée régulière en France ; la présence en France pendant plus de trois mois sans un premier titre de séjour !

Ainsi l'expulsion, qui était primitivement faite pour se débarrasser d'un étranger troublant l'ordre public, devient-elle la façon normale d'enjoindre à un étranger qui ne se trouve pas en situation régulière justifiée de quitter immédiatement le territoire. Ce n'est plus une technique de défense de l'ordre public, mais un instrument énergique de régularisation administrative, pour ne pas dire de... « nettoyage ».

IV. — L'étranger sera reconduit de force à la frontière.

Dans deux cas :

— S'il s'est maintenu en France plus de trois mois sans un titre de séjour régulier ;

— S'il est expulsé.

C'est la généralisation — abusive — par la loi de la possibilité administrative exceptionnelle de l'exécution d'office, qui ne pouvait jouer jusqu'alors, quand il existe déjà des sanctions pénales, qu'en cas d'urgence. Deux contrôles disparaissent de ce fait automatiquement : celui du juge pénal quand il y avait poursuite ; celui du juge administratif pour apprécier l'urgence. Le juge est évacué. Bonnes gens, rassurez-vous. La liberté suivra.

V. — L'étranger refoulé ou expulsé pourra être interné jusqu'à son départ.

Cet « internement » existait certes déjà avant le projet de loi, mais uniquement pour les étrangers en instance d'expulsion. Et la circulaire ministérielle qui le réglementait avait été annulée par le Conseil d'Etat, mais uniquement, il est vrai, pour vice de forme. Aussi un décret avait-il été pris le 2 décembre 1978 pour couvrir le vice, mais il était lui-même aussitôt attaqué... Voici qu'aujourd'hui, pour être plus sûr, on veut « légaliser » l'initiative, en l'étendant aux étrangers auxquels le séjour aura été simplement refusé...

Ainsi l'administration pourra-t-elle, sans contrôle — le procureur de la République étant simplement tenu « informé », — maintenir dans des locaux ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire un étranger — refoulé ou expulsé — pendant le temps « nécessaire » à son départ... La commission des lois a certes proposé de limiter cette procédure aux « seuls cas de refoulement aux frontières ». Mais c'est le principe même qui est en cause.

Que reste-t-il des deux postulats de notre droit : « Nul ne peut être arbitrairement détenu » et « l'autorité judiciaire est gardienne de la liberté individuelle » ?

Avant de parler d'introduire en France la procédure britannique de l'*habeas corpus*, il faudrait commencer par éviter de faire voter des lois

Injuste, inopportun, dangereux

Derrière ce projet injuste, inopportun et dangereux, c'est — en fait — toute la politique française d'immigration qui est en jeu.

On a cru longtemps — et certains le croient encore — pouvoir cantonner les travailleurs immigrés dans un rôle purement productif et une zone de non-droit, l'immigré étant défini comme un travailleur manuel, provisoire, voué aux bas emplois, chômeur chez lui. On lui offrait une chance !

Cette définition n'a plus cours. L'immigration a changé de visage.

Par la place structurelle qu'elle occupe progressivement dans la production où, dans certaines branches, son maintien est indispensable, par son intégration nouvelle dans les rapports sociaux, par le prolongement de

la durée de son séjour, par l'ampleur de sa « seconde génération », par le changement de ses modèles culturels, l'immigration s'est modifiée. Elle se perpétue ; elle s'installe. Toute immigration de travail de masse se transforme en immigration de peuplement. Le phénomène migratoire devient un problème de société. Cela ne permet plus une gestion de l'immigration discriminatoire et méprisante.

Il y a aujourd'hui, en France, qu'on s'en félicite ou qu'on le redoute, à côté des minorités de formation historique (Bretons, Alsaciens, Corses, Occitans...) des minorités de formation économique (Algériens, Portugais, Marocains, Turcs, Sénégalais, Espagnols...). Pour ces minorités, le statut d'« étranger » n'est plus vraiment adapté...

Entre l'égoïste et peu reluisante « incitation au retour » et une assimilation hasardeuse ou périmée, il y a place pour une troisième solution : « l'acceptation d'une société pluraliste et plurinationale ».

Il s'agit de savoir si la France veut reconnaître sa propre réalité sociologique et en payer le coût social et culturel ; si, renonçant à une politique de l'immigration qui laisserait les étrangers dans des « réserves » géographiques ou juridiques, elle veut s'ouvrir aux différences ; si elle consent à ne plus considérer l'immigration comme une simple « force de travail » mais comme une composante de la nation, participant à l'écriture de notre histoire...

Il ne serait, d'autre part, pas très cohérent de mener une politique étrangère spectaculairement favorable aux droits de l'homme et au développement des peuples du tiers-monde et de faire, sur notre territoire, aux ressortissants de ces pays que nous accueillons, un sort précaire de travailleurs suspects et en transit.

Nous n'avons pas seulement à accepter les immigrés parmi nous, mais à dialoguer avec eux. Tout ce qui ébranle la méfiance repousse la fatalité des divisions.

Comme l'écrit une récente lettre œcuménique aux communautés chrétiennes : « *A nous tous qui célébrons sa Résurrection, Jésus rappelle son message de fraternité universelle.* »

JACQUES ROBERT.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Le Monde

di ..... del 12/28/VI/78

L'immigration sera-t-elle remise en cause ?

par GÉRARD DESBOIS et JOSÉ DA SILVA BARROS (*)

Pendant la période de reconstruction qui suivit l'après-guerre et pendant l'époque de la forte croissance des années 60, les « arrivages » étaient organisés et la France en a tiré son profit. Faire travailler ces centaines de travailleurs qui traversaient la frontière quotidiennement n'était pas difficile, puisque le travail ne manquait pas... L'ONI (Office national d'immigration) était incapable de répondre aux besoins, et l'immigration clandestine alors arrangeait bien des choses. En plus, elle était rentable pour beaucoup : passeurs, employeurs, marchands de sommeil...

Dès le début des années 70, le patronat et le gouvernement s'inquiétèrent. Les immigrés « s'habituaient » ou surmontaient leurs premières difficultés ; ils s'intégraient peu à peu dans la lutte sur les lieux de travail et s'organisaient entre eux. L'opinion avait été alertée par ces premiers mouvements revendicatifs et par la campagne de presse qui avait suivi l'asphyxie de cinq Africains noirs dans un taudis d'Aubervilliers le 1er janvier 1970. L'idée que la forte croissance des années précédentes fléchirait, commençait à faire son chemin et déjà les plus prévoyants envisageaient un développement du chômage. Les dirigeants gouvernementaux et patronaux commencèrent à projeter un contingentement des entrées de travailleurs étrangers, un contrôle plus rigoureux et une remise en cause de cette installation en France de 3 à 4 millions d'immigrés. Les circulaires Fontanet-Marcellin concrétisèrent en 1972 ces intentions mais les réactions qu'elles provoquèrent conduisirent le gouvernement à faire quelques concessions apparentes. Ces dernières années, devant l'amplitude de la crise économique et le développement du chômage, patronat et gouvernement en sont venus à arrêter complètement l'immigration et à remettre en cause la présence de 2 millions de travailleurs étrangers en France. Des mesures administratives prises en ce sens ont été annulées par le Conseil d'Etat en novembre dernier. Il fallait donc recourir à la voie législative et c'est l'objet des projets de loi actuels.

L'objectif des dispositions arrêtées par le gouvernement et proposées au Parlement est de remettre les travailleurs immigrés dans une situation provisoire. Elles visent à redonner aux étrangers leur statut d'immigrés, c'est-à-dire d'hommes venus pour un temps court répondre à des besoins économiques précis et qui peuvent être renvoyés dès que l'économie n'en a plus besoin. En ce sens, un immigré chômeur est une contradiction, un immigré malade n'a plus droit de cité ; une femme immigrée non salariée, un enfant étranger scolarisé, sont inutiles et même dangereux puisqu'ils laissent entendre que le mari et père s'est installé sinon définitivement au moins pour une période longue. L'immigré doit être de passage, sa vocation est de rentrer chez lui dès que possible ; il est donc moins inquiétant pour le travailleur français ; il comprendra que dans ces conditions il peut se contenter de peu, séjourner dans des immeubles insalubres, se taire et attendre l'heure du retour.

Incertitude pour tous

Mais ce retour se fera quand et dans quelles conditions ? Pour quelques immigrés, il est d'actualité : certains, chômeurs, en ont assez et partent avec ou sans le million. Pour quelques milliers d'autres, les conditions mises dès maintenant au renouvellement de leur carte aboutissent vite à les mettre en situation précaire puis à les refouler même s'ils sont en France depuis dix ans, même si leurs enfants sont nés ici. L'intention du gouvernement est de renforcer ce dispositif pour provoquer une incertitude pour tous et un retour de contrainte pour certains. Quant au retour volontaire, facette libérale, il n'est qu'illusion : les pays d'origine ne sont pas en mesure de réintégrer leur main-d'œuvre expatriée.

D'autre part, en France comme dans les autres pays européens, le système actuel de la production repose sur la présence d'une main-d'œuvre immigrée à effectif constant. Des études économiques, d'origines diverses, l'ont prouvé. L'immigration a été interrompue en 1974 et, cependant, la population étrangère reste du même ordre : des enfants d'immigrés arrivent sur le marché du travail et remplacent leur père aux mêmes postes. L'immigration s'autorenouvelle.

Mais responsables gouvernementaux et patronaux veulent entretenir ce rêve du retour si cher au cœur de tout immigré. En effet, quelle transformation si les immigrés perdaient cet espoir ! Leur détermination serait encore plus forte pour vivre comme tout le monde, pour accéder à une formation, à une promotion, aux loisirs. Ils n'éprouveraient plus le besoin de subir tant d'épreuves pour envoyer de misérables économies.

Cessons de jouer avec l'espoir des uns, l'appel à la xénophobie des autres, le recours à la répression lorsque le chantage ne suffit plus. Si le départ des immigrés n'est pas une solution aux problèmes des Français, cela doit être dit clairement. Si les immigrés sont condamnés à rester, cela doit être également reconnu.

(*) Respectivement président et coordinateur national de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI).

ma.i.s.e. - la lingua italiana nel mondo - conferenza alla dante alighieri

roma (aise) - la diffusione della lingua italiana nel mondo viene seriamente perseguita? la pingua e la cultura dei nostri emigranti viene salvaguardata dagli organi specifici? a queste domande ha tentato di rispondere la conferenza sul tema: ''la lingua italiana nel mondo'' organizzata dalla societa' ''dante alighieri'' ed alla quale sono intervenuti il prof. ignazio baldelli, il prof. giorgio cardona ed il prof. salvatore valitutti. prendendo per primo la parola il prof. baldelli ha introdotto i termini del dibattito ed ha sottolineato come i problemi connessi con la diffusione della lingua non sono solo di ordine divulgativo, ma abbracciano campi delicati di ingerenza militare, economica e di politica pura. su questa introduzione il prof. cardona ha illustrato come la nostra lingua abbia risonanze con altre che, apparantemente, sembrano del tutto diverse e perche' non sia rimasta nel l'uso corrente nelle nostre ex-colonie come e' accaduto, invece, per il francese, per l'inglese, per il portoghese. da ultimo il prof. valitutti, redattore dell'universita' per stranieri di perugia, ha parlato delle istituzioni che operano per la divulgazione della nostra lingua e della nostra cultura. egli ha ricordato che esistono due direttive che operano in tal senso: le istituzioni in italia cui partecipani gli stranieri (come la sua universita') e le istituzioni che agiscono all'estero che fanno capo al ministero degli esteri (scuole ed istituti di cultura). benche' abbiano dei prorgrammi leggermente diversi da quelli interni le nostre scuole all'estero sono riconosciute governativamente e non ospitano solo figli di emigrati e di funzionari, ma anche sudenti, locali che vengono attratti dalla serieta' dell'istituto. non bisogna dimenticare, inoltre, quegli istituti religiosi che svolgono positivamente la loro opera di divulgazione. in questo contesto, comunque, agisce anche il ministero della pubblica istruzione mediante corsi di aggiornamento per professori stranieri di italiano. per quanto riguarda la divulgazione interna il prof. valitutti ha spiegato che l'universita' di perugia, essendo realmente sciolta dai vincoli di potere, porta agli studenti stranieri programmi specifici e qualificati; sulla lienea l'universita' di siena sta per diventare, in tempi piu' lunghi, anch'essa ha sottolineato l'opera meritoria della ''dante alighieri'' (organizzazione privata) che e' la nostra fonte piu' longeva e piu' tradizionale all'estero ed ha ricordato che si basa sul volontariato disinteressato di amanti della cultura italiana. concludendo ha affermato che le accuse di mancanza di incisivita' indirizzate alle nostre istituzioni sono, a suo avviso, quasi completamente infondate: infatti, mentre gli altri stati elargiscono piu' denaro per la divulgazione della lingua, l'italia e' l'unica nazione che fa intervenire in quest'opera anche i piu' alti vertici governativi. (alessandro di giacomo) ((aise))

a.i.s.e. - inchiesta sulla previdenza sociale in svezia - i diritti e doveri degli immigrati.

roma (aise) - con la previdenza sociale in svezia ha inizio una nuova indagine sulla vita dei nostri emigrati nei vari paesi europei. argomento che acquista un carattere di notevole attualita' con l'imminenza dell'incontro tra italia e svezia (3-5 luglio). in questa prima puntata sara' presentata la struttura ed il funzionamento della societa' svedese in merito alla previdenza sociale e quali sono i diritti e i doveri dei cittadini immigrati che vi risiedono. nelle prossime puntate saranno affrontati altrettanti argomenti interessanti quale la scuola in svezia, imposte e registrazione anagrafica per gli immigrati in svezia; l'abitazione in svezia e una panoramica sulla societa' degli immigrati in svezia.

l'assicurazione obbligatoria in svezia. essa comprende l'assicurazione contro le malattie, la pensione popolare e la pensione di lavoro (atp). tutti i cittadini svedesi e gli stranieri residenti in svezia-adulti e minorenni - sono assicurati. i privilegi e gli obblighi variano a seconda che si risulti o no residenti in svezia. l'assicurazione contro le malattie comprende il rimborso per l'assistenza sanitaria (anche quella odontoiatrica), la diari di malattia e l'assicurazione dei genitori quando nasce un figlio o per l'assistenza ai figli ammalati. in proposito, si ha diritto alla diaria di malattia se si e' iscritti alla cassa mutua ed il proprio reddito annuo e' di almeno 4500 corone. anche il cnoiuge casalingo, pur con un reddito annuo inferiore alle 4500 corone, ha diritto alla diaria malattia. per quanto riguarda l'assicurazione per la pensione, esistono in svezia due diversi sistemi pensionistici: la pensione generale e varie pensioni di lavoro. la pensione generale comprende la pensione popolare e quella di lavoro (la cosiddetta atp). mentre le pensioni di lavoro sono il risultato di accordi tra i sindacati ed i datori di lavoro.

pensione popolare per i cittadini italiani. come cittadino italiano - finche' si risiede e si e' registrati in svezia - si ha diritto alla pensione popolare con privilegi supplementari alle medesime condizioni dei cittadini svedesi, tutto cio' grazie alle disposizioni previste in una convenzione fra la svezia e l'italia. per quanto riguarda la pensione di invalidita', essa viene riconosciuta se la capacita' lavorativa a causa di malattia o minorazione e' permanentemente ridotta per almeno la meta'. se l'inabilita' lavorativa e' totale, si riscuotera' l'intera pensione d'invalidita'. in caso contrario si ricevera' la meta' o due terzi della pensione di invalidita'. ancora, per quanto riguarda l'assicurazione contro gli infortuni professionali, in pratica tutti i lavoratori dipendenti e quasi tutti gli studenti delle scuole di tipo professionale sono assicurati contro gli infortuni professionali. detta assicurazione e' obbligatoria (ossia generale) e non c'e' bisogno di presentare una speciale domanda. il risarcimento di malattia in caso di infortunio professionale, secondo quanto previsto dal regolamento dell'assicurazione delle malattie, viene versato per un massimo di 90 giorni, dopodiche' ad esso provvede il fondo dell'assicurazione contro gli infortuni professionali. in ogni caso durante l'intero periodo di malattia e' la cassa mutua che versa il risarcimento in forma di diaria di malattia. per finire, altre due forme di assistenza completano la gamma della previdenza in svezia e sono: il salario di studio, che e' un aiuto economico che viene riconosciuto a chi grequenta l'istruzione per adulti e l'assegno per l'istruzione che puo', in certi casi, venire riconosciuto a chi studia perche', per esempio, era disoccupato. tale assgno viene stabilito dall'ispettorato provinciale del lavoro, mentre e' la cassa mutua che ne stabilisce la entita' e provvede al versamento. (salvo buzzanca) (aise)

a.i.s.e. - in extremis la regione riesce a trovare i soldi per la conferenza regionale dell'emigrazione siciliana-palermo 15-17 luglio.

roma (aise) - contrariamente a quanto si pensava la regione sicilia e' riuscita, anche se in extremis, a procurare i fondi per finanziare la conferenza regionale dell'emigrazione siciliana. vi ha infatti provveduto approvando una legge stralcio di finanziamento che stanzia i 150 milioni necessari. la conferenza degli emigrati siciliani avra' luogo in una localita' vicino palermo dal 15 al 17 luglio prossimi e vi prenderanno parte, oltre ai delegati di tutte le associazioni di emigrazione nazionali, anche 80 emigrati provenienti dall'estero. intanto e' gia' al lavoro un comitato organizzatore, il quale, dopo aver naturalmente deciso quanto detto prima circa data e luogo di svolgimento, ha anche provveduto ad indicare i temi di fondo della conferenza che saranno: sicurezza sociale; rapporti stato regioni ed enti locali; problemi scolastici e di cultura; economia siciliana e possibilita' di sviluppo della sicilia. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 28/5/79

a.i.s.e. - strasburgo: seconda riunione preparatoria per la con
ferenza internazionale dell'emigrazione

roma (aise) - come e' noto la svezia aveva proposto lo scorso anno che si tenesse a stoccolma una conferenza internazionale a livello di ministri per l'emigrazione. la data indicativa era stata individuata per il 1980 nel corso di una prima riunione preparatoria svoltasi a stoccolma nel novembre dello scorso anno. tra oggi e domani si svolgera' una seconda riunione sugli aspetti organizzativi che si svolge a strasburgo. vi partecipa per l'italia il direttore generale per l'emigrazione, ministro giovanni migliuolo. a strasburgo saranno esaminati nel corso di due giorni vari aspetti tra i quali quelli logistici, la data della conferenza, i temi che vi saranno trattati. a proposito di quest'ultimi sicuramente saranno o inseriti quelli relativi ai problemi della integrazione, alla nuvova impostazione derivante dal mutamento dei flussi migratori e quelli relativi ai rientri.

in linea di massima i partecipanti alla conferenza saranno venti quanti sono i paesi aderenti al consiglio d'europa che patrocina l'iniziativa, : potranno inoltre essere invitati altri paesi in qualita' di osservatori, in questo senso sarebbe gia' sicura la partecipazione di finlandia e jugoslavia infine saranno presenti i rappresentanti di tutte le piu' importanti organizzazioni internazionali che operano in settori connessi con l'emigrazione. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere della Sera
di MILANO del 28-5-1979

PER COSTRUIRE ALL'ESTERO STRADE, FERROVIE, CENTRALI ELETTRICHE E ALTRE OPERE CIVILI

La Cina offre a paesi stranieri (Italia compresa) manodopera a prezzi di grande concorrenza

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

PECHINO — La Cina offre manodopera a prezzi concorrenziali sul mercato internazionale per la costruzione di strade, ferrovie e altre opere civili, per installazioni di oleodotti, di centrali elettriche, di industrie meccaniche, per lavori minerari eccetera, in qualsiasi parte del mondo ad eccezione, ovviamente, dei Paesi dell'area sovietica. L'offerta è stata fatta anche all'Italia.

In sei paginette ciclostilate in inglese, il ministero della Metallurgia — ma è probabile che anche altri ministeri, se non l'hanno ancora fatto, lo facciano presto — dice in sostanza questo: noi abbiamo 400mila persone impegnate in questi settori. Chi ne ha bisogno si faccia avanti.

Quello che le sei paginette del ministero della Metallurgia non dicono è che il rapporto «a tre» ministero-cliente straniero-maestranze cinesi sarebbe di questo tipo: il ministero cinese mette la mano d'opera e i macchinari, il cliente straniero mette capitale, progetto e *management*; per le sue prestazioni il ministero riceve dal cliente straniero una certa quantità di quattrini e paga alle maestranze cinesi stipendi cinesi.

Nel mio piccolo, posso dirmi un precursore, in quanto la mia modesta *joint-venture* con l'ufficio che qui si occupa degli stranieri l'ho realizzata anch'io: loro mi hanno dato un interprete, io lo pago a loro 460 yuan al mese, circa 230mila lire, e loro ne danno a lui 60.

Dopo un po' che ero qua, avevo azzardato un «futuribile» per la Cina: un sistema economico con una doppia natura, comunistica nei confronti dei propri cittadini, capitalistica nei rapporti con il capitale straniero. In altri termini: tutti i cittadini cinesi, nessuno escluso, continueranno formalmente a lavorare per lo Stato; il codice del lavoro, la funzione dei sindacati, la determinazione dei salari resteranno quelli di un sistema comunista classico. Rispetto al capitale straniero, invece, la proprietà dei mezzi di produzione e le forme di cooperazione avranno una natura mista, nel senso che lo Stato condividerà i primi e realizzerà la seconda attraverso forme di *joint-venture* o di insediamenti veri e propri di imprese a capitale e a *management* stranieri e a manodopera cinese.

Il «futuribile» si è realizzato. Perché così presto? La risposta è semplice: perché i cinesi, dopo aver lanciato in grande stile il programma delle quattro modernizzazioni (agricola, industriale, tecnico-scientifica, militare), si sono accorti di non aver i quattrini per realizzarle. La Cina ha un potenziale economico immenso ed è un grande mercato. Ma ha pochi soldi. Fare affari con chi ne ha è facile. La Cina è anche il banco di prova delle capacità inventive del capitalismo. Occorre fantasia. I cinesi mettono la loro, che non è poca e assai poco rispettosa di Marx. Ora, tocca ai capitalisti.

Il ripensamento cinese è un'occasione per l'Italia per rimettersi in corsa. Finora, diciamolo francamente, abbiamo dormito. Lo hanno capito anche i grandi gruppi, i soli in grado di farci fare un salto di qualità nell'interscambio con questo Paese. L'ENI, che ha un ufficio qui da oltre tre anni, sta cercando di entrare in una qualche combinazione per lo sfruttamento dei giacimenti petroliferi *off-shore* (marini) cinesi, sui quali gli americani hanno ottenuto l'ipoteca. La FIAT sta stringendo i tempi dell'accordo per la costruzione della famosa fabbrica di trattori.

La centrale che dà la luce a Pechino è italiana. Nel 1973 gliela abbiamo venduta per 47 miliardi di lire, di cui il 70 per cento attraverso un credito agevolato al 6 per cento rimborsabile in cinque anni. Adesso ne vale 150. Non è stato un grande affare, ma è servito a farci conoscere ed apprezzare.

D'altra parte, l'offerta cinese di manodopera non sembra destinata a lasciarci indifferenti. Noi, nei nostri lavori all'estero, adoperiamo già manodopera filippina, pakistana, coreana. Abbiamo bisogno di manodopera per lavori di ingegneria civile, per montaggi meccanici, per la costruzione di grandi centrali idroelettriche, di ferrovie, di impianti di grandi trasporti. L'utilizzo di manodopera cinese non andrebbe a danno della nostra che, per lavori di questo genere all'estero, non è disponibile.

Piero Ostellino

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Corriere della Sera
di ..... del 28/V/79

Giscard celebra ad Atene il successo di Caramanlis

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

ATENE — Tutto è pronto per la grande festa. I «nove» della comunità si apprestano ad accogliere il decimo membro a pieno diritto della CEE, la Grecia. L'atto formale che renderà la Grecia membro paritario a tutti gli effetti e in tutti gli organismi (Parlamento, CECA, SME, Euratom, Corte di Giustizia, Banca Europea, Comitato Economico e Sociale) sarà firmato oggi nel pomeriggio qui ad Atene, nel corso di una solenne cerimonia alla presenza di un capo di Stato, il francese Giscard d'Estaing, presidente di turno del consiglio della comunità, e dei capi di governo d'Italia, Belgio, Olanda e Lussemburgo.

I nove ministri degli esteri (per l'Italia il sottosegretario Battaglia) apporranno la firma su due atti, quello di accessione e l'atto che enumera le condizioni di adesione con annessi i trattati di Parigi e di Roma.

Il presidente della commissione, l'inglese Roy Jenkins, il vicepresidente Natali (che guidò le trattative per l'adesione), i presidenti delle commissioni della CEE assisteranno alla cerimonia della firma che avverrà al palazzo delle esposizioni dello Zappion. La Grecia sarà il decimo membro effettivo della Comunità a partire dal primo gennaio del 1981 dopo la ratifica da parte dei parlamenti nazionali dei Paesi già associati.

Oggi, 28 maggio 1979, è considerato dalla maggioranza dei greci una «data storica». Al di là dell'uso spesso retorico dell'aggettivo «storico» si tratta in effetti di una tappa importante nella vita di questo popolo: la Grecia, entrando nella CEE, lega il suo futuro a quello dell'Europa e dimostra di voler uscire dal suo ruolo di museo della civiltà occidentale.

E' anche il coronamento di anni e anni di lavoro per Caramanlis, il primo ministro che crede fermamente nell'avvenire della Comunità e nell'importanza dell'adesione per il suo Paese. «Il trattato — ha detto — trasformerà la sorte del nostro popolo. Malgrado le difficoltà e la lentezza delle sue procedure, la CEE può diventare non solta: un colosso economico, ma anche una forza politica che peserà sui destini del mondo. La Grecia del futuro sarà migliore di quella del passato. L'entrata nella CEE ci darà l'occasione di non dipendere più dalle grandi potenze e in più ogni tentazione autoritaria cadrà essendo in un gruppo di Paesi a democrazia parlamentare».

La battaglia non è finita per il vecchio Caramanlis. Dopo aver superato la resistenza della vecchia Europa comunitaria che vedeva nella Grecia un concorrente agricolo preoccupante soprattutto per il Mezzogiorno italiano e il Midi francese, oggi il *leader* ellenico deve fronteggiare un'opposizione interna molto violenta. La firma del trattato è diventata un po' come una cerimonia turbata da rumori molesti provenienti dalla stanza accanto.

Andrea Papandreu, *leader* del PASOK, il movimento socialista panellenico, forte del 25 per cento dei voti alle ultime elezioni del '77 e di 93 deputati, dichiarando che non parteciperà alla «festa» di oggi ha lanciato un durissimo attacco contro l'adesione della Grecia alla CEE. Ha cominciato dicendo che il governo vuole dare un carattere festaiolo alla firma di oggi per far dimenticare alla gente che si tratta di un patto le cui condizioni sono dettate dal grande capitale dell'Europa settentrionale e che la Grecia diventerà una provincia dipendente da decisioni che verranno prese a Bruxelles. Secondo Papandreu, che insieme a Caramanlis è una delle due figure dominanti della vita politica greca, «l'adesione al trattato di Roma non libererà la Grecia dall'influenza USA dato che la CEE serve gli interessi americani».

Sul piano economico il *leader* dell'opposizione ha affermato che la debolezza strutturale dell'economia greca non migliorerà e ha portato l'esempio del Mezzogiorno d'Italia che, secondo lui, non è uscito dal sottosviluppo in questi vent'anni di CEE. «La Grecia — ha detto poi Papandreu — diventerà, come l'Italia, una fonte di manodopera a buon mercato e lo stesso succederà a Spagna e Portogallo quando entreranno nella CEE. Se andrò al potere l'adesione sarà sottoposta a referendum popolare».

Il governo ha risposto agli attacchi di Papandreu dicendo che il PASOK manifesta così il suo carattere totalitario.

Il governo ha avviato da tempo una campagna per far conoscere quali sono le condizioni di entrata nella CEE previste nel compromesso firmato a Lussemburgo il 4 aprile scorso.

La Grecia trarrà sostanziali benefici finanziari dall'«operazione CEE». Il vantaggio economico sarà, alla fine del periodo transitorio quinquennale, di circa 560 miliardi all'anno in termini di trasferimento di risorse. L'agricoltura potrà beneficiare del forte aumento dei prezzi che si allineeranno su quelli comunitari di sostegno ai produttori e le remunerazioni del lavoro tenderanno a portarsi al livello degli altri Paesi membri.

Non saranno soltanto vantaggi: i greci dovranno guardarsi ad esempio dall'inflazione. Insomma per l'economia ellenica saranno onori e oneri che, secondo il governo, imporranno un cambiamento di mentalità necessario per adeguare le strutture produttive al resto dell'Europa. Il tempo dirà se è veramente vantaggiosa per la Grecia l'adesione alla Comunità.

Mino Vignolo

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale Stampa Sera
di TORINO del 28-5-1979

Quante riusciranno ad essere elette?

Più di mille candidate aspirano al Parlamento

Sono esattamente 1044: 874 per la Camera, 102 per il Senato, 68 per l'Europa - Sono tutte molto attive, si agitano, si incontrano, viaggiano da un paese all'altro

Nel 1976, su 772 donne candidate alla Camera dei deputati ne furono elette 53, su 72 candidate al Senato solo 12. Quest'anno, le candidate alla Camera dei deputati sono 874, quelle al Senato 102. Quante verranno elette, si vedrà nei primi giorni di giugno: l'elettorato, si sa, è composto per il 53 per cento di donne, ma ciò non vuol dire granché, essendo tutt'altro che sicuro che il voto delle donne vada alle donne. Anzi. Quanto alle candidate al Parlamento europeo, sono 68, nomi ignoti, abbastanza noti, notissimi, con o senza esperienza politica. Fra di esse, anche le 3 già presenti nell'assise comunitaria, e cioè Nilde Jotti, Maria Luisa Cassanmagnago e Vera Squarcialupi.

Quante riusciranno il 10 giugno? Le previsioni non si possono dire rosee; c'è chi parla di dieci, chi addirittura di un numero minore. Vedremo meglio nei prossimi giorni. Per ora, non si può che ripetere per il sesso femminile l'osservazione che si fa anche per il sesso maschile, e cioè che c'è una certa impreparazione e confusione nel recepire il concetto d'Europa. Confusione non certo ridotta dai discorsi programmatici dei candidati, che quasi sempre si limitano a fare la storia del Parlamento europeo, trascurando le sue finalità. Forse, anche perché sono tutt'altro che definite.

Parlare con una delle candidate, in questi giorni, è impresa disperata. Hanno tre o quattro incontri al giorno, spesso in paesi sperduti dove non trovano che una quindicina di persone, e dove si stenta ad ottenere un minimo di dibattito.

«*Fra tutte le categorie* — dice Carla Barbarella, del pci — *i produttori agricoli a me paiono i più preparati all'esperienza europea. Essi sanno che i danni dell'agricoltura di un paese si ripercuotono sugli altri: quelli dell'agricoltura italiana, per esempio, la peggiore di tutte*». La Barbarella ha una grossa esperienza, all'interno del partito, nel settore agricolo: 39 anni, perugina, è stata a lungo funzionaria della Cee (Comunità Economica Europea). La trovo a Terni, la sento positiva e sicura: il suo partito, dice, da tempo si occupa della situazione dell'agricoltura, e quindi lei ha il terreno già pronto: «*Si tratterà di riequilibrare il concetto per i nove Paesi*», dice.

«*Un programma, un vero e proprio programma è impossibile* — risponde la repubblicana Susanna Agnelli —, *anche se noi del gruppo liberaldemocratico ci sforziamo di approntarlo. Si trova spesso disinteresse, quasi sempre disinformazione. Del resto, anche in Francia ho sperimentato lo stesso. A un dibattito di una certa importanza mi hanno posto delle domande piccine, meschine, tutt'altro che "europee". Se riuscirò, cercherò di fare delle cose pratiche su piano europeo. Faccio qualche esempio. Per ora, non si sa nemmeno quale sarà lo stipendio di un parlamentare europeo, e si parla di rimborsi spese, di agevolazioni, di segreterie e spese di rappresentanza. Io mi batterò perché il parlamentare europeo abbia un buono stipendio, ma tutto "alla luce del sole". Quanto al piano energetico, dovrà essere affrontato alla luce di ciò che si fa negli altri Paesi d'Europa. E così il problema dell'ambiente. Io ho avuto una esperienza non soddisfacente al Fondo mondiale per la natura: si combattevano solo battaglie "contro". E' ora di fare battaglie positive, per esempio perché i bambini abbiano il verde attorno alle loro scuole, così da abituarsi alla natura fin da piccoli, per esempio perché parlino una lingua oltre la propria*».

Secondo la liberale Beatrice Rangoni Machiavelli, se possibile, dovrebbero essere due. Una donna attivissima dentro il Movimento europeo, segretaria di una rivista che si stampa in 6 lingue e s'intitola «*Donne d'Europa*». Per dedicarsi a questa attività, la Rangoni Machiavelli ha preferito non candidarsi.

E' candidata invece per il partito liberale Clara Falcone, giornalista. Ha finora fatto pochissimi dibattiti, spiegando un concetto a suo parere elementare, e cioè che essendo in crisi la società occidentale, bisogna costituirne una nuova, e le donne hanno il dovere di aiutare a farla.

Vera Squarcialupi, senatrice, indipendente nelle liste del pci, autrice de «*L'Europa e le donne*», si batterà per la parità dei salari, convinta che le direttive europee avranno il pregio di impegnare un numero vastissimo di donne. E' per la difesa del consumatore e per le leggi in materia ecologica, che devono essere eguali in tutti i Paesi. La sua elezione è quasi sicura.

Sicura anche quella di Fabrizia Baduel Glorioso, un personaggio a cui i giornalisti stranieri hanno dedicato in questi ultimi tempi moltissimi articoli, indicandola come «*The First Lady of Europe*». Proveniente dal sindacalismo cattolico, la Baduel è stata nominata due anni fa presidentessa del Comitato economico e sociale della Cee. E' approdata a sinistra da non molto. «*Le elezioni europee hanno per me una grande importanza* — dice —. *Non dimentichiamo che l'Europa ci ha garantito trent'anni di pace e di democrazia. A un certo punto mi sono però resa conto che certi nodi li possono sciogliere solo i partiti*». La Baduel protesta se si fa il solito discorso sugli italiani, sugli scioperi, sullo scarso attaccamento al lavoro. «*Scioperano tutti* — dice — *inglesi, tedeschi.*

«*La Comunità Europea* — ricorda invece Maria Luisa Cassanmagnago, democristiana — *è nata all'insegna della pace. Io riproporrò il tema dei trattati che hanno come sottofondo la pace. Penso però che si debba sempre partire dai problemi della gente. La pace, certo, ma anche la casa, il lavoro, la salute: sono temi che mi stanno molto a cuore. C'è un mio vecchio discorso sulla banca dei dati. Che senso ha che ogni Paese faccia le sue ricerche, nel campo della medicina? Un pool di ricercatori a disposizione di ogni Paese comunitario risolverebbe meglio i problemi, per esempio tramite il terminal di un cervello elettronico. Un altro punto mi sta a cuore, di diverso tipo: allargare il discorso europeo al Meridione, alle giovani democrazie che si chiamano Grecia, Spagna, Portogallo*».

Si battono, si agitano, si incontrano. Dimostrano capacità pratiche, e volontà di riuscire. «*Finora* — dice la più giovane di tutte, la radicale Emma Bonino — *Il Parlamento europeo è stato come giocare a monopoli. Bisogna chiarire che cosa è e che cosa deve fare. I miei temi saranno quelli soliti: aborto, diritti civili, armamenti militari, centrali nucleari.*

Intervistato poco tempo fa da un settimanale, Emilio Colombo, presidente dal 1977, ha detto, a proposito delle donne: «*L'Europa è una realtà tutta da costruire. Ho l'impressione che se si farà con la presenza attiva delle donne, allora sorgerà con una legislazione che terrà in maggior conto i problemi femminili. Negli Stati nazionali le leggi sono state fatte in passato, quando su questi problemi la sensibilità era minore. Per le donne la strada è aperta, è il momento di profittarne*».

Giulia Massari

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Giorno del 28/V/79

A DUE SETTIMANE DALLE ELEZIONI

Affiora (con fatica) il tema dell'Europa

I partiti sono tuttora impegnati per le elezioni politiche nazionali - Oggi a Roma il leader del PC spagnolo, Carrillo

dalla nostra redazione

ROMA, 28 maggio

Ma l'Europa dov'è? L'Europa è a sette giorni dal 3 giugno, quando gli elettori italiani torneranno un'altra volta alle urne per inviare i propri rappresentanti (81) al Parlamento di Strasburgo. Eppure, a due settimane di distanza da quella data, che molti definiscono «storica», i temi europei sono i grandi assenti dalla competizione elettorale. Colpa del mancato abbinamento delle elezioni, dice qualcuno. In parte è così: resta il fatto, singolare, che un'occasione «storica» come quella del 10 giugno, tappa fondamentale per l'integrazione europea, rimane sullo sfondo delle elezioni italiane.

L'evidente e quasi generalizzato disinteresse dei partiti verso l'Europa è però un errore. Una statistica fatta a Bruxelles rileva che il Paese maggiormente sensibile alla tematica europea è proprio l'Italia (forse perchè nessun Paese come il nostro ha bisogno dell'Europa). Dalla statistica è emerso anche un altro dato che in futuro, quando l'unità del vecchio continente sarà completamente realizzata, potrà inorgoglirci: gli elettori potenziali che dovrebbero far registrare la più alta percentuale di votanti sono quelli italiani; si parla di un'affluenza alle urne del settanta-ottanta per cento.

Comunque, cessati i clamori delle elezioni nazionali, e anche se il dopo-voto si preannuncia acceso come la campagna elettorale in pieno svolgimento, fra una settimana sentiremo anche «parlare europeo». E già ora, mentre s'avvicina sempre più il 10 giugno, aumentano le iniziative di carattere «comunitario». Qualche giorno fa Craxi è stato a Parigi, dove ha incontrato i dirigenti del partito socialista francese. Oggi giungerà a Roma il segretario generale del partito comunista spagnolo, Santiago Carrillo, che parteciperà ad una serie di manifestazioni dei comunisti italiani nell'ambito della campagna elettorale europea.

L'impegno maggiore, comunque, è attualmente ancora rivolto alla battaglia per il Parlamento italiano. A sette giorni esatti dal voto, i leader dei partiti maggiori, quelli che non temono di dover parlare dinanzi a piazze magari semivuote, intensificano i comizi all'aperto. Il grosso dei candidati si affida invece agli incontri al «chiuso»: nelle sale cinematografiche affittate al mattino, nelle sale degli alberghi, dove fioriscono i colloqui con gli elettori suddivisi per «categorie»; nelle abitazioni private, quando si riesce ad organizzare la propaganda casa per casa.

Ma la grande novità, questa volta, è rappresentata dalle TV private alle quali si accede in diversi modi: o a pagamento, facendosi riservare uno spazio, come si trattasse di pubblicità commerciale; o partecipando a dibattiti (lo ha fatto, a Roma, anche il presidente del Consiglio Andreotti); o, infine, rispondendo direttamente alle domande dei telespettatori. La propaganda attraverso le emittenti locali è uno strumento che ha sedotto tutti, compresi i candidati dei partiti di estrema sinistra, certamente i più tenaci difensori del monopolio pubblico delle immagini.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Il Tempo

di ..... del 28/V/79

Bonn: dietro alle elezioni emerge la questione tedesca

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

Bonn, 27 maggio

Beneficiaria principale dell'« Europa doganale », la Germania si domanda se, dopo le barriere dell'ovest, non stiano per cadere anche quelle, ben più solide, che la separano dall'est. Il muro di Berlino, tuttora crudelmente invalicabile per chi vorrebbe « scegliere la libertà », sta diventando sempre più aperto al traffico delle merci e dei finanziamenti: al di là dei reticolati, dei cani e delle mitragliatrici si è ormai arrivati ai cinquemila dollari di reddito pro capite, di gran lunga il più alto nel mondo comunista europeo, e gli economisti sono concordi nel ritenere che il mini-miracolo della RDT sarebbe stato quasi impossibile senza l'« ossigeno » fornito dalla Germania federale. Per chi cerchi di capire a Bonn quale potrà essere il futuro dell'Europa, non basta più chiedersi se le elezioni del 10 giugno riusciranno o meno a dare consistenza unitaria e forza politica alla CEE. Bisogna anche domandarsi se non stia crescendo per la Germania la « tentazione dell'est », la speranza di una riunificazione, che non può essere nemmeno concepita senza l'assenso di Mosca e che diventerebbe meno utopica di quanto sia oggi se l'Europa comunitaria trovasse un suo peculiare nazionalismo e smettesse di essere soltanto la « prima linea » dell'America.

I due temi si incrociano, si accavallano. A un grande comizio per le elezioni europee tenuto a Norimberga, il Cancelliere Schmidt ha auspicato una politica comune della CEE nei confronti dell'est, osservando che « *soltanto insieme potremo organizzare e garantire la pace in Europa* », e che questo obiettivo « *corrisponde alle speranze di milioni di uomini nella Germania orientale, in Cecoslovacchia, in Unione Sovietica* ». Nel discorso tenuto qualche giorno prima al Bundestag alla vigilia del trentesimo anniversario della costituzione della Repubblica federale, Schmidt era stato ancor più chiaro, sottolineando che la unità della Germania potrebbe realizzarsi soltanto nel quadro di una riconciliazione generale in Europa, cui dovrebbero fare da premessa « *parecchi anni di pace* ». Non si deve comunque perdere di vista — aveva aggiunto il Cancelliere — l'inquietudine che desta negli altri popoli europei la possibilità di vedere apparire nel cuore dell'Europa uno Stato tedesco forte di quasi ottanta milioni di uomini, né dimenticare che la divisione della Germania rappresenta per molti « *un elemento di equilibrio* ».

Forse le parole di Schmidt non avrebbero meritato tutta l'attenzione che pur hanno ottenuto, soprattutto in Francia e oltre Atlantico, se

FRANCO VENTURINI

2

a dar fuoco alle polveri non avesse pensato prima di lui, e in maniera ben più equivoca, l'ex comunista Herbert Wehner, capogruppo parlamentare dei socialdemocratici, considerato dai bene informati l'autentica « eminenza grigia » della SPD. Wehner ha sostenuto pubblicamente, nonostante qualche timida marcia indietro successiva, che gli armamenti sovietici in Europa hanno una funzione difensiva e non giustificano sforzi militari né da parte della Germania né da parte della Nato nel suo complesso. Bisognerebbe, invece, arrivare rapidamente a un abbassamento reciproco dei potenziali militari, in vista di un'intesa est-ovest nell'ambito della quale le due Germanie potrebbero riavvicinarsi. Sia Schmidt che il ministro degli esteri, il liberale Genscher, hanno subito preso le distanze dalle tesi piuttosto audaci di Wehner, ma il dibattito era ormai aperto, e a dargli risonanza sono venute le preoccupate e certamente premature dichiarazioni di Brzezinski.

La « questione tedesca » torna dunque alla ribalta, con il suo carico di ferite che la prosperità economica non ha saputo interamente rimarginare, proprio mentre i cittadini europei si apprestano ad eleggere il loro primo Parlamento. Che fondamento hanno, ci si chiede allora, i timori francesi di una « egemonia tedesca » in Europa, basata questa volta sullo strapotere del marco? E se questa egemonia dovesse davvero concretizzarsi, quali sarebbero le sue proiezioni politiche, l'Europa unita diventerebbe forse, come auspica anche il PCI, *« amica degli Stati Uniti e dell'Unione Sovietica »* o resterebbe com'è oggi, *« alleata degli Stati Uniti e amica dell'Unione Sovietica »*?

Nessuno nasconde a Bonn che sul ritorno in superficie di un dibattito tuttora imbarazzante per i governanti tedeschi hanno pesato, e non poco, la crisi della leadership americana e i problemi insorti tra l'amministrazione Carter e la coalizione social-liberale di Schmidt. Problemi economici (la gestione del dollaro, i contrasti sulle centrali nucleari per il Brasile), ma soprattutto problemi di strategia politica, manifestatisi con una chiara preoccupazione tedesca di non irritare l'Urss: la Germania fu il primo alleato occidentale ad esprimere perplessità sulla politica carteriana dei diritti umani, e al vertice della Guadalupa Helmut Schmidt, consacrato tra i « grandi » dell'Occidente proprio in quella occasione, avanzò riserve sull'apertura alla Cina, suscettibile per le sue modalità di provocare la reazione di Mosca. Se alla diminuita capacità di guida degli Stati Uniti si aggiungono le incognite legate alla fatalmente prossima successione al Cremlino, non è difficile capire come questo paese « di frontiera » tra est e ovest senta il bisogno di pensare maggiormente alla sua sicurezza e, non potendolo fare dal punto di vista militare, sia tentato di proteggersi almeno con una politica più « nazionale » che per il passato.

Ciò non significa, secondo quanto ci hanno spiegato, un minor impegno nella Nato o nella Cee: al contrario, un solido « ancoraggio » in Occidente è premessa indispensabile perché la distensione progredisca, porti a una pace più stabile e schiuda dunque le porte anche a un riavvicinamento (se non proprio all'unificazione) tra le due Germanie. Questa, almeno, è la tesi dei socialdemocratici: *« La politica estera tedesca* — affermano gli interlocutori vicini alla SPD — *non è affatto cambiata, come qualcuno cerca di far credere. La nostra legge fondamentale dice chiaramente che il popolo di questo paese deve ricercare in una libera autodeterminazione l'unità della Germania, ma troppo spesso ci si dimentica che il primo traguardo indicato non è quello dell'unità, bensì quello della pace. Esiste cioè un ordine di priorità, in base al quale la Germania è impegnata a lavorare per la pace in vista di una successiva unità che possa essere favorita dalle condizioni di pace. E questo è esattamente quello che il Governo sta facendo »*.

Per sottolineare la sdrammatizzazione della polemica sulla cosiddetta « finlandizzazione » i socialdemocratici ribadiscono ad ogni occasione che la Germania non potrebbe neanche volendo venir meno agli accordi conclusi con le potenze vincitrici dell'ultima guerra e accusano la CDU di strumentalizzare le dichiarazioni di Wehner per scopi elettoralistici. *« Le elezioni europee* — si dice alla SPD — *sono una ennesima occasione per dimostrare il nostro impegno a favore di una CEE più integrata anche politicamente, mentre il nostro ruolo nell'Alleanza atlantica è stato sempre fuori discussione »*.

Ai democristiani, però, queste affermazioni non appaiono del tutto convincenti. Qualcuno arriva sino a pensare che l'Europa possa rappresentare per i socialdemocratici soltanto uno strumento, da manovrare nella direzione della « terza forza » equidistante tra Est e Stati Uniti, per arrivare poi a quelle « condizioni di pace » nelle quali il dialogo tra le due Germanie potrebbe svilupparsi e approfondirsi sino a raggiungere legami istituzionali. Non a caso già per le elezioni del 10 giugno, anteprima delle politiche del 1980, la CDU ha scelto uno slogan di contrapposizione frontale ai presunti « disegni » della SPD: *« Votate per una Europa libera e sociale, contro un'Europa socialista »*. Il partito di Kohl e di Strauss resta dunque fermo, almeno in apparenza, alla concezione che fu già di Adenauer, dell'Europa come baluardo da contrapporre all'espansionismo politico-militare dell'Est, e ritiene che per garantire la sicurezza sarebbe molto meglio, anziché alimentare « amicizie pericolose » come fa Wehner, rinsaldare l'alleanza con gli Stati Uniti e trovare risposte adeguate alla minaccia rappresentata dall'enorme arsenale convenzionale e dagli « SS-20 » sovietici. Quanto alla Germania orientale sia Kohl che l'ex candidato alla Cancelleria Barzel hanno energicamente rimproverato a Schmidt di non avere un atteggiamento sufficientemente duro nei confronti del « regime inumano » della RDT, ma a Bonn c'è chi giura che se la CDU-CSU dovesse vincere le elezioni dell'anno venturo, le « aperture » dei socialdemocratici non subirebbero scossoni né involuzioni.

Nessun partito, ormai, può ignorare che il « gigante economico » tedesco sta sempre più stretto nei panni del nano politico. Le elezioni del 10 giugno per il Parlamento europeo saranno in questo senso una prima grande occasione per lanciare all'Ovest una sfida che rimbalzerà fatalmente all'Est, nella convinzione che una sola cosa è più difficile di fare l'Europa: rifare la Germania.

FRANCO VENTURINI

...istero degli Affari Esteri
...ZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Il Tempo

di ..... del 28/V/79

1

Parigi: sfida a quattro sul ring della televisione

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

Parigi, 27 maggio

I grandi appuntamenti della politica francese passano attraverso il filtro della televisione. Le elezioni presidenziali del 1974 che dettero a Giscard d'Estaing il diritto di stabilirsi all'Eliseo per sette anni, le ultime elezioni politiche, precedute dalle polemiche fra socialisti e comunisti sboccate nel fallimento della Union de la Gauche, *vinte dal partito del Presidente della repubblica alleato (ma non troppo) con i gollisti, hanno fornito alla TV programmi con un indice di gradimento mai raggiunto da altre trasmissioni.*

Non barbose tavole rotonde, lunghe disquisizioni astratte, ma scontri fra protagonisti, al limite, sovente, di passare dallo scambio di idee a quello dei pugni. All'ora della soupe *e dello* gigot, *le famiglie francesi, riunite attorno al desco, dividono i piaceri del profumo dell'aglio con quelli di stare faccia a faccia con i potenti che danno sfogo, oltre alle veementi ire non di rado assai comiche, a notevoli dosi di senso dell'umorismo. Cena con spettacolo, come al « Lido » che si ostina a preferire i nudi delle ballerine, dimostrando di non avere capito come siano cambiati i gusti del pubblico.*

Anche per la campagna che sta precedendo le elezioni del 10 giugno destinate a portare ottantuno francesi nel nuovo Parlamento europeo, nonostante non possa considerarsi come uno dei grandi appuntamenti della politica, la televisione ha messo in moto il suo straordinario meccanismo fornendo una vistosa ribalta ai leaders dei partiti più importanti che, in trasmissioni della durata di circa due ore, attanagliano l'attenzione dell'intera nazione. A questi incontri a quattro, cui giocoforza manca Giscard d'Estaing, costretto a rispettare l'obbligo di non ingerenza legato alle sue funzioni di Capo di Stato (tuttavia non perde occasione, in questi giorni, per sbucare dallo schermo per viaggi, discorsi agli alsaziani, commemorazioni di Giovanna d'Arco e via dicendo) partecipano François Mitterrand, segretario generale del partito socialista, Georges Marchais, leader comunista, Jacques Chirac, capo dei gollisti, e la signora Simone Veil, ministro della Sanità, « numero uno » della lista presentata dai giscardioni, che, in un certo senso, fa le veci del Presidente della Repubblica.

Dopo avere ogni volta dichiarato solennemente che sono tutti e quattro per l'Europa, iniziano con i distinguo che, quando prende la parola Marchais, giungono alla prospettiva di elevare intorno ai confini del Paese muraglie invalicabili pari a quelle costruite dagli

PIERO ACCOLTI

antichi imperatori cinesi, mentre Chirac è sempre pronto a cantare la Marsigliese ad ogni sospetto di lesa sovranità della Francia. Europeista più convinto, tuttavia bizantineggiante, è François Mitterrand; la signora Veil, anch'essa non priva di cavilli cautelativi, sembra più aperta all'idea di una nuova Europa. Ad ogni modo, di là dalla politica e dalle sorprendenti e contraddittorie posizioni prese dai quattro, lo spettacolo ha una sua indubbia carica d'interesse per la tipicità e la bravura del cast. Mitterrand, corrusco e tenebroso, spende con oculatezza i lampi di una sua antica severa bellezza: ha il taglio del padre nobile ma anche quello del preside che fa rigare dritto le scolaresche ma di cui si sa come sia perdutamente innamorato della professoressa di storia e filosofia. E' lui che ogni mattina le fa trovare una rosa sulla cattedra. Jacques Chirac, costretto ad usare le stampelle per le fratture procuratesi in un recente incidente di automobile, ha tratto un certo vantaggio da questi strumenti ortopedici che, prima della diffusione degli sport invernali, avevano sempre evocato la sfortunata partecipazione ad eroismi bellici.

Il suo profilo affinato, la sapiente eleganza con cui muove le mani, un lieve sospetto di brillantina sui non folti capelli lisci, la magrezza, gli sdegni improvvisi, le risorse di una causticità tagliente, lo fanno assomigliare a quell'attore che nel vecchio e bellissimo film «La grande illusione» impersonava l'aristocratico ufficiale francese prigioniero dei tedeschi nella guerra del quattordici. Purtroppo non usa il monocolo ma un paio di banalissimi occhiali.

La signora Simone Veil, ministro della Sanità, ha il pieno tranquillo aspetto di una donna che gode di una ottima salute. Capelli raccolti in uno chignon, una decina di chili in più del necessario, guance paffute e naso a pallottolina, emana dolcezza materna. Potrebbe apparire disposta a illustrare ricette di torte con la panna, ma il suo impegno politico (prima era magistrato, e prima ancora, perché ebrea, ebbe la terribile esperienza dei lager nazisti quand'era ragazzina) la porta a parlare di argomenti spesso amari, difficili, controversi. Difetta di furore polemico, di schematismi pronti a tradursi in slogan, di demagogia. Ha il semplice e tranquillo eloquio di una insegnante propensa più alla benevolenza che al rigore.

E' estremamente improbabile che la Veil possa suscitare sentimenti di ripulsa o soltanto di antipatia e gli stessi suoi avversari subiscono l'emolliente fascino della sua femminilità matura: si comportano come se si trovassero sempre davanti ad un uscio «Dopo di lei, signora». Anche Georges Marchais, il cui motore è perennemente su di giri, mette le marce basse e non pigia sull'acceleratore. Non giunge al baciamano, ma evita di dare ai suoi argomenti e alle sue parole, quando sono indirizzati verso di lei, l'usuale peso di una martellata.

Il capo comunista, non può, tuttavia, rinunciare completamente al sarcasmo che, quando è diretto verso Mitterrand e Chirac, diventa feroce. Le sue qualità di attore superano di gran lunga quelle degli altri contendenti. Fa smorfie, sogghigna, strabuzza gli occhi, agita braccia e mani come un marsigliese, dice cose terribili ma fa ridere. La mobilità della sua faccia, peraltro di bronzo, fornisce ai suoi avversari la possibilità di ricorrere all'insulto: «Marchais è un clown». Qualcuno ha detto che è un Peppone interpretato da Fernandel. Non sono pochi quanti, per concedersi un onesto divertimento evitando, nel contempo, i pericoli di un travaso di bile, seguono i suoi interventi lasciando aperto il video e tenendo accuratamente spento l'audio.

Generosa di tempo con i quattro grandi partiti, la televisione si fa, invece, avara con le cosiddette piccole liste, alle quali sono riservate le scarse attenzioni dei normali programmi di informazione. Ne è scaturita una polemica che ha provocato anche uno spettacolare incidente: il rappresentante di una di queste piccole liste, cui era stato concesso di assistere ad un incontro fra i quattro, in quanto giornalista di professione, è intervenuto gridando la sua riprovazione per il comportamento riservatogli dall'ente televisivo. Le macchine da presa non lo hanno inquadrato, ma si è sentita la sua voce e, poi, un trambusto, mentre i quattro, paralizzati, mostravano tutto il loro imbarazzo. Il trambusto era stato provocato dall'azione fulminea dei gorilla presenti nello studio che avevano, nonostante le resistenze opposte dal dissidente, usato nei suoi confronti i metodi spicci e brutali dei giocatori di palla ovale.

Altre grane per la televisione si annunciano da martedì scorso, da quando, cioè, si è fatta avanti una quinta lista, che si dice grande, capeggiata dal radicale Jean Jacques Servan-Schreiber e da Françoise Giroud, sia lui che lei ex ministri, attualmente con un piede nella maggioranza e con l'altro piede nell'opposizione. Il rissoso JJSS pretende parità di trattamento con gli altri quattro rappresentanti delle grandi liste ma la sua posizione è controversa non disponendo il partito radicale di un gruppo parlamentare alla Camera (lo ha, tuttavia, al Senato), condizione essenziale per potere beneficiare dei tempi massimi di propaganda. Sotto le tre «E» di Emploi, Egalité, Europe, questo il nome della lista, JJSS e la Giroud aprono il discorso più europeista che si faccia oggi in Francia ed è probabile, quindi, che riceva poca udienza presso l'elettorato.

Senza pretese elettorali, invece, il filosofo Jean Paul Sartre, in compagnia di altri personaggi fra cui un paio di generali, riuniti nel «Comitato di azione contro l'egemonia germano-americana in Europa», dice la sua attraverso massicci annunci pubblicitari che appaiono sui giornali. Per il bene della Francia, l'ideatore dell'esistenzialismo consiglia di uscire dall'Europa, poiché quella che sarà legittimata il 10 di giugno è l'Europa del capitale e della disoccupazione, della guerra, della sovranazionalità, della repressione e del conservatorismo. Non c'è che da ritagliare la Francia dalla carta geografica e piazzarla in un altro posto. Magari farne un piccolo continente affidato alle cure di Jean Paul Sartre.

PIERO ACCOLTI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Stampa Sera
di TORINO del 25-5-1979 X

Parecchi emigrati in Germania

«Non andremo a votare L'Italia non ci vuole»

DAL NOSTRO INVIATO

WOLFSBURG — La chiamano la Detroit della Germania Federale. Una città, come Torino, cresciuta a misura d'automobile: da noi la Fiat, qui la Volkswagen. Una fabbrica immensa, quasi una città nella città: 110 mila dipendenti, ventimila in meno degli abitanti di Wolfsburg. Problemi più o meno evidenti, comuni comunque a questo e altri centri industriali della Germania del Nord: alloggi lontani dal posto di lavoro, prezzi alle stelle (anche per i tedeschi, non parliamo poi di chi è sfavorito dal cambio...), forzata «coabitazione» di gente proveniente da mezza Europa, e quindi usi, costumi, linguaggio diversi.

Nella Detroit federale vivono 8.600 italiani, un po' meno della metà dei quali lavorano alla Volkswagen. Arrivano per lo più dal Sud dell'Italia e dalle isole, costretti a sradicarsi dalle loro terre per cercare altrove un'occupazione che gli dia da vivere. Tra una settimana gli «aventi diritto» dovrebbero tornare a casa: il 3 giugno si vota e quei cinque o seimila voti fanno comodo a tutti i partiti. Non a caso il 19 maggio Signorile è salito sul palco di Stoccarda e ha tenuto un comizio subito dopo Brandt; una settimana prima era stata la volta di Piccoli a Colonia; il 23 a Kiel c'è stato il raduno dei segretari socialisti europei.

Quanti italiani verranno a esprimere il loro voto? «*Duecento, forse trecento. Ma non vengono per esercitare il loro diritto-dovere: le elezioni sono una buona scusa per tornare a casa*», sostiene Paolo Brullo, assistente sociale dell'Enpac di Wolfsburg. E continua: «*Al di là delle valutazioni politiche di ciò che sta avvenendo in Italia quest'assenteismo si spiega con il costo di un viaggio del genere. Una settimana non retribuita e la trasferta in treno di qui al confine del Brennero: duecentomila lire la prima e un centinaio almeno la seconda. E poi tra un mese iniziano le ferie: alla Volkswagen non fanno storie a rilasciare il permesso, ma in molte altre aziende sì, e c'è in gioco il posto di lavoro*».

Francesco Addis, da Trinità d'Agultu (Sassari), vive a Wolfsburg dal 1963. Anche lui rinuncia al suo voto e spiega: «*L'Italia non ci vuole nemmeno in vacanza, perché dovremmo andare ora a votare chissà bene per quale governo? D'estate ci lasciano passare con centomila lire a testa, si arriva a Genova e il posto sul traghetto non c'è. Si aspetta e i soldi finiscono ancor prima di salire a bordo. Ecco, così si accoglie chi torna in patria dopo un anno di lavoro lontano da casa*».

La protesta degli italiani di Wolfsburg si sviluppa su altri temi: manca una politica del rientro, (possibilità di accedere, ad esempio, ai concorsi pubblici dopo una certa età), c'è il problema della casa, che è l'ambizione di tutti e che resta tale perché se è vero che esiste la possibilità di accendere un mutuo finché si è all'estero, è altrettanto vero che una volta tornati, senza lavoro, non si possono più pagare le rate del mutuo.

«*Non ci vogliono nemmeno da turisti, perché dovremmo venire adesso che fa comodo ad altri?*». E se ne restano dove sono, a sognare i loro paesi, a far conti in marchi, a sperare che qualcosa cambi e che il domani sia migliore di oggi.

Eugenio Ferraris

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere d'Italia

di Francoforte del 27/5

Il voto dell'emigrato costa 150 mila lire

Il voto in loco per i connazionali nella Comunità costituisce una delle più significative novità nelle consultazioni per l'elezione diretta del Parlamento europeo, il prossimo 9 giugno.

Il nuovo elettore, oltre che stuzzicare l'interessamento dei partiti, ha suscitato anche l'interesse della stampa nazionale per il fenomeno migratorio, in genere tra i più trascurati e dimenticati dai grandi mezzi di comunicazione sociale.

Il "Corriere della Sera" ha mandato inviati speciali in tutti gli Stati membri, per tastare gli umori dei lavoratori italiani all'estero e, se possibile, indovinare i loro orientamenti politici.

La curiosità della grande stampa non si è fermata qui. Conoscendo gli stanziamenti governativi per il voto europeo (120 miliardi), dei quali sei miliardi per le operazioni di voto all'estero e avendo appreso dalla Farnesina il probabile numero degli elettori italiani nella Cee (sui 400mila), ha fatto subito qualche calcolo ed ha scoperto che il voto di ogni emigrato verrà a costare allo Stato italiano 150.000 lire, contro le tremila lire circa del voto del connazionale in patria.

Molto poco, ha commentato la Farnesina, se si tengono presenti le particolari condizioni in cui avviene questo voto (essendo la prima volta, occorre oltretutto creare ex novo tutte le debite strutture). La stampa ha riferito, senza insinuare malevoli commenti.

I commenti li aggiungiamo noi. Di due tipi. Primo: era ora che lo Stato spendesse qualche soldo in più per garantire al lavoratore all'estero un minimo di diritti politici; auguriamo di continuare su questa strada anche per gli altri scottanti problemi dell'emigrazione. Secondo: poichè l'esercizio di questo diritto - dovere ha anche un suo costo economico proporzionatamente superiore, invitiamo gli emigrati a partecipare tutti.

a.i.s.e. - presentati dall'istituto santi i candidati dell'emi
- - - - - grazione per le elezioni europee

roma (aise) - nel corso di quattro riunioni in altrettanti citta' europee il presidente dell'istituto ferdinando santi, bios de maio, ha presentato alle collettivita' italiane i due candidati dell'emigrazione inseriti dal psi nelle liste elettorali per il parlamento europeo, si tratta di, com'e', noto, di lucio glinni e mauro giallombardo, i quali si sono in contrati con gli emigrati italiani di francoforte, di berlino, di liegi e di lilla.

bios de maio ha dichiarato nell'occasione che la mobili tazione delle strutture internazionali del santi non terminera' con il voto del parlamento europeo ma sara' invece intensificata allo scopo di creare i presupposti per un deciso e risoluti vo rilancio dei problemi che assillano l'emigrazione. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale ANSA

di ..... del 28/V/79

dati disoccupazione cee

(ansa) - bruxelles,)8 mag - per la prima volta, dopo sei mesi, il numero dei disoccupati nella cee e' ridisceso a fine aprile al di sotto della soglia dei sei milioni ma resta comunque superiore, per un 2,9 per cento, al livello di un anno fa (5,938 milioni contro 5,772).

il tasso di disoccupazione medio nella comunita', sempre a fine aprile, e' sceso al 5,5 per cento dal 5,7 del mese precedente. la riduzione del numero di disoccupati e' stata del 3,7 per cento tra aprile e marzo ma tale media e' il risultato di contrazioni assai differenti tra paese e paese.

si va cosi' dal 14,5 per cento in meno della danimarca, all'8,6 della repubblica federale, al 7,7 dell'olanda, al 4,4 del regno unito, al 3,9 del belgio, all'1,7 della francia e allo 0,4 dell'italia.

tra l'aprile 1978 e l'aprile 1979, l'italia ha avuto un aumento di disoccupati del 13,1 per cento, la francia del 21,2 , il belgio del 5,3 e l'olanda dell'1,7.

danimarca, germania e regno unito, nel medesimo periodo, hanno avuto riduzioni, rispettivamente, del 16,8 , del 12,5 e del 7,7 per cento.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 28/5/71

a.i.s.e. - i profughi dalla libia a congresso a roma contestano la visita di gheddafi.

roma (aise) - l'associazione italiani rimpatriati della libia, terrà la propria assemblea generale ordinaria in roma il giorno 27 maggio c.m. alle ore 10, nei locali dell'auditorium di via palermo 10.

il convegno, oltre ad adempiere ai normali obblighi statutari ed informare i partecipanti sullo stato dei problemi della categoria, ha tratto le conclusioni scaturite dalle riunioni di bologna, latina, pescara e ragusa, svoltesi sul tema: "gheddafi in italia, come accoglierlo" a dimostrazione della unanime volontà dei rimpatriati dalla libia di non consentire la visita nel nostro paese del capo dello stato libico fino a che non saranno stati risolti i problemi dei profughi.

coincidendo l'appuntamento congressuale con il periodo elettorale, è stato dibattuto l'atteggiamento da tenere in occasione delle prossime consultazioni politiche nazionali ed europee. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

del 29/5/79

a.i.s.e. - parziale modifica della legge regionale sull'emigrazione presentata al consiglio regionale dell'abruzzo

roma (aise) - su proposta dalla consulta regionale per l'emigrazione il consiglio sta esaminando un parziale modifica della legge regionale sull'emigrazione. in pratica si tratta di introdurre un metodo nuovo nell'accettazione delle domande di contributi che dopo l'approvazione della modifica verrebbero accettate tutte con riserva, cio' - spiegano alla regione abruzzo - per mettere fine all'erogazione indiscriminata dei fondi previsti per l'emigrazione. questo provvedimento parziale servira' a prendere il tempo necessario per approntare una radicale modifica della legislazione in materia di emigrazione. per quanto concerne i rimborsi che numerose regioni hanno disposto a favore dei propri emigrati che rientrano a votare, la consulta regionale re per l'emigrazione abruzzese, rispondendo ad una raccomandazione del consiglio regionale; ha deliberato di non dar luogo a detti rimborsi per mancanza di tempi tecnici necessari. per fare questo infatti si sarebbe dovuto procedere alla approvazione di una legge ad hoc per la quale, essendo giunta la raccomandazione del consiglio il 23 maggio scorso, non vi sono piu' i tempi necessari.

a.i.s.e. - completate le designazioni per la consulta regionale della liguria - si passa all'approvazione della giunta e del consiglio.

roma (aise) - le designazioni dei nomi per i rappresentanti dei vari enti nella consulta regionale per l'emigrazione della liguria sono state completate. l'elenco dei nominativi dovra' ora esser sottoposto al vaglio della giunta e del consiglio regionale per la necessaria approvazione e per la formalizzazione delle nomine ad essi competenti. la fase delle designazioni ha portato via non poco tempo, sono in corso da gennaio 79, impedendo di fatto l'insediamento della consulta ligure. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale AISE

di ..... del 29/5/74

a.i.s.e. - fissati dal 3 al 5 luglio gli incontri italia-svezia
" " " " - sull'assistenza sanitaria.

roma (aise) - e' stato confermato dal ministero degli affari esteri la ripresa dei negoziati con la svezia per la convenzione in materia di sicurezza sociale. l'incontro e' stato fissato per il 3-5 luglio prossimi alla farnesina e i problemi sul tappeto che saranno trattati dalle due delegazioni si orienteranno sull'assistenza medico-sanitaria per i cittadini che si spostano nei rispettivi paesi. come e' noto, la svezia concede agli italiani che si recano in quel paese la assistenza medico-sanitaria, mentre l'italia in virtu' di una piu' massiccia presenza in italia di svedesi, non ha mai adottato misure di assistenza medico-sanitaria nei loro confronti. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 29/5/79

a.i.s.e. - tribune elettorali tv per l'estero: i pezzi da novan
ta preferiti ai candidati dell'emigrazione.

roma (aise) - l'iniziativa della direzione dei servizi giornali
stici per l'estero tesa a presentare ai nostri emigrati i loro
candidati, presenti anche se in minima parte in tutti i grossi

partiti, non ha potuto andare in porto. la commissione di vigi
lanza ha infatti deciso che fossero i partiti a designare i loro
rappresentanti per le mini-tribune dirette ai nostri connaziona
li all'estero e questi hanno preferito i loro pezzi da novanta
ai rappresentanti dell'emigrazione. le incoerenze sono state
davvero notevoli laddove per parlare agli emigrati italiani un
partito comme quello socialista, con ben due validi rappresentanti
dell'emigrazione nelle proprie liste, ha preferito far parlare
l'ex direttore della biennale carlo ripa di meana, intellettuale
di tutto rispetto ma con ben poco da dire ai nostri connazionali
che vivono e lavorano all'estero. l'orientamento dei partiti non
ha certo trovato il favore della redazione che, dopo le numerose
critiche rivolte ai servizi dagli stessi politici si e' vista
bocciare la propria iniziativa di far parlare direttamente gli
emigrati candidati. un'iniziativa che testimonia delle volon
ta' di migliorare i servizi per l'estero e l'intenzione di met
tere fine al luogo comune, lesivo della dignita' professiona
le di chi lavora con impegno e serieta', che vuole il servizio
per l'estero come una sorta di refugium peccatorum della rai.
(aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

del 27/5/74

a.i.s.e. - la regione marche sollecita i comuni per il rimborso agli emigrati elettori.

roma (aise) - la regione marche ha interessato i comuni marchigiani a prevedere una forma di rimborso forfettario per gli elettori emigrati che rientreranno a votare nelle marche. l'ammontare del rimborso proposto varia dalle 25 alle 30 mila lire a persona, secondo la provenienza, si e' inoltre appreso che la consulta regionale per l'emigrazione dovrebbe riunirsi tra il 15 e 20 giugno prossimo. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale INFORM
di ..... del 27/5/79

NUOVA RIUNIONE ALLA FARNESINA CON I RAPPRESENTANTI DEI PARTITI CHE PRENDONO PARTE ALLE ELEZIONI EUROPEE SULLE MODALITA' DEL VOTO IN LOCO - (Inform - 29.5.1979). - Giovedì 31 maggio, nella mattinata, è in programma alla Farnesina una nuova riunione alla quale prenderanno parte, insieme a funzionari dei Ministeri degli Esteri e dell'Interno, anche i rappresentanti dei tredici partiti e gruppi politici che partecipano alla competizione elettorale per il Parlamento europeo. La riunione servirà ad una ulteriore messa a punto dei numerosi problemi relativi al voto in loco dei connazionali residenti nei Paesi della Comunità europea, alla vigilia dell'ultima settimana della campagna elettorale.

Frattanto - segnala l'Inform - la complessa macchina organizzativa messa in moto per assicurare il migliore svolgimento delle operazioni elettorali prosegue nell'attuazione del programma stabilito. Presso il Ministero dell'Interno, presenti anche funzionari della Farnesina, si è svolto un incontro con funzionari provenienti dagli otto Paesi della CEE, ai quali sono state date dettagliate istruzioni sul funzionamento dei seggi elettorali. Tali funzionari, a loro volta, istruiranno i presidenti dei seggi che, entro lo scorso 26 maggio, sono stati nominati dal Presidente della Corte d'Appello di Roma. Per corriere diplomatico, inoltre, sono stati spediti ai vari Uffici consolari i relativi decreti di nomina, mentre sta procedendo a ritmo serrato la spedizione delle schede elettorali che saranno utilizzate per il voto in loco.

A norma della legge elettorale, entro il 26 maggio i Comuni hanno provveduto a spedire agli elettori ammessi a votare nei Paesi della Comunità, a mezzo plico raccomandato, il certificato elettorale e l'attestazione del Sindaco che autorizza ad esercitare sul posto il diritto di voto. Per un certo numero di elettori, dei quali non è stato possibile reperire l'indirizzo, la spedizione della schieda elettorale non è però avvenuta.

In ogni caso, chiunque entro il quinto giorno precedente quello della votazione non abbia ricevuto a domicilio il certificato elettorale e l'attestazione del Sindaco - o perché non gli sono stati spediti per mancanza di indirizzo, o perché ha cambiato domicilio, ovvero per un disguido postale o per qualsiasi altro motivo - non per questo perderà il diritto a votare in loco. In base all'articolo 28 della legge elettorale, egli potrà darne comunicazione al Capo dell'Ufficio consolare della circoscrizione che, ricevuta assicurazione telegrafica dell'iscrizione nelle liste elettorali da parte del Comune competente, gli rilascerà un certificato sostitutivo per l'ammissione al voto. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Inform

del 29.V.79

EMIGRATI PUGLIESI IN SVIZZERA A CONGRESSO- QUALE E COME?: UN COMUNICATO DELLA FAPS - (Inform - 29.5.1979).- Riceviamo dal Presidente della FAPS (Federazione delle associazioni pugliesi in Svizzera), Cosimo Carrozzo, il seguente comunicato:

L'agenzia di stampa "Inform" dà notizia di un 2° congresso nazionale degli emigrati pugliesi in Svizzera da tenersi nel Vallese, nel periodo 20-26 giugno, indetto dal COEP (Centro orientamento emigrati pugliesi), con la partecipazione di mons. Settimio Todisco, Arcivescovo di Brindisi e Ostuni, autorità regionali, sindaci di Comuni della Provincia di Brindisi.

A questo punto sorge spontanea una domanda agli organizzatori di questo congresso. Ma siete a conoscenza che in Svizzera e, non da oggi, esiste una emigrazione pugliese organizzata, con una Federazione (FAPS) con 32 associazioni sparse in tutto il territorio elvetico? Che il 6 maggio ha tenuto il suo 5° congresso e al quale hanno partecipato autorità regionali e organismi che in Puglia si occupano di emigrazione?

Non si ha la pretesa di detenere il monopolio dell'emigrazione pugliese in Svizzera, ma almeno sapere dagli organizzatori se sono a conoscenza che la FAPS opera unitariamente fin dal 1972 e che ha spinto con forza presso la Regione e per la Conferenza regionale e per la legge di provvidenze per gli emigrati, che sono rappresentati nella Consulta regionale dell'emigrazione e che hanno concorso in modo determinante alla modifica della L.R. 37/74.

(Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Inform

di ..... del 29/VI/79

RIFINANZIATA LA LEGGE REGIONALE SULL'EMIGRAZIONE DEL FRIULI-VENEZIA GIULIA - (Inform - 29.5.1979).- Nel corso della recente riunione di Pordenone del Comitato regionale dell'emigrazione del Friuli-Venezia Giulia, l'Assessore regionale al Lavoro, Tomè, ha fornito chiarimenti sulla legge regionale 19 che ha rifinanziato il provvedimento a favore degli emigrati con stanziamenti di un miliardo e 200 milioni di lire per ognuno degli anni dal 1979 al 1982. Per l'anno in corso sono stati già impegnati 600 milioni per l'accoglimento di domande di assistenza e per contributi alle associazioni.

L'Assessore, che presiede il Comitato regionale dell'emigrazione, ha pure parlato dell'organizzazione delle colonie estive per i figli degli emigrati, cui sono stati destinati 90 milioni di lire. Le colonie, per le quali è sensibilmente aumentato quest'anno il numero delle domande, saranno organizzate tramite le province e le associazioni.

Il dott. Gemma, funzionario dell'Assessorato, ha fornito chiarimenti sull'elaborazione di due indagini: una, da portare a termine prima della seconda Conferenza regionale dell'emigrazione in programma a Udine a fine giugno, sui rimpatri degli emigrati dal 1970 al 1978; l'altra, che esige tempi più lunghi, sulle problematiche del reinserimento dei lavoratori rientrati. Entrambe le ricerche saranno coordinate dal Cres di Udine e la seconda sarà condotta tramite una cooperativa di giovani iscritti nelle liste speciali di collocamento: saranno effettuate 1.500 interviste a rimpatriati e 6.000 schede saranno compilate all'estero attraverso le associazioni. Nel corso della riunione è stato discusso anche il progetto integrato "Ministero Affari Esteri-Enti vari" al quale prende parte anche la Regione Friuli-Venezia Giulia e che si realizzerà con l'apporto del Fondo sociale europeo. E' prevista l'organizzazione nella Regione di tre corsi di formazione per trenta insegnanti che svolgeranno il programma di assistenza scolastica nonché di 30 corsi per 600 figli di emigrati rientrati. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Inform

di ..... del 29/V/79

A UDINE NEI GIORNI 28, 29 E 30 GIUGNO LA 2^ CONFERENZA REGIONALE DELL'EMIGRAZIONE DEL FRIULI-VENEZIA GIULIA: DEFINITO IL PROGRAMMA DEI LAVORI - (Inform - 29.5.1979).- Il Comitato regionale dell'emigrazione del Friuli-Venezia Giulia, riunitosi a Pordenone sotto la presidenza dell'Assessore regionale al Lavoro Tomè, ha esaminato il programma dei lavori della seconda Conferenza regionale dell'emigrazione, che si svolgerà a Udine nei giorni 28, 29 e 30 giugno come precedentemente stabilito.

La Conferenza - riporta l'Inform - si articolerà in un'assemblea generale e nel lavoro per commissioni. Vi prenderanno parte 224 delegati degli emigrati (compresi i 24 membri del Comitato regionale dell'emigrazione che hanno la residenza all'estero). Saranno pure invitati rappresentanti del Governo (in particolare dei Ministeri degli Affari Esteri e del Lavoro), delle Consulte dell'emigrazione delle altre Regioni, delle forze politiche, sociali e sindacali, degli Enti locali a livello regionale.

La Conferenza si aprirà nel pomeriggio del 28 giugno al cinema Puccini di Udine e sarà presieduta dal Presidente del Consiglio regionale Colli. Ci saranno due relazioni di base: sulla politica nazionale dell'emigrazione (per lo svolgimento della quale è stato rivolto invito al Sottosegretario agli Esteri delegato per i problemi dell'emigrazione, on. Giorgio Santuz), e sulla politica regionale dell'emigrazione, a cura dell'Assessore Tomè.

I lavori proseguiranno la mattina del 29 giugno con la discussione generale sulle due relazioni, mentre nel pomeriggio si riuniranno tre commissioni che tratteranno i seguenti temi: piano regionale di sviluppo e ricostruzione (presidente il Consigliere regionale Vespasiano, relatore l'Assessore Coloni); revisione della legislazione regionale in materia di emigrazione (presidente il Consigliere regionale Renzulli, relatore il Consigliere regionale Ermano); rapporti Stato-Regioni in materia di emigrazione (presidente il Consigliere regionale Barnaba, relatore il Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali del Ministero Esteri, Ministro Giovanni Migliuolo). Il giorno 30, infine, la discussione in assemblea sulle indicazioni delle tre Commissioni e le conclusioni della Conferenza regionale.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale ANSA
di ..... del 29/V/78

italiano arrestato per truffa a nizza

(ansa-afp) - nizza, 29 mag - un italiano e' stato recentemente arrestato a nizza mentre tentava di spacciare ''assegni turistici'' falsi.

l'italiano, damiano martire, di 31 anni, nativo di longo bardi (calabria), e' stato trovato in possesso di assegni falsi, per un valore di 2.500 marchi (oltre un milione di lire italiane), della ''bayerische vereinsbank'' di monaco di baviera.

martire, che ha sostenuto di essere solo unintermediario occasionale dei veri falsari, e' stato incolpato di tentativo di truffa, e incarcerato nella prigione di nizza.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale INFORM

di ..... del 29/5

I LAVORI DEL CONSIGLIO DIRETTIVO DELL'INCA-CGIL: NOMINATA LA SEGRETERIA GENERALE E DIBATTUTO IL RUOLO DEL PATRONATO SINDACALE - (Inform - 29.5.1979).

Nell'ultima riunione del Consiglio direttivo dell'INCA si è proceduto alla nomina, rispettivamente, di Lelio Leli e Sante Moretti a Segretario generale e Vice Segretario generale. Il Consiglio, presieduto da Doro Francisconi, ha proceduto anche ad una verifica degli orientamenti che emergono dal dibattito sul ruolo del patronato sindacale, alla luce dello svolgimento del programma di lavoro e del processo di ristrutturazione organizzativa.

Il dibattito è stato introdotto dal Vice Presidente dell'INCA Elio Pastorino, il quale ha affermato, tra l'altro, che l'azione del patronato sindacale non può limitarsi alla semplice attuazione delle norme previdenziali ma deve essere rivolta anche, e in stretto legame con il sindacato, alla promozione del processo riformatore in materia di sicurezza sociale. La saldatura sindacato-patronato - ha aggiunto - si realizza non soltanto sindacalizzando di più l'azione di tutela nei confronti dei lavoratori, ma raccordando l'attività del patronato con l'organizzazione sindacale. Passando ad esaminare gli aspetti della politica unitaria, Pastorino ha espresso un giudizio complessivamente positivo sulla costituzione del centro unitario nel settore della sicurezza sociale, pur evidenziando il divario che permane, sul piano dell'unità, tra il centro e buona parte della periferia.

Alla relazione ha fatto seguito un ampio dibattito, nel corso del quale sono intervenuti, tra gli altri, il Segretario della CGIL Verzelli, il Vice Presidente dell'INCA Nicosia ed il Vice Segretario dell'INCA Moretti. Verzelli, in particolare, si è soffermato sul rapporto tra ruolo del patronato e processo di ristrutturazione del movimento sindacale, indicando due importanti scadenze per la messa a punto di tale rapporto: i congressi regionali CGIL e la conferenza unitaria sui problemi di organizzazione. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Le Monde

del 29/5

L'« Européra »

par PIERRE DROUIN

On change de braquet pour la course aux urnes du 10 juin. Après les débats pré-électoraux, s'ouvre à la radio et à la télévision la campagne officielle. Un très bref entracte pendant lequel il est possible de reprendre ses esprits et de poser quelques questions.

Qui aurait pensé il y a six mois que le même européen allait déclencher un tel hourvari, que les « prises de parole » allaient se succéder à une cadence infernale dans les journaux, à la radio, à la télévision ? On ne songeait alors qu'à la Communauté moribonde, à l'essoufflement des institutions bruxelloises, à l'écroulement d'un grand rêve. Tout pesait lourdement sur le Marché commun : les sautes d'humeur du dollar, la politique agricole, les vicissitudes de l'introduction du système monétaire, etc. Et puis, le couvercle a sauté, les affiches ont jailli sur les murs, les discours et les confrontations se sont transformés peu à peu en un véritable rouleau compresseur des esprits.

Personne n'a été dupe. Ce n'est pas l'Europe qui, brusquement, telle la sœur de Cadmos, révélait ses charmes et se faisait emporter par Zeus. A travers la nouvelle consultation, les partis ont cherché à faire tourbillonner les citoyens sur leurs valses classiques, à se compter, à ferrailler devant la galerie... en vue d'autres joutes, plus lointaines. On s'est indigné, ici et là, de ce détournement d'attention, de ce nombrilisme électoral, et l'on n'a pas eu tort de souligner l'étrange comportement de ceux qui se servaient de l'Europe comme un décor, alors qu'elle aurait dû être le personnage principal de l'action.

Le premier acte de l' « Européra » terminé, le jugement devrait être plus nuancé. Il est vrai qu'en France la « politique politicienne » a pris — ô combien — le dessus dans la bataille. Mais, l'écume rejetée, il faut tout de même considérer quatre aspects intéressants, voire positifs, dans ces tumultueuses empoignades :

1) La politique « partisane » — dans le sens étymologique — ne pouvait être absente du débat. L'Europe de Mme Veil ne ressemble pas à celle de M. Chirac, de M. Mitterrand ou de M. Marchais. On s'en est mieux rendu compte au fil des jours. Il y a beaucoup de demeures dans la maison de l'Europe, et il était normal que chacun, inspiré par son idéologie propre, s'efforçât d'aménager la sienne, pour y accueillir le plus possible de candidats.

Cette possibilité d'utiliser l'Europe pour tant de « messages » n'apparaissait pas tellement avant cette campagne. L'image de la C.E.E. était figée, du fait de l'allure adoptée par l'organisation depuis son origine. Machine libérale et bureaucratique à la fois, destinée à moudre dans les grincements de tous les jours... et de quelques nuits célèbres, des règlements et des directives pour six, puis neuf pays.

Le sang nouveau que les scrutins de juin ont fait circuler irriguera-t-il la nouvelle Assemblée ? On verra bien. Mais il serait étonnant que les hommes et les femmes de tribune, qui ont défendu avec passion leurs points de vue, s'endorment, à Strasbourg et à Luxembourg, sur leurs lauriers.

Les limites extrêmes

2) Chacun a beau voir l'Europe à sa porte, parée de ses propres convictions ou de ses fantasmes, on ne la chasse plus comme une malpropre. Aucun parti n'a choisi de faire campagne pour la sortie de la France du Marché commun, alors qu'au Danemark, comme on le sait, les adversaires du Marché commun n'ont pas hésité à déployer leur bannière. Tout se passe comme si, au-delà d'un certain temps de vie commune, le divorce pur et simple apparaissait aux formations politiques françaises comme plus dangereux que le maintien dans une communauté, même assez éloignée de leurs rêves.

A l'opposé, la plus grande prudence a été généralement constatée lorsqu'il s'est agi de définir les perspectives de l'Europe de demain. La plupart des partis se sont accrochés aux textes comme à une bouée (*« Le traité de Rome, rien que le traité »*), de peur de voir la nation sombrer dans on ne sait quel enfer, si l'on dépassait une certaine porte.

Non seulement les mots de « supranationalité », de « fédération » sont bannis du répertoire, mais tout ce qui pourrait constituer le germe d'une marche vers autre chose qu'une association organisée d'Etats est extirpé dans les déclarations des principaux leaders. Les souvenirs de l'échec de la C.E.D. en 1953 et de la tentative du « putsch » de la Commission en 1965 sont encore cuisants.

3) Une analyse politique (1) a été amplement confirmée par le débat européen : les partis les plus réticents vis-à-vis de l'Europe — les gaullistes et les communistes — sont aussi les plus « jacobins ». Ceux qui subliment l'Etat ou le « centralisme démocratique » peuvent imaginer seulement une Europe de ce style, c'est-à-dire un ensemble, dont l'unique centre de décision (situé à Bruxelles ou ailleurs) imposerait aux nations ses volontés et balaierait tous les particularismes.

A l'inverse, les partis libéraux ou socialistes, qui admettent que le pouvoir descende le plus bas possible (soit par le mécanisme du marché, soit par le jeu de l'autogestion), ou bien des nations comme l'Allemagne fédérale où les Laänder y disposent de fortes responsabilités politiques, ne sont pas sur un perpétuel qui-vive à l'égard de l'Europe. Pour eux, le style de commandement « éclaté » s'accommode d'une Europe dont les institutions auraient, un jour, plus de pouvoirs. Il n'est pas nécessaire que la souveraineté repose sur un seul pivot ni que l'Etat et la nation soient éternellement confondus.

4) Curieusement, les thèmes de la « puissance » n'ont pas été très développés pour vanter les mérites de l'Europe, et il faut s'en réjouir. Sans doute a-t-on insisté sur le fait qu'un ensemble de deux cent soixante millions d'habitants permet d'obtenir plus d'indépendance vis-à-vis des Super-Grands qu'une balkanisation. De même, les partisans de l'U.D.F. ont-ils souligné les gains que la France avaient déjà obtenu du fait de son appartenance au Marché commun, et M. Giscard d'Estaing, dans son discours de Hoerdt, a souhaité que notre pays fût à la tête de l'organisation européenne.

Mais on n'a pas sorti, comme on aurait pu le faire en d'autres temps, les clairons de Déroulède pour vanter les mérites d'une Europe devenant, grâce à ce baptême démocratique, une organisation forte, pouvant s'imposer, comme un bloc, aux autres grandes puissances. Si elle tombait dans le piège de l'impérialisme, l'Europe perdrait du même coup l'essentiel de son influence. C'est dans la mesure où elle ne jouera pas ce jeu-là qu'elle sera écoutée, et notamment par tous les peuples du tiers-monde.

Sur notre faim...

Le tiers-monde... Il a été, hélas, bien absent des joutes électorales. Ce n'est que du bout des lèvres que les chefs de file des partis politiques, empêtrés dans leurs luttes intestines, ont évoqué, comme une clause de style, la part que l'Europe pourrait prendre dans le développement des pays pauvres.

Il eût été pourtant de circonstance, à l'heure des négociations sur la convention de Lomé et pendant la conférence de la CNUCED à Manille, de citer, parmi les tâches de la future Assemblée, la réanimation du dialogue Nord-Sud, la relance des recherches sur le nouvel ordre économique international. Toute initiative venant de l'Europe, ressuscitant celle qu'avait prise, le 16 septembre 1975, M. Giscard d'Estaing, n'aurait-elle pas plus de chances d'ébranler les Etats-Unis, trop sourds jusqu'ici aux appels à la solidarité, seul moyen pourtant de donner des satisfactions économiquement tangibles aux deux parties de la planète ?

Surtout, et plus généralement, l'opinion est restée sur sa faim à propos des objectifs que cette Europe un peu ragaillardie devait s'assigner. Car c'est tout de même cela qui compte, pour soulever les couches d'indifférence qui se sont accumulées depuis des lustres sur les prestations bruxelloises. L'accent mis trop souvent sur la « défense de la France », comme si l'on entrait une nouvelle fois en résistance contre l'Allemagne, ne portait-il pas à penser qu'on était en retard d'une guerre ? N'aurait-il pas fallu bien davantage exalter les valeurs qu'une Europe digne de ce nom se devait de sauvegarder face aux appétits de l'argent et du pouvoir ? Parler de la solidarité entre les nations dans la crise, des régions, de l'homme, du soutien des plus défavorisés ? Comme on pouvait lire récemment dans un manifeste du « Réarmement moral » (2) à tous les Européens. « *Il y a assez dans le monde pour les besoins de tous, mais pas assez pour la convoitise de chacun* ». Et combien se sont souciés de l'avenir de la culture, si riche et diversifiée, dont l'Europe fut le berceau et qui risque de se dissoudre dans l' « économisme » le plus prétentieux, de « *la volonté de conscience et de la volonté de découverte* » qu'André Malraux avait cru percevoir dans le génie européen ?

Il reste encore moins de deux semaines pour que les leaders des partis se réveillent, secouent la poussière de leurs gros sabots et élèvent le débat. Les jeunes, surtout, qui n'ont pas vécu les temps héroïques du lancement de l'entreprise des Six, attendent qu'on leur explique mieux, avec les arguments idéologiques de tel ou tel courant de pensée, pourquoi il manquerait quelque chose au monde si la Communauté européenne n'existait pas.

PIERRE DROUIN.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale Le Monde
di ..... del 29/V/79

BULLETIN DU JOUR

L'Europe des Dix

Les conséquences politiques du traité d'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne, signé ce lundi 28 mai à Athènes en présence de M. Giscard d'Estaing, dépassent de beaucoup les conséquences économiques.

Economiquement, dit-on à Paris, « tous les verrous qui s'imposaient ont été tirés », bien que la France n'ait pas encore obtenu toutes les garanties qu'elle demande en faveur de l'agriculture méditerranéenne. Dans le secteur industriel, la Grèce accordera progressivement aux Neuf l'ouverture de son marché, alors qu'elle bénéficie déjà de la réciproque. Pour la France, second investisseur étranger en Grèce, les Grecs sont des clients modestes mais intéressants, puisqu'ils lui achètent presque deux fois plus qu'ils ne lui vendent. Mis à part le « baroud d'honneur » de M. Marchais, l'adhésion grecque ne produit d'ailleurs pas de remous dans le monde politique français.

Politiquement, le porte-parole de l'Elysée souligne qu'en accueillant la Grèce la Communauté « fait un retour aux sources » et manifeste la persistance de « son pouvoir d'attraction ». Au moment où l'association des Neuf avec le tiers-monde traverse une passe difficile, la marque de confiance du gouvernement d'Athènes est bienvenue.

Les effets à long terme de l'adhésion grecque seront cependant très complexes. En Grèce même, la controverse est vive. Non seulement l'extrême droite et la gauche prosoviétique rejettent l'adhésion, mais les socialistes de M. Papandréou la considèrent comme contraire aux intérets de la Grèce, et les réserves ne manquent pas dans l'opinion centriste.

La détermination du premier ministre, M. Caramanlis, n'a cependant jamais faibli. Quelles que soient les difficultés de l'intégration économique, la Grèce va se trouver imbriquée dans un système institutionnel qui, le conseil européen de Copenhague l'a rappelé l'an dernier, implique nécessairement un régime démocratique, représentatif, pluraliste et le respect des droits de l'homme.

La position grecque est également fortifiée dans son éternel conflit avec la Turquie. Certes, les Neuf n'ont pas l'intention d'accorder à Athènes un appui inconditionnel face aux Turcs, mais, en cas de tension, ils ne pourraient, sans se déconsidérer, rester indifférents au sort de leur partenaire. Cette « européisation » de la Grèce intervient au moment où l'hypothèse d'une adhésion de la Turquie, sur laquelle est fondée l'association d'Ankara à la Communauté, tend à s'effacer, et d'autant plus que le contentieux gréco-turc n'est pas réglé.

Plus complexes encore sont les effets de l'adhésion grecque sur la Communauté elle-même. Déjà, l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark avait profondément modifié sa nature et son fonctionnement. Le passage de neuf à dix membres entrainera un moindre changement, mais il est exclu qu'il se limite là. La Grèce ouvre en fait la porte à une nouvelle génération de candidats. Les négociations avec Madrid et Lisbonne seront plus ou moins ardues, mais, sauf si ces gouvernements changent de cap, ce que nul ne souhaite, les considérations politiques qui ont joué en faveur de M. Caramanlis, la volonté de consolider des démocraties naissantes, conduiront au même résultat.

Sans parler des difficultés de gestion d'une Communauté à douze — que trois sages examinent tardivement, — il est évident qu'un tel élargissement exclut le renforcement de la cohésion communautaire. Une page est tournée. Pour réaliser « l'union sans cesse plus étroite des peuples européens » promise par le traité de Rome, il faudra trouver autre chose.

Ostacoli, difficoltà e scorrettezze in Francia

Ma gli emigrati potranno votare per le «europee»?

I seggi installati dalle autorità italiane non nelle sedi previste, ma in missioni religiose, scuole private, fabbriche e imprese — In ritardo le operazioni pre-elettorali

Dal nostro inviato

PARIGI « Non bastavano le restrizioni imposte dalle autorità francesi per renderci difficile il voto europeo, ora, a quanto pare, ci si mette anche l'autorità italiana ». *E' la prima reazione indignata che si coglie nelle colonie dei nostri emigrati, a Parigi, a Lione, a Marsiglia, nel Nord minerario e siderurgico, alle voci secondo cui i 243 seggi elettorali nei quali i nostri connazionali dovranno recarsi alle urne per eleggere in giugno i deputati al Parlamento europeo saranno sistemati in gran parte in sedi che, quanto meno, non sono previste dalle disposizioni ministeriali: missioni cattoliche (in prevalenza), scuole private, o addirittura fabbriche e imprese italiane (come la Buitoni o la Vespa). Approssimazione o calcolo politico?*

I delegati nazionali del PCI in Francia hanno già vivamente protestato dinnanzi a questo che è stato presentato candidamente come un modo « per evitare di scomodare le autorità francesi » *già così restie a rendere* « normale » *il voto dei nostri connazionali. La giustificazione è comunque sospetta: le disposizioni parlano chiaro e la stessa nota verbale del governo francese al nostro ministero degli esteri dice testualmente che i seggi elettorali* « saranno installati nei locali consolari e in quelli parastatali italiani » *e che* « ove occorressero altri seggi il ministero degli esteri francese concorderà con l'ambasciata italiana le ulteriori sedi ». *Perché allora le missioni cattoliche, le scuole private (a Sevres nella* banlieue *parigina si è scelta ad esempio la scuola armena) e ditte come la Buitoni, si chiedono gli elettori?*

Impossibile il controllo

E non basta. A poco più di 15 giorni dal voto europeo e ad una settimana da quello per le legislative italiane del 3 giugno, mancano ancora le liste elettorali che avrebbero dovuto essere inviate dal ministero 35 giorni prima della data delle elezioni. Impossibile, quindi, una qualsiasi operazione di controllo, mentre non si è ancora potuto procedere alla nomina dei delegati di seggio e degli scrutatori, cui si dovrà perciò addivenire all'ultimo momento con scarse garanzie di accuratezza e imparzialità.

« La storia si ripete, come ogni volta che siamo chiamati a compiere il nostro diritto civico: abbandonati, discriminati ». *Carlo Sandretti vive e lavora in Francia da più di dieci anni. E' fra le migliaia di nostri connazionali che in questi giorni, nelle centinaia di assemblee organizzate dal PCI un po' in tutta la Francia, denunciano la loro assurda condizione di italiani e di europei* « di seconda classe ». *Le norme elettorali per i cittadini italiani che lavorano in Francia ne sono un esempio: le riunioni di propaganda politica si possono tenere solo in luoghi chiusi e in modo quasi clandestino, i francesi ne sono perentoriamente esclusi. La stampa mantiene un silenzio quasi totale, mentre alla radio la propaganda è strettamente limitata ai programmi in lingua italiana (dieci minuti, alle 6,50 del mattino). Buio completo alla televisione.* « Ha ragione il compagno Berlinguer — *dice Giorgio Avola* — ci hanno detto tante volte che siamo i precursori dell'unità europea, ma se dalle parole si passa al riconoscimento dei diritti civili e democratici, la musica cambia ». « E' dal giugno '74 che la Comunità ci assicura la rapida approvazione dello statuto dei lavoratori emigrati, che doveva segnare la fine della disuguaglianza tra i lavoratori all'interno della comunità stessa. E invece rischiamo di non essere uguali nemmeno nel voto ».

Certo, è vero che le discriminazioni più odiose, qui in Francia, sono diminuite almeno nei confronti degli immigrati italiani e tuttavia la situazione non è delle più rosee. La crisi economica che non risparmia la Francia si ripercuote con maggior asprezza sui 700 mila lavoratori italiani che vivono qui. L'agricoltura e l'industria siderurgica e mineraria (il settore dove gli italiani maggiormente hanno trovato occupazione negli anni passati) sono in crisi e le spese, per primi, le fanno naturalmente gli immigrati. I salari sono relativamente bassi (duemila franchi circa, quasi 400 mila lire) e sono divorati da un tasso inflattivo in continua crescita, in un paese dove il costo della vita è molto superiore a quello dell'Italia. A migliaia si contano i licenziamenti che hanno colpito soprattutto le regioni siderurgiche del nord, della Lorena e del Pas de Calais, dove gli italiani costituiscono colonie antiche e numerose. Dice un delegato sindacale: « Vogliono farci pagare le conseguenze della crisi. Sotto il pretesto di riassorbire la disoccupazione, si pratica una politica che mira in effetti ad espellere gli immigrati. Per questo scopo tutti i mezzi sono utili: misure arbitrarie, ricatto, controllo poliziesco, ritiro illegale dei permessi di soggiorno ». *Spesso con gli italiani gli organi di polizia si accaniscono in modo particolare:* « Dicono che siamo troppo intraprendenti e che facciamo propaganda di sinistra ». *In effetti i diritti sindacali sono ancora limitati e quelli politici non sono assicurati; il diritto di associazione e di espressione rimane sottoposto ad un decreto dell'aprile 1939 che conferisce al ministero dell'interno il potere di proibire la costituzione di associazioni democratiche (persino sportive e culturali) e di vietare la pubblicazione di giornali nella lingua madre.*

Donne discriminate

Un capitolo a parte riguarda le donne italiane che vivono in Francia. Le abbiamo viste numerose nelle assemblee di partito rivendicare la parità di diritti nel lavoro, nella formazione professionale: le abbiamo sentite denunciare la doppia discriminazione che le colpisce come donne e come immigrate. Duramente sfruttate sul lavoro (raramente il loro salario è paritario), esse sono le prime vittime dell'isolamento e della spersonalizzazione cui le condanna la scarsa conoscenza della lingua, della cultura, della legislazione di un paese che non è il loro. Oltre a ciò, un problema drammatico che le colpisce strettamente è quello dei bambini, che subiscono duramente il contraccolpo delle discriminazioni di cui sono vittime i loro genitori, a tutti i livelli. Solo il 20% dei ragazzi immigrati in Francia arriva a conseguire un grado di scolarizzazione sufficiente, e la sottoqualificazione professionale a cui vengono costretti i genitori viene loro trasmessa come una forzata eredità.

Sono problemi e temi che ricorrono in ogni colloquio con i nostri connazionali, che risuonano nelle aspre parole di denuncia e di lotta nelle assemblee cui abbiamo assistito, organizzate essenzialmente dai compagni del partito comunista e che rendono esse sole ancor più evidente l'assenza di chi « si ricorda di noi soltanto in occasione del voto ». *Altro che rassegnazione, come qualcuno ha scritto, degli* « indifferenti italiani di Francia ». *Certo, in molti di loro c'è amarezza, ma c'è soprattutto sdegno: per la latitanza dei vari governi dc che in tutti questi anni non hanno fatto nulla per proteggerli e che accettano oggi le limitazioni imposte dagli altri governi per la partecipazione al voto europeo. Anche per questo c'è da ritenere che non cadrà nel vuoto, ci dice il compagno Carli delegato nazionale del PCI in Francia, l'appello del nostro partito a tornare in patria il 3 giugno per partecipare insieme a tutti gli italiani alle elezioni: anche per questo i 170.000 elettori italiani in Francia, al pari dei loro compagni di lotta in Italia, vogliono essere protagonisti* « di una grande lotta per una nuova politica e per un governo in grado di garantire che l'Italia cambi ».

Franco Fabiani

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale ..... del 29 MAG 1979

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale CORRIERE DELLA SERA

di 29-5-79 del

I conti sul voto europeo

L'articolo «Per l'Europa previsti all'estero quattrocentomila voti italiani» di Bruno Tucci è viziato da un errore di calcolo. «Carta, penna, una divisione a più cifre e il conto è presto fatto». Purché si sappiano fare le divisioni a più cifre. Nel caso specifico, la spesa per un voto degli italiani nell'area comunitaria (6 miliardi diviso 400.000) è di 15.000 lire, non di 150.000 (un voto in Italia costerà invece 3.000 lire). L'articolo sembra poi confondere il voto per il Parlamento europeo col voto nazionale, quando dice che 56.000 italiani rientrarono dall'estero per votare nel 1976, mentre furono in realtà 121.000 (56.000 rientrarono dagli otto Paesi CEE).

Mario Sica
(Primo consigliere per gli affari sociali dell'Ambasciata d'Italia a Berna)

elezioni per voto marittimi

(ansa) - roma, 28 mag - la federazione marinara cgil-cisl-uil, allo scopo di permettere ai marittimi che si trovano fuori del comune di residenza per motivi di imbarco di partecipare al voto, ha deciso di concordare localmente con le autorita' marittime e con le societa' armatrici programmi di soste tecniche o di ritardate partenze, per consentire, compatibilmente con l'operativita' delle navi, a tutti i marittimi di recarsi alle urne. a questo scopo la federazione ha lanciato un appello a tutta la categoria affinche' ''si avvalga al meglio della vigente normativa'' invitando i marittimi a recarsi urgentemente presso gli uffici marittimi competenti al rilascio dei necessari attestati che sono stati istituiti nelle capitanerie di porto e negli uffici circondariali marittimi. il segretario generale aggiunto della film-cgil tricarico, dopo aver rilevato che ''la battaglia per il diritto al voto ai marittimi ha dato esito negativo in quanto i tempi tecnici e la situazione politica non hanno consentito di emanare utilmente un decreto legge'', ha affermato che solo pochi marittimi saranno in grado di beneficiare della vecchia legislazione. la federazione marinara ha comunque preannunciato iniziative di sciopero ''nel caso non fosse possibile raggiungere alcun accordo circa le modalita' di soste tecniche delle navi''.

ANSA 29/V/79

ROMA 29/V/79

Pochi i marittimi che potranno votare

La federazione marinara Cgil, Cisl, Uil, allo scopo di permettere ai marittimi che si trovano fuori del comune di residenza per motivi di imbarco di partecipare al voto, ha deciso di concordare localmente con le autorità marittime e con le società armatrici programmi di soste tecniche o di ritardare partenze, per consentire, compatibilmente con l'operatività delle navi, a tutti i marittimi di recarsi alle urne.

A questo scopo la federazione ha lanciato un appello a tutta la categoria affinchè «si avvalga al meglio della vigente normatività invitando i marittimo a recarsi urgentemente presso gli uffici marittimi competenti al rilascio dei necessari attestati che sono stati istituiti nelle capitanerie di porto

Il segretario generale aggiunto della Film-Cgil Tricarico, dopo aver rilevato che «la battaglia per il diritto di voto ai marittimi ha dato esito negativo in quanto i tempi tecnici e la situazione politica non hanno consentito di emanare utilmente un decreto legge», ha affermato che solo pochi marittimi saranno in grado di beneficiare della vecchia legislazione. La federazione marinara ha comunque preannunciato iniziative di sciopero «nel caso non fosse possibile raggiungere alcun accordo circa le modalità di soste tecniche della navi»

Il comitato «Seagull», che ha assunto numerose iniziative in favore della categoria, ha deciso di lanciare la proposta di legge di iniziativa popolare per il voto dei marittimi in navigazione.

In una nota, il comitato constatata «l'indifferenza dei maggiori partiti nei confronti dei lavoratori del mare e l'inerzia del Parlamento nei confronti di una proposta di legge numero 2421 del settembre '78, presentata dall'on. Accame ed altri», rende noto di aver sollecitato il parlamentare a ripresentare la proposta di legge al nuovo Parlamento.

Contemporaneamente il comitato fa appello ai lavoratori del mare e ai loro familiari di «raccogliere 50 mila firme per la proposta di legge.

AVANTI 29/V/79

Dopo il no del governo

Marittimi: anche per dare il voto dovranno lottare

Era stato chiesto al governo di mettere i marittimi in condizione di poter votare, come tutti gli altri cittadini, alle prossime elezioni. Il governo non ha voluto, il Parlamento non ha potuto (mancava il tempo per iniziative parlamentari), i marittimi continuano a rischiare di non poter esprimere il loro voto. Qualcuno, o, si spera, parecchi, potranno farlo, nonostante il governo, per merito della federazione sindacale unitaria: la federazione marianra CGIL - CISL - UIL ha deciso di concordare, sia con gli armatori, sia con le capitanerie di porto, un programma di arrivi e partenze delle navi tale da consentire ai marittimi di andare a votare. Sarà necessario spostare arrivi, partenze e soste. L'importante è che la gente di mare possa andare alle urne come tutti gli altri cittadini, anche se il governo ha fatto il possibile per impedirglielo. Se gli armatori non accetteranno di modificare a questo fine i programmi, la federazione marinara reagirà proclamando scioperi: «Abbiamo cercato invano di smuovere il governo — ha detto Tricarico, segretario generale aggiunto della FILM-CGIL — e la nostra battaglia ha avuto esito negativo. Cercheremo con quest'iniziativa di garantire il diritto di voto almeno a una parte dei marittimi».

Intanto, i sindacati unitari hanno proclamato lo stato d'agitazione sulle navi Finmare. A costringerli a questo passo è stata la stessa società, che ha fatto pagare a tutti i marittimi imbarcati (compresi quelli che non avevano scioperato) uno sciopero attuato dagli «autonomi».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Avanti

di ..... del 29/V/79

I marittimi in lotta per il diritto di voto

A sei giorni dall'inizio delle votazioni politiche, si fanno più fitte le scadenze amministrative previste dalla normativa sulle varie operazioni elettorali.

Per quanto riguarda i marittimi, in particolare (per i quali vigono ancora assurde discriminazioni elettorali) il ministero degli Interni provvederà a trasmettere, secondo la legge vigente, tramite le competenti prefetture, un congruo numero di modelli per il rilascio ai richiedenti dell'attestazione necessaria per l'ammissione al voto. La federazione marinara CGIL-CISL-UIL ha deciso da parte sua di concordare localmente con le autorità marittime e con le società armatrici programmi di soste tecniche o di ritardare partenze per consentire, senza creare disagi ai passeggeri, a tutti i marittimi di recarsi alle urne. Se non si dovesse giungere ad un accordo il sindacato ha preannunciato scioperi ed altre «opportune forme di lotta».

L'Italia è infatti l'unico paese in Europa (nonostante che dal settembre '78 sia stata presentata al Parlamento una proposta socialista) in cui è negato ai marittimi un diritto dovere sancito dalla Costituzione.

E' ovvio quindi che tra la categoria ci sia molta amarezza a causa della mancata approvazione di un decreto legge o di un altro provvedimento che agevoli ai marittimi le operazioni di voto. Il segretario generale aggiunto della federazione marittimi della CGIL, compagno Tricarico, ha detto in proposito che «La battaglia per il diritto di voto ai marittimi ha dato esito negativo. Abbiamo lottato nella speranza che questa fosse la volta buona per porre riparo a una discriminazione ingiusta e intollerabile che da tempo pesa sulla categoria». Tali ritardi, secondo il sindacalista, sono imputabili alla «sordità del governo» e «alle ambivalenze, alle incertezze e alle eccessive preoccupazioni di qualche partito» sulle modalità di voto da modificare.

Da ricordare che sabato 2 giugno scade il termine per la presentazione della domanda da parte dei marittimi che si trovano fuori del comune di iscrizione per motivi di imbarco, di votare nel comune in cui si trovano. Per quanto riguarda, inoltre, le altre scadenze, il 31 maggio scade il termine per la richiesta di esercitare il diritto di voto dal luogo di degenza da parte dei ricoverati.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale il Popolo

di ..... del 29/V/79

Germania

Partita a tre

I Paesi della CEE all'appuntamento con il voto per il Parlamento europeo

Dall'inviato

BONN — Cristiano-democratici (CDU-CSU), socialdemocratici (SPD) e liberali (FDP). Anche per elezioni europee, la partita si gioca, in Germania federale, fra queste tre forze politiche. La rigida clausola del 5% dei voti come quoziente minimo, non sembra infatti lasciare spazio agli aspiranti parlamentari europei delle nove liste minori; la loro presenza non è destinata ad andare oltre un ruolo puramente « morale ».

Nella campagna per le « europee », i tre partiti classici si sono buttati con un impegno davvero notevole. In precedenza, e sia pure con toni diversi e sfumature di maggiore o minore rigidità, hanno troppe volte concordato negli atti di accusa contro la mancanza di legittimazione popolare delle istituzioni di Bruxelles per non trovarsi ora ad insistere — tutti insieme — sulla « chanche » del 10 giugno. La qual cosa non vuole comunque dire che, ad un comune impegno di mobilitazione, corrispondano molti parallelismi ideologici e programmatici. Anzi, la contrapposizione fra le forze politiche tedesche comincia ad emergere nello stesso momento in cui — partendo dal presupposto che è l'ora per imprimere all'Europa una robusta spinta in avanti — ci si pone la domanda d'obbligo: quale Europa?

Il loro « modello », i cristiano-democratici della CDU e della CSU lo hanno presentato facendo propria la piattaforma programmatica con cui il PPE, il Partito Popolare Europeo, ha stabilito una linea d'azione vincolante per tutte le forze ad ispirazione cristiano-democratica e basata su due presupposti essenziali: identica tensione morale e schemi operativi elaborati all'insegna delle più stretta solidarietà. Un' Europa delle libertà, del progresso economico realizzato nel rispetto dei principii dell'economia sociale di mercato, un'Europa della sicurezza e della pace. Questa, sintetizzata al massimo, la proposta cristiano-democratica.

All'elezione del 10 giugno, la CDU e la CSU vanno con uno slogan da battaglia: « Tedeschi, votate per un'Europa libera e sociale, contro un'Europa socialista ». Il perché di questo attacco diretto ai socialisti, Egon Klepsch, uno degli uomini di punta della CDU per il Parlamento di Strasburgo, lo spiega così: « Abbiamo scelto il nostro slogan dopo che i socialisti avevano scelto il loro: E' stato il leader socialista francese, Mitterrand, a sostenere che si può volere solo un'Europa socialista. O nessuna Europa. Al congresso di Colonia, i socialdemocratici tedeschi hanno condiviso questa posizione, che noi non possiamo però tollerare, perché siamo convinti che solo un'Europa in cui siano rappresentate tutte le forze democratiche potrà davvero costituire una promessa per il futuro. Non abbiamo nulla contro la partecipazione dei socialisti all'Europa, ma siamo assolutamente contrari all'idea di un' Europa esclusivamente socialista ».

Ecco dunque i termini della sfida lanciata dei cristiano-democratici tedeschi: libertà e pluralismo in contrapposizione alle tendenze esclusivistiche dei socialisti. La collaborazione fra la SPD tedesca e il PS francese, ancora coinvolto nel disegno dell'Unione delle sinistre, presta del resto il fianco all'attacco cristiano-democratico. E spinge Franz Josef Strauss, l'irruento leader bavarese, a calcare la mano, sparando a zero sui rischi di un fronte popolare in Europa e denunciando la tentazione delle sinistre di rimettere in causa la scelta della libera economia sociale di mercato per fare spazio al burocratismo esasperato e, in ultima analisi, alla ricerca di soluzioni collettivistiche.

Dall'altra parte della barricata elettorale, i socialdemocratici rispondono in modo studiatamente (e ostentatamente) rilassato. Dal loro punto di vista, perseguono obiettivi avanzatissimi: settimana lavorativa di 35 ore, controllo sugli investimenti delle multinazionali, proibizione della serrata e così via. Credono di poter far conto sugli appoggi necessari per realizzarli. Non a caso al secondo posto della lista elettorale hanno collocato Oskar Vetter, leader dei sindacati europei. E senza preoccuparsi molto del particolare che, così facendo, finiscono per smentire definitivamente la favola della neutralità sindacale in Germania.

Al pari delle altre forze socialiste in Europa, i socialdemacratici tedeschi sanno di avere la possibilità di fare parte del gruppo numericamente più forte del primo Parlamento europeo eletto a suffragio diretto e universale. E su questa mezza certezza puntano i loro atteggiamenti anticipatamente trionfalistici, cercando allo stesso tempo di stendere un velo sulle divisioni esistenti all'interno della Federazione socialista europea, la cui « Charta », oltre a risultare vaghissima, rivela l'esistenza di aperti conflitti tra i fautori del socialismo rivendicativo e gestionario e i gruppi ancora incerti sulle scelte di fondo.

Inoltre resta aperto il grosso equivoco dei laburisti britannici, che in vista del voto del 10 giugno hanno nominato solo dei candidati contrari all'unità europea. Può naturalmente darsi che, matematica elettorale alla mano, i socialisti possano ottenere il successo che si attendono. Ma è certo che, poi, nell'aula di Strasburgo, avranno i loro guai, quando si tratterà di trovare un minimo comune denominatore sul piano operativo.

Anche in occasione dell'elezione europea — e come sempre in Germania — i liberali (terza forza, ma « forza portante ») cercano di farsi largo fra i due grandi partiti. La loro parola d'ordine è questa: « contro l'Europa dei padroni e contro l'Europa dei lavoratori, ma per l'Europa dei cittadini ». Un po' troppo generica, come dichiarazione programmatica. Inoltre c'è il rischio di qualche clamorosa contraddizione fra le scelte che i liberali opereranno a Strasburgo e quelle già operate a Bonn, dove forniscono ai socialdemocratici l'appoggio necessario per conservare il governo.

Certo, i liberali sono i primi a dire di no, a giurare che di contraddizioni non ve ne saranno. Perché Bonn e Strasburgo sono due diversi campi d'azione; e le cose — si assicura — verranno tenute ben distinte. Ma sarà un impegno capace di resistere alla prova del tempo?

Gianfranco ROSSI

(2 - FINE. Il precedente articolo è stato pubblicato il 24 maggio)

QUESTE LE PREVISIONI

Sulla base dei risultati delle ultime elezioni politiche (CDU-CSU 48,6; SPD 42,6; FDP 7,9) gli 81 deputati tedeschi al Parlamento europeo dovrebbero risultare così suddivisi:

CDU/CSU	(cristiano-democratici)	40-42
SPD	(socialdemocratici)	34-35
FDP	(liberali)	5-6

GLI ERETICI NEI PARTITI

UN CECOSLOVACCO DISSIDENTE È IN LIZZA PER STRASBURGO CON I SOCIALISTI

Pelikan: «Spero sempre in una Praga libera»

«L'esilio è una malattia» - «Nei paesi dell'Est c'è sproporzione tra la vita del cittadino e quella del gruppo politico dirigente»
«Ho accettato la proposta di Craxi perché il PSI ha espresso una solidarietà concreta con la primavera di Dubcek»

MILANO — Sarà l'onorevole «primavera di Praga»? Jiri Pelikan, candidato socialista, aggrotta le sopracciglia folte come un cespuglio: «Il parlamento europeo sarà una tribuna per esprimere le mie idee. Sarò un deputato scomodo, non mi faccio ingabbiare da discipline di gruppo o di partito». Per dire che cosa? «Che non è possibile discutere sui diritti civili nei paesi occidentali, quando all'Est si condannano ancora persone perché esprimono opinioni. Non si può ridurre la politica di pace e di distensione a un *business*. Gli affari vanno bene, ma non si devono pagare col silenzio sulle ingiustizie che vengono commesse. E i controlli degli accordi di Helsinki non vanno lasciati solo ai diplomatici di professione».

Pelikan è candidato socialista al parlamento europeo. Fu uno dei protagonisti della primavera di Praga, direttore della televisione. L'incontro nella stanza spoglia di un residence, giornali ammonticchiati sui mobili, diversi numeri di *Listy*, la rivista del dissenso che dirige e realizza a Roma. Singolare destino umano: entrò nel PC a sedici anni, ha conosciuto i leader della sinistra italiana — da Berlinguer a Craxi — quando girava il mondo come dirigente dei giovani comunisti cechi. Adesso ha 56 anni, e aspetta il giorno della nuova libertà per Praga. Ha fatto in tempo a conoscere i privilegi del potere; ma non si è spaventato a portare fino all'esilio la sua eresia, il suo dissenso contro il regime imposto a Praga coi carri armati. Come sta, ora?

«L'esilio è sempre una malattia. Si perdono gli amici più profondi, si troncano le radici. Fu una scelta difficile lasciare la Cecoslovacchia. Avessi obbedito al sentimento, sarei rimasto in patria. Ma capii che a Praga sarei stato condannato al silenzio: la lotta per il socialismo dal volto umano poteva essere condotta solo dall'estero. Decisi l'esilio così, razionalmente».

— Come vive un esule, nell'Europa opulenta di questi anni?

«Avrei potuto fare come gli altri 150 mila cecoslovacchi all'estero che hanno trovato un'occupazione fissa nelle normali professioni. Ho preferito scegliere la strada del giornalista *free-lance*, per continuare la mia battaglia politica, essere più libero e avere il tempo di fare *Listy*».

— E i mezzi per sopravvivere?

«Scrivo articoli per giornali, faccio programmi soprattutto per le televisioni di Francia e Germania. Ho pubblicato cinque libri. Certo, non ho alcuna sicurezza sociale, vivo da un giorno all'altro. Ma questo fa parte della condizione dell'esule».

— Perché Pelikan non si è accostato al PCI?

«Quando sono arrivato in Italia, ho stabilito rapporti sia con i comunisti che coi socialisti: per un esule è importante avere buoni rapporti con tutti i partiti di sinistra. Ma col passare del tempo sono emersi problemi».

— Quali problemi?

«Il PCI ha condannato, sì, l'intervento sovietico in Cecoslovacchia, però ha continuato a mantenere un rapporto di solidarietà col PC sovietico, responsabile di quell'intervento armato. Quando noi chiediamo il ritiro delle truppe sovietiche o la liberazione dei prigionieri politici, cogliamo una contraddizione: il PCI, forse anche contro la sua volontà, è costretto ad accettare certe regole del movimento comunista internazionale. Ma non si possono mantenere rapporti con un partito al potere e con la sua opposizione».

— Eppure le carte teoriche dell'eurocomunismo non somigliano parecchio ai fogli del socialismo dal volto umano?

«Infatti, ho seguito con simpatia la tendenza eurocomunista. Ma ho visto che questa tendenza incontra opposizione dall'ala filosovietica del partito».

— Se i comunisti le avessero offerto la candidatura avrebbe accettato?

«Mi pare una domanda senza fondamento. Se il PCI avesse fatto una proposta del genere, avrebbe compiuto un gesto coraggioso per affermare una scelta eurocomunista. Ma capisco bene che non abbia potuto fare quel gesto. Se la proposta mi è venuta dai socialisti, è perché il PSI non è condizionato né da Mosca né da Praga».

— Perché ha accettato l'offerta di Craxi?

«Perché non sono un uomo privato. In questo modo i socialisti esprimono solidarietà concreta con la primavera di Praga. E cercano di dar voce anche a quella parte di cittadini che, in patria, sono condannati al silenzio».

— Che risultati spera di ottenere?

«C'è un primo dato: il bipolarismo che divide l'Europa in due parti. I popoli dell'Est sono condannati a subire l'egemonia sovietica per un tempo indeterminato, se non cambia qualcosa. E che cosa può cambiare? Un polo d'attrazione europeo potrebbe farci superare lo stallo, cosicché l'Unione Sovietica non potrebbe usare l'argomento che si sta da una parte o dall'altra della barricata».

— Non teme di cadere nell'utopia?

«Anche l'utopia è importante. Le elezioni europee non sono un miracolo, d'accordo. Ma io conosco, anche dall'interno, il sistema politico sovietico più di tanti politici occidentali. E so bene che neppure quella società è completamente bloccata e monolitica come molti pensano. Alla scomparsa di Breznev ci sarà una lotta per la successione: può prevalere anche una tendenza favorevole a una politica diversa verso i paesi satelliti. I russi potrebbero favorire chi gode del consenso interno, e non appoggiare più quei gruppi che, non godendo dell'appoggio popolare, hanno bisogno di aiuti armati. Aiuti che all'Unione Sovietica costano molto, anche economicamente».

— Una delle prospettive è la «finlandizzazione» della Cecoslovacchia. Che vuol dire?

«Che i sovietici facciano un ragionamento di questo tipo: noi vi lasciamo la possibilità di scegliere un sistema che sia corrispondente alle vostre tradizioni e alle vostre aspirazioni. In cambio vi dovete impegnare a non far nulla che indebolisca gli interessi strategici dell'URSS. Sarebbe una libertà limitata, che non corrisponde ai desideri della maggioranza della popolazione, ma potrebbe essere accettata come un male minore, un primo passo avanti».

— E Dubcek?

«Vive a Bratislava, impiegato all'ufficio per la meccanizzazione dei lavori forestali. Aveva chiesto di tornare in fabbrica; gliel'hanno impedito, non vogliono che abbia contatti coi lavoratori, con la popolazione. Ecco: Dubcek è isolato, ma svolge un ruolo importante. Non ha mai fatto l'autocritica, è rimasto in Cecoslovacchia: si tiene di riserva per il giorno in cui si aprisse una strada di finlandizzazione».

— Parliamo dell'Italia. A che cosa attribuisce la crisi, sociale e politica, che si trascina da anni?

«Dipende dal fatto che non esiste un'alternanza del potere, come negli altri paesi democratici».

— Per questo è candidato nel PSI, che si dichiara partito dell'alternativa e dell'alternanza?

«Anche per questo. Non solo sul piano europeo, ma anche nella situazione italiana bisogna superare quella forma di bipolarismo che ha bloccato tutto e si deve creare una terza forza».

— Non la spaventano le divisioni interne che, per tradizione atavica, angustiano il socialismo italiano?

«Non conosco bene tutti i problemi di schieramento. Ma li considero, quando non dipendano da personalismi, come un fatto positivo: la conferma che il partito socialista è libero, non monolitico. E questo è importante per chi ha vissuto molti anni sotto il centralismo democratico».

— Come si definisce?

«Un socialista che vuole un socialismo diverso da quello sovietico: un sistema dove esista una pluralità di partiti e sia riconosciuta l'autonomia del sindacato».

— Come si può realizzare?

«Una delle condizioni riguarda i rapporti fra i partiti di sinistra: è indispensabile un certo equilibrio tra comunisti e socialisti, e va contestata la tendenza del PC a rappresentare l'intero movimento operaio».

— E le polemiche tra PSI e PCI?

«Mi pare che la discussione ruoti attorno a problemi essenziali, come l'atteggiamento verso i paesi del socialismo reale, come il leninismo, il dissenso, il centralismo democratico. Sono argomenti sui quali ho una posizione chiara, più vicina ai socialisti che ai comunisti, per quanto non lanci scomuniche contro nessuno e segua con interesse certe posizioni, anche avanzate, dei comunisti».

— Come andranno le elezioni?

«Spero che il PSI, come terza forza, ottenga più voti. Ma credo che, in tempi brevi, sia difficile cambiare la situazione. Il successo avrebbe potuto essere maggiore, se le elezioni europee fossero svolte prima di quelle politiche».

— Il terrorismo italiano ha qualche santuario in Cecoslovacchia?

«A Praga i servizi segreti sono davvero segreti. Non so se esistano o non esistano collegamenti col terrorismo italiano. L'unica osservazione, politica, è che la destabilizzazione dell'Italia rientra nell'interesse del potere attuale sia a Praga che a Mosca».

— Non le capita di aver paura?

«Sono un po' fatalista, ognuno ha il suo destino. E poi

Pelikan si alza dal divano, nella piccola stanza del residence. Scrive una dedica sul suo libro più recente, «Il fuoco di Praga», pubblicato da Feltrinelli. E' rimasto il tempo per un'ultima battuta sull'uguaglianza economica. Conclude Pelikan: «Nei paesi dell'Est esiste, in un certo senso, una maggiore uguaglianza. Ma c'è una clamorosa sproporzione tra la vita del cittadino medio e quella del gruppo dirigente, che ha tutti i privilegi, dal salario alle ville, dall'autista alle cliniche speciali. E questo gruppo dirigente dispone, per di più, di un potere assoluto: quello di condannare gli altri al silenzio».

Walter To'

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale ... L'UNITÀ ... DEL MASSACRO
di ... 29-5-79 ... del ...

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio del Giornale LA STAMPA
di 29-5-79 del

Il piccolo partito dell'Union Valdôtaine verso le elezioni europee

Aosta: le minoranze riunite nel «leone rampante» sperano di avere un rappresentante a Strasburgo

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

AOSTA — *Il 3 giugno è una data importante per tutti i partiti italiani, ma qui in Valle ce n'è uno che guarda con maggior interesse all'appuntamento elettorale europeo del 10. Quel giorno, per l'Union Valdôtaine, significa infatti il sì o il no al tentativo del piccolo partito autonomista di portare almeno un rappresentante al Parlamento di Strasburgo.*

Il simbolo del «leone rampante» scende in lizza in tutte e cinque le circoscrizioni del territorio nazionale. Nel suo listone ci sono i rappresentanti delle minoranze etniche, federalisti, regionalisti, autonomisti, partiti con interessi prettamente civici. «Un'assemblaggio di idee con tanta confusione» *dicono alla sede comunista di via Battaglione Aosta; una* «lista in balia dell'Union Valdôtaine» *sottolineano alla democrazia cristiana.*

Ma sono alcune opinioni di avversari; gli unionisti del leone rampante sono di diverso parere. «Il nostro partito, grazie a un rappresentante al Senato — *dice il capolista Bruno Salvadori* — ha potuto trasformarsi nel portabandiera di tutte le minoranze e degli scontenti dell'attuale politica dei gruppi stato-nazionali».

Pietro Fosson, senatore uscente dell'Union afferma: «Ritengo che Strasburgo non debba diventare la fotocopia di Roma. Nella capitale italiana la nostra voce arriva in sordina; dunque siamo obbligati ad amplificarla a livello europeo per fare ascoltare le nostre esigenze». *Che sono queste: difesa dell'etnia valdostana attraverso un più diffuso uso della lingua francese; possibilità di un'emittente televisiva con largo spazio alle trasmissioni in patois; salvaguardia delle tradizioni locali* «duramente attaccate» *da una massiccia immigrazione.*

Proprio questo programma elettorale sbandierato nella competizione europea ha portato alla polemica il candidato dc alla Camera, Gianni Bondaz. Nel suo comizio di apertura per le elezioni del 3 giugno ha accusato gli unionisti, o meglio, «una piccola frangia dell'Union d'invitare i meridionali ad andarsene, estendendo questi sentimenti razzisti a chi non è valdostano d'origine».

Dunque, la parola «razzismo» *è affiorata.* «Un'affermazione gratuita e di cattivo gusto» *controbatte Joseph César Perrin, presidente dell'Uv.* «Etnia — *aggiunge* — per noi significa cultura e non certo razza. Il nostro scopo è fare della *petite patrie* un paese di serenità e giustizia sociale con abitanti non necessariamente nativi del posto».

Il termine «razzismo» fa trasalire anche Cesare Dujany, uomo di provata fede democratica e candidato alla Camera. E' un «alleato» degli unionisti essendo Dujany di Dp (il partito che nacque nel '70 dalla scissione a sinistra della locale dc). Dice: «Più l'uomo si sente universale e più riscopre i propri particolarismi culturali. Il leone rampante diventa così la guida di tutte le minoranze italiane che sono stanche della partitocrazia e della sordità di Roma».

Friulani, sloveni, occitani, trentini popolari, liste civiche siciliane, sarde e liguri, autonomisti dell'Ossola attendono da Strasburgo una risposta alla loro domanda politica. E per questo hanno delegato il piccolo partito.

Occitani — *Nel listone dell'Union Valdôtaine per Strasburgo ci sono pure due rappresentanti dei 180 mila occitani che vivono in prevalenza nelle vallate del Cuneese. Con i valdostani e i friulani sono quelli che fanno da portavoce a una fra le più consistenti minoranze sul territorio nazionale. Il Mao (Movimento Autonomista Occitano) ha già espresso un anno fa un sindaco. E' il giovane Dino Matteodo, primo cittadino di Frassino, in Val Varaita. Proprio Matteodo, insieme con un altro candidato, rappresenta le aspirazioni occitane nella lista di Uv.*

I discendenti degli antichi menestrelli di lingua d'oc aspirano a una regione autonoma, su posizioni socialiste, e dove finisca finalmente l'obbligo di emigrare per poter lavorare. Rileva Matteodo: «Se il leone rampante riuscirà a mandare a Strasburgo un suo rappresentante, sarà questo il programma».

Ossolani — *Il loro gruppo si chiama Uopa (Unione Ossolana per l'Autonomia) ed è nato nell'ottobre di due anni fa. Nella lista dell'Union per Strasburgo c'è un ossolano dell'Uopa anche se non si presenta ufficialmente per questo gruppo.* «Siamo apartitici» *specifica il presidente Giuseppe Coffano e prosegue:* «Nell'Uv il candidato Brunetti ha la delega di tutti gli ossolani, però non è l'uomo ufficiale dell'Uopa».

Gli obiettivi sono una superstrada da Gravellona Toce al Sempione per rompere l'isolamento economico e soprattutto l'autonomia amministrativa. Questi ossolani si sentono «lontanissimi» *da Roma,* «molto lontani» *da Torino,* «trascurati» *da Milano. Auspicano una regione autonoma sui confini della gloriosa repubblica partigiana del 1944. Hanno già il simbolo, un camoscio bianco. Hanno pure l'inno, la* «marcia del Sempione», *ma soprattutto gli ossolani sono riusciti a raggiungere e ampiamente superare le 50 mila firme necessarie per chiedere al Parlamento di discutere la legge per l'istituzione della Regione autonoma.*

Edoardo Ballone

Tafferugli a Roma fra gli attacchini dei manifesti

ROMA — Tafferugli sono avvenuti ieri mattina fra attacchini di manifesti elettorali del pdup e di «Nuova sinistra unita», in piazza Aldo Moro, all'ingresso della città universitaria. I due gruppi si sono azzuffati per motivi di precedenza nell'affissione. Alcuni manifesti, dopo essere stati apposti, erano stati successivamente coperti da quelli dell'altro gruppo politico.

Un giovane della segreteria romana del «Movimento lavoratori per il socialismo» (mls) aderente alla lista del pdup, Gaetano Manenti, è stato ferito alla testa. Condotto in ospedale è stato medicato e gli sono stati applicati tre punti di sutura.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'INFORMAZIONE
GLI ITALIANI E LE ELEZIONI EUROPEE

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale Il Tempo
del 29/V/79

Salerno: l'Europa in casa

Un patrimonio di bellezza e di ricchezza culturali che appartiene a tutta una civiltà - Un'occasione sprecata dai partiti - L'Università, gli studenti delle scuole superiori, i federalisti - Un esame di maturità già superato

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE
Salerno, maggio

Sul lungomare Trieste, le automobili « elettorali » carrozzate di manifesti camminano a passo d'uomo. Ma gli assordanti annunci degli altoparlanti svaniscono presto: la gente continua a passeggiare senza farci caso, i bambini corrono sotto le palme, il profumo dei gelsomini allontana l'ossido di carbonio delle marmitte. Non c'è aria di politica, di votazioni a Salerno; c'è aria di estate in arrivo, di vacanze, di bagni. Quasi emblematicamente, ai bordi del golfo, affiorano dalla foschia i promontori della Costiera amalfitana. I partiti, i candidati: e va bene, il 3-4 giugno se ne parlerà. E le consultazioni europee della domenica dopo? « L'Europa — dice, e dà proprio l'impressione di meditare sul tema, un signore che, sotto il tendone color arancio di un caffè, contempla il suo "amaro" —, l'Europa, eh? Ma ce l'abbiamo in casa. Si guardi attorno e se ne accorgerà. Perché tanta gente di fuori viene qui? »

Il discorso non è ancorato alla battuta o al luogo comune del mare e del cielo. Lo chiarisce meglio Ferruccio Guerritore, un avvocato europeista che presiede l'azienda di soggiorno, quando afferma: « Salerno è una città impiegatizia, industriale, universitaria, turistica. Ma il nostro turismo è qualcosa di più delle spiagge e dei bei panorami. E' Paestum, Velia, Amalfi, Ravello. Un patrimonio europeo, un punto caratterizzante della nobiltà dell'Europa». Continua: «Se lei ci bada, vedrà auto che a fianco della targa "SA", portano non solo la "I" di Italia ma la "E". E' un piccolo fatto, sintomatico di una propensione spirituale ».

Affaccendata o desiderosa di riposarsi, avvezza ai trucchi delle parole, Salerno non si turba per i nuovi chiassi che si aggiungono al suo: le novità non sorprendono una città di mare che si rispetti. Ma, sotto la maschera dell'indifferenza (e della saggezza), si ravvisano i segni di un coinvolgimento: tanto più profondo quanto più nascosto, interiore. Dice Giuseppe Liuccio, un giornalista salernitano che cura per la Rete uno della RAI ben quattro trasmissioni sulla tematica europea: tra le altre uno « speciale Regioni » dedicato ai riflessi locali della realtà comunitaria: « Sull'Europa c'è una grande richiesta d'informazione, manca però un'adeguata risposta. Perché? I leaders fanno rapide apparizioni, e non nei paesi, e la risposta dei quadri intermedi di partito e sindacali è approssimativa. Non si spiega al contadino del Cilento o all'artigiano della Valle del Sele che cosa può derivare a lui dal rafforzamento della CEE. Per quanto riguarda il 10 giugno, la macchina elettorale arranca ».

Massimo Panebianco, docente di diritto internazionale a Giurisprudenza e che quest'anno ha svolto un corso di diritto comunitario, è ancora più severo e parla di « occasione sprecata ». Non c'è stato — sostiene — uno sforzo per far meditare sull'idea europea; e la funzione di ogni consultazione è quella di far pensare la gente, per quindici giorni un mese, su un dato argomento. Un compito che spettava ai politici, abituati al contatto con le masse. Noi studiosi possiamo organizzare seminari, conferenze: ma sarà sempre un discorso ristretto a pochi. Risultato: ci troviamo di fronte a una elezione senza campagna elettorale, si vota per l'Europa ma non si parla di Europa. E invece occorreva dibattere le questioni concrete che si dispiegano in un ambito CEE: l'emigrazione, l'agricoltura, le Comunità montane. Ma l'Europa è efficienza, e a tale punto non so più se certi discorsi a noi italiani convenga farli. « L'Italia — precisa — in parte rifiuta l'Europa. O meglio ne ricerca i vantaggi, senza dovere però rinunciare alla cara consuetudine del pianto greco. Comunque le votazioni del 10 non saranno le vere, per queste bisognerà aspettare la prossima volta ».

Panebianco è democristiano, di un partito con alle spalle una tradizione europeista che identifica il suo emblema nel nome di De Gasperi. Se egli è critico, come meravigliarsi se un suo collega di estrema sinistra — Massimo Corsale, direttore dell'Istituto di sociologia — tende a porre in evidenza una valutazione riduttiva, un modo di pensare che pure, obiettivamente, esiste? «Nel Sud — dice — molti vedono nell'Europa un mezzo per superare il rapporto di subordinazione rispetto alle aree di potere: Roma per la politica, Milano per l'economia. Il problema di base qui è un altro. Di che cosa si sente davvero bisogno? Di una " sprovincializzazione " dei problemi locali ». E' chiaro che un siffatto obiettivo può coincidere o no con l'Europa: questa, tuttavia, resta la prospettiva pratica anche per la sprovincializzazione. Non si può eludere Roma senza rivolgersi a nessuno: anzi, è necessario guardare a un quadro più largo. Il guaio è il solito: si propongono i motivi di discussione ma poi non si fa la discussione — come osserva il prof. Panebianco — ci si limita alla conferenza destinata a una cerchia di « iniziati ».

Come si spiega, allora, la espressione « l'Europa l'abbiamo in casa »? Come si spiegano le scritte « E » sui portabagagli delle automobili? « Bisogna ricordarsi della maggioranza silenziosa, di quelli che non vanno ai comizi ma hanno convincimenti precisi » avverte Luigi Reina, docente di letteratura italiana. Questa prevalenza di « voci » universitarie è la spontanea conferma dell'importanza che qui ha assunto l'Ateneo, uno dei più vivi del Mezzogiorno pur se — mi dicono — ora ha perduto un po' dello sprint che gli aveva impresso l'antico rettore, Gabriele De Rosa. Non è che l'Università sia molto impegnata per l'Europa, almeno oggi in campagna elettorale: lo è però quotidianamente per il resto dell'anno, col moderno tipo di formazione che dà ai giovani, nonostante le limitazioni. « A Giurisprudenza — informa Panebianco — abbiamo ottomila iscritti. Ma gli studenti che frequentano con regolarità i corsi sono trecento, quattrocento al massimo ».

Latitanti o quasi i partiti, messosi da parte per il dieci giugno l'Ateneo, per trovare un certo slancio conviene soffermarsi sui federalisti, sui giovani delle scuole medie superiori (tra i quali opera in particolare l'AIGE, la gioventù europeista), e sulle famiglie degli emigrati che a Salerno hanno una delegazione abbastanza vivace. I federalisti sono i « padri nobili », se così si può dire e senza retorica. La loro azione l'hanno impostata fin dal primo momento — tempi lontani: il 1918 con una famosa lettera di Luigi Einaudi al Corriere e, più tardi, il Manifesto di Ventotene redatto da Altiero Spinelli e da Ernesto Rossi — su una strada ben precisa: quella che porta alla Costituzione degli Stati Uniti d'Europa. Massimo Perilli, segretario per la Campania del Movimento, ribadisce tale linea reputando le altre prive di concretezza. Il suo aut-aut è semplice: o ci si confina nelle belle parole o si punta alle mete non effimere. E i fatti non possono assumere che le sembianze di una federazione. Il resto — le altre soluzioni — è incompletezza e, di conseguenza, inefficienza. Perilli espone questi concetti dai microfoni di Radio Panorama, un'emittente privata aperta alle « prospettive europee » (è appunto il titolo della rubrica).

Salvatore Sica e Tino Iannuzzi sono due allievi del terzo anno del Liceo classico « Tasso », un istituto in cui — grazie anche alla disponibilità spirituale, unanimemente riconosciuta, del preside Luigi Bruno, lesto a captare ogni fermento culturale — si sono compiute « cose da pazzi », come si dice da queste parti, per l'Europa. Un bombardamento di tavole rotonde di dibattiti più o meno ampi ecc: ma non come iniziative di routine, piuttosto come momenti propizi a un'approfondita conoscenza. Sica è il responsabile provinciale dell'AIGE, e pure qui la sua associazione è all'avanguardia. Riferisce sugli incontri con i coetanei, sull'interesse in essi scorto: e, soprattutto, insiste sulla grande capacità di ascolto, sulla « curiosità » dei quindicenni, delle nuovissime generazioni. Per Tino Iannuzzi una simile cifra è persino ovvia. « L'Europa — dice tout-court — è la nostra ultima spiaggia ».

Se il « Tasso » s'è aggiudicato il ruolo di battistrada, altre scuole salernitane — e della provincia — non gli sono da meno: le elencazioni si rivelerebbero lunghe, , ché quasi ogni istituto s'è mobilitato non per la propaganda

preferita dai partiti (« votate per questo, votate per quella lista »: l'AIGE, comunque, indica, a chi vuole ascoltarla, i candidati da prendere in maggiore considerazione, e sono, si capisce, i più europeisti, perlomeno a suo giudizio) ma per quella convinta e concreta per l'Europa. Ciascuno, fra le pareti della cabina, deciderà poi, sui simboli e sui nomi, secondo coscienza. Così la pensano al «De Sanctis», al « da Vinci », al Magistrale « Galizia » di Nocera... Tale fervore comincia ad essere recepito dai mass-media locali — televisioni e radio, strumenti essenziali, nell'attuale campagna elettorale — forse dapprima perplessi sull'impatto che un discorso a badarci bene « rivoluzionario », la CEE come metamorfosi capace di riflettersi sui destini individuali, avrebbe avuto sugli ascoltatori e sui telespettatori. Ma Sica e Iannuzzi, quando ci siamo incontrati, venivano da un dibattito a TeleSalerno. E' da prevedere, in effetti, che dal 5 all'otto giugno, il « video », in senso totale e non solo questo o quel canale, parlerà « europeo ». Troppo tardi, è vero, ma...

Intanto continua a imporsi la maschera. « Concretamente non si vede niente » ribadisce l'avvocato Guerritore. Le automobili « elettorali » di ronda sul lungomare — e per via Garibaldi, per corso Vittorio, fino alla periferia — del resto non gridano nemmeno in italiano; urlano in una lingua purtroppo non sconosciuta: la « partitica ». Non sconosciuta ma non per ciò decifrabile agevolmente. Ecco, questa è routine, stanchezza, ripetitività: e chi può emozionare? I giovani del « Tasso », proprio perché sanno di latino e di greco, preferiscono l'« europeo ». Tra poco più di un mese, dovranno presentarsi agli esami di maturità. Ma occupandosi del 10 giugno — oltre che preparandosi al 2 luglio, data d'inizio delle prove scolastiche — già dimostrano di essere maturi. Nelle famiglie lo hanno capito, e non li ostacolano. Visto che siamo in Campania, si può tranquillamente dirlo: il «cuore della mamma» (e del papà), le sue giuste intuizioni.

ACHILLE DI GIACOMO

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Tempo

di ... del 29/6/79

MOLTE ATTESE IN MATERIA DI LAVORO

I dirigenti di azienda e il Parlamento europeo

«Dai gruppi politici che saranno rappresentati nel nuovo Parlamento europeo la dirigenza si attende un serio impegno nell'adozione di politiche comuni nei vari campi della economia, dell'energia, dell'insegnamento, della ricerca e, soprattutto, in materia di lavoro. L'assunzione di questo ruolo dipenderà dalla volontà degli Stati membri di ampliare le attuali competenze del Parlamento europeo dotandolo di veri e propri poteri deliberativi nei settori di interesse comune». Lo ha affermato il presidente della Confederazione italiana dirigenti di azienda (CIDA), Fausto D'Elia, in una conferenza stampa, svoltasi ieri a Roma nella sede della Confederazione, sul tema: «Dirigenti per l'Europa».

D'Elia ha ricordato nel suo intervento che l'impegno europeo è stato uno dei motivi costanti dell'attività della Confederazione italiana dei dirigenti d'azienda, che, fin dal 1948, ha promosso con le organizzazioni dirigenziali degli altri Paesi contatti di collaborazione, che hanno portato nel 1951 alla costituzione ufficiale della Confédération internationale des cadres (CIC) nel corso del primo congresso internazionale dei dirigenti. Ora alle soglie di questo fondamentale momento per l'unità europea la CIC ha approvato un documento in cui giudica le elezioni europee come una tappa decisiva per l'avvenire dell'Europa.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 28/11/79

dichiarazioni carstens su assemblea europea

(ansa) - parigi, 28 mag - una progressiva estensione dei poteri dell'assemblea europea sarebbe ''giusta e conseguente'' ha dichiarato oggi il nuovo presidente della repubblica federale tedesa karl carstens in un'intervista alla televisione francese.

''credo che bisogna essere molto prudenti a questo proposito'', ha tuttavia aggiunto carstens, evocando le polemiche sorte in altri paesi della cee, e in particolare in francia, circa l'eventualita' di un'estensione delle competenze del parlamento europeo.

h 2028 gb/gb

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA STAMPA

di 29-5-80 del

Dopo il somalo bruciato a Roma, vediamo come vivono i clandestini a Torino

L'esercito degli uomini-ombra

Gli stranieri registrati dalla questura sono 3622; gli «irregolari» oscillano tra i 10 e i 20 mila - Una schiera di sfruttati, di cui si sa poco o nulla, che vagano senza lasciare traccia

Cifre che parlano da sole: quasi nessuno degli «uomini-ombra» subisce la cacciata. E, per subirla, deve averla combinata davvero grossa. Se però tace e sopporta tutto, non ha problemi. E continua a non avere problemi chi continua a prosperare su questo esercito di sfruttati. Si dice che il fenomeno degli stranieri clandestini sta diventando un'autentica piaga sociale ed economica, nulla comunque si fa per medicare questa piaga. Forse, basterebbe un maggior controllo da parte dell'ufficio del lavoro per evitare tanti casi di lavoro nero.

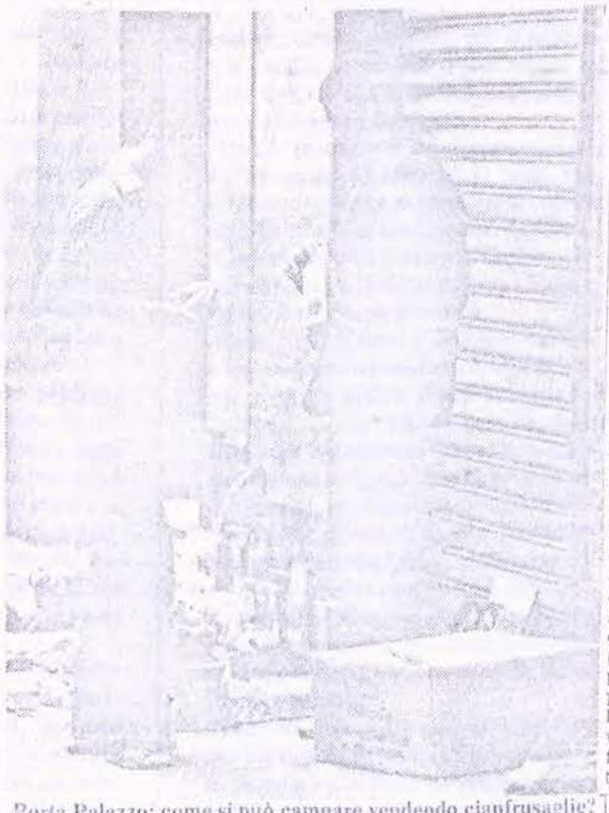
Claudio Giacchino

Itanto da morto è diventato persona vera. Prima, era e se non esistesse. Il suo no- non era registrato in nessun co, né al comune, né all'uni- tà, né in questura, né al- icio di collocamento. Era un a che però da tempo viveva, za neppure nascondersi po, nella capitale; che sal- iamente riusciva a svolgere lavoretti umili e sottopagati, olto rifiutati e disprezzati cittadini «regolari».

arliamo di Ahmed Ali Gia- il somalo bruciato nel sonno oma da una banda di giovani ssini. Ali era uno straniero ndestino. Uno dei tanti «uo- i-ombra» che risiedono, di- ticati o ignorati, illegalmen- Italia.

n esercito che nel nostro s- continua ad ingrossare; ndo stime del Censis, do- bbe ammontare a circa mez- ilione di persone. Un eserci- parpagliato un po' ovunque suolo nazionale, i cui effetti- più consistenti risiedono a ano, Roma, in Sicilia. E a To- .

ella nostra città i forestieri olarmente registrati all'uffi- stranieri della questura sono (1232 risultano essere stu- ti, 2390 lavoratori). Sulla le- e degli «uomini-ombra», in- , non esistono cifre sicure, si la però di alcune migliaia. ondo un rapporto del Censis, «irregolari» oscillerebbero a zona di Torino addirittura le 10 e le 20 mila unità. Afri- i, asiatici, sudamericani, sla- che s'inventano giorno per no la vita facendo i mestieri disparati, spesso ai margini, non oltre, della legge. Tutta te della quale poco o nulla si e che non ha alcun interesse attirare l'attenzione delle au- tà su di sé. Tutta gente che nella perenne paura di fini- n questura per essere poi su-



Porta Palazzo: come si può campare vendendo cianfrusaglie?

bito rimandata ai propri paesi d'origine perché priva dei necessari requisiti per ottenere il permesso di soggiorno in Italia.

Quindi, tutta gente che non può mai protestare e deve accettare qualunque imposizione. Gente che sbarca il lunario col lavoro nero: tunisini, egiziani, filippini, indiani che fanno gli sguatteri nei ristoranti, i lavandai negli alberghi, i manovali in piccole fabbriche, gli spazzini in imprese di pulizia private, i «*lavavetri-spugna*» negli impianti di lavaggio di auto, i muli ai mercati generali.

Una schiera di sfruttati, privi dei più elementari diritti (libretti di lavoro, orario regolare, assicurazione) che deve soltanto sgobbare in silenzio, sempre con la spada di Damocle della denuncia alla questura sul capo che conta i suoi quartieri generali in certi bar attorno a Porta Palazzo e nelle viuzze dietro i portici di via Nizza e che trova ospitalità in pensioncine di dubbia fama o in alloggi trasformati in camerate ove sporcizia, sovraffollamento e pericolosa promiscuità imperano.

L'ospitalità è un'altra forma di sfruttamento degli «*uomini-ombra*». Raccontano alcuni siriani che a Torino vivono da un anno e mezzo. «*Per mesi abbiamo lavorato in una fabbrichetta meccanica, adesso facciamo i lavapiatti in un albergo e in un ristorante. Ci danno 250 mila lire al mese, più della metà se ne va soltanto per il dormire. Siamo cinque in una cameretta di una pensione dietro via Garibaldi. Un letto costa 5 mila lire a notte. Se ci lamentiamo la padrona si mette subito ad urlare che possiamo anche andarcene via. Oppure, che se le creiamo difficoltà fa una telefonata alla polizia. Così dobbiamo stare zitti. Anche se qui ce la passiamo maluccio, è sempre meglio che in Siria. Almeno, mangiamo tutti i giorni*».

Analoghe lamentele da un gruppo di nordafricani davanti al bar «*Fiorio*» di corso Vittorio, da un paio di indiani nei pressi dei mercati scoperti. Il tema dello sfruttamento veste tutte le scarne confidenze. Non c'è pero spazio all'ira, ai propositi di rivendicazioni, ma soltanto timore di di[illegible]ntare all'improvviso troppo «*visibili*» ed entrare quindi nell'occhio della questura.

Un pericolo che corrono soprattutto gli ambulanti marocchini ed algerini che battono ogni angolo della città o tengono bancarelle di musicassette contraffatte e cianfrusaglie varie (in genere si tratta di refurtiva), sotto i portici di via Nizza e ai margini dei più grossi mercati rionali.

«*Non a caso questi clandestini* — assicurano alcuni "*uomini-ombra*" — *sono quelli che non si fermano mai a lungo in un posto. Qualche settimana, al massimo un paio di mesi, a Torino, poi via: Milano, Roma, Liguria, Veneto. Una rotazione necessaria per evitare grane con la legge e l'espulsione dall'Italia*». I «*venditori di tappeti e cose varie*» hanno alle spalle organizzazioni che garantiscono vitto ed alloggio, un alloggio comunque sempre assai disagevole, pare siano i più sfruttati tra gli stranieri illegali. Di sicuro, sono quelli che vivono nell'ambiente peggiore, i fatti di cronaca (accoltellamenti, risse, sparatorie) di cui sono protagonisti o vittime, non si contano più.

Un'altra frangia, a Torino, abbastanza consistente, di «forestieri-desperados» è rappresentata dalle «colf» di colore. Molte di esse, (quelle cioè che non hanno un contratto regolare di lavoro) somale, eritree, giovani delle Seychelles, qualche keniota, trascorrono le ore libere in un bar di corso Vittorio, vicino al cinema Corso, o al bar Fiorio.

I racconti che fanno non sono edificanti. Si sente parlare di «*colf*» che hanno il divieto di uscire di casa e di familiarizzare con estranei, che devono consegnare i documenti ai padroni, che sono costrette a turni di lavoro di 12-14 ore «*Alcune di noi* — afferma una somala — *se la passano bene, ma la maggior parte fa una vita assai dura: salari bassi, a volte nemmeno 100 mila lire al mese, datori di lavoro che sono peggio dei negrieri*».

Il reclutamento di colf di colore per l'Italia spesso finisce per avere tutte le caratteristiche del racket, l'esempio più illuminante è costituito da una società con sede in Scozia.

Ben pochi sono in ogni caso gli «uomini-ombra» che vengono espulsi: «*In media 2-300 l'anno* — calcolano all'ufficio stranieri della questura —. *Per lo più marocchini e sudamericani, colombiani ed ecuadoriani che hanno la cattiva prerogativa di "occuparsi" di contrabbando e prostituzione*».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
L'UMANITÀ 29-5-79

Le previsioni dell'economista Leontief che ha realizzato uno studio per l'Onu

L'Italia del Duemila sarà sempre disoccupata

Una delle domande alla quale molti vorrebbero trovare risposta è che cosa ci riserva il futuro prossimo. Un tentativo lo si può fare leggendo lo studio pubblicato dalla Fondazione Agnelli sulle prospettive dell'economia italiana, sulla base del «modello Leontief». All'economista Vassily Leontief le Nazioni Unite hanno affidato recentemente uno studio sul futuro dell'economia mondiale che egli ha portato a termine utilizzando un suo «modello» ormai divenuto famoso.

Stando a questo studio, nei prossimi anni non vi saranno grandissimi mutamenti nella struttura industriale a livello di macrosettori; i problemi relativi al mercato del lavoro resteranno gravi e la collocazione dell'Italia tenderà a spostarsi verso una posizione intermedia, tra gli attuali paesi evoluti e quelli in via di sviluppo piu' ricchi (esclusi i paesi membri dell'Opec).

Definito il quadro generale, il modello Leontief prevede per l'Italia una crescita costante, sino al Duemila, del prodotto lordo, ad un tasso piu' accelerato nel periodo 1980-1990. Anche gli investimenti non avranno un andamento molto brillante: nel decennio in corso gli gli investimenti subiranno una certa riduzione, a cui farà seguito una ripresa piuttosto rapida nel periodo 1980-1990, mentre la crescita sarà piu' lenta nell'ultimo decennio del secolo. Comunque, la crescità sarà piu' lenta dello sviluppo della produzione . Quest'ultima, tuttavia, aumenterà nell'industria manifatturiera in maniera costante, con un tasso piu' rapido negli ultimi venti anni.

Il risultato di questi andamenti sarà che la quota degli investimenti sul prodotto lordo si ridurrà: avremo una flessione sino al 1980, una ripresa fino al 1990 e una nuova riduzione sino al 2.000. Inoltre, in ogni periodo la quota degli investimenti subirà una continua flessione e non raggiungerà mai i limiti massimi dei periodi precedenti. In linea di massima, queste previsioni sembrano abbastanza reali, anche se il prodotto lordo, secondo il modello Leontief, si discosta notevolmente dal «trend» attuale. Tuttavia, i tassi di sviluppo sono considerati normali per un'economia sviluppata.

Leontief prevede però che il nostro distacco dall'Europa è destinato ad aumentare. Secondo lui l'Italia dovrebbe raggiungere il reddito pro capite medio che l'Europa sviluppata aveva nel 1970, solo nella metà del decennio prossimo. Cioè con un ritardo di quindici anni. Inoltre, l'Italia del 2000, per il reddito pro capite, si troverà molto vicina ai paesi dell'Europa a medio reddito (Spagna e Grecia, ad esempio).

Questo processo di avvicinamento sarà da imputare soprattutto al fatto che l'Italia progredirà a ritmi meno rapidi dei paesi europei mediamente sviluppati, come appunto Spagna e Grecia. Diminuirà anche la differenza tra l'Italia e i paesi dell'Europa orientale.

Come mai? Il tasso di sviluppo italiano è stato supposto identico a quello dell'area a cui il nostro Paese appartiene. Tuttavia, la piu' rapida crescita delle altre aree continentali (paesi orientali e quelli come la Spagna e la Grecia) finirà con lo spostare di fatto la posizione dell'Italia. Le ipotesi di un piu' stretto legame politico con i paesi mediterranei e di un piu' stretto legame economico con il Comecon, vengono rinforzate dall'esame di questi dati, che come indicazioni di massima si possono ritenere abbastanza plausibili.

Vediamo ora quali sono le previsioni sull'occupazione, in verità preoccupanti. Benchè i dati siano fortemente viziati dalla sottovalutazione del lavoro precario, tutte e tre le ipotesi del modello Leontief danno dei risultati abbastanza vicini tra loro. I dati sono concordi nell'indicare che l'occupazione resterà ancora un problema in gran parte insoluto, visto che il modello ne prevede un aumento molto contenuto.

La popolazione, sino al Duemila, dovrebbe aumentare intorno al 20 per cento. Lo scenario di Leontief prevede una crescita dell'occupazione di poco superiore al 25 per cento. L'aumento del numero degli occupati dovrebbe essere particolarmente limitato nel prossimo decennio, per poi riprendere nel decennio successivo. Il modello prevede, rispetto agli anni Settanta, uno sviluppo piu' rapido della produzione, ma piu' lento per quello che riguarda l'occupazione.

L'indicazione che se ne ricava, è, per la verità piuttosto preoccupante, in quanto implica il mantenimento di uno sviluppo dell'occupazione decisamente poco soddisfacente, oppure l'accettazione di un rapporto tra tassi di crescita dell'occupazione e della produzione maggiore di quello dell'intera area. Fatto questo, che in economia aperta (come è quella italiana) è possibile solo a patto di mantenere una differenza nei costi e quindi nelle retribuzioni.

Le previsioni sull'evoluzione strutturale dell'industria manifatturiera italiana indicano poi che i settori evoluti (meccanica, mezzi di trasporto e chimica) subiranno un aumento del loro peso percentuale, ma in misura minore di quello medio europeo. Cioè, il peso dei settori piu' avanzati sulla produzione industriale aumenterà rispetto all'attuale situazione, ma peggiorerà rispetto alla media europea. L'industria alimentare dovrebbe svilupparsi nel prossimo decennio, ma poi diminuire rapidamente. La metallurgia dovrebbe crescere costantemente, mentre in Europa resterà stazionaria.

Edoardo Borriello

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale VITA

di 29-5-79 del

Per fare gli esami a Perugia un gruppo di studenti iraniani chiede l'intervento dell'Ayatollah

Da sette giorni alcune decine di studenti iraniani stanno facendo uno sciopero della fame per «poter sostenere l'esame di lingua italiana presso l'Università per stranieri di Perugia, nella sessione di luglio, anche se si sono iscritti in ritardo».

Gli studenti iraniani sostengono che il ritardo nell'iscrizione è stato causato da «motivi connessi con la rivoluzione iraniana» e chiedono l'intervento dell'Ayatollah Komeini e delle autorità rivoluzionarie di Teheran, perchè avvenga «l'espulsione immediata degli elementi antirivoluzionari dipendenti dal vecchio regime; l'abrogazione di tutte le leggi reazionarie del vecchio regime riguardanti la frequenza nelle università e l'intervento dell'ambasciata iraniana per risolvere il problema didattico».

A favore di queste richieste degli studenti iraniani, il segretario generale della Camera del Lavoro di Roma, Picchetti, ha inviato un «vibrato» telegramma al ministro degli Esteri, Forlani.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Roma

del 29/6/79

CONCLUSI A TRIPOLI DUE GIORNI DI COLLOQUI

Trattato di pesca Italia-Libia: ancora molto lontano l'accordo

TRIPOLI, 28

Si sono svolti a Tripoli i colloqui fra la delegazione italiana e i responsabili del ministero dell'agricoltura e della pesca della Libia. Facevano parte della nostra rappresentanza il direttore dei servizi internazionali della marina mercantile Alfredo Luciano, il direttore della Federpesca Mario Iandoli, l'ambasciatore Aldo Marotta, l'addetto commerciale dell'ambasciata italiana a Tripoli Cilento, i presidenti delle due associazioni armatoriali di Mazara del Vallo Ignazio Giacalone e Matteo Asaro, nonchè l'esperto per i problemi della pesca Giovanni Durante.

I colloqui italo - libici, protrattisi per due giorni, sono stati incentrati sul problema della cooperazione fra i due paesi mediante forme di collaborazione, articolate con società miste. Un argomento che era stato proposto dai libici alcuni mesi fa e sottoposto di recente all'attenzione del sottosegretario agli affari esteri Santuz. Va detto, però, che i libici hanno sempre fatto presente di essere propensi ad una società proprio paritaria: sede in Libia, presidente libico e vice presidente italiano; quattro libici e tre italiani nel consiglio di amministrazione. Inoltre, desidererebbero avere il cinquantuno per cento del pacchetto azionario, mentre la pesca si dovrebbe svolgere in acque internazionali.

La delegazione italiana ha dimostrato di essere favorevole alla creazione di forme di collaborazione nel settore ittico, ma non secondo la bozza predisposta dai partners libici. Forme di cooperazione sia sul piano economico che su quello sociale e culturale potrebbero anche rappresentare uno scalo di alaggio al varo di un vero e proprio accordo di pesca, ponendo fine alle continue catture da parte delle vedette della marina militare libica.

Nel corso degli incontri si è pure accennato alle recenti condanne inflitte ai nove marittimi del motopesca «Giacoma Rustico» e al capitano Giuseppe Foggia del «Prudentia». A quest'ultimo è stata respinta la richiesta di ricorrere in appello; Foggia a quanto pare, ha inviato la domanda al presidente Gheddafi.

I pescatori del «Giacoma Rustico» si presenteranno domani dinanzi ai giudici libici per il processo di appello. Nel caso che il verdetto sia nuovamente negativo, ai suddetti marinai rimmarrà una sola carta: quella della clemenza.

Nelle carceri arabe di Homs si trovano pure rinchiusi i dodici membri dell'equipaggio del «Francesco I», sequestrato la scorsa settimana dai libici. Questi dovranno conoscere ancora la data del processo, come il comandante Giovanni Letterato del «Cadore» che nei giorni scorsi ha ottenuto la libertà provvisoria.

Giuseppe Bruccoleri

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Vita Mattino
di ... del 30 V 79

La persecuzione degli ebrei

Signor Direttore,

la programmazione elettorale alla Tv di Stato del film americano «Holocaust», ha suscitato, come previsto, polemiche e commenti. Fra questi, il commento su «Vita» di Alberto Giovannini, che ha ricordato il riconoscimento all'Italia fatto da varie pubblicazioni ebraiche.

Io desidero riproporre il singolare riconoscimento *ufficiale* fatto in occasione ufficiale italo-israeliana. Aldo Moro ministro degli Esteri, (mi pare nel '73) fa il giro del mondo. Va anche in Israele. Al banchetto di prammatica, lo scambio dei brindisi. Il ministro degli Esteri israeliano, presente Golda Meir, dice: «desidero inoltre ringraziare l'Italia per quanto essa ha fatto in favore degli ebrei perseguitati, durante la seconda guerra mondiale». Niente di meno. Un elogio, apparentemente fuori posto, a Mussolini e all'Italia fascista, e con sentenza inappellabile.

Il fatto sembrò strano. Non lo era. Il governo di Israele vedeva ciò che ad ogni costa si cerca di impedirci di vedere. Caduti gli imperi mediterranei, mediorientali ed africani franco-britannici, l'Italia è la candidata naturale al riempimento del vuoto di potenza creatosi (ora in parte colmato dall'alleanza di fatto Egitto-Israele). Perciò il lungimirante governo di Tel Aviv, scavalcando Moro e la fazione da lui rappresentata, si rivolgeva intenzionalmente all'Italia destinata a riemergere e ad accettare il ruolo proprio della nazione italiana, piantata al centro del Mediterraneo, a sua volta centro del mondo. Da questa situazione obiettiva, deriva la necessità della continuazione certa ed a ogni costo della politica di unità (anti)nazionale fra Dc e Pci.

La Dc non può e non vuol saperne di ruoli dell'Italia con conseguenti manifestazioni di potenza. Ora possibilissime. Il Pci vuole far riempire il vuoto di potere nel Mediterraneo all'Urss. Quindi la Dc (sovversione da posizioni di governo) e Pci (tradimento puro) continueranno insieme la loro comune battaglia di retroguardia contro la realtà. Insieme continueranno nel forsennato sabotaggio all'economia italiana. Poiché l'Italia, diversamente dagli altri Stati, non può essere ricca senza essere anche potente. Ma insieme moriranno. Presto

Vincenzo Bianchi
Roma

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 30/11/79

operaio italiano dilaniato da scoppio ordigno in svizzera

(ansa-afp) - oberwald (svizzera), 30 mag - un operaio italiano e' stato ucciso ieri dall'esplosione di un ordigno, avvenuta all'uscita di un tunnel in costruzione nelle alpi bernesi in svizzera. l'incidente ha provocato il ferimento di un altro operaio, di nazionalita' jugoslava.

l'operaio italiano, ermenegildo della corta, di 38 anni, sposato, nativo di gallarate (varese), e' stato dilaniato dallo scopio dell'ordigno, che si trovava nel cantiere per motivi sconosciuti, nel momento in cui l'intera squadra d'operai stava lasciando il cantiere stesso.

la polizia ha aperto un'inchiesta per determinare come mai l'ordigno, a quanto sembra una bomba a mano, si trovava sul luogo.

h 1225 nad/ag

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Avvenire
di ..... del 30/V/79

CONTRADDICENDO IL PROBABILE ORIENTAMENTO « NAZIONALE »

Gli emigrati voteranno soprattutto per le europee

Sono quasi mezzo milione gli iscritti alle liste - Vivace la propaganda dei partiti tra coloro che decidono di rientrare

di GIOVANNI CHIAPPISI

PALERMO — C'è una grossa novità in campo elettorale che rischia di passare inavvertita nella vorticosità e nell'intensità di una campagna elettorale breve come l'attuale: il voto degli emigrati nei paesi della CEE. Per la prima volta nella sua storia democratica l'Italia — allineandosi ai Paesi più avanzati — ammette che i cittadini temporaneamente residenti fuori dai confini possano partecipare alle scelte politiche nazionali. Si tratta, per ora, di un fatto limitato al solo momento elettorale europeo e reso possibile dalla ferma azione della DC che ha fatto ripiegare l'ostilità preconcetta dei comunisti. E' comunque un passo di notevole importanza lungo la strada dell'acquisizione di tutti i diritti costituzionali da parte degli emigrati che non potrà non avere un completamento nel futuro.

Perché, allora, il 10 giugno soltanto un terzo degli italiani residenti negli altri paesi comunitari (circa 463 mila su un milione e 200 mila potenziali elettori) potranno votare nei seggi all'estero (sono settecento così suddivisi: 238 in Francia, 180 in Germania, 135 Belgio, 69 Gran Bretagna, 14 Lussemburgo, 9 Olanda, 1 Irlanda, 1 Danimarca)? E' questa la prima domanda alla quale abbiamo cercato di dare una risposta incontrando funzionari ministeriali e consolari, dirigenti di associazioni e di partiti all'estero, sindaci in Italia.

Negli ambienti ministeriali anche questa percentuale è ritenuta un successo, in quanto, si fa rilevare, nel 1976 solo 56 mila italiani rientrarono dai paesi comunitari per esercitare il diritto di voto in quello di origine. Più vario e complesso il caleidoscopio delle altre risposte, che Piero Carbone, dirigente della Unaie, ci ha riassunto in quattro punti: «La brevità del tempo a disposizione tra l'approvazione della legge elettorale europea e di quella per la reiscrizione nelle liste elettorali comunali (dicembre) e la chiusura della revisione delle liste stesse (aprile); la distinzione tra «emigrati temporanei» ed «emigrati definitivi» che ha provocato moltissimi disguidi; la nota carenza di personale che affligge i consolati, causa di ritardi e disfunzioni; lo stato delle anagrafi di moltissimi comuni (basta pensare che quasi centomila elettori emigrati non si sono potuti reiscrivere perché nessuno ne conosce l'attuale indirizzo!). Ma c'è anche da mettere in conto — ha continuato Carbone — la radicata tendenza alla «mimetizzazione» degli emigrati, i quali cercano con tutti i mezzi di far dimenticare la loro origine straniera per superare le emarginazioni ed assicurarsi una più agevole integrazione nella società che li ospita».

A parte i primi motivi, che essendo di carattere tecnico possono essere superati con il tempo e con una certa dote di buona volontà, quest'ultima osservazione induce ad una riflessione in quanto ci è sembrato condizionante anche l'atteggiamento politico degli emigrati. Salvo le consuete eccezioni degli «addetti ai lavori», li abbiamo trovati piuttosto distaccati, quasi freddi, restii ad anticipare un giudizio sugli schieramenti partitici italiani. A ben sondare, tuttavia, ci si rende conto che non si tratta di una ripulsa della «politica», ma di un comportamento di superficie che tende a ricalcare quello dei cittadini locali.

Non è, come affermano i comunisti in Italia, mancanza di informazione. Dire questo è fare un grave torto ai molti giornali e radio in lingua italiana editi e trasmessi nei Paesi stranieri ed assai diffusi tra gli emigrati. E non dipende nemmeno — altra tesi cara ai comunisti — da ostacoli posti all'attività dei partiti italiani. In Germania il Partito comunista tedesco è fuori legge, ma quello italiano vi opera alla luce del sole con tre o quattro federazioni, lo stesso succede in Svizzera. In Francia, in Belgio, in Olanda, il partito comunista usufruisce dell'appoggio delle organizzazioni sindacali e dei partiti marxisti. La DC ha riorganizzato la propria presenza tra gli emigrati con un apprezzabile risultato.

Tutti i partiti italiani influenzano in vario modo le espressioni organizzate dell'emigrazione. Ovunque, tutti i partiti tengono riunioni, comizi, manifestazioni completamente indisturbate. Come in Italia, DC e PCI tengono banco tra gli emigrati. E' un elemento che affiora, più che da ammissioni dirette, dal contesto dei discorsi che abbiamo sentito nei circoli e nei ritrovi degli italiani, e dall'osservazione delle manifestazioni che si sono andate intensificando con il progredire della campagna elettorale.

A Bruxelles ad una manifestazione democristiana erano presenti circa 12 mila emigrati, a Francoforte, altri 10 mila sono andati ad ascoltare Piccoli, il presidente del partito scudocrociato.

L'affluenza ai comizi di Pajetta e degli altri esponenti comunisti, è sempre discreta. Scarsa sembra invece l'attenzione per le varie frazioni del socialismo e per gli altri partiti. Il comportamento degli elettori in Europa non sarà, perciò, dissimile da quello degli italiani in patria. Resta però il dubbio sulla loro partecipazione alla tornata di elezioni per la Camera ed il Senato.

Nelle tornate precedenti eravamo soliti vedere lunghi treni che attraversavano la penisola riportando gli elettori ai paesi di origine e che una tempestiva ed accorta organizzazione trasformava in strumenti mobili di propaganda comunista. Non che i viaggiatori fossero tutti tali, ma bastava un piccolo numero di attivisti nelle stazioni di frontiera per tappezzare le fiancate dei vagoni di manifesti e distribuire ai finestrini le bandiere rosse.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale l'Unità
di ..... del 30/V/79

Un appello della Segreteria del PCI

Un voto per rinnovare il Paese e per una Europa dei lavoratori

Centinaia di migliaia di lavoratori e cittadini emigrati stanno rientrando in Italia per esprimere il loro voto nelle elezioni del 3-4 giugno. Sarà in grande maggioranza un voto per avviare a soluzione i gravi problemi della occupazione, del Mezzogiorno, della gioventù, della stessa emigrazione, per rinnovare il paese. Il 10 giugno essi esprimeranno la loro volontà di contribuire alla costruzione di una Europa dei lavoratori, democratica e pacifica nella quale siano coerentemente difesi e affermati i loro diritti.

Molti ostacoli, però, sono frapposti all'esercizio del voto. In primo luogo riconfermiamo con preoccupazione i giudizi critici e le denunce più volte manifestati circa le condizioni nelle quali i nostri emigrati potranno esercitare, il 10 giugno, il loro diritto di voto nei vari paesi europei. L'enorme ritardo nella compilazione delle liste elettorali pronte solo in questi giorni, contrariamente alla lettera e allo spirito della legge, aggravano tutte le difficoltà di organizzazione e di propaganda elettorale, accrescono la possibilità di errori e di brogli, ostacolano un effettivo controllo democratico delle liste e delle operazioni di voto. Per le elezioni del 3-4 giugno, non solo non sono state prese provvidenze che facilitino il rientro degli elettori, ma sia negli accordi con altri governi europei, sia nella organizzazione dei trasporti, le autorità governative hanno ottenuto e realizzato meno di quanto è stato fatto per altre consultazioni elettorali.

Tutto ciò è il segno del timore che la Democrazia cristiana, altre forze politiche e lo stesso governo manifestano nei confronti dei lavoratori emigrati e del loro voto. Bisogna far sì che gli ostacoli e le inadempienze siano eliminati. Devono essere prese misure di urgenza per facilitare il rientro degli elettori dall'estero.

La segreteria del PCI, mentre sottolinea positivamente l'opera con la quale i comunisti e le loro organizzazioni all'estero hanno partecipato finora alla campagna elettorale, rivolge un nuovo appello ai nostri emigrati, al loro spirito di sacrificio generosamente manifestato in tante occasioni importanti per la vita politica e l'avvenire dell'Italia, affinché agiscano per contribuire ad ottenere le condizioni stabilite per il pieno esercizio del loro diritto di voto, per il rientro in Italia e per non far mancare il 3 e il 10 giugno il loro voto per il PCI.

La segreteria del PCI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Secolo d'Italia

di ..... del 30/V/79

Romualdi e Tremaglia in Germania

«Solo la Destra ha tutelato i lavoratori all'estero»

L'on.le Pino Romualdi, presidente del MSI-DN, nel corso di alcuni incontri avuti in Germania con gli emigrati italiani, a Wolfsburg e in altri centri, per le imminenti scadenze elettorali sia italiane che europee, ha ovunque ricevuto una calorosa accoglienza da parte dei connazionali che, per necessità di lavoro, risiedono in quel Paese. Le manifestazioni, sempre molto riuscite sia per l'atmosfera stabilitasi tra l'esponente del MSI-DN e gli italiani sia per uno specifico interesse dimostrato dagli emigranti ai maggiori problemi che in questo momento assillano il nostro Paese, non sono state scalfite dalla presenza e dai tentativi di intimidazione di un isolato *«comitato antifascista»*, per il quale l'on.le Romualdi, con un telegramma, ha protestato presso il ministro degli Esteri Forlani.

Per la verità, questo imprecisato *«comitato antifascista»*, giovandosi in certo qual modo della tolleranza delle autorità consolari, anche se non è riuscito ad intimidire gli italiani che partecipavano alle manifestazioni del MSI-DN, ha arrecato discredito alle nostre comunità in Germania.

Romualdi, tra l'altro, ha detto agli italiani in Germania *«che il MSI-DN è sempre stato vicino ai nostri lavoratori, costretti a guadagnarsi la vita all'estero perché il regime non è stato in grado di garantire loro un posto di lavoro in patria»*.

Quindi l'on.le Romualdi ha così proseguito: *«è stato il lavoro italiano all'estero che ha contribuito a fare ricca l'Europa, e spesso a pareggiare la nostra bilancia dei pagamenti. Eppure il regime, nel campo dei diritti politici, ha ignorato gli emigrati, privati per tutti questi anni del diritto di voto»*.

Avviandosi alla conclusione di uno dei suoi più affollati comizi, Romualdi ha detto: *«grazie all'azione del MSI-DN è stato possibile restituire il diritto di voto ad una parte degli italiani all'estero. Sarà impegno del nostro stesso Partito, nella prossima legislatura, di restituire questo diritto a tutta la nostra comunità all'estero. Più voti dunque alla destra per dare vigore alla battaglia per i diritti politici. Più voti al MSI-DN per la salvaguardia dei nostri lavoratori all'estero e delle loro famiglie»*.

Anche l'on. Tremaglia ha tenuto una serie di manifestazioni per gli italiani in Germania, in particolare ad Asperg e in altri centri circostanti Ludwigsburg, riscontrando analoga fiducia ed analogo entusiasmo da parte dei nostri connazionali.

Tremaglia, nelle parole che ha rivolto ai nostri connazionali, ha insistito sui guasti che democristiani e comunisti hanno arrecato al nostro Paese, prima dividendosi i ruoli come governanti e oppositori, e poi collaborando a sostenere un governo che ha aumentato la corruzione e il clientelismo.

Per Tremaglia, come per Romualdi, la folla che è accorsa ad ascoltare la sua parola è stata sempre entusiasta e numerosa, anche quando a qualcuno dei due è capitato di arrivare improvvisamente nei centri dove risiedono gli italiani.

Un altro tema trattato frequentemente da Tremaglia è stato il dilagare del terrorismo rosso per la responsabilità di democristiani e comunisti che non hanno saputo proteggere la convivenza civile in Italia.

Sul problema del voto degli emigrati italiani Tremaglia si è soffermato a lungo mettendo in evidenza come ancora una volta democristiani e comunisti siano responsabili dell'esclusione di cinque milioni di italiani dall'elezione del Parlamento nazionale.

Come rimedio contro il regime di corrotti che governa il nostro Paese insensibile ai problemi degli emigranti, la sua indicazione è stata: *«più voti alla fiamma tricolore per la riscossa della nostra amata patria»*. E gli emigranti hanno sempre risposto gridando *«voto per il MSI-DN partito dalle mani pulite»*.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale l'Unità
di ..... del 30/5

Si prevede che saranno di più che nel 1976

Perché la DC teme tanto il rientro degli emigrati?

Intervista al compagno Giuliano Pajetta di ritorno da un lungo giro nelle Federazioni all'estero - Le inadempienze del governo

ROMA — Il voto degli emigrati — è cosa nota — ha sempre pesato molto nel contribuire ai successi del partito comunista. Lotte e battaglie sono state necessarie in tutte le elezioni passate per ottenere che i governi del centrismo e del centro-sinistra facessero il loro dovere nel consentire ai cittadini italiani di esercitare il loro diritto democratico.

Le difficoltà non sono diminuite certamente. Il clima di attacco concentrico contro il PCI, che ha caratterizzato questa campagna elettorale, non poteva non riflettersi pesantemente anche nell'atteggiamento delle autorità italiane all'estero, in generale predisposte a seguire passivamente — e perfino, talvolta, ad anticipare — gli orientamenti tendenti a scoraggiare il ritorno in Italia di tanti, potenziali, elettori comunisti.

Abbiamo chiesto al compagno Giuliano Pajetta, che è rientrato proprio l'altro ieri da un lungo giro nelle nostre federazioni all'estero e particolarmente in Francia, di raccontarci le sue impressioni.

— Che previsioni si possono fare circa il rientro degli emigrati per il 3-4 giugno?

« Buone nel complesso, malgrado si siano dovute superare difficoltà ed ostacoli maggiori che nel passato ».

— Puoi essere più preciso?

« Secondo le valutazioni che abbiamo potuto raccogliere riteniamo che torneranno in Italia, per votare, in numero maggiore che nel 1976. Le difficoltà sono state affrontate con una straordinaria carica di entusiasmo; i nostri compagni all'estero sono perfettamente consapevoli della posta in gioco e hanno profuso un eccezionale impegno, e non solo negli ultimi giorni ».

— Ci puoi descrivere le difficoltà che si sono incontrate?

« Di ogni genere. Innanzitutto politiche. C'è stata — ed è tuttora in corso — una sistematica azione della DC e delle sue organizzazioni collaterali per scoraggiare gli emigrati a rientrare per il 3-4, dicendo che è inutile, che è più importante rimanere sul posto a votare " per l'Europa " il 9-10 e così via. Ancora qualche giorno fa, a Bruxelles, il sottosegretario Santuz, ai nostri compagni che sollecitavano facilitazioni per i rientri, rispondeva testualmente: " A noi quello che importa è che il massimo numero di emigrati voti qui il 10 giugno " ».

— Sembra quasi che pensino che tutti gli emigrati che tornano voteranno PCI, mentre sappiamo bene che l'azione dei comunisti per facilitare il rientro in patria è anche il segno di un profondo rispetto per le opinioni di tutti coloro che lavorano all'estero e un contributo affinché ognuno, non importa quale sia la sua opinione politica, possa esercitare il suo diritto. A questo proposito, come si comportano le altre forze politiche?

« Sono state meno presenti del solito e, in genere, hanno parlato genericamente dell'Europa. Il fatto grave è che, a questa impostazione, ha corrisposto una serie di iniziative tendenti a scoraggiare concretamente il rientro degli emigrati per le elezioni politiche nazionali. L'azione di propaganda e di informazione dei nostri compagni, molto più intensa che nel passato, ha largamente battuto questo tentativo insidioso che deve essere comunque denunciato ».

— Puoi farci qualche esempio?

« C'è soltanto l'imbarazzo della scelta. Cominciamo dalla informazione e dalla propaganda radiofonica per gli emigrati, sia quella diretta, sia quella che si realizza tramite stazioni locali: le autorità consolari si sono adeguate alla linea espressa dal sottosegretario Santuz e dalla Direzione della emigrazione della Farnesina. Basti l'esempio di consoli come quelli di Moulhouse e Charleroi — e non sono i soli — che organizzano, attorno al 2 giugno, la festa della Repubblica. Sembra quasi che vogliano imitare quelle Associazioni cattoliche italiane in Francia che, guarda caso, proprio il 3 e 4 giugno, hanno organizzato una festa " per i lavoratori ", alla quale contano di far confluire emigrati italiani anche dal Belgio e da altri paesi. Quella che ti sto descrivendo è una classica azione di disturbo, del resto facilitata dal mancato abbinamento delle due elezioni che crea, per gli emigrati, le complicazioni che ben si possono immaginare. Ma c'è di peggio ».

— Credo che sia interessante per i nostri lettori conoscere anche i dettagli.

« Non solo non sono state accolte le nostre proposte per provvidenze che agevolassero il rientro dei lavoratori emigrati, ma le cose vanno ancora peggio che nel passato. Nel 1976 la RFT concesse il viaggio gratuito sulle sue ferrovie; quest'anno il governo italiano, invece di ottenere la stessa concessione anche dagli altri governi, ha ottenuto... che i tedeschi non rinnovassero la loro! Vi sono serie difficoltà per il numero dei treni che verrà messo a disposizione dei rientri: già ora si sa che non sono sufficienti i vagoni-cuccette; non viene fatta nessuna pubblicità, né in Italia, né all'estero, per i treni straordinari o per le misure che alcune Regioni (e sono quelle dove i comunisti governano) hanno preso in favore degli emigrati. Vuoi ancora un esempio? Il governo belga nelle passate elezioni concedeva ai disoccupati un periodo di otto giorni, durante i quali essi erano dispensati dal far timbrare i loro certificati: ebbene, quest'anno concede un solo giorno! Come dire: andate pure in Italia, ma tornate in tre o quattro giorni, tanto c'è la Pentecoste! Insomma, invece di fare e ottenere di più, i nostri governanti hanno fatto e ottenuto di meno ».

— Ma non si era parlato di nuove e speciali provvidenze per chi rientra in macchina?

« E' vero, se ne era parlato in una riunione presso il ministero degli Esteri, il 18 scorso. Era stato garantito un parziale accoglimento delle nostre richieste; più precisamente: autostrada gratuita per il viaggio verso l'Italia — chissà poi perché soltanto l'andata! — e una assegnazione straordinaria, senza vincoli, di benzina a prezzo turistico. Non c'è stata, però, finora nessuna conferma e nessun consolato ne è stato informato ».

— Tutti questi ostacoli danno l'impressione che esista una grande preoccupazione tra i nostri avversari.

« Infatti. La DC e chi le ha tenuto bordone, teme il voto degli emigrati. Soprattutto teme l'influenza che il ritorno degli emigrati esercita nei loro paesi d'origine, specie nel Mezzogiorno. Così, con il suo ostruzionismo, la DC mostra di non essere troppo sicura del risultato del 3-4 giugno. Voglio farti anche un esempio opposto. La Regione Umbria, dove sono i comunisti a governare, ha autorizzato i Comuni ad anticipare 800 mila lire per ogni pullman con 50 persone a bordo e 40 mila lire per ogni emigrato che rientra con mezzi propri: come vedi i comunisti non hanno paura del giudizio degli emigrati ».

— Nonostante tutto, facevi all'inizio previsioni, nel complesso, buone.

« Certamente. Si è fatta, da parte nostra, una campagna elettorale più intensa e vivace che nel passato, malgrado il sovraccarico di impegni dovuto al fatto che si vota anche sul posto il 9-10 giugno. Dalla Svizzera, dal Belgio, dal Lussemburgo il numero dei rientri sarà superiore a quello del '76; tieni conto che la Svizzera, da sola, rappresenta oltre il 60 per cento dei rientri. Dalla Germania e dalla Francia i rientri saranno almeno al livello del '76 ».

— E per quanto riguarda il voto europeo?

« E' un discorso lungo. Ti dirò soltanto che tutte le preoccupazioni, già espresse dalla Direzione del partito il 26 aprile, rimangono valide. Navighiamo nella confusione più totale, al limite del broglio. Ti basti dire che le liste elettorali, che dovevano essere pronte il 30 aprile, solo in questi giorni lo saranno. Chi potrà controllarle e rivederle? Come saranno organizzati e controllati i seggi e le operazioni di voto? Tutto ciò mentre non sono state ottenute garanzie di libera propaganda e di seria informazione per gli elettori ».

Giulietto Chiesa

2)

2' Unità 30/5

Si arricchisce di numerosi contributi

Supplemento alla rivista «Roma Comune» dedicato alle elezioni europee

ROMA — In occasione della scadenza del 10 giugno per l'elezione a suffragio universale del Parlamento Europeo, il Comune di Roma ha curato una pubblicazione speciale, che esce in questi giorni sotto la veste di supplemento alla rivista mensile del Campidoglio.

Si tratta di una raccolta di contributi al dibattito sulle prospettive dell'Europa, aperto da un editoriale del sindaco Giulio Carlo Argan, che sviluppa una analisi approfondita sull'idea di Europa unita così come è venuta sviluppandosi nella storia recente del continente. *« Siamo alla vigilia — scrive Argan — di un evento che potrebbe aprire la prospettiva di una unità europea non più teorica né laicamente universalistica, ma come struttura politica destinata ad esercitare certe funzioni economiche e sociali ».*

Tra gli altri interventi segnaliamo un'intervista a Dacia Maraini, che parla dei nuovi movimenti femministi, un articolo del ministro Spadolini, e gli interventi di Giacinto Militello (segretario confederale della CGIL) di Benvenuto (della UIL) e di Carniti (della CISL). Ci sono poi le interviste ai direttori di « Paese Sera » Aniello Coppola, e del « Tempo » Gianni Letta. Infine un articolo di una giornalista francese, Marcelle Padovani, che ci dice come dall'estero si guarda a Roma e alla sua « giunta rossa »; e gli interventi del rettore dell'ateneo romano, Antonio Ruberti, e di Ernesto Quagliarello, presidente del CNR.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale V/5

di ..... del 30/V/79

Sono 125.000 gli emigrati pugliesi all'estero che potranno votare

Gli emigrati: fratelli d'Italia ma fino alle elezioni

Varato dopo un iter durato due anni un piano regionale di interventi a favore degli emigrati: ma si tratta di provvedimenti di carattere assistenziale - Farsa in consiglio regionale: è approntata la legge sugli emigrati ma non si sa chi può essere considerato tale

NOSTRO SERVIZIO

BARI — Dopo due anni di procedura, incontri, riunioni di commissioni e di assessorato e ripetuti rinvii in seduta consiliare, arriva a destinazione la legge sugli interventi a favore degli emigrati. Gran clamore di stampa, dichiarazioni enfatiche dei mallevadori della legge, gara tra i partiti a disputarsi la principale paternità del disegno di legge.

E' previsto per il solo 1980 uno stanziamento di ben tre miliardi e mezzo, forse non molti per le esigenze degli emigrati ma certamente abbastanza per le casse non stracolme della Regione Puglia.

«Finalmente una iniziativa a favore degli emigrati» concordano le forze politiche in consiglio regionale. Poi, a qualcuno viene il dubbio: ma chi sono gli emigrati, chi sono coloro che possono essere definiti tali e godere dei vantaggi e dei contributi previsti dalla legge? Il disegno di legge, nonostante la lunga gravidanza e la plurima paternità lo ha dimenticato. Sicchè viene considerato emigrato sia l'alto funzionario della Cee o l'imprenditore italiano che investe capitali all'estero che il minatore o l'operaio non specializzato: tutti e due possono godere delle stesse provvidenze, senza alcuna priorità nei disegni. Ma non solo: emigrato è da considerarsi pure colui che viene trasferito da una regione all'altra; ad esempio un magistrato pugliese che lavora a Roma è un emigrato.

Qualcuno solleva la questione in Consiglio Regionale: un po' di imbarazzo e poi la presunzione vince sul ravvedimento. Tutti vanno considerati emigrati, dicono le forze politiche di maggioranza. A protestare restano solo il consigliere liberale Calvario e i missini che propongono, invano, una serie di emendamenti per correggere i granchi presi da una legge nata per sostenere i lavoratori pugliesi all'estero e, poi, estesa indiscriminatamente a tutti i pugliesi fuori della Puglia.

Una legge che col pretesto di soddisfare tutti non soddisfa nessuno, tanto frammentati e dispersivi saranno gli interventi. I legislatori regionali avevano la velleità di inserire la loro legge nel quadro della politica comunitaria, della legislazione nazionale e delle nuove competenze degli enti locali. Quali sono gli interventi previsti dalla legge?

L'incentivazione alla costituzione di forme associative per lo svolgimento di attività artigianali, commerciali, agricole e turistiche; l'accesso alla proprietà, la promozione delle vendite all'estero di prodotti pugliesi; lo svolgimento di attività culturali all'estero per gli emigrati; la promozione dell'informazione (a senso unico) degli emigrati sulla vita della Puglia, il sostegno alle associazioni che operano per i nostri emigrati (soprattutto a quelle all'ombra della triplice sindacale); all'impulso alle forme di assistenza sociale, sanitaria, scolastica per gli emigrati al loro rientro e per i loro familiari rimasti in Puglia; la predisposizione di strutture per la formazione professionale; e, per finire in bellezza, la promozione di attività di ricerca e di studio sul fenomeno migratorio. Ma il ben di Dio della Regione non basta: c'è pure la stipula di una o più convenzioni tra la Regione e gli istituti bancari o finanziari operanti nella regione, per facilitare il deposito delle rimesse degli emigrati in Puglia. In una confezione a parte, c'è poi la manna dell'assistenza ospedaliera per pugliesi all'estero: la repubblica pugliese ha infatti predisposto ed erogato la bella cifra di un miliardo per assistere i cittadini pugliesi soggiornanti in Stati esteri con i quali non vigono accordi internazionali in materia d'assistenza sanitaria.

Ad un esame approfondito della legge, articolo per articolo, si nota che l'articolato è molto simile a quello della legge n. 37, precedentemente varata e condannata da tutte le forze politiche, e dagli emigrati in testa, come legge «assistenziale». Gli interventi, più che stimolare l'iniziativa privata degli emigrati, sembrano convertirsi in ultima analisi in una sorta di provvidenza, per altro insufficiente, distribuita tra gli emigrati di ogni risma.

Eppure una delegazione della Regione Puglia si era recata sui posti di lavoro degli emigrati, in un pellegrinaggio europeo per tastare il polso e raccogliere gli umori (cattivi) degli emigrati pugliesi sulla loro regione: essi espressero le loro riserve su questo tipo di interventi, ma i legislatori regionali non ne hanno fatto molto tesoro.

Poi, negli ultimi tempi, i caroselli turistici dei politici pugliesi tra gli emigrati si sono infittiti. Con l'arrivo delle elezioni potranno votare ben cinquecentomila emigrati meridionali. Di essi, recitano le statistiche, 125.000 sono pugliesi. Senza considerare la loro corte di parenti, e senza valutare le decine di migliaia di pugliesi all'estero che, per difficoltà «tecniche» o procedurali, non potranno esprimere il loro voto ma che pur sempre fanno opinione.

La Regione non poteva mancare all'appuntamento elettorale: ed è così che la pigra procedura del disegno di legge, che si trascina da circa due anni, come hanno riconosciuto l'assessore Margiotta e il relatore della legge, il consigliere Fitto, si è improvvisamente messa a marciare a passo bersaglieresco, tanto da sorpassare altre proposte di legge che giacevano da tempo. Ed è giunta subito al traguardo pre-elettorale, festosamente accolta dagli uomini politici pugliesi, che hanno inneggiato agli emigrati come ai primi cittadini d'Europa ed il ponte più efficace che unisce il Mezzogiorno ai Paesi Europei. Con l'aria delle elezioni, è tornata la nostalgia dei «fratelli» pugliesi in terra straniera. Fratelli, sì, ma fino alle elezioni.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VI
Ritaglio del Giornale La Repubblica
del 30/5
DIREZIONE CENTRALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

La società politica inglese ha fatto molto poco per risvegliare l'interesse degli elettori

Il grande sbadiglio britannico

Laburisti e conservatori non hanno posizioni molto diverse circa i poteri della Cee: sia gli uni che gli altri escludono un'espansione dei compiti del futuro Parlamento. L'atteggiamento dell'opinione pubblica oscilla fra tre stati d'animo: «Non so, non m'interessa, non mi piace»

dal nostro inviato BERNARDO VALLI

LONDRA — Il grande sbadiglio europeo non si è trasformato in un grande o piccolo sorriso in seguito alla vittoria dei conservatori. Benché questi ultimi, i conservatori, siano più europeisti o meno antieuropeisti dei laburisti sconfitti, l'indifferenza degli inglesi per l'elezione del Parlamento di Strasburgo non si è mutato in interesse, nelle ultime settimane. Secondo un grande quotidiano conservatore, l'atteggiamento dei cittadini britannici, a dieci giorni dal voto del 7 giugno (qui si voterà con tre giorni di anticipo) oscillerebbe tra tre stati d'animo: « Non so, non mi interessa, non mi piace ».

Per Anthony Sampson, editorialista dell'« Observer » e autore della « Anatomia della Gran Bretagna », la curiosità per le elezioni presidenziali americane dell'anno prossimo — Carter o Kennedy? —, sarebbe già più forte che per le elezioni della settimana prossima. Forse Sampson esagera. Ma non troppo. A conforto della sua tesi egli illustra la somma ignoranza dei suoi connazionali sulle faccende europee. Avendo chiesto agli amici londinesi, tra i più informati, di elencare dieci tedeschi viventi di rilievo, ha scoperto che quasi nessuno conosceva abbastanza nomi. Al settimo, ottavo personaggio seguiva il silenzio. E nella lista alcuni includevano Albert Speer e Rudolf Hess, il collaboratore di Hitler condannato a Norimberga e ancora in carcere. Morale: se si conosce tanto poco della Germania, principale componente della Comunità, immaginarsi quel che si sa degli altri paesi.

La società politica inglese ha fatto e fa molto poco per risvegliare l'interesse dei suoi elettori. Un solo personaggio di rilievo che partecipa all'esangue competizione è Barbara Castle, ex ministro del Lavoro. Come esponente della sinistra laburista ella è, tuttavia, una ardente anti-europeista. A Strasburgo frenerà, dunque, il dinamismo unitario.

Gli altri candidati — conservatori, liberali e laburisti — sono per lo più degli sconosciuti. Avendo escluso il doppio mandato, i veri protagonisti della vita politica inglese hanno preferito Westminster a Strasburgo. Nessuno ha esitato.

I più militanti in favore dell'Europa sono i liberali. David Lyotton Cobbold, ad esempio, percorre intrepido il suo collegio, Hertfordshire, con un « euro-bus » dal quale grida slogan alla popolazione indifferente, spesso seccata di dover andare ancora una volta alle urne. Si prevede del resto che l'affluenza sarà molto scarsa: i pronostici annunciano una partecipazione del 30 per cento, che potrebbe salire al 50 se la campagna si scalderà un po' nelle ultime ore.

Impegno eccentrico

Discendente di una celebre famiglia, egli ospita nel parco della sua dimora, mezza Tudor e mezza vittoriana, il più famoso concerto di musica pop all'aria aperta d'Europa. Ma il voto per il Parlamento europeo è un'altra cosa. Non è una grande attrazione. Cobbold non è neppure sicuro di essere eletto. Il suo impegno appare eccentrico. Il partito liberale rischia, infatti, di non avere rappresentanti a Strasburgo.

La fredda accoglienza riservata alcuni giorni orsono dalla camera dei Lords a una proposta del liberale Banks rivela l'atmosfera generale. Molto candidamente Lord Banks aveva suggerito di discutere la possibilità di un ampliamento dei poteri del futuro Parlamento europeo eletto col suffragio universale. Da tutti i settori gli è stato risposto che la sua iniziativa era inopportuna, perché poteva mettere in allarme gli elettori, tutt'altro che disposti a cedere a quell'istituzione anche una piccola parte della sovranità nazionale.

Laburisti e conservatori non hanno posizioni molto diverse su questo argomento. Gli uni e gli altri escludono un'espansione dei compiti del futuro Parlamento. La differenza è che i conservatori si oppongono per lo più come europeisti. L'ideale comunitario di Margaret Thatcher appare, in verità, molto più confuso di quello di Edward Heath, l'ex leader conservatore. Per il nuovo primo ministro l'unione europea deve essere intesa come un supporto all'alleanza atlantica, come un rafforzamento dell'occidente in opposizione al mondo comunista.

La recente e bruciante sconfitta elettorale ha approfondito l'anti-europeismo laburista, un tempo moderato da James Callaghan. Adesso l'autorità dell'ex Primo ministro viene apertamente contestata nel partito e non rappresenta più un argine sufficiente per contenere le ondate anticomunitarie. E' sintomatica la vicenda del manifesto approvato dall'esecutivo del Labour in occasione dell'elezione per il Parlamento di Strasburgo. Il documento prevede un'eventuale uscita della Gran Bretagna dalla Cee, nel caso non venissero accolte alcune riforme della politica agricola e in altri campi, come quello della pesca. In un primo tempo Callaghan si era opposto al tono del manifesto, ma poi si è dovuto adeguare. La sinistra del partito è riuscita ad imporre la propria volontà.

Sugli 81 seggi riservati alla Gran Bretagna, i laburisti dovrebbero conquistarne una trentina. I restanti dovrebbero andare ai conservatori. Ma i laburisti sperano di modificare questi pronostici, puntando sull'antieuropeismo. Sarebbe una piccola consolazione dopo la batosta subita alle legislative.

Richard Rose, un professore di sociologia all'università di Strathclyde, Glasgow, e autore di un saggio sulla politica inglese (« Politics in England today », editore Faber), insiste nel dire che la Gran Bretagna entrò nella Comunità per motivi economici, senza rinunciare minimamente ai suoi legami con gli Stati Uniti e con il Commonwealth. All'inizio del decennio gli inglesi pensarono che, affidandosi alla Cee, avrebbero concluso un buon affare. Il risultato del referendum del 1975, che ratificò l'adesione avvenuta due anni prima, espresse un certo slancio verso il continente non più proibito dal veto del generale De Gaulle.

Ma adesso sarebbero numerosi coloro che si interrogano sull'opportunità di restare nella Comunità. Gli effetti della crisi generale vengono in gran parte imputati alla Cee: l'aumento del prezzo della carne, dei legumi, del formaggio, della benzina, del cuoio. I rapidi sondaggi compiuti dalle varie televisioni (non soltanto inglesi) per le strade di Londra rivelano che i cittadini del Regno Unito considerano il Mercato Comune una fonte di guai. I sindacati contribuiscono in modo determinante a questo coro di proteste, che si inaspriscono se ci si addentra nella provincia rurale, dove la politica agricola comunitaria viene considerata spesso una calamità.

Linguaggio da bambini

La campagna elettorale non contribuisce a dissipare gli equivoci, a rettificare giudizi affrettati, a fare un bilancio che, se onesto, non risulterebbe poi del tutto negativo. Anthony Sampson definisce con ragione « baby language », un linguaggio da bambini, quello adottato dalla propaganda finanziata da Bruxelles. I manifesti si limitano a illustrare l'Europa dei Nove, a elencare i paesi membri, come se gli inglesi non li conoscessero già o dovessero ancora decidere se entrare o meno nella Cee. Quando pensano alla Comunità, i cittadini britannici vedono tutt'al più montagne di burro, fiumi di latte e convogli di camions carichi di cibo continentale che devastano le belle campagne inglesi.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Paese Sera

di ... del 30/5

nistra: John Silkin, il leader laburista James Callaghan, e l'attuale primo ministro Margareth Thatcher

L'Europa alla vigilia delle elezioni - Inghilterra

Alle urne, con noia

conservatori né laburisti attribuiscono particolare significato alla prossima consultazione - Il problema della CEE - A colloquio con Hugh Thomas

Dal nostro inviato
GIORGIO FANTI

LONDRA, maggio — Qui, almeno, c'è un punto di unanimità, sul quale convergono la signora primo ministro, Margaret Thatcher, e il signor ex premier James Callaghan, presi come simbolo dell'opinione predominante nei due grandi partiti inglesi. E il punto è che, se le cose vanno piuttosto male, nonostante la *bonanza* del petrolio del Mare del Nord, la colpa è, principalmente se non esclusivamente, della CEE. L'inflazione è ripartita, in aprile, al ritmo di 7,7%, record dell'Occidente, peggio dell'Italia, che arriva subito dietro con l'1,5. E Peter Shore, ex ministro laburista dell'ambiente e candidato alla successione di Callaghan come leader del Labour Party dice: *«Come meravigliarsene? La CEE non ha saputo prendere la più piccola decisione per far fronte alle maggiori difficoltà economiche odierne. Non ha saputo raccogliere nemmeno una delle sfide degli anni settanta»*.

Dall'altra parte della barricata, le campane *tories* danno suoni analoghi, tanto che Callaghan, incontrato pochi giorni fa a Parigi per la festa della «Primavera socialista», gioca ormai, pari pari sulla *bi-partisan ship:* lo stesso approccio, cioè, verso le questioni europee, sia dei *tories* al governo che dei laburisti all'opposizione. Un concetto che, naturalmente, nega Ted Heath, il più europeista dei conservatori, per il quale *«l'elezione dei rappresentanti laburisti a Strasburgo è una iattura perfino per gli altri partiti socialisti, che la considerano una spina nel fianco»*.

Si sbaglia Heath, anzitutto sul conto della Thatcher, altrettanto decisa del predecessore laburista nel richiedere una profonda riforma della PAC, la politica agricola comune, sia del sistema di contributi nazionali al bilancio comunitario, un sistema che profitta i ricchi, vedi la Germania federale e tartassa i poveri, l'Italia come l'Inghilterra, trasformandoli in finanziatori della CEE. Ma si sbaglia anche nella considerazione che continua a prestare alla Comunità e alle prossime elezioni europee. Essendo il solo o quasi a farlo, fra i dirigenti *tories* la sua è una «considerazione» del tutto anomala. James Scott-Hopkins, un ex deputato che la signora Thatcher ha ripescato per farne il capolista europeo del suo partito, non si fa alcuna illusione: *«I votanti saranno pochi, pressappoco la media delle elezioni locali, sul 30 per cento. Le elezioni non sono sentite, la gente è stanca della campagna appena terminata per la Camera dei Comuni»*.

Basta scorrere la lista dei candidati all'Assemblea di Strasbaurgo, sia *tory* che *Labour*, per averne un'altra conferma. La gente non è solo stanca. Non ha alcun interesse per le elezioni europee perché gli stessi partiti non debbono crederci molto, se hanno messo in lista figure di secondo piano, che nessuno o quasi conosce, eccetto la signora Barbara Castle, un tempo battagliera leader del gruppo *Tribune* e oggi quieta signora 65enne, che i laburisti hanno presentato come capolista.

James Scott-Hopkins e John Silkin, l'ex ministro laburista dell'Agricoltura, che ho incontrato ai Comuni concordano su un punto: non ci sarà la stessa partecipazione delle politiche, e nemmeno quella del referendum sull'Europa, due anni fa (65%). Con la percentuale del mese scorso, i conservatori avrebbero 45 eletti e i laburisti 29, nessuno i liberali, due gli unionisti protestanti e uno i cattolici dell'Ulster, la povera Irlanda del nord. Nessuno però si illude, nemmeno Shore, nemmeno Silkin: causa i pochi votanti, i laburisti avranno una ventina di rappresentanti, i conservatori una sessantina. La sconfitta del 3 maggio rischia di tramutarsi, per i laburisti, in una rotta di considerevoli proporzioni.

Chiedo a Silkin: Perché non trasformare allora le elezioni — se è vero che il paese è contro la CEE — in un referendum anticomunitario? Tony Benn, il leader della sinistra, aveva tentato di farlo durante la campagna elettorale politica: *«Ogni voto per il Labour*, aveva detto *è un voto contro la CEE»*.

Silkin dice che non sarebbe stato in ogni modo possibile: i conservatori, dopo la visita del cancelliere Schmidt alla signora Thatcher, dieci giorni or sono, puntano ormai su un mutamento radicale del loro atteggiamento. R3mangono tutti gli obiettivi di trasformazione — della PAC e della politica di bilancio — ma si offre in cambio un impegno comunitario inglese del tutto nuovo, politico e strategico, per dare alla CEE una base, oltre che economico-politica, militare e di difesa.

Non è ora il momento di indicare tutte le obiezioni e perplessità che un simile orientamento presenta, cominciando dalla RFT nettamente ostile a qualsiasi decisione che radicalizzi ancor più la separazione della RDT, con la quale, al contrario, Schmidt vuole allargare le comunicazioni e gli scambi, già oggi considerevoli se la RDT è considerata, dopo l'adesione della Grecia, firmata il 29 maggio, l'undicesimo stato membro della Comunità. Ma è il fatto nuovo che preme rilevare, indicandone la potenzialità che contiene: la novità mi era stata già indicata da un intellettuale, uno dei consiglieri più prossimi della nuova *équipe* governativa, lo storico Hugh Thomas. Ero andato a trovarlo nella sua bella casa dietro Holland Park. Un po' *fanée*, anzi un po' sfatta, con un'aria deliziosamente inglese, alle sorelle Brontee, la casa di Thomas ha una serra, coi gerani e le begonie appese ai muri e due piccoli pappagalli, uno azzurro e uno giallo che hanno accompagnato il nostro conversare con i loro estenuanti pigolii d'amore. Nel '62 Thomas aveva pubblicato forse il libro migliore sulla guerra civile spagnola. Allora era laburista. Oggi è conservatore, l'esempio più sintomatico della disillusione di una parte della cultura britannica per l'inconcludente esperienza di governo laburista, prima Wilson, poi Callaghan.

Di fronte alla crisi, che ha ancor più accentuato il declino britannico — *«Siamo dietro l'Italia»*, dice Thomas — il centro del corpo elettorale, le classi medie, gli intellettuali, hanno avvertito l'impotenza dell'immobilismo, hanno cercato delle soluzioni altrove. Poiché Callaghan restava, e si compiaceva di esserlo, al centro, solo la destra della signora Thatcher, *«enormemente più attenta culturalmente»*, dice Thomas, offriva qualcosa di radicalmente diverso. *«Ho votato laburista fino al febbrario '74. In ottobre, alle seconde elezioni di quell'anno, ho votato tory, ma ho aderito al partito conservatore solo nel '76. Non sono mai stato tanto coinvolto negli affari della politica come lo sono ora, coi tories, molto più consapevoli dei laburisti della necessità dell'apporto della cultura, e orgogliosi dell'attenzione che vi portano»*.

Thomas è, nonostante tutto, ottimista: non crede all'ineluttabilità del declino inglese né di quello europeo. *«È vero che l'Europa non detta più la sua volontà al mondo. Ma la vitalità culturale è ancora qui, e il potenziale politico di un continente, primo complesso commerciale del mondo, è tuttora enorme. L'importante è di saperlo sfruttare. E per farlo, bisognerebbe anzitutto concordare una politica di difesa che porti i paesi europei a differenziarsi in determinate circostanze almeno, dagli Stati Uniti. Le basi, i presupposti di una autonomia reale dell'Europa sono qui. Lei dirà che sono gollista, ed in certo senso lo sono: il futuro dell'Europa è ancora gollista»*.

Tutt'altre le preoccupazioni del versante socialista. Ralph Miliband, marxista, specialista dei problemi dello stato, molto noto anche in Italia, mi dice: *«Nessuno prende sul serio il Parlamento europeo. Queste sono elezioni sottosferiche, che lasciano del tutto indifferente la popolazione. Non conosciamo nemmeno i nomi dei candidati. Tu dici che l'Europa di oggi è anacronistica, ed hai ragione. Si tratta di sapere se può offrire il quadro necessario ad una alternativa socialista. I laburisti non ci credono: per loro la strategia da adottare è quella nazionalistica dello stato d'assedio, a difesa dell'isola britannica. Chi può crederci sono gli internazionalisti, il PCI italiano, i trotskisti. Ma qui sono pochissimi»*.

Quando gli accenno alle idee di Thomas, sulla comunità di difesa e sulle possibilità di una politica di autonomia di tipo gollista, Miliband reagisce vivacemente: *«Il pericolo è che si catturi il movimento operaio europeo ad una politica di collaborazione di classe: in Inghilterra ne sappiano qualcosa. L'internazionalismo socialista lo si rafforza irrobustendo tutti i legami esistenti, anzitutto e soprattutto quelli sindacali. Quando si parla di autonomia europea, si trascura del tutto la parte che spetta al movimento operaio, mentre è la partecipazione operaia che può rendere credibile l'autonomia»*.

Se Miliband è un socialista europeo, uno dei pochi che segue le vicende del continente anche partecipandovi, John Silkin, il deputato laburista ex ministro dell'agricoltura, è di un'altra scuola. «*Noi inglesi*, mi dice per togliermi ogni dubbio in proposito, semmai ne avessi, *non siamo europei nè geograficamente, nè politicamente, nè economicamente*». Perché siete nazionalisti, lo interrompo.

E Silkin: «*La parola spaventa: nazionalismo ha un senso peggiorativo dopo il fascismo. Ciò che non va, ciò che è instabile, non è il nazionalismo, è l'imperialismo: nessuna nazione ha diritto di dominare le altre*».

Silkin è contrario a qualsiasi progetto di integrazione militare della CEE. «*L'autonomia dell'Europa, che deve diventare più larga di quello che è, e con una struttura meno rigida, va ricercata sul terreno dell'economia, allacciando dei rapporti di scambio intensi con l'Africa, con il Terzo Mondo, con l'Est europeo*». E se non ci riuscirete, gli chiedo, a fare della CEE una zona di libero scambio, a riformare la P.A.C. e il bilancio cosa accadrà?

Sul tavolo di legno della caffetteria della Camera dei Comuni, fra il bricco e la tazza del the, Silkin pone il «*manifesto laburista per l'elezione dell'assemblea europea*». Lo aveva in tasca. «*E già scritto qui* — dice — *Senza i cambiamenti fondamentali che abbiamo chiesto, senza una garanzia inoppugnabile contro ogni tentativo di integrazione sovranazionale, l'uscita dalla CEE è la soluzione da considerare*».

Non crede minimamente, dunque, che l'Europa possa offrire il quadro internazionale di soluzioni socialiste? «*Al contrario*» risponde. E continua leggendo dal «*Manifesto*»: «*Come è costituita oggi, la CEE sostiene una politica capitalistica che premia il ricco ed il forte a spese del povero e del debole. La CEE rende più difficile la realizzazione degli obiettivi socialisti tradizionali, lavoro per tutti, fine della povertà, aiuto ai bisognosi, miglioramento del livello di vita, abolizione del privilegio*». Il socialismo in un solo paese allora? «*Ma no*», risponde Silkin. «*Il socialismo non può essere contenuto entro confini nazionali*». In che modo, però, confesso di non averlo capito.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Il Sole 24 Ore

di ..... del 30/5

arlano i democristiani sul dopo elezioni

L'Europa come punto di riferimento per organizzare le nostre imprese

assetti: dobbiamo definire il ruolo delle multinazionali per non diventare subordinati - Usellini: l'eccesso ell'intervento statale deforma il mercato - Locatelli: garantire mobilità e produttività a tutto il sistema

MILANO — Ultime battute della campagna elettorale. Finale in crescendo, diciamolo subito: i temi concreti, quelli che riguardano la condizione generale del Paese, la situazione dell'economia, la vita della impresa, i rapporti sociali, cominciano ad avere il sopravvento sui fumosi discorsi attorno alle formule ipotetiche di governo, agli schieramenti, alle intese di tipo esclusivamente politico.

Le ragioni di questo prevalere dei fatti concreti sono presto dette: in Lombardia si vuol sapere chi dirigerà il quadro economico, quale tipo di politica potrà consentire al Paese di "stare" nell'Europa, quale intesa si potrà raggiungere con le forze sociali per imprimere al sistema produttivo una maggiore capacità di produrre risorse.

Le domande, questa volta, hanno come interlocutori uomini della Dc, cioè esponenti già impegnati, o che per la prima volta entrano nella competizione elettorale, appartenenti al «partito di governo», e più precisamente a Piero Bassetti, responsabile dell'ufficio Programma della Dc; a Mario Usellini, deputato uscente; ed a Giuseppe Locatelli, candidato per la prima volta al Senato, nella loro duplice veste di protagonisti della battaglia elettorale e di imprenditori dirigenti.

Le prime domande sono per Piero Bassetti e riguardano il dopo elezioni: anzitutto quale programma?

«Non si può prescindere da un dato irreversibile di partenza: l'esistenza del Sistema monetario europeo e la prospettiva di crescita della integrazione economica. Quindi quale governo avremo? La risposta non può essere che questa: un governo fatto di forze che credono nella europeizzazione, a livello di società e non di trattato diplomatico. Ciò significa paradossalmente che l'economia italiana diventa simile al problema del Mezzogiorno se non vuole diventare il Mezzogiorno d'Europa».

Quali conseguenze avrà questa scelta? *«Bisognerà rivedere il piano Pandolfi in quelle parti e verso le direzioni che non erano state previste al momento della sua formulazione, avvenuta prima dell'avvento dello Smc. In questo quadro dobbiamo poi modificare i nostri modi di ragionare e di comportarci, compreso il controllo delle variabili macroeconomiche. Bisogna stabilire una serie di nuovi rapporti al nostro interno per graduare il raccordo con la dimensione europea».*

Ma in questa prospettiva la prima analisi da compiere a suo giudizio qual è? *«E' indispensabile capire quale sorte debbono avere in Italia le multinazionali e le grandi imprese. Il confronto tra la nostra economia e quella degli altri Paesi europei ci impone anzitutto questo esame. Cioè dobbiamo sapere su quali tipi di multinazionali o di grandi imprese il Paese intende fare conto, proprio perché vi è l'esigenza di definire la collocazione e la posizione di questi pilastri».*

Perchè si impone questa verifica, specie in questo momento? *«Il problema centrale per l'Italia è questo: o accettiamo di diventare una economia subordinata e con obiettivi puramente tattici per collocarci negli interstizi del sistema europeo con lo scopo di campare, o se invece vogliamo diventare parte dell'Europa, come uno dei poli, delle forze del suo sviluppo. Nell'uno o nell'altro caso il problema delle multinazionali e del sistema delle grandi imprese deve essere affrontato».*

Ma a suo giudizio questo sistema non esiste già, non ha una funzionalità? *«Non vi è una situazione omogenea diciamolo con franchezza: in parecchi settori molte grosse imprese non sono diventate multinazionali anche se vi è una massiccia presenza statale. Ma il problema non è tanto di crisi per le aziende quanto di strutture. Bisogna vedere quale spazio si deve riservare alle grandi imprese nazionali e quanto invece occorre per quelle multinazionali».*

Questa visione come si confronta con quella che la Dc ha «riscoperto» nel recente convegno di Milano nel quale sono state tessute le lodi della piccola e media impresa? *«Non esiste alcuna contraddizione ma l'esigenza logica di definire le aree entro le quali ciascun tipo di impresa deve operare e porsi degli obiettivi. Certo, oggi, si parla molto delle piccole e medie imprese ma vi è anche il motivo per farlo: sono protagoniste di un tipo di presenza produttiva che ha funzionato».*

Ma c'è anche chi sostiene che questa struttura non è in grado di dare una grossa spinta alla ripresa omogenea del Paese?

«Se funzionasse l'intervento pubblico, se l'edilizia fosse in grado di produrre tutta la sua capacità produttiva, se la macchina dello Stato avesse la capacità di funzionare a pieno regime, è chiaro che premendo il piede su questi acceleratori o abbassando le leve che immettono in circuito capitali ed iniziative pubbliche validi tutto il sistema riceverebbe uno scossone: ma oggi questo è possibile?».

Quindi lei non è d'accordo con l'economista di sinistra Napoleoni, che basterebbe fare leva su questi acceleratori per dare un orientamento alla crescita del paese? *«Nel modo più assoluto, in questo momento. Chi pensa che l'alternativa alla capacità di lavoro della media e piccola industria, oggi vitalissima, siano i grandi interventi con finalità pubblica, prende un'altra solenne contonata. Questo collettivo di forze produttive invece è indispensabile ed utilissimo per formare quel quadro di forze con il quale dobbiamo dare dimensione europea al nostro sistema economico».*

«Teniamo poi conto di un altro dato: le tecnocrazie in Italia, all'infuori di qualche lodevole eccezione non brillano certo per inventiva, creatività, spirito di imprenditorialità. Allora tanto vale mettere in condizione queste forze, in un quadro di rapporti economici definito nel quale grandi imprese e multinazionali abbiano precisi connotati, di esprimere tutta la loro potenzialità che ha anche un elevato grado di capacità di mediazione politica sul piano dei conflitti sociali».

Dal problema del tipo di impresa a quello del modo con cui l'impresa deve operare Sentiamo l'on. Mario Usellini *«Si parla tanto dello statuto delle imprese. Io ho una sorta di diffidenza verso questa definizione legislativa perchè il Parlamento è impreparato ad emanare una serie di leggi che dovrebbero comporre il quadro di riferimento. E lo è perchè non conosce l'impresa».*

Da cosa è documentabile questa insensibilità, o questa impreparazione? *«Da tanti fatti ed episodi accaduti nella passata legislatura. Alcuni esempi: la legge sulla ristrutturazione e la riconversione industriale che non funziona; la legge sul collocamento privilegiato fallita clamorosamente; la legge parità uomo-donna che è stata bloccata altrimenti avrebbe paralizzato la vita di molte imprese. In sostanza il legislatore dimostra di avere grandi velleità in settori della vita sociale, ma nessuna conoscenza dei problemi reali».*

Nel quadro più ampio di una programmazione, quali sono i problemi che il sistema industriale avverte come più immediati, più urgenti da affrontare?

«Di programmazione, in Italia, si è sempre parlato troppo ma in pratica se ne è fatta poca. Ebbene la prima programmazione da invocare e quella che deve fare lo Stato nel pianificare la spesa pubblica. E' tempo che lo Stato misuri i suoi passi, spenda ciò che deve e più, programmando a tempi medi e lunghi, distribuendo spesa corrente ed investimenti in base alle risorse disponibili. Questo può essere un dato elementare ma in Italia non è mai stato preso in considerazione. E' velleitario che lo Stato cerchi di definire piani di intervento in alcuni settori senza tenere conto che tutto oggi va considerato e proiettato in dimensione europea».

Terzo interlocutore, Giuseppe Locatelli, alla sua prima esperienza di candidato. Trent'anni di esperienza, nell'industria e nel mercato, dal punto di osservazione strategico del settore siderurgico: la sua visione di un sistema di imprese?

«Una immagine semplice, credo, possa dare una idea: cioè un sistema articolato in grado di sviluppare una forte competitività, di produrre ricchezza, di reinvestirla, che veda in lizza tutte le forze produttive con eguali opportunità: oggi si parla di settori o di ruoli. Credo invece che si debba trovare una ragione perchè qualsiasi tipo di impresa, dalla più grande alla più piccola si riconosca entro la cornice di un sistema produttivo ben guidato e bene orientato».

Presupposto per la razionalizzazione di questo sistema articolato? *«Anzitutto la permanenza della impresa in un sistema aperto. Quindi scelta europea, scelta di competitività. Ma credo che il problema fondamentale sia quello dei rapporti fra le parti sociali per definire i temi fondamentali dell'attività produttiva: mobilità, produttività, costo del lavoro.*

«Dobbiamo trovare il modo di razionalizzare il rapporto fra le forze sociali per mettere in evidenza quella maggiore capacità di produttività che oggi è sommersa. Accanto a questo problema vi è quello di una legislazione che consenta alla industria con-

2)

corrente di esplicare il massimo della concorrenza, che tolga le diseguaglianze tra settore pubblico e privato, che impedisca le condizioni di monopolio. C'è quindi l'esigenza di liberare una quantità immensa di energie che non vengono alla luce perchè gli ordinamenti mortificano iniziativa ed imprenditorialità con un assurdo burocratismo o con un soffocante controllo che ha nulla di sociale e troppo di politico. Ecco se si riusciranno a liberare queste energie sommerse molte cose potranno cambiare».

Dante Ferrari

Ministero degli Affari Esteri

Ritaglio dal Giornale Corriere della Sera

COME SI PREPARANO I NOVE PAESI ALLE ELEZIONI DEL 10 GIUGNO

L'Europa cerca un parlamento

Mentre gli appelli al voto comunitario cadono nel generale disinteresse, a Parigi la tensione politica ha colpito della capitale francese la più vivace delle sedi elettorali - Il prestigio e la capacità di imporre la propria volontà sui governi nazionali dipenderà dal peso degli uomini che faranno parte del nuovo organismo

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

BRUXELLES — Giornali, libri, opuscoli, trasmissioni radiotelevisive, manifesti: tutti i grandi mezzi di comunicazione sono stati mobilitati per propagandare le elezioni del Parlamento europeo. In nessun'altra capitale dei nove Paesi che il 10 giugno saranno chiamati al voto, Parigi compresa, il pubblico è stato inondato da una tale massa di informazioni e sollecitazioni. Un visitatore distratto potrebbe farsi l'impressione che qui l'idea europea è particolarmente sentita, che per far l'Europa bisogna partire necessariamente da Bruxelles.

Niente di più falso. Gli appelli cadono nel totale disinteresse di un'opinione pubblica legata più di altre al proprio «particulare». Non c'è qui traccia della tensione politica che ha fatto di Parigi la più vivace delle sedi elettorali e neppure di quella spinta ideale che trapela talvolta in Italia. L'Europa, pur così vicina nelle istituzioni comunitarie, è lontana nelle preoccupazioni popolari, che sono in questi giorni soprattutto rivolte alle incertezze di una stagione ingrata.

Alcuni recenti incidenti tra francofoni e fiamminghi, nei quali è stato coinvolto anche re Baldovino (un cartello al di fuori della reggia lo ammoniva: «Ricordati dello Scià»), hanno confermato, se mai ce ne fosse stato bisogno, quanto sia estranea l'unità dell'Europa in un Paese che non riesce ad assicurare neppure quella interna.

Realtà quotidiana

L'apparente contraddizione si spiega proprio col fatto che qui l'Europa ha avuto una sua prima parziale e, secondo qualcuno, distorta applicazione. Quelli che in altre capitali sono ancora dei miti, di remota ma auspicabile realizzazione, a Bruxelles si sono già trasformati in realtà quotidiana, perdendo per strada gran parte del loro fascino.

L'Europa, almeno questa Europa (come si parla di «socialismo reale» per distinguerlo da quello dei testi dei suoi fondatori, non sarebbe forse sbagliato parlare di una «Europa reale»), non presenta per i belgi nessuna attrattiva, se non quella, di dubbia convenienza, di stimolare il flusso turistico; molti si lamentano d'altra parte che la presenza dei principali organismi comunitari ha provocato un generale aumento dei prezzi.

Da questo osservatorio disincantato anche il mito del Parlamento europeo subisce un processo riduttivo. Il doppio equivoco che sta alla base del prossimo voto ne risulta particolarmente evidente. Il primo è macroscopico, sebbene gli organi di informazione facciano di tutto per nasconderlo o quanto meno per ignorarlo: quelle che sono state presentate come le prime, vere elezioni europee, non sono in effetti che una serie di elezioni nazionali che si tengono nello stesso giorno (e neanche dappertutto, visto che in Inghilterra, in Irlanda, in Olanda e in Danimarca si vota il 7 giugno).

Diversi sono i sistemi elettorali, che riproducono sempre, salvo nel caso della Francia, quelli dei singoli Paesi; diversa è la rappresentatività dei futuri deputati per cui, in base agli accordi bizantini stipulati tra i vari governi, il Lussemburgo avrà un parlamentare per 6i mila abitanti, la Danimarca uno per 319 mila, l'Italia un per 699 mila e la Germania sotto questo punto di vista la più sfavorita, uno per 76 mila.

Il secondo equivoco riguarda l'oggetto stesso del voto, al quale saranno teoricamente chiamati (ma obbligatoriamente soltanto in Belgio e in Italia), 180 milioni di europei. Il parlamento che essi dovranno eleggere non è un parlamento altro che di nome: i suoi poteri sono accuratamente circoscritti e non comprendono quello di legiferare e di controllare l'esecutivo, come dai tempi di Montesquieu, sempre stata la funzione di un parlamento democratico.

Il suo unico potere è quello di approvare il bilancio comunitario, in cui può introdurre modifiche: ma soltanto per la parte che si riferisce alle spese «non obbligatorie», che costituiscono appena il 20 per cento del totale. La maggior parte dell'attività parlamentare consiste nel discutere e nell'esprimere opinioni, che però possono essere tranquillamente ignorate dalla commissione di Bruxelles e, a maggior ragione, dal consiglio dei ministri dei Nove paesi, a cui spettano in definitiva le decisioni.

Questa esposizione può sembrare troppo pessimistica. Essa si basa, come fanno notare i più convinti europeisti, sull'esperienza passata, che non dovrà necessariamente ripetersi in futuro. Un parlamento allargato e che per la prima volta non sarà più composto di delegati dei parlamenti nazionali ma di deputati eletti direttamente dai popoli europei, sarà qualche cosa di nuovo e di diverso. Anche i suoi poteri, per quanto limitati, potranno essere allargati, senza bisogno di riformare le norme comunitarie. Già nell'ultima «legislatura» il vecchio Parlamento era riuscito a far aumentare la quota di bilancio destinata al fondo regionale; il prossimo potrà tentare di esercitare il diritto, che pure gli viene riconosciuto, di votare la fiducia alla commissione, ed eventualmente di sostituirla.

Logica benefica

Tutto dipende dagli uomini che ne faranno parte: quanto più essi saranno autorevoli e politicamente rappresentativi, tanto più il Parlamento avrà prestigio e potrà sperare di imporre la sua volontà sui governi nazionali. Per questo, stupisce che Paesi tradizionalmente europeisti come l'Olanda e, in misura minore, il Belgio e la Germania, abbiano presentato candidati poco appariscenti mentre il Paese forse più ostile all'idea dell'unità, cioè la Francia, abbia impegnato nelle elezioni del 10 giugno tutti i suoi uomini più in vista.

La logica nazionalistica di Giscard d'Estaing, secondo cui la Francia deve essere alla testa dell'Europa, si è dimostrata in questo caso più benefica per il Parlamento europeo di quella di altri Paesi, più generosi nei loro ideali, ma più scettici sulle loro possibilità di realizzazione. In una posizione estrema stanno l'Inghilterra e la Danimarca, che non hanno mai creduto veramente all'Europa e che ne subiscono senza entusiasmo, e senza un'effettiva partecipazione le iniziative.

In questa vigilia elettorale il problema delle competenze del Parlamento europeo è stato accantonato o volutamente minimizzato per non suscitare polemiche che sarebbero controproducenti. Soltanto il presidente francese ha tenuto a sottolineare che il Parlamento non si tocca, né come sede (attualmente condivisa da Strasburgo e Lussemburgo), né come attribuzioni.

Brandt, che aspira a diventare presidente del Parlamento, è stato più evasivo ed ha dichiarato a un recente convegno all'Aja che, più che di competenze, bisogna discutere di contenuti; un atteggiamento analogo hanno tenuto anche gli altri principali candidati europei, come il belga Tindemans o il lussemburghese Thorn. Soltanto l'inglese Rippon, parlando a titolo personale, ha sostenuto che uno dei primi compiti del Parlamento deve essere quello di estendere i suoi poteri e di creare, accanto a quella dei deputati, una seconda Camera formata dai rappresentanti delle regioni.

Nell'atmosfera rarefatta e vagamente alienante di palazzo Berlaymont, sede della commissione europea, le opinioni sono sfumate. Nessuno vuole assumere atteggiamenti che potrebbero metterlo in difficoltà con il proprio governo. Tra i più espliciti, è il commissario italiano Giolitti, secondo cui le elezioni del 10 giugno sono «un momento importante sulla strada dell'unità europea» e possono creare una situazione nuova, introducendo nell'asse tto comunitario «un elemento di dinamismo».

«Io credo — ci ha detto Giolitti — che la Commissione abbia tutto da guadagnare da un confronto serrato con il Parlamento e che anche il consiglio dei ministri possa essere indotto a seguire questa linea». Anche lui però ritiene che in questo momento non si ponga il problema di un allargamento dei poteri del Parlamento e che dovrà essere la stessa assemblea, sorretta da una vasta partecipazione popolare, a conquistarsi un margine sempre maggiore di autonomia.

In realtà, nessuno è in grado di prevedere come si comporterà il nuovo Parlamento. I deputati si divideranno, come avveniva prevalentemente in passato, secondo la provenienza nazionale o secondo l'appartenenza ai vari partiti? Assisteremo a uno schieramento europeista contrapposto a uno antieuropeista?

E in questo caso vedremo dunque il partito comunista italiano e quello francese, che divergono nel loro giudizio sulla CEE, collocarsi su posizioni opposte? Il Parlamento, in cui saranno rappresentate forze di destra e di sinistra, e persino, come nel caso della Danimarca, e forse dell'Olanda, deputati che rifiutano l'idea stessa di una organizzazione comunitaria, riuscirà col tempo a esprimere un blocco di governo e uno di opposizione? E chi entrerà a farne parte?

Sono tutte domande a cui è difficile dare una risposta. Gli scettici, che a Bruxelles sono numerosi, ritengono che sia inutile porsele, ché tanto non cambierà nulla. Gli ottimisti sperano invece che le elezioni del 10 giugno possano veramente contribuire alla creazione di un'Europa meno burocratica, meno verticistica e più democratica di quella oggi esistente. Molto dipenderà dal voto, che determinerà la composizione del nuovo Parlamento. Recriminare, a questo punto, non serve a niente: ancora una volta gli assenti, quale che sia il giudizio sui loro punti di vista, avranno torto.

Pietro Sormani

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Giornale

di ..... del 30/V/79

Con un elettorato stanco e distratto

Aspettando l'Europa

Non sappiamo se, fra le tante inchieste pre-elettorali, ve ne sia stata qualcuna tendente ad accertare in che misura l'opinione pubblica italiana mostri interesse per l'elezione del parlamento europeo. Ma anche senza inchieste e sondaggi è facile vedere che l'interesse finora è stato assai scarso. La manovra concordata fra Dc e Pci allo scopo di schiacciare le elezioni europee su quelle nazionali ha prodotto i malefici effetti per i quali era stata calcolata. All'appuntamento con l'Europa giungerà un elettorato distratto e poco informato, al quale, per orientarsi, verrà concessa di fatto una campagna elettorale di soli tre giorni, fra la proclamazione dei risultati del 3 giugno e la vigilia elettorale europea.

Varrebbe tuttavia la pena che gli elettori riservassero un margine adeguato di attenzione a ciò che capiterà il 10 giugno. Anche le elezioni europee avranno conseguenze rilevanti, tali da legittimare speranze e timori. E si vorrebbe che il nostro paese, dopo avere fatto spazio ad attese magari eccessive, non cadesse poi vittima di tardive depressioni e scoraggiamenti: un po' come accadde al Mezzogiorno dopo il 1860.

Non che fra pochi giorni sia in vista la nascita di una entità politica europea, paragonabile alla nascita dello Stato nazionale italiano. Ma si farà un passo importante in quella direzione: e ciò significa che dopo quella data obiettivi di prima grandezza, di politica internazionale, di politica sociale e di politica economica, saranno assai più vicini di oggi. Sul piano internazionale si sarà fatto un grande passo verso il giorno in cui gli europei potranno partecipare da pari a pari ai negoziati che riguardano la sicurezza, la pace e il destino dell'Europa: questioni che ormai da trentacinque anni vengono affrontate al di sopra delle loro teste nei contatti diretti russo-americani. Sul piano economico e sociale si potrà seriamente discutere di una programmazione continentale diretta a correggere le tendenze, assai pericolose per i paesi più deboli come il nostro (e come gli altri dell'area mediterranea che si accingono a entrare nella Comunità), già operanti per effetto dei meccanismi spontanei del mercato, in questi anni di crisi energetica, di disoccupazione crescente, di più intensa concorrenza ai prodotti tipici della nostra agricoltura.

Pochi negheranno l'importanza di temi come questi. Ma molti dubitano che i limitati poteri della nuova assemblea potranno consentirle di avere una effettiva influenza su problemi di tanto rilievo. Sono dubbi alimentati da un certo tipo di lettura dei trattati istitutivi della Comunità e rafforzati dalla esperienza passata. Ma gli scettici non tengono conto del modo radicalmente diverso in cui gli stessi poteri vengono esercitati da una assemblea delegata dai parlamenti nazionali, come quella esistita finora, e da un corpo di deputati direttamente responsabili davanti ai propri elettori. Certo, l'esperienza italiana, nella quale al parlamento si sostituisce così spesso il potere delle segreterie dei partiti, non è fatta per convincere i cittadini dell'importanza delle deliberazioni parlamentari. Ma si tenga conto che a Strasburgo i gruppi parlamentari non avranno il contrappeso di partiti europei: e la loro autonomia sarà dunque molto più grande. E poi un corpo politico, una volta costituito, tende per sua natura ad accrescere lo spazio che gli è destinato. Qualcosa del genere da parte del parlamento europeo si attendono i governi più legati a posizioni nazionalistiche, come quello francese. Giscard e i suoi collaboratori si dichiarano sicuri di respingere gli attacchi che verranno rivolti alle sovranità nazionali: ma in questa come in ogni altra questione politica tutto dipenderà dall'energia con cui saranno portati quegli attacchi.

Per renderli più efficaci, nell'interesse della sovranazionalità europea e in quello particolare del nostro paese, occorre che nel parlamento siano più fortemente rappresentate le forze meglio consapevoli dell'importanza dell'obbiettivo Europa. Nella storia della democrazia italiana l'europeismo ha una lunga e non ingloriosa tradizione. Ma anche in sede di elezioni europee è necessario distinguere tra partiti e programmi. Un partito come la Dc, che può vantare l'europeismo di Alcide De Gasperi, è tuttavia legato a metodi politici e ad esperienze di governo che solo la minaccia comunista induce a tollerare in sede nazionale: ma in sede europea, dove questi condizionamenti non sussistono, sarebbe augurabile che si esportasse il meno possibile di metodi ed esperienze che davvero non sono esportabili. Anche più augurabile sarebbe una attenta riflessione da parte di quegli elettori che votano comunista nelle elezioni politiche. Una delegazione italiana in cui si riflettessero le stesse proporzioni che si prevedono per il parlamento nazionale, e che dunque fosse composta per un terzo di comunisti, vedrebbe ridotta di altrettanto la sua influenza nelle deliberazioni da cui sarà effettivamente governata la Comunità europea. Nell'interesse del nostro paese bisogna dunque sperare che nel voto per l'Europa gli elettori italiani sapranno lasciarsi alle spalle le tradizioni delle nostre risse politiche interne e ispirarsi invece a dimensioni e criteri europei.

Rosario Romeo

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Avanti
del 30/6/79

Oggi all'Aja il consiglio atlantico

L'esitazione è nemica della pace in Europa

dal nostro inviato FRANCESCO GOZZANO

L'AJA 29 — Il consiglio atlantico è chiamato a dare la sua approvazione al trattato SALT 2 sulla limitazione dell'armamento strategico sovietico e americano e ad indicare quali passi ulteriori intendecompiere sulla strada della distensione. Questo il tema centrale della riunione primaverile fra i ministri degli Esteri dei quindici paesi della NATO che si riuniscono domani e dopodomani: una approvazione che appare scontata, mentre meno prevedibili sono le indicazioni che verranno fornite per quanto riguarda i seguiti del SALT 2 sia per quanto concerne gli aspetti militari che quelli politici.

Da un lato, permane viva la preoccupazione per la persistente, massiccia forza sovietica soprattutto nel campo degli armamenti nucleari tattici, e già i ministri della Difesa quindici giorni fa hanno levato il loro consueto grido d'allarme; dall'altro, ognuno è consapevole che una «risposta» all'Est non può essere data soltanto sul terreno militare sia per evitare una pericolosa *escalation* bellica sia perché da parte del Patto di Varsavia si sono recentemente levati segnali per un concreto approccio verso la distensione militare sotto forma di una conferenza paneuropea sul disarmo.

Come dunque deve comportarsi l'occidente, e soprattutto come potranno inserirsi i paesi europei della NATO nell'attuale fase diplomatica internazionale? Sono da attendersi da questa riunione dell'Aja concrete indicazioni da affidare a Vance perché le illustri a Carter prima dell'incontro con Brezhnev a Vienna, sul modo con il quale l'Europa potrebbe partecipare da protagonista al processo di distensione?

Se fin qui la consultazione interalleata ha funzionato abbastanza bene — ma nei limiti imposti dal fatto che il negoziato strategico era tutto sommato una questione bilaterale russo-americana — ora il compito si presenta più difficile in quanto gli europei dovrebbero svolgere una funzione ben più attiva, e non si ha l'impressione che le opinioni fra i vari governi collimino completamente. Se ad esempio la Germania appare la pi attiva per la distensione, ed esita ad accollarsi nuovi pesi militari, non sembra che altrettanto possa dirsi del nuovo governo britannico che appare più guardingo del precedente; e non parliamo della Francia che già ha fatto sapere di non voler recedere dalla sua posizione astensionista sui futuri negoziati militari (il SALT 3) per non mettere sul tavolo la sua *force de frappe;* Quanto all'Italia, è prevedibile che Forlani, con l'occhio più rivolto alle vicende elettorali marchigiane che alla problematica della riunione (tanto è vero che la sua presenza all'Aja sarà accorciata) non possa andare al di là di una generica riaffermazione di buona volontà.

Vi è dunque da attendersi che il negoziato interalleato, che dovrà precedere qualsiasi nuovo approccio verso l'Est, sarà lungo e laborioso. Lo scontato sì al SALT 2 sarà verosimilmente accompagnato da esortazioni agli USA a riflettere, ad inviti a Carter a non tracciare con Brezhnev un preciso calendario di ulteriori impegni (quella «cascata di accordi» di carattere militare che attendono dal SALT 2 un decisivo impulso) senza aver prima ascoltato il parere degli alleati. Insomma, si dirà sì alla distensione ma si vorrà anche che il futuro non venga deciso sopra la testa degli europei fra quindici giorni a Vienna.

Si tratta dunque di elaborare una strategia globale della NATO per la nuova fase che si apre. Nessuno si attende che già da questa riunione dell'Aja emergano indicazioni precise, ma almeno un orientamento di massima è lecito attendersi. Anche perché in caso contrario gli americani saranno spinti a portare avanti la loro politica verso l'Est senza lasciarsi troppo condizionare dalle esitazioni e incertezze degli alleati.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale 2 Lug

di S. Gallo del 30-6

Conferenza del «Gruppo d'interesse» degli stagionali SEL

Non ci va d'abitare nelle baracche ai margini della città

Si è tenuta a Zurigo, alla Casa dei Sindacati, il 12 maggio scorso la Conferenza del «Gruppo d'interesse» lavoratori stagionali aderenti al SEL, Sindacato Edilizia e del Legno.

Nell'aprire i lavori Bruno Cannellotto, presidente del gruppo, ha sottolineato il «momento molto importante del dibattito che si sta sviluppando in vista del Congresso che si terrà a Berna il prossimo mese di ottobre.»

Molti i problemi sul tappeto, numerose le questioni con cui devono confrontarsi i lavoratori del settore edilizio e del legno in un periodo non facile per alcuno, con una crisi che, iniziatasi quattro anni fa, è ben lungi dall'essersi conclusa. Questo è stato uno degli aspetti — insieme a molti altri dei quali riferiremo più avanti — dal dibattito scaturito dalla relazione di Cannellotto.

Il quale, facendo puntuale riferimento a questo particolare aspetto della situazione dei lavoratori del Sel, ha ricordato che sul piano economico viviamo ancora momenti di incertezza per l'occupazione. Nelle nostre professioni ci sono ancora disoccupati, anche se nel settore edile registriamo un sensibile aumento del numero degli stagionali occupati, ci sono ancora aziende che chiudono i cancelli e la disoccupazione e l'insicurezza del posto di lavoro pesano ancora assai duramente sul futuro di molti lavoratori.»

C'è da considerare poi — a detta di Cannellotto — il diminuito potere d'acquisto dei salari, e ciò nonostante siano state concluse importanti convenzioni salariali. Come non è da sottovalutare il processo in atto di ristrutturazione aziendale che porterà inevitabilmente ad ulteriori riduzioni di posti di lavoro. Tali processi stanno avvenendo senza, purtroppo, alcun controllo sindacale.

C'è anche stasi nell'interesse dei lavoratori verso iniziative politiche degne di massima attenzione promosse e sostenute dal sindacato. L'assenteismo alle tornate elettorali è uno dei segni più preoccupanti di questo fenomeno di «riflusso», per dirla con una parola di moda.

Il sindacato viene inesorabilmente colpito, nella sua attività, dal timore di molti suoi rappresentanti e delegati di esporsi pubblicamente per paura di perdere il posto di lavoro, cosa che peraltro si è già verificata. Inoltre molti sindacalisti esteri sono andati perduti in seguito al loro rientro nei paesi d'origine. Come ovviare alla situazione?

«Adeguare costantemente — ha detto Cannellotto — l'organizzazione ai compiti richiesti dalla situazione reale vuol dire quindi qualificare in modo permanente i propri quadri. Per questo è necessario favorire la partecipazione costruttiva di tutti alla elaborazione delle politiche del sindacato se non si vuole che la massa sia sempre chiamata a realizzare le decisioni.» Numerose, come detto, le istanze della base. Riferendosi per esempio al processo di integrazione di cui tanto si parla, dalle Regioni, sette in tutta la Svizzera, sono venute proposte affinché il lavoratore stagionale non sia più costretto a vivere emarginato ai confini degli agglomerati urbani, lontano dalla realtà sociale di cui la parte, senza possibilità di scambi culturali ed umani, completamente slegato dal contesto in cui opera durante l'attività lavorativa. Ciò non serve ad integrare, è stato detto, anzi serve al contrario.

Molto dibattuto anche il problema della salute. No al lavoro sotto la pioggia, è stato affermato dalla Regione della Svizzera francese soprattutto, che su questo tema non ha voluto sentire obiezioni.

E no, anche, al lavoro per mesi e mesi, in totale isolamento, senza possibilità di contatti che non sia quello tra compagni di lavoro, nei cantieri d'alta montagna, per i quali è stata richiesta una giusta rotazione.

Anche la qualità della vita è stato momento di discussione. Su proposta delle Regioni 1, 2, 3, 5, e 7, è stata rivendicata un'equa riduzione della durata del lavoro con compensazione salariale mediante una riduzione dell'orario settimanale; il prolungamento delle vacanze; l'abbassamento dell'età del pensionamento.

Tutte cose, queste, per le quali ognuno è disposto a battersi, ma la cui realizzazione appare ai più realisti molto lontana nel tempo.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale l'Ora

di S. Gallo del 30. V. 79

Lo «Schweizer Beobachter» attacca duramente la polizia e l'ufficio di assistenza sociale di Winterthur

Incensurato padre italiano picchiato in modo brutale da tre poliziotti svizzeri

Il fatto risale a tre anni fa, ma solo ora è stato ripreso dallo «Schweizer Beobachter» — giornale stimato per le sue ricerche scrupolose — e dalla stampa locale di Winterthur. Il 2 maggio 1976, una domenica, la polizia di Winterthur viene chiamata da una donna, che si sentiva molestata da un ragazzo di 15 anni. Due poliziotti accorrono immediatamente sul posto, cercano il ragazzo insieme al padre, che nel frattempo era stato chiamato da un vicino, sulla sporteria trattandoli come due delinquenti e li portano al posto di polizia. Dopo un violento scambio di parole tra il padre, che il «Beobachter» chiama Stefan D., ma in realtà è l'italiano Stanislao Di Berardino, e i poliziotti ha inizio una scena deplorevole, indegna di uno stato civile e democratico quale la Svizzera: sotto gli occhi del figlio il Di Berardino viene picchiato a sangue da tre poliziotti con violenti colpi al viso, alla testa ed allo stomaco. Alla fine, con la camicia strappata e intontito dalle botte il Di Berardino rimane accasciato in un angolo dell'ufficio. Poiché non esistono nessun motivo per un arresto padre e figlio, dopo questo interrogatorio, vengono rilasciati. Il padre è quindi costretto a consultare il medico, il quale dopo averlo visitato accerta diverse contusioni al ventre, al collo e lesioni particolarmente gravi alla parte sinistra del capo. Più tardi questa diagnosi verrà confermata dal medico legale che attesta un'inabilità al lavoro per 14 giorni al 100 per cento e 8 giorni al 50 per cento.

La polizia se la cava pagando tremila franchi, i poliziotti vengono condannati; il fatto però non è mai stato reso pubblico.

Da quel tragico giorno Di Berardino è inabile al lavoro, ma non viene riconosciuto come tale. L'assistenza sociale ha deciso di farlo rimpatriare perché considerato parassita, in quanto vuole approfittare del fatto per passare invalido. Il caso Di Berardino si può considerare come esempio tipico di come un uomo possa venire distrutto psichicamente, come una personalità possa venire spenta. Un caso che, senza voler prendere posizione, ci dovrebbe indurre a meditare perché potrebbe succedere a chiunque di noi. (Benco)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale EMIGRAZIONE ITALIANA DI LUGANO
del 30/5/79

Il 3 e 10 giugno rafforzare i partiti dei lavoratori per risolvere i problemi dell'emigrazione

Siamo alle ultimissime battute. Sulla ribalta della campagna elettorale i riflettori stanno per spegnersi. Quando il giornale giungerà nelle case dei connazionali, molti di noi, specialmente coloro i quali devono andare più lontano, saranno già in partenza. Perché trattare quindi ancora di elezioni? La partita che si giocherà il 3 e il 10 giugno è di tale e tanta importanza che non vi sono parole adeguate che la possano definire. Sia a livello della nostra Italia che a riguardo dello scacchiere europeo. Parlare, riflettere sugli avvenimenti che stanno per compiersi è dunque semplicemente di rigore. E lo è per ogni cittadino responsabile, che viva cioè da protagonista la vita di tutti i giorni: il sociale, il civile, il politico. Il nostro giornale, tutti lo sanno, non è un giornale di partito. Vive però dal di dentro le cose; di esse, seppure modestamente, è protagonista. Anche per le elezioni ha quindi una parola da dire. Ed ora particolarmente che è ormai tempo di scelte, che ognuno si chiede cosa e chi votare. Dettagliare però non è il nostro compito. Non lo abbiamo mai fatto e non lo faremo nemmeno questa volta. Noi abbiamo invece sempre ricordato senz'altro il discorso generale, ma più precisamente il discorso che è maggiormente vicino agli emigrati. Lo faremo anche qui e poi, va da sé, ad ognuno le conclusioni. Prima però una raccomandazione: connazionali, dopo letta, non buttate questa edizione: portatela con voi in viaggio, discutetela sui treni, nei luoghi d'origine, nei luoghi ove voterete.

Ed eccoci al discorso, un discorso che bada soltanto ai fatti. Ricordate, connazionali, le parole d'ordine e pertanto gli impegni con i quali il governo italiano concluse la Conferenza nazionale dell'emigrazione (CNE), oltre quattro anni fa, nel 1975? L'on. Mariano Rumor, democratico cristiano, disse: per l'emigrazione sarà approntato «un piano di legislatura» di cose da farsi e il piano sarà rispettato. Ebbene, domandiamo, c'è forse qualcuno che il piano conosca? Noi no. A richiesta l'on. Franco Foschi, democratico cristiano e sottosegretario di Stato all'emigrazione fino a qualche mese fa, una volta disse che il piano era rappresentato dalla sua relazione introduttiva ai lavori dell'ultima sessione del Comitato consultivo degli italiani all'estero (CCIE) e l'altra volta dalle cose dette nel corso... dei suoi viaggi. Come quando venne a Zurigo, minacciò di portare la questione dell'emigrazione in Svizzera alla Conferenza sui diritti umani che si teneva a Belgrado e poi a Belgrado... non ci andò.

«Meno emigrazione, più integrazione»! fu, come noto, un'altra delle parole d'ordine con le quali il governo chiuse la CNE. L'aveva coniata, appunto per il governo, il democratico cristiano on. Luigi Granelli. «Meno emigrazione» dall'Italia? Sì, l'emigrazione è calata. Ma come dimenticare che è calata solo perché all'estero è la disoccupazione che è aumentata? In patria, poi, è vero o non è vero che l'occupazione è diminuita? E su quel «più integrazione» che dire? Granelli, a nome del governo, alla CNE ci spiegò che stava a significare azione instancabile all'estero per assicurare agli emigrati la parità di trattamento. Benissimo, dicemmo. Ma poi? Appunto, Belgrado non venne, non venne Strasburgo ove ha sede il Parlamento europeo che il 10

giugno eleggeremo a suffragio universale; sono venuti invece i rimpatri forzosi, anche l'ANAG — la proposta federale di nuova legge sugli stranieri che tutto il movimento operaio condanna —, le direttive dell'Ufficio federale svizzero del lavoro che discriminano nel collocamento, ecc. ecc. E... l'azione instancabile?

Tommaso Morlino, democratico cristiano, dal canto suo alla CNE tuonò che i comitati consolari dovevano essere all'estero ciò che sono in patria i Consigli regionali, che alla soluzione della questione emigrazione doveva essere permesso di contribuire a tutti, che a riguardo del problema era da operare il più ampio e responsabile decentramento. Quali i risultati? Che i comitati consolari non sono ancora stati riformati, che il «Comitato permanente emigrazione» della Camera dei Deputati (di cui è presidente Granelli) non è stato posto in condizione di poter discutere i relativi progetti di legge presentati, che nemmeno l'estensione all'estero della gestione sociale della scuola è stata effettuata, che — altro esempio in materia di decentramento — il governo tutto democratico cristiano di Andreotti ha respinto per la terza volta consecutiva la legge della Regione Umbria sull'emigrazione. Ancora: il governo DC di Andreotti non promise forse altresì che sarebbe stato creato il Consiglio nazionale dell'emigrazione e che nell'attesa gli emigrati sarebbero stati integrati — per decreto — nel Comitato per l'attuazione delle direttive della CNE? È vero, ma né il Consiglio nazionale né il decreto famoso mai si son visti e avuti.

Ecco, questo il discorso dei fatti: di fatti che sono quanto pochi altri vicini a tutti noi, all'emigrazione. Un discorso che, purtroppo, potrebbe continuare. Ma serve ancora? Non crediamo. Ognuno verifichi invece le nostre affermazioni e cerchi ulteriori informazioni: siamo certi che scoprirà che chi s'è battuto per tutto il nostro discorso specifico sono i partiti dei lavoratori, quelli che lottano contro l'Europa del capitale e per il governo italiano di solidarietà nazionale. Il 3 e il 10 giugno dunque: tutti a votare, tutti a votare per il progresso, il rinnovamento, la libertà, la giustizia sociale!

a.i.s.e. - nuova pubblicazione delle acli di liegi

roma (aise) - le acli di liegi hanno varato un nuovo bollettino dal titolo ''presenza e azione aclista''. con questa nuova ''voce'' le acli di liegi intendono in tal modo assicurare una presenza piu' incisiva della organizzazione nella comunita' italiana della regione di liegi. nella nota di presentazione del bollettino, il presidente provinciale delle acli rocco falci, scrive tra l'altro che con tale iniziativa ''si vuole arrivare a presentare al mondo operaio un'immagine delle acli e delle loro lotta per la promozione del lavoratore''. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 30/5

a.i.s.e. - riflessi dell'emigrazione sui figli dei lavoratori migranti.

roma (aise) - sia in casi di espatrio temporaneo, sia in caso di espatrio definitivo l'emigrazione avverte in maniera drammatica l'abbandono della propria terra: lasciare le proprie abitudini, le proprie tradizioni, il proprio clima comporta delle deficienze a volte davvero molto difficili da superare. per i bambini, pero', l'abbandono del suolo natio non e' altrettanto doloroso come per i grandi: essi si abituano piu' celermente alla nuova realta' e, superato il trauma del primo momento, tendono ad inserirsi piu' velocemente. il vero dramma della prole degli emigranti comunque e' quando emigra il padre od ambedue i genitori ei viene lasciata in qualche collegio o presso qualche vecchio parente. molto spesso accade anche che il padre emigrato si rifa' una vita nel paese d'accoglienza e quindi la situazione della vedova bianca diventa precaria riversando sulla prole problemi di dimensioni enormi (psicologici, finanziari...). anche quando l'uomo riesce a farsi raggiungere dalla famiglia, pero', la drammaticita' non viene sconfitta: molto spesso, infatti, quello che e' riuscito ad avere per ospitare la famiglia e' un locale umido e buio o sovente solo una baracca. questa eventualita' e' dolorosissima per i figli: il numero dei ricoveri di bambini, infatti, negli ospedali stranieri vede i figli di immigrati al primo posto. per sanare questa situazione ci si e' riuniti spesso, si e' parlato molto: dal dopoguerra l'oil (organizzazione internazionale del lavoro) lavora assiduamente, ma sovente ci si e' fermati a livelli di puri progetti di provvidenza. mentre un passo importante fu quello del 1956 per il riconoscimento all'estero degli obblighi alimentari, una cosa da ottenere sarebbe l'equiparazione dei figli in stato di abbandono con gli orfani di emigranti. comunque, l'unica cosa veramente risolutrice sarebbe tentare di far dividere il meno possibile i padri dai figli, i mariti dalle mogli. oltrettutto nulla si e' fatto per mettere l'emigrante al sicuro dai tramiti del rientro: scontrarsi di nuovo con il vecchio sistema (troppo spesso mitizzato nella mente e poi scoperto non funzionanete) comporta degli scompensi non indifferenti. ad ogni modo il problema dei bambini che emigrano con la famiglia e' quello dell'istruzione e dell'educazione. la nostra costituzione parla di istruzione gratuita ed obbligatoria per almeno otto anni: benche' all'estero i figli degli emigrati non sono sempre cittadini italiani? le nostre strutture dovrebbero, pertanto, agire piu' profondamente in questo senso istituendo corsi e scuole maggiormente organizzate per accogliere i nostri ragazzi ed accordarsi per l'equipollenza dei titoli di studio affinche' siano riconosciuti dagli stati ospitanti ed affinche' la nostra seconda generazione all'estero non sia continuata ad essere considerata ancora manodopera. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VI

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 30/5

a.i.s.e. - sono sei le regioni che hanno previsto facilitazioni agli emigrati che tornano a votare

roma (aise) - per assolvere ad un impegno morale e ad un diritto costituzionale, nella atavica speranza che qualcosa possa finalmente cambiare, gli emigrati italiani si accingono a fae il proprio rientro nel paese natio in occasione delle elezioni politiche. salta agli occhi la difficolta' e materiale (costituita dal lungo viaggio) e finanziaria che essi debbono affronta re per adempiere al proprio diritto - dovere. intandiamo quindi offrire una breve panoramica di quelle regioni che hanno stanziato i intendono stanziare dei finanziamenti forfettari per coloro che rientrano a votare in italia.

regione lazio: 500 milioni quote forfettarie di 40.000 lire per emigrato; regione umbria : 800.000 lire per ogni autopulmann che trasporti emigrati; calabria : 60.000 lire a persona; mmarche; la proposta che la regione ha inoltrato ai comuni si aggira intorno alle 25-30 mila lire; regione sicilia; la cifra dovrebbe essere quella di 30 mila lire. anche la basilicata ha

preso i provvedimenti in favore degli emigrati che rientrano sebbene fino ad ora non e' pervenuta l'entita' della cifra di ripartire fra gli emigrati. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 30/5

a.i.s.e. - illegittimi i provvedimenti regionali per il rimborso delle spese agli emigrati - una sentenza della corte costituzionale del 1973.

roma (aise) - la nostra agenzia ha pubblicato nei giorni scorsi numerose notizie circa provvedimenti amministrativi da parte delle regioni per rimborsare in modo forfettario gli emigrati che rientravano a votare. la prima di queste delibere amministrative, quella della regione umbria, e' stata respinta dal commissario di governo che l'ha ritenuta illeggittima sulla base di una sentenza emessa dalla corte costituzionale nel 1973. all'ufficio regioni della presidenza del consiglio e' stato rilevato che tali provvedimenti amministrativi in materia di elettorato politico sono di esclusiva competenza dello stato. competenza quest'ultima riabadita dalla sentenza n°39 del 1973 emessa dalla corte costituzionale accettando l'impugnativa dello stato contro provvedimento regionale. una seconda regione che rende illeggittimi tali provvedimenti - ha precisato l'ufficio regioni della presidenza del consiglio - la si puo' individuare nel fatto che tali provvedimenti sono di fatto discriminatori verso i cittadini elettori essendo giocoforza limitati agli elettori residenti nel territorio regionale. infine, vi sono le facilitazioni gia' previste dallo stato su interessamento del ministero degli affari esteri alle quali non possono sovrapporsi altri tipi di facilitazioni. l'equivoco in cui molti di questi provvedimenti cadono involontariamente e che per essi si fa riferimento alle leggi regionali sull'assistenza agli emigrati con un interiretazione troppo ampio dello spirito del legislatore. occorre dire che alcune regioni, come la campania e la puglia, non hanno predisposto nessun provvedimento proprio sulla base di tale sentenza. intanto si attende l'esito del vaglio da parte del commissario di governo per alcune altre regioni quali il lazio, la calabria, la basilicata, esito che si prevede negativo, considerato anche che l'ufficio regioni della presidenza del consiglio ha provveduto a segnalare agli uffici dei commissari la succitata sentenza della corte costituzionale (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale The Guardian
di ..... del 30/V/79

Why Italians can vote in Peterborough

One of the ways in which the European elections are cutting across national boundaries

By Malcolm Stuart

THE returning officer in Peterborough will not put away all his ballot boxes after next Thursday's European elections. Some of them will be needed three days later when the city's 4,000 Italians vote for their EEC candidates.

A polling station will be set up in Peterborough's multi-racial community centre and, as with the British election, it will be manned by council officials with a policeman on duty. When voting ends on Sunday evening the ballot boxes will be taken to the Italian embassy in London for the votes to be counted. They will be added to those on the national party lists. Similar arrangements are being made in Bedford, where 7,000 Italians live.

For most it will be the first time they have been able to vote in any election since coming to England in the early 1950s to work in the brickfields around the two towns.

The election issues are being brought right into Peterborough and Bedford. So far, candidates from the Italian Communist and Socialist parties have made personal campaigning visits and the Christian Democrats and republicans will be campaigning at the weekend.

Socialist candidate Signora Enrica Lugarelli has been helped in her visit to Peterborough by he Cambridgeshire Labour Party, which organised a door-to-door canvass on her behalf.

"It was a new experience for her because this style of electioneering is unknown in Italy — politicians don't go round the doorsteps," said the Italian consular agent in Peterborough, Mr Oreste Bianchi.

The Communist candidate, Vincenzo Corghi, spoke to a crowded meeting in the Italian community centre and — again a departure from normal Italian political practice — spent a great deal of time answering questions from the audience. Many people questioned him about the claims that Italian Euro-communism is quite different from the Moscow-orientated party they remembered being active in the Italy of nearly 30 years ago.

But it was Signora Lugarelli who put forward what many Italian residents in the South Midlands consider to be the winning campaign point. Her party is pledged to fight in the European parliament for the right of all ECC citizens to vote in local government elections in the community in which they live.

"This is a very sore point here," said Oreste Bianchi yesterday as he stood behind the barrels of anchovies and the hanging sausages in his Italian grocer's shop in Gladstone Road, Peterborough. "Many people who came here have prospered, bought houses, run businesses and pay hundreds, maybe thousands, of pounds in rates

"Of course, people say, 'Well, why don't you taken out British nationality?' But most of us want to stay what we were born. An Englishman can live abroad for 30 years but he will still be an Englishman and many of us think, in theory anyway, that one day it would be nice to retire and buy a little place back in Italy."

Mr Bianchi came from Rimini on the Adriatic coast in 1952, recruited by the London Brick Company, which could not find enough British labour to work in the hot kilns producing the millions of bricks needed to rebuild bombed cities.

Like most of the Italian community, he has children born here and they have

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale FILEF - EMIGRAZIONE SUPPLEMENTO

di ..... del 30/5/79

a.i.s.e. - rimborso forfettario della calabria agli emigrati rientrati a votare.

roma (aise) - nei giorni scorsi il consiglio regionale della calabria ha votato una proposta di legge per il rimborso delle spese agli emigrati che rientreranno a votare per le politiche e le europee. la legge prevede un rimborso forfettario di 60.000 lire a persona ma il provvedimento scatta soltanto se l'emigrato si ferma per entrambe le votazioni, le politiche e le europee. la proposta di legge dopo il voto favorevole del consiglio regionale e' ora al vaglio del commissario di governo. intanto si e' appreso che la consulta regionale dell'emigrazione della calabria dovrebbe riunirsi subito dopo le due scadenze elettorali. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale FILEF - EMIGRAZIONE SUPPLEMENTO
di ..... del 30/5/7?

9/22/3. INDAGINE DELLA REGIONE LAZIO SULLA CONSISTENZA E LE CONDIZIONI DI VITA DEGLI EMIGRATI STRANIERI

L'ECAP-CGIL di Roma sta approntando, su incarico della Regione, un'indagine sulla consistenza e sulle condizioni di vita e di lavoro degli immigrati stranieri presenti nella Capitale e nel Lazio. E' questa la prima volta che si avvia una indagine seria su un problema di notevole attualità e la cui drammaticità è stata vissuta da centinaia di migliaia di laziali in ogni parte del mondo. Il fenomeno sta assumendo ormai, come del resto è stato rilevato da più parti, dimensioni veramente massiccie, ed appare quanto mai necessario avere un sicuro quadro della situazione.

L'iniziativa è stata decisa dalla Giunta democratica del Lazio in accoglimento di una proposta avanzata dalla Consulta per l'emigrazione.

Sempre nel Lazio la Giunta ha approvato un altro punto del programma avanzato dalla Consulta: l'assegnazione di borse di studio per i figli degli emigrati provenienti dalla Regione e residenti all'estero.

9/22/4. L'INSEGNAMENTO DELL'ITALIANO AI FIGLI DEGLI EMIGRATI: UN PASSO AVANTI IN UNA SCUOLA DI SYDNEY

La scuola elementare di Five Dock, un quartiere di Sydney abitato prevalentemente da immigrati, la grande maggioranza dei quali italiani, ha introdotto quest'anno l'insegnamento dell'italiano nei normali programmi di insegnamento. E' questo il primo risultato di una lotta che un comitato di genitori sta portando avanti da anni e alla quale è riuscito a conquistare via via numerosi insegnanti australiani, il preside della scuola e molte personalità. L'introduzione dell'insegnamento dell'italiano nella scuola di Five Dock, che ha il 70 per cento di bambini di genitori italiani, costituisce un'autentica innovazione, tanto che è stata resa possibile dalla concessione di un finanziamento speciale che va sotto il nome di "innovation grant".

La prima petizione popolare che chiedeva tale provvedimento è stata presentata nel 1976 ed è stata seguita da una moltitudine di iniziative che a un certo punto hanno coinvolto anche il console di Sydney che si è fatto portavoce della richiesta per conto del comitato genitori. La lotta dei genitori italiani prosegue, a Sydney e in tutta l'Australia, affinche la realizzazione di Five Dock non resti un fatto isolato e anche perché, in quella stessa scuola, non si limiti ad una iniziativa valida per quest'anno ma resti una realizzazione permanente.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale FILEF - EMIGRAZIONE SUPPLEMENTO

di ..... del 30/5/79 -

9/22/5. NUOVO UFFICIO DELLA FILEF A MONTREAL IN CANADA

L'attività svolta dalla FILEF canadese in favore della comunità italiana colà residente ha destato l'attenzione del Ministero dell'Immigrazione dello stato del Quebec che l'ha ritenuta meritevole di essere incrementata ed appoggiata in ogni modo. Con una recente decisione lo stesso Ministero ha stanziato a favore della FILEF canadese la somma di 10.000 dollari, con la quale l'organizzazione diretta da Vittorio Capparelli ha potuto aprire un nuovo ufficio al n. 1944 di L.O. David. Il telefono della nuova sede è il 728 32 17.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale FILEF - EMIGRAZIONE SUPPLEMENTO
del 30/5/79 -

9/22/1. CONCLUDERE RAPIDAMENTE LA TRATTATIVA CON LA SVIZZERA PER L'ACCORDO DI SICUREZZA SOCIALE

Dopo la riunione della Commissione mista italo-elvetica, che si è svolta a Roma presso il Ministero degli affari esteri dal 7 al 12 maggio 1979, è possibile concludere entro pochi mesi la trattativa del 2° accordo aggiuntivo alla convenzione di sicurezza sociale del 1962. La trattativa iniziò circa cinque anno or sono, e tra una sessione e l'altra della commissione mista vi sono stati inspiegabili intervalli di due anni. Il comunicato congiunto, diramato al termine della recente riunione, informa che "le due delegazioni sono pervenute ad un accordo sulla maggior parte delle questioni e hanno convenuto di presentare delle raccomandazioni ai loro rispettivi governi", al fine di una "ripresa dei negoziati a livello governativo, che la commissione raccomanda di tener a più breve termine".

Tra le questioni principali, per cui si è giunti a una definizione di intesa, vi è quella delle rendite per invalidità, vecchiaia e superstiti. La delegazione svizzera non ha accettato la proposta di parte italiana, che tendeva ad abbassare dal 15 al 10 per cento la percentuale di trasferimento della rendita ordinaria in indennità forfettaria. Si è fatto osservare che la Svizzera ha stipulato accordi con altri paesi accettando il 10 per cento. La delegazione elvetica ha opposto un argomento che non può avere valore di principio. Il numero di italiani interessati alle rendite -essa ha detto - è molto alto, mentre qualche altro accordo con altri Stati riguarda un più basso numero di lavoratori. Pertanto l'art. 1 dell'accordo aggiuntivo modificherà l'art. 7 della vecchia Convenzione prevedendo il 15 per cento per la vecchiaia, il 10 per cento per gli orfani, e nessun forfait per l'invalidità. Questa soluzione, se accolta dal governo svizzero, rappresenterà un miglioramento, e, in particolar modo, garantirà i lavoratori infortunati, i quali potranno conservare la rendita, al riparo da svalutazioni, invece che trasformarla in indennità forfettaria.

E' stato pure superato nella discussione uno dei punti controversi, quello della reciprocità dell'assistenza sanitaria, che oggi è resa possibile dalla nuova legge italiana di riforma. L'accordo amministrativo preciserà i costi. La discussione sarebbe certamente giunta a più precise conclusioni su tale punto se il Ministero della Sanità fosse stato presente. In un incontro informativo che il Ministro Angeletti, capo della delegazione italiana, ha avuto con le associazioni e con i patronati il 17 maggio, è stata energicamente deplorata l'assenza del Ministro della Sanità, che offre pretesti a quanti in Svizzera puntano ancora ai tempi lunghi. Non può esservi comunque alcun impedimento per precisare tutte le questioni ancora sospese entro pochi mesi, perché l'accordo entri in vigore entro il 1979.

Altri punti hanno riguardato le indennità di malattia ai frontalieri in disoccupazione, gli assegni familiari, lo snellimento delle pratiche.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale FILEF - EMIGRAZIONE SUPPLEMENTO
del 30/5/77

a.i.s.e. - nominato dal ministero della sanita' un funzionario di collegamento con il ministero degli esteri per i problemi della sanita'.

roma (aise) - su espressa richiesta della direzione generale della emigrazione del ministero degli affari esteri la direzione generale dell'assistenza sanitaria del ministero della sanita' ha provveduto a nominare un funzionario di collegamento tra i due dicasteri nella persona del dottor lauria. questi per il futuro si occupera' degli aspetti tecnici relativi alla parte sanitaria nei negoziati bilaterali per la sicurezza sociale. un primo impegno sara' quello di valutare la possibilita' di attuazione dell'articolo quattro dell'accordo aggiuntivo di sicurezza sociale tra italia e svizzera che tratta appunto dell'assistenza sanitaria. con la nomina del dottor lauria, si osserva alla farnesina, il lavoro delle commissioni miste per la sicurezza sociale dovrebbe procedere in maniera piu' spedita ed organica consentendo di aliminare tempi morti negoziati. (aise))

Dalle ceneri del dopoguerra all'Europa dell'unità

De Gasperi bussa alla porta degli Usa

di Livio Zeno

Sul viaggio di De Gasperi agli Stati Uniti, che ebbe inizio la prima settimana di gennaio del '47, molto si è scritto e non poco insinuato. Il fatto che gli sia stato concesso dall'*Import-Export Bank* il lungamente perorato prestito (ridotto a 100 milioni di dollari) e che 5 mesi dopo egli abbia formato il suo primo governo senza i comunisti diede subito luogo ad illazioni da parte degli esclusi e fu più tardi oggetto di ricerca in sede storiografica.

Duplice lo scopo della visita. La sua parte politica, che comprendeva un colloquio col Presidente Truman ed un discorso a Cleveland-Ohio, si può riassumere: conoscere e farsi conoscere. Accompagnavano il presidente del Consiglio il suo consigliere diplomatico Paolo Canali e il redattore di politica estera del *Popolo*, Vincenzo Cecchini (più tardi capo dello ufficio stampa al Viminale), ma il suo principale consigliere fu l'ambasciatore Tarchiani; l'ala economica della delegazione era composta dal ministro Campilli, Guido Carli e Donato Menichella, per negoziare il prestito. Viaggiava con il padre anche Maria Romana De Gasperi.

Il momento internazionale: s'erano concluse da poco, il 12 dicembre, le ultime discussioni sul Trattato di pace, approntato ormai nella sua stesura definitiva e con tutti gli allegati alla firma, fissata per il 10 febbraio. La visita si collocava dunque in quel periodo di stasi che succedeva al contenzioso sollevato dalla conferenza della pace e precedeva l'ingresso dell'Italia nella comunità internazionale in una ricuperata parità formale.

Dall'esperienza di Parigi, De Gasperi non aveva mancato di trarre conclusioni. Aveva assunto il ministero degli Esteri nel Gabinetto Parri con questo semplice programma: *accettare una mano da chiunque ce la desse*. Che egli si rivolgesse a Washington era nella logica dei fatti. In 17 mesi Molotov, a livello ministri degli Esteri ed alla Conferenza della pace, aveva dimostrato di non voler dare al nostro Paese nè una mano nè un'unghia. Nelle clausole territoriali, in quelle economiche, navali, perfino coloniali (aveva chiesto un mandato sovietico sulla Tripolitania) il suo atteggiamento nei nostri confronti era stato punitivo; nè aveva decampato di fronte alle argomentazioni del nostro sottosegretario agli Esteri (allora comunista) Eugenio Reale. Nenni, che lo vide a Parigi nell'agosto '46, annota nei suoi diari (pubblicati da Domenico Zucàro in *« I nodi della politica estera italiana »*) queste parole: «...i dirigenti sovietici non si sentirebbero imbarazzati se dovessero al vostro posto spiegare agli operai, ai contadini, agl'intellettuali italiani la durezza del trattato di pace: la borghesia ha voluto la guerra, l'ha perduta: deve pagare».

Nenni di rimando: «ma non è soltanto la borghesia a pagare, è l'intero popolo, operai in testa». Ancora: a Nenni il quale, ultimato il Trattato di pace, gli chiedeva che ne fosse ammessa la revisione senza convocazioni plenarie ma con semplici trattative bilaterali, Molotov faceva rispondere che il Trattato stava bene com'era e che l'Urss si opponeva a revisioni da qualsiasi parte provenissero. Dice un proverbio francese: *« non si prendon le mosche con l'aceto »*. Non può far meraviglia che i governanti e la diplomazia italiana abbiano preso atto di una realtà: dall'Unione Sovietica non v'era da sperare alcun aiuto.

La situazione interna: alle elezioni politiche del giugno '46 il partito socialista (allora Psiup) per ampiezza di suffragi era emerso al secondo posto, dopo la Dc e innanzi al Pci. Era stato perciò convenuto che Nenni avrebbe assunto un ministero chiave, agli Esteri, non appena De Gasperi avesse condotto in porto il Trattato di pace. Realizzata questa condizione, Nenni s'era installato a Palazzo Chigi il 18 ottobre '46.

La conclamata *« unità d'azione »* aveva bentosto subito uno smacco ad opera dei compagni comunisti, presenti nel governo ad un livello meno impegnativo. Togliatti, a insaputa di Nenni, faceva pubblicare su *« l'Unità »* un'offerta di Tito per Trieste (proponendo uno scambio con Gorizia), frutto d'un incontro a due a Belgrado. A quali altre sorprese (poteva domandarsi il capo del governo) era votata una politica estera « orientata ad equidistanza e neutralità apparenti fra Stati Uniti e Russia », come la definitiva un vecchio compagno d'esilio di Nenni, Alberto Tarchiani, divenuto ora suo subordinato e collaboratore critico dalla capitale americana; e aggiungeva: « giacchè non bastava la neutralità passiva quando chiedevamo continui aiuti all'America » (in *« Dieci anni tra Roma e Washington »*). Logica ineccepibile, sottoposta all'arbitrato del presidente del Consiglio.

Naturale quindi che Tarchiani, dopo aver portato ad argomentazioni rigorose queste contraddizioni nei colloqui romani con De Gasperi, s'adoperasse (come del resto ogni ambasciatore) a promuovere una visita ufficiale del presidente del Consiglio per dargli modo di convincersi in loco; naturale ancor più che questi, in vista della stretta d'un contrasto, volesse rendersene personalmente conto per regolarsi nelle eventuali complicanze politiche future. Non ebbe a faticare a sciogliere quel nodo. Mentre la sua visita volgeva a conclusione avvenne la scissione di palazzo Barberini (9-13 gennaio) che vide Saragat uscire dal Psiup e Nenni dal governo.

Infine, l'atmosfera che De Gasperi trovava in America. Oggi abbiamo le *Memorie* di Acheson che ci conducono dietro alle quinte e ci rivelano nei minimi dettagli l'orientamento dei circoli diplomatici. Egli aveva retto il Dipartimento di Stato durante le prolungate assenze di Byrnes a Parigi ed all'Onu, teneva i contatti con Truman, faceva insomma tutto; e lui ci spiega le reazioni negative degli Stati Uniti di fronte alle difficoltà frapposte dai russi per una gestione unitaria della Germania. Si profilava qualcosa di più vasto: la divisione della Europa.

Gli americani avevano onorato l'impegno territoriale di Yalta ritirando entro le linee concordate le loro divisioni penetrate fin nel cuore della Germania; avevano consegnato ai russi vaste zone tedesche, ivi compresa la città di Lipsia; s'erano attesi dai russi reciprocità di trattamento per Polonia e Germania in relazione agli impegni politici di Yalta. Invece la Russia dimostrava di volersi chiudere in una propria sfera d'influenza: intangibile nell'Europa centrale ma esorbitante in quella mediterranea (Jugoslavia, Grecia, Turchia).

Questa divisione dell'Europa in due, allora e per molti mesi ancora (come vedremo), Washington non era disposta ad accettarla. Perchè?

Il fatto che tra gli americani si contassero a milioni i cittadini di provenienza, oltrechè tedesca, anche polacca, cecoslovacca e di altre regioni dell'Europa centro-orientale, spiega non solo gli orientamenti diplomatici ma quelli dell'opinione pubblica. Poche settimane prima s'era verificato un fatto clamoroso che De Gasperi, ultra-sensibile alle tendenze parlamentari, non poteva non registrare: le elezioni per il rinnovo parziale del Congresso avevano dato ad entrambe le Camere maggioranze repubblicane mentre l'esecutivo restava democratico.

Dalla piazza passiamo al vertice: Truman. Acheson ne registra il mutamento d'umore in una frase intraducibile: *« I am tired of babying the Russians »* (sono stanco di portar pazienza con i russi come con dei bambini!). Siamo entrati in confidenza nella stanza dei bottoni.

Anche per le reazioni di De Gasperi, quanto più rivelatrice la testimonianza diretta che non i frutti dell'immaginazione che ha teorizzato pressioni americane. Riferisce Cecchini ch'era con lui (in *« L'Italia nella stretta »*): « Piuttosto De Gasperi fece notare più volte agli americani due cose: che prima di rovesciare la loro politica con Mosca essi avevano a lungo sostenuto essere il partito comunista un partito democratico come gli altri; e che l'Italia aveva i suoi problemi quanto alla partecipazione di esso al governo... Egli però vedeva dove portava l'evoluzione internazionale e constatava ogni giorno ch'era impossibile il decollo della ricostruzione nella semiparalisi conseguente ad una coalizione di contrari. Non aveva un piano immediato ma partiva da quei due punti ».

Chi avrebbe avuto un piano di lì a poco sarebbe stato il generale Marshall, già designato a rimpiazzare Byrnes.

(3 - CONTINUA - I precedenti articoli sono stati pubblicati il 24 e 25 maggio).

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale ..... Roma
del 30/5/47

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale Il Messaggero
di ..... del 30/VI/79
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Gli italiani

Sono i più numerosi nel più piccolo Paese del Mec

LUSSEMBURGO — I lussemburghesi amano ripetere che il loro Stato è il cuore dell'Europa. E hanno, in fondo, ragione perché l'Europa è nata qui nel 1951 con l'istituzione della Alta Autorità della Ceca, la Comunità carbosiderurgica dopo la firma da parte di Sei paesi del «piano Schuman». Fu il punto di partenza del processo di unificazione europeo tuttora in atto, passando prima per la conferenza di Messina e la firma del Trattato di Roma che istituiva la Cee.

Nella verde culla del Mec la libera circolazione dei lavoratori dev'essere applicata senza riserve e apparentemente ciò è avvenuto se si considera che su una popolazione totale di 355.000 abitanti, i lavoratori stranieri sono 84.000 vale a dire il 24%. Gli italiani che rappresentano la collettività più numerosa e integrata sono quasi trentamila, seguiti dai portoghesi (19.000) dai francesi (10.000), dai tedeschi (8.000), e poi in numero sempre decrescente da belgi e spagnoli.

Trentamila italiani comprese le famiglie e ciò significa una forza di lavoro di oltre undicimila nostri connazionali (il 7% del totale). Sono occupati principalmente nel «colosso» siderurgico, l'Arbed e nel bacino minerario. Ma sono molti gli italiani che hanno ricercato attività diverse. Alcuni messi da parte i risparmi di una vita di lavoro, col piccolo gruzzolo hanno aperto piccoli ristoranti, pizzerie e caffè.

Altri si sono rivolti al settore dell'edilizia in piena espansione perché Lussemburgo nella «corsa» al titolo di «capitale dell'Europa» contesogli da Strasburgo e, principalmente, da Bruxelles si è dotato di imponenti costruzioni nell'area del Kirshberg, una sorta di altipiano che presenta una «fungaia» di palazzi (alcuni decisamente orrendi come quello in ferro ruggine che ospita la Corte di Giustizia europea) divenuti sedi delle istituzioni Cee. Qui sorge il grattacielo vetro-cemento del Kirchberg, il mastodontico palazzo del Segretariato del Parlamento Europeo, il palazzo della «sede distaccata» della Commissione Cee. Collegato da un audacissimo ponte col centro della città il «quartiere Europa» ospita a sua volta numerosi italiani. Qui, però trattandosi di eurocrati sembra improprio e lo è parlare di emigrazione.

Con un giorno di anticipo sugli elettori lussemburghesi i nostri connazionali in Lussemburgo si recheranno quindi a votare per la prima volta in loco il 9 giugno. Gli aventi diritto al voto sono circa quattordicimila. Ma è probabile che i voti effettivi saranno la metà. «Ad ogni buon conto — mi dice il console italiano in Lussemburgo, Giulio Piccirilli — abbiamo istituito 14 seggi elettorali. E precisamente: sei a Lussemburgo-città, tre a Esch-sur-Alzette, due a Diferdange nel bacino minerario, uno a Tutelange, uno a Capellen e uno a Etterbruck nel Lussemburgo settentrionale. Sono previsti anche due seggi di riserva». Le autorità, precisa il console, hanno collaborato strettamente con l'ambasciata e con noi.

Ma effettivamente rimane sempre un'incognita la previsione sul voto degli emigrati, anche se qui — data la presenza delle sedi Cee e il fatto che ne fanno parte a volte figli dei nostri emigrati — il voto all'Europa non dovrebbe mancare. Più che sull'eurovoto, comunque, gli italiani puntano su una ripresa economica che tarda a manifestarsi un po' in tutte le nazioni europee e la crisi, larvata, latente o più accentuata a seconda, ha inevitabili ripercussioni sui lavoratori meno tutelati quali sono appunto gli emigranti. In Lussemburgo, fino a qualche anno fa la disoccupazione era un fenomeno completamente sconosciuto. Tanto è vero che i paesi confinanti sostenevano addirittura che il governo lussemburghese tanto per non suscitare invidie nelle capitali d'Europa «inventava» di sana pianta le statistiche sulla disoccupazione inserendovi una cinquantina di «presunti disoccupati». Adesso, invece, le statistiche riflettono una situazione reale. I senza lavoro sono 573 su una popolazione attiva di 135.800 persone. Pare poco e lo è. Ma fatte le debite proporzioni e tenendo conto della presenza di lavoratori stranieri si spiega perché quella cifra, pur limitatissima, è il primo serio focolaio di malcontento da parte dei lussemburghesi. In cassa integrazione ci sono anche lavoratori italiani. Ma la crisi occupazionale colpisce soprattutto il lavoro femminile e i giovani al disotto dei venticinque anni in cerca di un primo impiego. Se gli italiani «aderiranno» alla realtà del Paese ospitante, esprimendo l'eurovoto dovrebbero — stando alle previsioni — privilegiare le sinistre, le cui formazioni sono state particolarmente attive anche nella campagna elettorale.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Mattino

di ..... del 30/V/79

IN COLLOQUIO CON EMILIO COLOMBO

«Un errore rinviare l'argomento Europa»

Dal nostro inviato

POTENZA — *«In queste settimane sta andando in fumo l'europeismo dei partiti italiani. E' un errore di cui non ci pentiremo mai abbastanza. Si rinvia tutto alla settimana dal 4 al 10 giugno senza tener conto del fatto che l'elettorato potrebbe non rispondere o potrebbe rispondere male ad una tardiva sollecitazione sul voto per l'Europa».*

E' una mattinata terribilmente afosa. Lo studio di Emilio Colombo, presidente del Parlamento europeo, dà su via Pretoria ed il brusio delle voci della strada-salotto di Potenza (le auto non vi possono transitare e la giornata di chi ha tempo da perdere passa tra un caffè ed un pettegolezzo) sale fino a noi ed a tratti è fastidioso.

Emilio Colombo sta partendo per Strasburgo, poi si sposterà ad Aquisgrana per ritirare il premio Carlo Magno *(«l'hanno avuto pure De Gasperi e Churchill»*, dice senza mascherare l'orgoglio) ma in fondo lascia a malincuore le piazze della sua regione in un momento così importante.

«Sento dire da tutti che c'è assenteismo, io, però, parlo sempre con le piazze gremite. L'altro giorno mi è successo un fatto divertente. Tenevo comizio a Castronuovo Sant'Andrea, un piccolo centro, ed era notte fonda. Mentre parlavo delle possibili soluzioni alternative per il Governo, sotto il palco c'era un simpatizzante comunista che mi faceva cenno con le mani come a dire uniamoci, io gli ho risposto con il gesto contrario come a dire dividiamoci».

Insistiamo con una provocazione. Allora, almeno per le elezioni europee, si considera un candidato di serie B? *«Sì è così e non ne faccio mistero. Tra l'altro lo avevo intuito e per evitare questo pericolo avevo sostenuto la soluzione del doppio mandato».*

Qual è il rischio per il voto europeo? *«Si fa presto a dirlo. Assenteismo e confusione. Una bella prospettiva, non c'è che dire».*

☆

Visto che il ghiaccio è rotto, insistiamo: Si considera un uomo politico ormai «fuori» della vicenda italiana?

«Questo proprio no. La politica europea non si può costruire in astratto, ma deve essere una proiezione delle politiche interne dei singoli Stati. E su questa strada non ci siamo, c'è bisogno ancora di migliorare molto».

Parlare di Europa da una regione come questa potrebbe sembrare un esercizio di sterile accademia. Per i lucani Europa come America vuol dire da tempo solo miseria, bisogno di emigrare, paesi che si svuotano e diventano presepi abitati da vecchi e da bambini; vuol dire lunghe attese alla porta per l'assegno che garantisce la sopravvivenza, vuol dire ancora il «pacco» con i vestiti usati spedito dal parente fortunato che è riuscito ad andarsene e solo da poco vuol dire integrazione dei prezzi per il grano duro e per l'olio, contributi del FEOGA. *«Non è poco, mi creda. L'ambiente è ricettivo, ma questo è Sud profondo, terra di grandi attese e di grandi delusioni».*

La Basilicata arriva a questa prova elettorale provata nel fisico e nel morale. La grande illusione dell'industrializzazione imposta ed assistita è miseramente crollata: su 15.000 addetti al settore industriale oltre 10.000 non hanno più la certezza del lavoro, il processo di integrazione a valle delle Cattedrali che avrebbe dovuto stimolare le risorse endogene dell'imprenditoria non c'è stato. Qualcuno parla di rivincita dei campi mentre l'elenco degli iscritti nelle liste del collocamento si «gonfia» per il ritorno degli emigrati espulsi dalla crisi europea ed il problema dei giovani diventa dramma.

Chiediamo a Colombo che è l'uomo politico più rappresentativo della Regione, quale ambiente ha trovato? *«Molto vivace e tutto sommato con una buona disposizione al dialogo. Certo, il vento della crisi internazionale ha soffiato e soffia con maggiore intensità sulle zone più deboli, ma si può essere ancora ottimisti a patto che il nuovo Governo attui un deciso rilancio della politica meridionalista. Anche perché non è che abbiamo margini di tempo. La comunità si sta allargando, la Grecia è "entrata", a tempi brevi si completerà il processo di integrazione con Spagna e Portogallo. L'Italia che è una delle province più deboli dell'Europa deve rimboccarsi le maniche e non perdere l'unico vantaggio su cui può fare leva: quello di un Nord molto "vicino" per capacità competitive all'Europa forte».*

Poi, quasi parlando a sé stesso, continua: *«Abbiamo portato l'Assemblea ... perfino nella Cassa del Mezzogiorno.... Tutti gli incentivi vanno ridotti ad una sola voce, io mi vedo sempre più orientato verso incentivi che riguardino l'impiego della manodopera occupata piuttosto che il capitale investito».* D'accordo, ma nell'immediato che cosa si può fare per sfondare il muro della diffidenza? Ricordo all'on. Colombo le ironiche, ma durissime, parole del Cancelliere tedesco sulla propensione degli operatori stranieri ad investire nel Mezzogiorno.

☆

«Al fondo, dice Colombo, *c'è uno stato d'animo di cui dobbiamo tener conto senza abbandonarci a reazioni stizzose. L'operatore straniero chiede procedure meno macchinose ed una maggiore tranquillità sulle prospettive e sugli equilibri di politica interna».* Sembra quasi che dica: volete dargli torto?

Questi problemi scottanti ci riportano al clima di questi giorni ed in sostanza a quale Italia uscirà dalle urne. *«Non faccio pronostici*, risponde l'on. Colombo. *Mi auguro, soltanto, che dal voto esca un Paese che non sia obbligato a formule anomale e funamboliche e che ci sia la possibilità di dare vita ad un governo sulla base di una maggioranza».*

Con i comunisti dentro? *«No. Almeno non nel governo».* Poi chiarisce ulteriormente: *«Le maggioranze troppo vaste sono troppo vicine alle democrazie consociate. Si appiattisce tutto, le istituzioni si svuotano e finisce che a decidere sono le segreterie dei partiti».*

Ci avviciniamo alla fine del colloquio, ma al presidente europeo non possiamo non chiedere un giudizio sull'Eurocomunismo. *«Secondo me, l'unica concessione che si può fare a questa formula è la scelta di alcuni partiti comunisti di prendere atto dell'Europa e di agire dal di dentro. Poi con quali obiettivi questa strategia viene posta in essere è tutto ancora da vedere».*

L'Eurocomunismo di Marchais è uguale a quello di Berlinguer? *«No. Le differenze sono profonde. Marchais, cioè l'eurocomunismo francese, si caratterizza contro ogni allargamento della Comunità. Berlinguer, cioè l'eurocomunismo all'italiana, sembra più propenso a concedere aperture sul piano dell'integrazione della Comunità. Il punto più delicato resta, tuttavia, la posizione che i comunisti, sia quelli francesi che quelli italiani, assegnano all'Europa sullo scacchiere mondiale».*

Presidente, sulla data «storica» del 10 giugno incombe, soprattutto nel Mezzogiorno, il pericolo dell'assenteismo e della confusione. Come andrà?

«Vorrei tanto che gli italiani e tutti gli altri elettori europei comprendessero in pieno la portata politica di una assemblea eletta. Forse veramente potremo cominciare a costruire l'Europa». E va a ritirare il Premio Carlo Magno.

Carlo Franco

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VI

Ritaglio dal Giornale Il Mattino

di ..... del 30/V/79

I RISULTATI DI UN'INDAGINE NEI PAESI EUROPEI

Siamo un popolo di lavoratori

E alla fine scoprimmo di essere un popolo di infaticabili lavoratori. Altro che paese di Bengodi abitato da scansafatiche, piantagrane ed assenteisti. Dobbiamo rivedere, ed in fretta anche, tutti i vecchi luoghi comuni. L'Europa ci guarda e ci giudica. Bene per giunta. Per i nostri partners soltanto il lavoratore tedesco è più solerte, tenace ed entusiasta di noi; tutti gli altri, francesi, belgi, danesi, olandesi ed irlandesi, vengono dopo, magari si arrangiano con il medico della mutua che chiude gli occhi e firma il certificato di malattia.

Ironia a parte a queste sorprendenti conclusioni si arriva spulciando i risultati di un sondaggio effettuato in Italia, Germania, Francia e Gran Bretagna su un campione di cinquemila persone che hanno risposto pazientemente ai quesiti più svariati. Confessiamo che leggendo gli specchietti riassuntivi dell'indagine pubblicati da Epoca in redazione hanno storto il muso. Qualcuno ha addirittura insinuato che potesse trattarsi di uno scherzo, ed invece, la cosa è serissima. Le interviche sono state effettuate da quattro istituti che sono tra i meglio attrezzati del mondo in questo genere di ricerche. la Social Surveys inglese, l'Emnid Institut tedesco, l'Ifop francese e la Doxa italiana.

Tanto di cappello, dunque, ma onestamente i dubbi non è che siano scomparsi anche perché, per antica diffidenza verso i numeri grandi o piccoli che siano, non abbiamo mai creduto troppo alle statistiche pur riconoscendo che spesso siamo stati costretti a ricrederci. Lo psicologo, nel nostro caso, parlerebbe probabilmente di « trauma della prima adolescenza »: questa diffidenza, infatti, è nata quando, giovanetti, tentarono di spiegarci la storiella di chi mangia un pollo intero e di chi non ne assaggia ma egualmente ha la pancia piena, almeno per il compilatore di statistiche.

Ed ora stiamo ai fatti, cioè ai risultati del sondaggio multinazionale. I tedeschi si sono autovotati, siamo noi i lavoratori più bravi e più tenaci: fin qui non ci sentiamo di fare obiezioni. Il bello, almeno per noi, viene dopo. Mentre gli intervistati italiani hanno prudentemente ammesso che certo da queste parti, magari anche per ragioni geografiche e meteorologiche, la voglia di lavorare non è che ci salti addosso, dall'esame comparato delle risposte fornite dagli altri paesi l'Italia ha finito per meritare il secondo posto della classifica precedendo la Gran Bretagna, la Francia e via via tutti gli altri paesi fino al Lussemburgo che è il fanalino di coda.

Smaltito il comprensibile stupore, abbiamo tentato di trovare una spiegazione più convincente e razionale e alla fine l'abbiamo trovata partendo dai nostri primati negativi. Il cervello del sondaggio evidentemente, ha basato i suoi calcoli sulla produttività e siccome il livello italiano è tra i più bassi d'Europa per assurdo è venuto fuori un rapporto positivo perché le ore lavorate sono le stesse che in Francia e negli altri paesi. Ben diverso, purtroppo, è « come » le impieghiamo.

Molto interessanti, invece, le altre conclusioni dell'inchiesta. Il paese meno prospero in campo economico è il nostro; il paese con i più forti squilibri sociali è, inutile dirlo, il nostro; e il paese meno evoluto nei costumi e nella morale — ed anche di questo non vi scandalizzerete — è sempre il nostro.

Il popolo più risparmiatore, invece, è quello tedesco; il più simpatico è il francese (noi siamo secondi); quello che fa vita artistica più intensa ancora è il francese.

Per tutti noi siamo il paese più « internazionalista » d'Europa e di questo dobbiamo menare vanto. Il più nazionalista è la Germania ancora condizionata, evidentemente, dal suo passato, Le conclusioni del sondaggio, anche se sorprendenti almeno per quel che riguarda la propensione al lavoro degli italiani, sono illuminanti. Confermano un dato che è nell'aria e che, probabilmente, troverà una sanzione nel voto che ci accingiamo a dare. L'Europa, almeno quella che sognavano i suoi grandi padri da Adenauer a De Gasperi, a Schuman, è ancora un traguardo difficile e lontano.

Carlo Franco

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale La Stampa

di ..... del 30/V/79

La Francia propone l'alt agli stranieri

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

PARIGI — I parlamentari francesi hanno iniziato ieri la discussione di un progetto di legge governativo, per regolare più severamente l'immigrazione, che sta destando vivaci reazioni negli ambienti politici e sindacali. Il progetto approvato dal consiglio dei ministri a metà marzo tende in effetti ad adattare in senso restrittivo le disposizioni legislative risalenti al 1945 sull'ingresso e sul soggiorno degli stranieri.

In base al nuovo disegno di legge, infatti, l'entrata sul territorio francese di uno straniero potrà essere vietata non soltanto se l'interessato non possiede i documenti e i «visti» richiesti dalle convenzioni internazionali (come è attualmente) ma anche se «*non dispone di mezzi di sussistenza sufficienti*» oppure se «*la sua presenza costituisce una minaccia per l'ordine pubblico*». Seconda innovazione prevista dal progetto di legge: lo straniero che sollecita il rinnovo della carta di soggiorno dovrà «*giustificare il pagamento delle imposte*» maturate fino ad allora.

Infine viene facilitata ed ampliata la procedura d'espulsione che il ministro degli Interni può pronunciare «*se la presenza dello straniero costituisce una minaccia per l'ordine o il credito pubblico, se è trovato in possesso d'un documento di soggiorno contraffatto, infine se lo straniero al quale è stato rifiutato il rinnovo del permesso di soggiorno è rimasto egualmente sul territorio nazionale*». Norma finale, che desta vive polemiche: lo straniero espulso potrà essere «*internato*» per il tempo «*necessario*» alla partenza.

Le reazioni al progetto di legge non sono venute soltanto dall'opposizione politica, dagli esponenti delle associazioni di solidarietà con gli immigrati o dalla stampa (*Le Monde* ha dedicato al dibattito una pagina nella quale gli intervenuti hanno stigmatizzato «*la rimessa in discussione dell'immigrazione*» e «*l'attentato legale ai diritti dell'uomo*»). Alcuni membri della stessa «commissione legislativa» del Parlamento, come il socialista Forni, ritengono che «*il disegno di legge sia improponibile perché contiene disposizioni incompatibili con la Costituzione e con certi principi tradizionali del diritto francese*». Nell'ambito del governo il ministro della Giustizia Alain Peyrefitte ha dichiarato che «*il progetto sembra tradurre un irrigidimento dei poteri pubblici verso gli immigrati*», e si è chiesto: «*la Francia liberale nella quale noi viviamo non dovrebbe orientarsi su una via diversa e scegliere d'accrescere invece le garanzie giuridiche accordate a questi uomini senza radici?*».

p. pat.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale La Stampa

di ..... del 30/V/79

PIÙ DI TRE STUDENTI SU QUATTRO SCELGONO L'INGLESE

L'italiano sarà bandito in Francia?

La «riforma Pelletier» rischia di far scomparire nelle scuole la seconda lingua straniera

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

PARIGI — Lo studio dell'italiano è destinato a sparire dalle scuole francesi? La minaccia, seppur non immediata, è fondata se andrà in porto un progetto di revisione radicale dell'insegnamento delle lingue straniere che il sottosegretario all'Istruzione, Jacques Pelletier, ha preannunciato nei giorni scorsi.

Il principio informatore della cosiddetta «riforma Pelletier» consiste fondamentalmente nel potenziamento dell'insegnamento della prima lingua straniera, impostato su cadenza giornaliera, al fine di «*assicurare a ogni francese la perfetta conoscenza di almeno una lingua*». La prima conseguenza di questa riforma è di accentuare ancora l'apprendimento dell'inglese, prescelto ormai da più di tre studenti francesi su quattro.

Secondariamente, il progetto governativo prevede il rinvio dell'inizio dello studio della seconda lingua straniera al livello scolastico corrispondente ai 15-16 anni, mentre con l'attuale regime può iniziarsi già a 12 anni. Infine, la riforma giunge a ipotizzare l'abbandono puro e semplice dell'insegnamento d'una terza lingua straniera.

Oggi la lingua che spadroneggia anche in Francia (e malgrado un accentuato sciovinismo linguistico) è l'inglese, che ha potentemente eroso negli ultimi anni le posizioni detenute tradizionalmente dal tedesco, crollato dal 30 al 15 per cento di allievi. La scelta dell'italiano come prima lingua straniera è ridotta allo 0,3 per cento degli studenti (largamente inferiore in percentuale allo spagnolo) ed è legata soprattutto alle conseguenze dell'emigrazione della precedente generazione.

Ma se la scelta dell'italiano come lingua primaria è insignificante, la situazione migliora nel ruolo di seconda lingua (seguita dal 6,8 per cento degli studenti) e ancor più come terza (25,6 per cento). Ma sono proprio queste opzioni successive che vengono penalizzate dalla progettata «riforma Pelletier». E la minaccia della scomparsa dell'italiano dalle scuole francesi diventa perciò reale.

Naturalmente questa profonda revisione nell'insegnamento delle lingue straniere sta suscitando in Francia una eco profonda e vivaci polemiche, che trovano ne *Le Monde* un'autorevole cassa di risonanza. Data per scontata la «centralità» del francese fra gli idiomi a udienza mondiale, il problema innescato dalla «riforma Pelletier» riguarda il «privilegio» accordato all'inglese dall'istituendo «*servizio linguistico nazionale*» e la penalizzazione delle altre lingue della Comunità europea e dei *partners* più stretti della Francia.

André Fontaine centra il problema base evidenziando il rischio di «*una alienazione collettiva a profitto del modello culturale dominante*», cioè del modello americano più di quello britannico, che verrebbe propiziato dall'insegnamento quasi esclusivo dell'inglese nelle scuole francesi. E in concreto Fontaine difende un insegnamento allargato alle altre lingue, anche se non perfezionistico, come quello che in teoria preconizza il rappresentante governativo.

Nel dibattito sono intervenuti naturalmente anche i difensori delle lingue «penalizzate», in particolare del tedesco e dell'italiano. La difesa della nostra lingua trova validissimi motivi nella molteplicità degli scambi commerciali e da «*una comunità secolare di cultura e di civilizzazione*» come ha scritto su *Le Monde* una docente universitaria, Christiane Cochi. Ma quello che più s'evidenzia nel dibattito ospitato da *Le Monde* è l'avversione per «*il pesante predominio dell'inglese come prima lingua*» (sostiene lo scrittore Alfred Grosser) che suona come «*offesa ai nostri partners dell'Europa continentale e grave attentato all'Europa in formazione*».

E giustamente Grosser mette in guardia i suoi connazionali dinanzi al rischio di questa riforma, che comporterà automaticamente da parte degli altri Paesi una risposta improntata alla «reciprocità» per quanto riguarda lo studio del francese in Germania, in Italia o in Spagna. Sarebbe la fine definitiva per chi ancora culla in Francia la speranza di vedere il francese come lingua dell'unità europea.

Paolo Patruno

CONCLUSI AD ASTI I LAVORI DEL 13º CONGRESSO INTERNAZIONALE DELLA SOCIETA' LINGUISTICA ITALIANA

L'italiano è di moda negli Stati Uniti

A colloquio con il prof. Robert Dipietro dell'Università del Delaware - In Italia mancano i fondi per la ricerca - Adeguare l'insegnamento universitario ai nuovi programmi

DALL'INVIATO

ASTI — Più fondi per la ricerca ed adeguamento dell'insegnamento universitario ai nuovi programmi della scuola media che prevedono uno spazio maggiore per l'insegnamento linguistico rispetto a quello letterario. Queste in sintesi le conclusioni che potremmo definire «politiche» del 13° Congresso internazionale della Società linguistica italiana svoltosi in questi giorni ad Asti nel palazzo della Provincia. Un convegno prevalentemente tecnico in cui non sono tuttavia mancati accenni alla difficile situazione in cui versa l'Università italiana ed allo stato preagonico della ricerca nel campo delle materie umanistiche.

«Nei tre giorni di dibattito — ci dice il professor Alberto Mioni dell'Università di Padova — *sono stati presentati diversi programmi di ricerca e di confronto di due o più lingue allo scopo di mettere a punto delle strategie di insegnamento ottimale, preparati in Università straniere. Pochi invece quelli italiani. In Italia non ci sono fondi a disposizione per questo tipo di ricerche che richiedono anni di lavoro e grandi équipes specializzate».*

Anche nel campo del recupero linguistico degli emigranti manca una vera e propria politica ed i fondi messi a disposizione dalla Cee non vengono adeguatamente integrati da parte del governo in modo da consentire al lavoratore italiano all'estero, che spesso dopo il dialetto d'origine ha imparato subito a parlare tedesco o francese, di studiare l'italiano.

Il congresso è stata un'utile occasione, per gli oltre duecentoquaranta studiosi italiani e stranieri, di riflessione teorica e di confronto tra vari programmi di ricerca. *«I risultati sono soddisfacenti* — ci ha detto il professor Francesco Sabatini dell'Università di Roma —. *Il Congresso ha confermato l'importanza del ruolo della SLI: quello di favorire gli scambi di esperienze tra gli studiosi dei diversi Paesi. Notevole è stato l'apporto dei ricercatori stranieri».*

«L'accento — aggiunge Sabatini — *è tornato più volte sulla necessità di non vedere l'apprendimento di una seconda lingua come un procedimento schematico e meccanico, ma di favorire il confronto dei vari sistemi linguistici e culturali. La linguistica contrastiva infine non deve essere considerata come una semplice tecnica di apprendimento, ma come un modo molto concreto per affrontare tutti i problemi teorici sui fenomeni del linguaggio».*

Al termine del congresso la assemblea dei soci della SLI ha rinnovato le cariche sociali: confermato presidente il professor Francesco Sabatini, ha chiamato alla vicepresidenza il professor Pavao Pekovcic dell'Università di Zagabria. Fissata anche la sede ed il tema del prossimo congresso che si terrà a Lecce e verterà sui rapporti tra linguistica e antropologia culturale.

Chiusa infine con la presentazione di una novità molto attesa dagli specialisti la mostra del libro curata dalla cooperativa culturale Centro C. Si tratta della nuova grammatica «Una lingua di tutti» curata dalla scrittrice Maria Corti dell'Università di Pavia in collaborazione con Emilio Manzotti e Flavia Ravazzoli ed edita da Le Monnier.

c. cer.

ASTI — Il «caso» italiano affascina e preoccupa gli americani. Nelle università degli Stati Uniti c'è un nuovo interesse per la nostra cultura, per la lingua italiana. Ne parliamo con il professor Robert J. Dipietro direttore dell'Istituto di lingua e letteratura dell'University of Delaware di Newark, giunto in Europa per un ciclo di conferenze e per partecipare al congresso internazionale di linguistica di Asti.

— Professore, quali sono le ragioni di questo interesse per l'Italia da parte degli studenti americani?

«Il futuro dell'Italia preoccupa gli americani. Lo dimostra il fatto che i corsi di storia dell'Italia contemporanea sono i più seguiti, mentre in passato vi era più attenzione per i problemi inglesi, francesi e tedeschi. Oggi tutti vogliono sapere di più dell'Italia e delle sue vicende politiche. Gli americani vedono l'Italia come la frontiera della vita libera in Europa».

— Ma si studia di più anche la lingua italiana, non solo la storia.

«Sì, si assiste ad un vero e proprio "rinascimento" di studi della lingua italiana. In molte città sono nate scuole di italiano. Questo è dovuto a due fattori soprattutto. Il primo è rappresentato dal fascino che da sempre esercitano la cultura ed il patrimonio artistico italiano sugli americani. Il secondo è quello che possiamo definire il "fenomeno radici". Oggi è di moda tra noi americani studiare la lingua degli antenati. Il gruppo di origine italiana è assai vasto, rappresenta il 10 per cento della popolazione e questo spiega il massiccio fiorire di iniziative in tutti gli stati. Inoltre sta aumentando il peso degli italiani nella società americana. Un tempo italiano era sinonimo di mafioso, di gangster. Oggi invece nella nuova classe dirigente che si affaccia al potere è sempre più massiccia la presenza di figli o nipoti di italiani».

— Robert Dipietro, 45 anni, figlio di abruzzesi, individua poi un terzo fenomeno come causa della riscoperta dell'italiano e delle altre lingue di origine dei vari gruppi.

«Per la prima volta negli Usa si comincia a parlare ora di pluralismo etnico come forza politica. C'è un'inversione di tendenza rispetto al passato. L'americano che ha sempre evitato i centri urbani facendone dei veri e propri ghetti per le minoranze etniche, oggi li riscopre e sta dando il via ad un lento ma importante processo di integrazione sociale. Questo porta ad una rivalutazione delle lingue di origine dei gruppi rispetto all'inglese».

— Qual è la sua ricetta per l'insegnamento delle lingue?

«Secondo me la cosa più importante è lo sviluppo di una teoria linguistica che spieghi le differenze tra le varie lingue. Questo tipo di informazione è molto importante per chi vuole imparare una lingua straniera perchè così si possono individuare i punti di interferenza e di maggiore difficoltà e quindi adottare gli accorgimenti didattici necessari per superarli».

— Professore, come sono oggi le università americane?

«C'è una grande calma. Di politica non si parla quasi più».

Carlo Cerrato

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale
del 30/IV/79
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Corriere della Sera

di ..... del 30.V.79

AHMED RICORDATO A PIAZZA NAVONA

Una lettera a Pertini dagli amici del somalo

Gli amici somali ed italiani di Ahmed Ali Giama, il somalo bruciato vivo alcuni giorni fa in via della Pace, si sono incontrati nel pomeriggio di ieri in piazza Navona, per ricordare l'ucciso. La manifestazione, organizzata da Lotta continua, è stata aperta da Marco Boato, candidato nelle liste del Partito radicale, che ha condannato l'atteggiamento della questura che aveva vietato la manifestazione, concedendo l'autorizzazione solo per un comizio elettorale. Boato ha poi letto una lettera degli «amici del quartiere di Mogadiscio in cui viveva Ahmed». Nell'intervento si ricordava la storia di Ahmed Ali Giama, la sua fuga dalla Somalia dopo l'arresto di due suoi fratelli e della sorella, il visto della Croce Rossa (ottenuto nello Yemen, dove si era inizialmente rifugiato) per raggiungere Ginevra, la tappa a Roma dove gli era stata rubata la valigia con tutti i documenti, le lunghe peripezie burocratiche per ottenere un nuovo visto.

«La storia di Ahmed» dicono i suoi amici somali «è la storia di molti di noi e di altri paesi africani che cercano rifugio in occidente dalle persecuzioni politiche cui sono sottoposti nei loro paesi». Nell'intervento è stata avanzata anche l'ipotesi che ad uccidere Ahmed possano essere stati «emissari» dell'ambasciata somala.

Al microfono si sono poi succeduti molti giovani che frequentano piazza Navona e che avevano conosciuto Ahmed Ali Giama. Negli interventi degli «amici della piazza» sono state rivolte dure accuse: «Noi non sappiamo chi quella sera ha dato fuoco ad Ahmed – ha detto una ragazza – ma conosciamo la gente perbene che ci guarda con disprezzo, che ci umilia appena lo può; è stata colta al volo l'occasione della morte di Ahmed per cominciare a sfornare fogli di via contro di noi». Gli «amici di Ahmed» hanno anche annunciato di avere scritto una lettera al Presidente della Repubblica «per parlargli dei nostri problemi di diversi, problemi che sono di tutta la società».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Popolo

del 31/5/73

L'impegno della Democrazia Cristiana per i nostri connazionali in Belgio

Lavoratori all'estero cittadini d'Europa

Nostro servizio

BRUXELLES — *L'incontro che la sezione dc di Bruxelles ha organizzato nei giorni scorsi ha costituito la prima di una serie di riunioni che la Democrazia Cristiana in Belgio intende effettuare, per mettere in pratica i suoi obiettivi di impegno vero i problemi degli emigrati. Solo incontrando i lavoratori italiani che vivono all'estero e udendo dalla loro voce i loro problemi veri ed attuali, si può infatti contribuire, al di là di ogni discorso teorico, ad evidenziare la realtà che l'emigrazione sta vivendo da anni, in modo da programmare soluzioni concrete nel prossimo futuro.*

Dal dibattito sono così sfociati quelle necessità e quei suggerimenti che fanno già parte delle proposte che la DC in Belgio ha formulato ai parlamentari dc europei sulla problematica dell'emigrazione, proposte che hanno trovato conferma nell'esperienza diretta degli interessati.

Tra i principali obiettivi, il primo è quello scottante della reale partecipazione dei lavoratori emigrati all'attività politica, tanto a livello del Parlamento europeo che a quello del Parlamento italiano.

Il voto « in loco » per le elezioni del Parlamento europeo ha costituito una prima tappa, che deve però preludere ad altre altrettanto essenziali. A ciò si aggiunga la partecipazione a livello comunale belga ed a quello regionale in considerazione del ruolo strutturale ed insostituibile che l'immigrazione assolve nelle economie nazionali ed europea.

E' quindi in funzione di un pieno riconoscimento di cittadinanza politica dei lavoratori emigrati che deve essere sollecitata l'attribuzione di « diritti speciali » ai cittadini dei nove Stati membri, tanto più che il governo belga ha rimesso nel contesto europeo la soluzione della partecipazione alle elezioni comunali degli immigrati.

Un altro essenziale problema è quello della scuola. Occorre un disegno di legge organico specifico per la scuola italiana all'estero, in modo da prospettare una soluzione globale dei problemi dell'emigrazione che spesso hanno la loro origine proprio nell'irrisolta organizzazione scolastica. E' infatti il settore che riguarda più da vicino la goventù emigrata, le cosiddette « seconde e terze generazioni », per le quali la scuola rappresenta il mezzo per un inserimento corretto e soddisfacente nella realtà in cui vivono, oppure un ulteriore strumento di emarginazione sociale.

Per quanto riguarda la politica dell'occupazione dei lavoratori emigrati, essa deve essere un obiettivo prioritario della politica economica europea, per evitare che si ripetano le tristi esperienze del passato, che hanno visto i lavoratori emigrati prime vittime della crisi economica generale.

Occorre perciò migliorare i regolamenti comunitari, per garantire la reale parità, non solo teorica, l'occupazione e il diritto di permanenza nel Paese d'immigrazione. In tale settore non esiste infatti una parità effettiva di trattamento rispetto agli autoctoni, per quanto concerne la sicurezza del posto di lavoro, la retribuzione, la reintegrazione e riqualificazione professionale ed il ricollocamento in casi di disoccupazione. Il lavoratore emigrato deve poter realmente usufruire delle facilitazioni previste dalla legislazione nazionale, al di là di ogni discriminazione possibile.

Attualmente in Belgio vivono 200.000 italiani. Allo scopo di far partecipare questi connazionali nel modo più diretto alla gestione dei loro problemi, la sezione dc di Bruxelles organizza tutta una serie di incontri, decentralizzandoli al limite del possibile, nei comuni dove la densità italiana è maggiore. I prossimi sono già stati fissati nei comuni di Laeken per il 2 giugno prossimo, di Ixelles il 3 giugno e di St. Josse il 7 giugno.

Nel corso di questi appuntamenti, il segretario Antonio Quatraro illustrerà i punti del Partito popolare europeo nella prospettiva del « dopo elezioni », che più particolarmente interessano i lavoratori emigrati, affinché essi possano portare il loro contributo di esperienze e di idee ed inserirsi in modo più autonomo nella nuova Europa.

Paola FEDERICI

L'Eire chiede aiuto alla CEE

LONDRA — Per alleviare le difficoltà nel paese causate dalle insufficienti forniture di petrolio, il governo della Repubblica irlandese si rivolgerebbe per soccorso ad alcuni paesi membri della CEE chiedendo che dirottino verso l'Irlanda una parte delle loro scorte. Nel darne notizia, il « Daily Telegraph », ha aggiunto che il Consiglio dei ministri di Dublino è orientato ad adottare misure tendenti a contenere il consumo della benzina.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL - GIORNO -

di ..... del 31/5/79 - 4 -

Salernitano: per votare 100.000 lire a ogni emigrante

SALERNO, 31 maggio

Il sindaco di Sanza, Gennaro Bonomo, comunista, 29 anni, offre 100 mila lire ad ogni emigrante che tornerà in paese per esercitare il diritto di voto. Sanza, nel Salernitano, comune interno del Saprese, fra i dati statistici di rilievo ha anche quello dell'emigrazione che ha interessato in particolare i giovani.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'UNITA'

di ..... del 31/5/79

Il governo boccia la legge per favorire il voto degli emigrati

C'è anche' chi vuole impedire agli emigrati di votare, forse per paura di quel voto. Fra questi non c'è certo la Regione, che appena una settimana fa, ha approvato una delibera che stanzia 500 milioni per favorire il ritorno a casa, in occasione delle elezioni, dei lavoratori all'estero. Non c'è la Regione, ma forse c'è il commissario di governo sugli atti della regione, che quella delibera l'ha bocciata.

Una delibera — va ricordato — attuativa di una legge regionale sulla assistenza agli emigrati. Ma quel che ancora è grave è la motivazione con cui il commissario ha bloccato il provvedimento: ha detto che la delibera è « anticostituzionale ». Ma non è proprio dalla Costituzione che nasce il diritto-dovere al voto? E la Regione voleva garantire proprio questo diritto.

3-10 GIUGNO

Il segretario democristiano a Tribuna elettorale respinge la proposta di Berlinguer (Pci-Psi con la Dc nella maggioranza): "Siamo troppo diversi"

Parlamento europeo di centro-destra

ROMA — L'Europa tutta intera si sposta un po' più a destra: nel nuovo Parlamento sovranazionale, che verrà eletto il 10 giugno in nove paesi della Comunità, cresce notevolmente il numero dei deputati conservatori, si consolidano i giscardiani, e diminuisce di due punti lo scarto tra socialdemocratici e democristiani. Questo è il quadro, assai netto, chè emerge dal sondaggio condotto da "Paris Match", di "Repubblica" e di altri sette grandi giornali europei.

MA AL CONTEMPO non vanno sottovalutate alcune variazioni importanti, che potrebbero registrarsi il 10 giugno: spesso, infatti, conta più l'appartenenza alle grandi famiglie partitiche sovranazionali, che non le topografie dei parlamenti nazionali. E più generalmente, sembra prevalere il ragionamento europeo che non l'analisi condotta dall'elettore sui programmi nazionali dei partiti. Il che indica che l'elettorato della Comunità, se si prescinde dal problema dell'astensionismo, che resta comunque una grave incognita, «sente» queste elezioni con intensità assai maggiore di quanto si potesse supporre nelle scorse settimane, questo vale soprattutto per l'Italia, e per la Francia. Vediamo perché.

In Italia, il paragone va fatto con l'indagine Doxa pubblicata nell'ultimo numero dell'*Espresso*. Dall'analisi comparata risulta che i due partiti premiati, alle "europee", saranno il partito socialista, che dal 10 passa al 12 per cento, e il partito socialdemocratico, che passa dal 3 al 4. Cresce di un punto anche il partito liberale (da 1 a 2 per cento). Tutti gli altri partiti (escluso il repubblicano che si attesta sul 3 per cento) vengono ridimensionati. La Democrazia cristiana passa dal 43,5 per cento al 42, il Pci dal 29,5 al 28, i radicali dal 3,5 al 3.

Il legame con le socialdemocrazie europee, che Psi e Psdi hanno volutamente sottolineato, fin dalle prime battute della campagna nazionale, finirebbe cioè col giocare grandemente a loro favore. Ha parzialmente giocato contro il Pci, invece, la lacerazione esistente all'interno del gruppo comunista di Strasburgo.

E veniamo alla Francia. Il dato più interessante, in questo caso è rappresentato dal tracollo dei socialisti e dei gollisti. Il partito di Mitterrand perde più di 4 punti rispetto alle politiche del '78, e oltre il 6 rispetto alle ultime cantonali, attestandosi sul 24 per cento: solo 3 punti in più rispetto ai comunisti, che invece aumentano rispetto al '78 di oltre 2 punti. Diminuiscono anche i gollisti (6 punti in meno rispetto al '78) che per la prima volta sarebbero sorpassati, all'assemblea di Strasburgo, dai giscardiani dell'Udf.

Qual è la lezione che si può trarre da questo generale rimescolamento delle carte? I voti, in Francia, si sono evidentemente "polarizzati": hanno premiato a sinistra gli anticuropei, e cioè i comunisti e, al centro, i gruppi e gli uomini politici che hanno scelto l'Europa, sfidando antichi e ben radicati tabù. «Amo la Francia, scelgo l'Europa» è lo slogan di Simone Weil, ed esso traduce assai bene la singolare fase di transizione attraversata dalla nazione francese. Invece sono puniti coloro che hanno giocato la carta della prudenza, della diplomazia, e troppo a lungo hanno esitato a scommettere su una Comunità più forte e più unita. «L'Europa o sarà socialista o non sarà», è la parola d'ordine di François Mitterrand, e tanta reticenza non ha convinto l'elettorato francese, né quello europeo né quello anti-europeo.

Ma ritorniamo all'Inghilterra, che con il suo voto contribuirà in maniera essenziale a spostare gli equilibri politici dell'europarlamento. L'elettorato britannico ha voluto accentuare ancor più la tendenza del 3 maggio scorso: in quanici giorni, i conservatori sono aumentati di ben 7 punti, conquistando il 51 per cento dei voti, e lo scarto tra loro e i laburisti si è pressoché raddoppiato. I liberali scendono ancora una volta, passando dal 13,8 per cento (3 maggio) al 9,5.

In Germania, invece, i socialdemocratici resicchiano un po' più di voti, rispetto alle politiche del '76, passando dal 42,6 al 43 per cento. I democristiani — nelle loro due componenti, Cdu e Csu bavarese — scendono dal 48,6 al 47 per cento. Gli ultimi sondaggi in Rft avevano attribuito a questi ultimi il 48 per cento. E infine, i paesi del Benelux. In Olanda guadagnano sia i democristiani (Cda) che i socialdemocratici (Pvda). In Danimarca i socialdemocratici subiscono un vero e proprio tracollo (dal 37 per cento nelle politiche del '77 al 14 per cento) mentre crescono i liberali (dal 3,6 al 7 per cento) che sono premiati per la collaborazione governativa con i socialisti. In Belgio, infine, i democristiani superano di 15 punti i socialdemocratici.

Una maggioranza di centro-destra, quindi, finirà col dominare la nuova assemblea di Strasburgo, e la stessa presidenza Brandt, che fino a ieri veniva data per quasi sicura, è oggi in bilico. Si consolidano altre candidature, più moderate: quella di Simone Weil, quella di Gaston Thorn, Premier lussemburghese, e forse anche quella di Tindemans, democristiano belga. La ragione di questa incertezza è molto semplice: per la prima volta, infatti, esiste la possibilità che democristiani e conservatori assieme, con i loro 163 seggi, «sorpassino» su decisioni importanti i socialdemocratici e i comunisti (159 seggi).

Nel vecchio parlamento di Strasburgo non era così. E questo significa che un ruolo determinante, di ago della bilancia, verrà attribuito ai cinquanta deputati liberaldemocratici. Ma più che mai, conteranno in prospettiva le alleanze che attraversano orizzontalmente i singoli partiti: e che divideranno il Parlamento tra chi, nei rispettivi raggruppamenti, vuol creare un'«altra Europa», e chi invece sogna la conservazione della vecchia Comunità, divisa e impotente.

di BARBARA SPINELLI

Ministero delle Poste e delle Telecomunicazioni
DIREZIONE CENTRALE DELLE RELAZIONI E DEGLI AFFARI SOCIALI
RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale LA REPUBBLICA
del 24/6/79 - 3 -

ITALIA

DC	42%	34
PCI	28%	23
PSI	12%	10
PSDI	4%	3
PR	3%	3
PRI	3%	3
MSI	3%	2
PLI	2%	2
ALTRI	3%	

Sondaggio effettuato in maggio dall'istituto Doxa su 2000 persone.

FRANCIA

UDF (Giscardiani)	27%	24
PS (Socialisti)	24%	21
PC (Comunisti)	21%	19
RPR (Chiracchiani)	20%	17
JJSS (Radicali)	2%	—
ECOLOGISTI	2%	—
ALTRI	4%	

Sondaggio realizzato dal 24 al 26 maggio da Public su 3400 persone. Il 24% ha dichiarato di non aver ancora deciso.

INGHILTERRA

CONSERVATORI	51%	58
LABURISTI	38%	20
LIBERALI	9,5%	—
ALTRI	1,5%	—

Sondaggio effettuato da Gallup dal 16 al 24 maggio su 1020 persone. I tre seggi mancanti sono quelli dell'Irlanda del Nord.

GERMANIA

CDU/CSU (democratici cristiani)	47%	41
SPD (Socialdemocratici)	43%	36
FDP (Liberali	6%	4
ALTRI	4%	—

Sondaggio realizzato dal 17 al 19 maggio dall'istituto Enmid su 1000 persone.

OLANDA

CDA (Democratici cristiani)	32%	9
PVDA (Socialdemocratici)	31%	8
VVD (Liberali)	19%	5
DGG (Socialisti)	12%	3
ALTRI	6%	—

Sondaggio effettuato da Veldkramp Martondeszoeck il 17-I e 19 maggio su 1200 persone. L'11% ha dichiarato di volersi astenere e l'11% non ha ancora deciso.

DANIMARCA

SOCIALDEMOCRATICI	14%	6
CONSERVATORI	4%	3
LIBERALI	7%	3
ANTIEUROPEI	5%	2
FRP (Democratici di progresso)	2%	1
COMUNISTI	1%	1
ALTRI	2%	—

Sondaggio realizzato dalla Danish Gallup su 1500 persone nella prima metà di maggio. Il 65% è indeciso.

LUSSEMBURGO

DEMOCRATICI CRISTIANI	30%	2
SOCIALDEMOCRATICI	29%	2
LIBERALI	20%	2
ALTRI	8%	—

Sondaggio realizzato dalla Luxembourg Worp su 1012 persone. Il 13% ha dichiarato che si asterrà.

BELGIO

PPE (Democratici cristiani)	39%	10
PS (Socialdemocratici)	24%	7
LIBERALI	17%	4
VALLONI	6%	2
FIAMMINGHI	6%	1
PC (Comunisti)	3%	—
ALTRI	5%	—

Sondaggio effettuato dall'Icsop il 10 maggio su 1113 persone. Il voto in Belgio è obbligatorio, non ci sono quindi astenuti.

IRLANDA

FIANNA FAIL (Democratici di progresso)	35%	8
FINE GAEL (Democratici cristiani)	23%	5
LABURISTI	13%	1
ALTRI	6%	—

Sondaggio realizzato dalla società Professional Studies on Ireland su 1036 persone dal 21 al 23 maggio. Il 23% ha dichiarato di volersi astenere o di essere ancora indeciso.

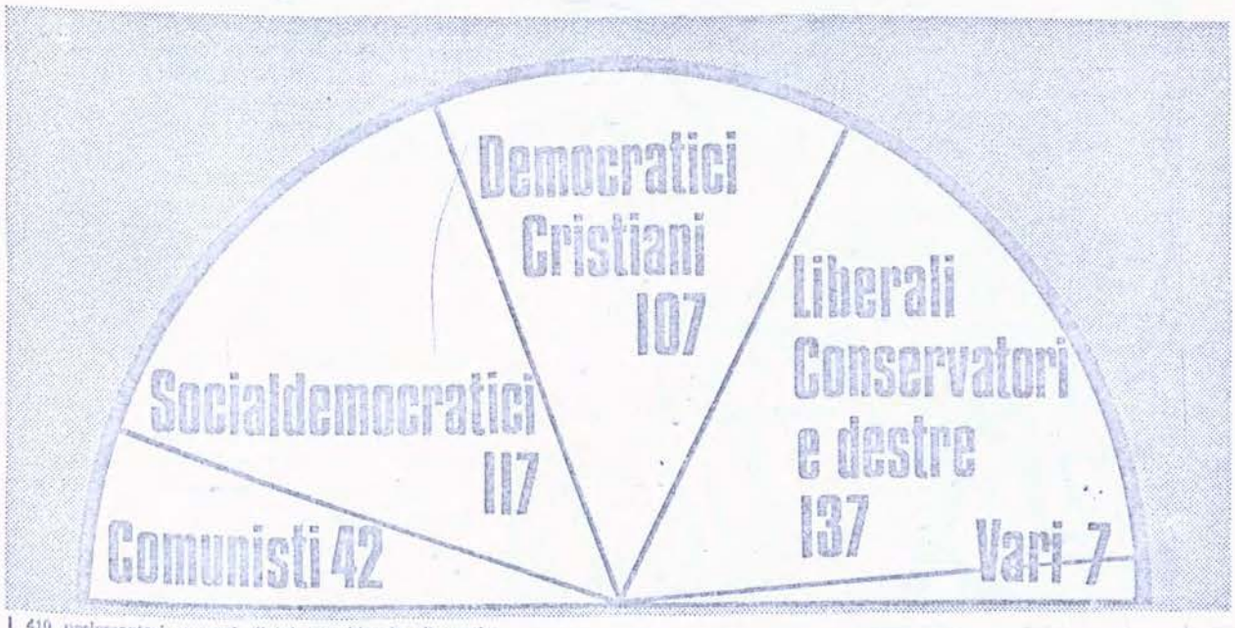
Ministero delle Poste e Telecomunicazioni
DIREZIONE GENERALE DELL'EDITORIA E DELLA RADIODIFFUSIONE
Ritaglio del Giornale ..... del .....
RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale .....

di ..... del .....



I 410 parlamentari europei divisi per blocchi di partito

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI
Ritaglio del Giornale

Per le elezioni del 3-4 e 10 giugno '79

Pochi (e di sinistra) i candidati emigrati

Dare una svolta decisiva alla crisi politico-istituzionale italiana, dare al nuovo Parlamento europeo, forte del consenso a suffragio universale, la possibilità di ergersi al di sopra dei potenti gruppi di pressione economica e politica (multinazionali e partiti politici collegati) nell'interesse del mondo operaio europeo; è su questi temi che verrà chiamato a pronunciarsi l'elettorato italiano ed europeo nelle imminenti scadenze elettorali del prossimo giugno. Certamente questi temi hanno una considerevole portata storica sia in campo nazionale che europeo, perciò sorprendente non sarebbe se dalle votazioni uscissero risultati tali da determinare svolte storiche.

Essere artefici attivamente di questi cambiamenti che si profilano all'orizzonte è per noi emigrati un diritto-dovere. Siamo nell'area europea oltre due milioni e ci siamo per contare e per essere rappresentati proporzionalmente alla nostra forza, è questo che abbiamo chiesto ai nostri partiti dell'arco costituzionale; quali partiti hanno raccolto la nostra richiesta? Vediamolo insieme.

A questo punto della campagna elettorale la battaglia per le candidature è finita, sia per le elezioni nazionali che per il Parlamento europeo le liste dei candidati sono state presentate alle ore 20 di venerdì 4 maggio.

Il PCI ha candidato nelle proprie liste emigrati sia per le nazionali sia per le europee:

— Antonio Borelli, candidato per la Camera dei deputati (collegio Catanzaro-Cosenza-Reggio Calabria)

— Renato Miserini, candidato per la Camera dei deputati (collegio Udine-Belluno-Gorizia-Pordenone)

— Pietro Ippolito, candidato al Parlamento europeo (Italia insulare)

— Antonio Mariani, candidato al Parlamento europeo (Italia meridionale)

— Claudio Manca, candidato al Parlamento europeo (Italia centrale)

Per il PSI si presentano alle europee:

— Lucio Glinni, emigrato in Belgio,

— Mauro Giallombardo, emigrato in Lussemburgo; per il Parlamento italiano nessuna candidatura di emigrati.

Nella DC abbiamo Gariazzo, funzionario delle ACLI in Belgio che viene presentato per il Parlamento europeo; per il Parlamento italiano nessuna candidatura.

Nel PSDI nessuna candidatura per il Parlamento italiano; viene inserito nelle europee Pasqualino Fabiani, emigrato a Zugo.

Quindi, secondo i dati pervenutici, il quadro si presenta in questo modo: — al Parlamento italiano è solo il PCI che ha candidato nelle proprie liste due emigrati; al Parlamento europeo abbiamo candidati 3 comunisti, 2 socialisti, 1 democristiano, 1 socialdemocratico.

Su questi dati viene spontaneo fare delle considerazioni. È evidente che, nei confronti del passato, l'interessamento mostrato dalle forze del movimento operaio italiano è più forte; interessamento concretizzatosi con l'inclusione nelle liste dei partiti della sinistra di nostri diretti rappresentanti.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'UNITÀ

di ..... del 21/5/79 - 7 -

Sondaggio in nove paesi

Parlamento europeo sinistra 159 seggi destre e liberali 137 democristiani 107

ROMA — Come sarà composto il nuovo Parlamento europeo? Il settimanale francese «Paris Match» ha realizzato, in collaborazione con otto quotidiani delle nazioni in cui si voterà il 10 giugno e con i più importanti istituti specializzati, un sondaggio su decine di migliaia di intervistati.

La parte italiana è stata realizzata dalla Doxa per «Repubblica».

Dall'inchiesta risulta che i 410 parlamentari europei potranno così suddividersi: 42 comunisti (23 italiani e 19 francesi); 117 socialdemocratici (36 tedeschi, 21 francesi, 20 inglesi, 13 italiani, 11 olandesi, 7 belgi, 6 danesi, 2 lussemburghesi e un irlandese); 107 democratici cristiani (41 tedeschi, 34 italiani, 10 belgi, 9 olandesi, 6 francesi, 5 irlandesi, 2 lussemburghesi); 137 tra liberali, conservatori e appartenenti a schieramenti nazionali di destra (58 inglesi, 35 francesi, 11 italiani, 8 irlandesi, 7 danesi, 7 belgi, 5 olandesi, 4 tedeschi, 2 lussemburghesi); 7 parlamentari non etichettabili (3 danesi, 3 dell'Irlanda del Nord e uno dell'Irlanda).

Per quanto riguarda l'Italia le previsioni danno il 42 per cento alla Dc, il 28 al Pci, il 12 al Psi, il 4 al Psdi, il 3 a repubblicani, liberali, radicali e Msi, il 3 per cento a vari altri schieramenti).

Oltre a Paris Match e Repubblica hanno collaborato all'inchiesta i quotidiani Die Welt (Germania), Daily Telegraph (Inghilterra), Libre Belgique (Belgio), Irish Times (Irlanda), Luxemburg Wort (Lussemburgo), Telegraaf (Olanda) e Berlingske tidende (Danimarca).

Si realizza uno degli obiettivi dei "Padri dell'Europa": Schumann, Monnet, Adenauer e De Gasperi

L'elezione a suffragio universale diretto aumenta l'autorità politica del Parlamento Europeo

Circa 180 milioni di europei si recheranno per la prima volta alle urne tra il 7 e il 10 giugno per eleggere il Parlamento Europeo.

Si realizzerà cosi' uno degli obiettivi voluti dai «Padri dell'Europa»: Robert Schumann, Jean Monnet, Konrad Adenauer e Alcide De Gasperi.

È, a giudizio di tutti, una tappa importante sulla via della costruzione europea, dove i successi e le speranze si sono finora alternati ai fallimenti e alle delusioni.

Con l'elezione del primo organismo sovranazionale eletto direttamente dai cittadini, si chiude un lungo capitolo apertosi nel 1951.

Eccone le principali tappe:

18 Aprile 1951: Nasce a Parigi la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, la Ceca, il primo organismo nel quale si riuniscono i sei paesi - Belgio, Francia, Germania, Italia, Lussemburgo, Olanda - che daranno successivamente vita al mercato comune europeo.

1 Giugno 1955: A Messina i ministri degli esteri dei «sei», dopo il fallimento l'anno prima del progetto della Comunità europea di difesa (CED), decidono il rilancio della costruzione europea.

25 Marzo 1957: Vengono firmati a Roma i trattati che creano la Comunità economica europea (CEE) e la Comunità europea dell'energia (Euratom). I trattati firmati a Roma entrano in vigore il primo gennaio 1958.

1 Gennaio 1959: In applicazione dei trattati di Roma si ha la prima riduzione (del 10 per cento) dei dazi doganali all'interno dei «sei».

14 Gennaio 1962: Si raggiungono i primi accordi sui principi che dovranno essere alla base della politica agricola comune, si adottano regolamenti per numerosi prodotti e nasce il Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia (FEOGA).

8 Febbraio 1967: Viene decisa l'introduzione nei sei paesi della Comunità dell'Imposta sul valore aggiunto (IVA).

1 Luglio 1967: Entra in vigore il «Trattato di fusione» che istituisce un unico Consiglio ed un'unica Commissione delle Comunità [CECA, CEE, Euratom].

1 Luglio 1968: Con diciotto mesi di anticipo sul previsto si realizza l'unione doganale. Entra in vigore la tariffa estera comune.

1 Dicembre 1969: Il vertice dell'Aja schiude la via ai negoziati con la Gran Bretagna. La Francia ottiene l'intesa di massima dei suoi partners sull'approvazione del nuovo regolamento finanziario agricolo, tuttora in vigore.

30 Giugno 1971: Si aprono i negoziati per l'adesione di Danimarca, Gran Bretagna, Irlanda e Norvegia.

26 Settembre 1972: In Norvegia, un referendum decide di dire «no» all'ingresso nella Comunità.

1 Gennaio 1973: I «Sei» diventano «nove» con l'ingresso nella CEE di Gran Bretagna, Irlanda e Danimarca.

10 Dicembre 1974:: A Parigi, prima riunione del Consiglio Europeo, la riunione periodica dei capi di stato e di governo dei «nove» che prende il posto dei «vertici». Viene istituito il fondo regionale.

2 Dicembre 1974: A Roma, il Consiglio Europeo decide che le elezioni europee si tengano nel 1978.

12 Giugno 1975: La Grecia chiede l'adesione alla CEE.

6 Gennaio 1977: Entra in funzione l'attuale Commissione delle comunità europee. Suo presidente è Roy Jenkins.

28 Marzo 1977: Il Portogallo chiede l'adesione alla CEE.

28 Luglio 1977: La Spagna chiede l'adesione alla CEE.

13 Marzo 1979: Il Consiglio europeo, riunito a Parigi, decide l'avvio del Sistema monetario europeo. Resta fuori la Gran Bretagna.

3 Aprile 1979: Si conclude il negoziato di adesione della Grecia.

28 Maggio 1979: Firma ad Atene dell'accordo di adesione della Grecia alla CEE, come decimo stato membro. L'ingresso formale nella Comunità avverrà il 1 gennaio 1981, dopo la ratifica del trattato da parte dei Parlamenti dei dieci Paesi.

7-10 Giugno 1979: Prima elezione a suffragio universale diretto del Parlamento Europeo.

credo nell'Europa resta inalterato. Naturalmente vi sono alcune politiche comunitarie che noi vogliamo cambiare perchè attualmente esse non sono utili nè agli interessi della Gran Bretagna nè a quelli dell'Europa».

Da parte sua il Partito Liberale indica, con una generica formulazione di impegno internazionale, la strada da seguire sul piano delle riforme. I candidati dell'Ulster, del Partito nazionalista scozzese e quelli della lista «Ecologica» hanno visioni piu' ristrette delle questioni della CEE ma sempre con programmi di rinnovamento; vogliono, soprattutto, piu' spazio nel Parlamento Europeo.

Molti i candidati nel Regno Unito (270 circa) ma pochi di grande rilievo politico. La capofila dei candidati laburisti è Barbara Castle, ex ministro dei trasporti, del lavoro e della produttività, nota per un suo costante impegno antieuropeistico. Vi sono poi John Ennals, fratello di un ex ministro laburista, Ernest Wistrich ex candidato a Westminster e diversi professori universitari.

Rispetto ai laburisti, i conservatori presentano candidati con maggiori esperienze parlamentari, anche se di secondo piano, e qualche bel nome dell'aristocrazia e dell'industria.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale L'UNITÀ

del 31/5/79 - 7 -

Ecco alcuni candidati del partito di maggioranza: James Scott-Hopkins membro del Parlamento Europeo dal 1973, Paul Howell ex «ministro ombra dell'agricoltura», Sir Fred Catherwood ex capo della Commissione britannica per il commercio estero, la baronessa Elles presidentessa dell'Unione europea delle donne, l'industriale Basil De Ferranti, Sir Peter Vanneck ex sindaco di Londra.

Capofila dei liberali è il deputato Russell Johnson.

Quarantuno milioni e centomila sono gli elettori nel Regno Unito (la metà soltanto dei quali, si ritiene, si recherà effettivamente alle urne). Il sistema elettorale è maggioritario per i 78 seggi dell'isola maggiore proporzionale per l'Uster.

I conservatori, i quali appaiono dotati di maggiori possibilità finanziarie durante la campagna) dovrebbero assicurarsi circa 50 seggi, lasciandone una trentina ai laburisti, uno ai liberali e tre agli Unionisti» dell'Ulster: sempre che gli stessi elettori, che alle elezioni generali politiche del 3 maggio scorso hanno preferito affidare ai conservatori la gestione del paese, non ritengano di veder meglio rappresentanti dai laburisti i loro sentimenti europeisti indiscutibilmente tiepidi nel nuovo Parlamento contimentale.

È questa non è considerata una ipotesi troppo remota.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO V

Ritaglio dal Giornale IL TEMPO

del 31/5/79 pag. 1 e 2

Identità dell'Europa

In un precedente articolo (25 maggio), ho fatto cenno delle prospettive di sviluppo — quanto a poteri ed a rilievo politico — del Parlamento europeo che sta per essere eletto dai popoli della Comunità. Tale sviluppo costituisce una tappa essenziale del processo verso la unità dell'Europa; ed esalta il valore delle elezioni del 10 giugno.

Ma, di certo, la costruzione dell'Europa unita richiede un ulteriore svolgimento, non breve, né facile: in termini di integrazione economica (e contestualmente monetaria), dovendosi amalgamare situazioni disparì, e non potendosi accettare la distinzione fra europei di prima e di seconda classe; e, poi, specialmente in termini di volontà politica, perché il traguardo dell'assetto federativo presuppone un profondo cambiamento di mentalità e di condotte sia all'interno dei vari Paesi, sia nei reciproci rapporti), e innanzitutto la rinuncia agli egoismi nazionalistici e a quel sottoprodotto ch'è la prepotenza di questa o quella classe politica; infine sul piano giuridico, giacché quell'assetto e le sistemazioni interlocutorie che man mano vi avvicineranno devono consistere in istituzioni, cioè in strutture organizzatorie volute e disposte, per vie democratiche, dai popoli europei.

Nell'accingersi, in prima persona ed a partire dal 10 giugno, a gestire la costruzione dell'Europa, gli italiani, i francesi, gli inglesi, i tedeschi, gli irlandesi e così via devono sentirsi investiti di una dignità e di una responsabilità superiori; devono acquistare e manifestare una coscienza europea. Riconoscersi europei significa, di certo, anteporre alle differenze gli interessi che legano i nostri Paesi (comprendendo con essi la Grecia e oggi anche per un giorno che auguriamo assai prossimo — anche Spagna e Portogallo), e che sono vitali proprio sotto il profilo della sopravvivenza, cioè per la difesa della libertà; ma ciascuno di noi cerca qualche cosa di più, di diverso: il fondamento medesimo della desiderata unità.

Tale fondamento non può che consistere nella comune identità culturale, intendendo « cultura » nel senso più comprensivo di complesso dei « valori » manifestati in tutte le idee e realizzazioni, dunque come civiltà. Purtroppo, la inquietudine dei nostri giorni, nel mondo intero; le incertezze, le difficoltà, gli antagonismi, che, in Europa, ne sono il riflesso, offuscano, in molti di noi, quella identità, suscitando dubbi e scetticismo. Ma si tratta di stati d'animo ingiustificati — ancorché comprensibili — che occorre dissipare.

La verifica dei « valori » che contraddistinguono la Europa involge la previa domanda: che cosa ha determinato, in condizioni ambientali e in circostanze storiche diverse, la formazione di un patrimonio spirituale comune alle varie genti succedutesi sul nostro continente e, assai spesso, aspramente combattutesi? Come ho avuto occasione di scrivere già su queste colonne (semplificando il discorso, ricco di tanti risvolti) « fattore determinante è stata la capacità di compenetrazione dei popoli europei, a sua volta generata dalla necessità di convivere in una parte ferace, ma in fondo esigua, del pianeta. Su su nel tempo, vinti e vincitori si amalgamano, anche se e dove non perdono le caratteristiche loro peculiari; ed è destino, e forza, della civiltà che siano proprio i vinti a trasmettere la loro ai vincitori, a conquistarli, per questo o quell'aspetto, con il fascino della loro cultura: così la Grecia rispetto a Roma, e Roma rispetto al Cristianesimo, e lo stile del diritto romano rispetto a quello della *common law*, e, più vicino a noi, le città italiane rispetto alle nazioni, la Francia dell'illuminismo e della prima rivoluzione rispetto agli altri Paesi.

« Il secondo, fondamentale connotato della civiltà europea è stato la sua forza di espansione, la sua capacità di diffondersi. (I due aspetti finora rilevati sono facce della stessa medaglia. Ed è stato giustamen-

ELIO FAZZALARI

(Continua a pagina 20)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL TEMPO

di ... del 31/5/71 - 20 -

IL « PROCESSO » VERSO L'UNITA'

L'identità dell'Europa

(Continuaz. dalla 1. pagina)

te detto che essi non si colgono — quantomeno con spessore e durata uguali — rispetto ad altre civiltà: dell'Asia anteriore, dell'India, dell'Asia orientale, dell'America precolombiana, dell'Africa settentrionale) ». La cultura europea ha finito col riversarsi su tutta la terra, in gran parte della quale si è imposta: così nelle Americhe, nelle plaghe russe. Certo, su questo cammino, vi sono stati molto sangue e molti errori; almeno quanti gli europei ne hanno saputi accumulare dilaniandosi fra loro. Ma non è soltanto sul filo delle armi e nella nera veste delle colonizzazioni che la cultura europea si è diffusa: se i combattenti greci rispettavano, nel corso della battaglia, gli alberi d'ulivo, sempre e dovunque il pioniere europeo ha cercato un quadrato per piantarvi la vigna, e un profilo di monti per aprire il suo cuore.

Per converso, l'Europa sta ricevendo — attraverso canali sempre più nuovi e numerosi — l'influenza delle culture che ha seminate in altre parti del globo, e che ivi hanno avuto sviluppi propri e importanti. Pensiamo, con un esempio precipuo, all'America (e ricordiamo il vecchio Shaw che finì col dire, e a ragione: « Inghilterra e Stati Uniti sono ormai due Paesi divisi... dalla stessa lingua! »).

Anche di ciò bisogna tener conto nel tracciare l'odierno profilo dell'Europa. Può, quindi, apparire arduo cogliere adesso, fra quelli *lato sensu* « occidentali », alcuni valori propri all'Europa. Invece, essi emergono con sufficiente chiarezza.

Si scorge innanzitutto — come pure ho rilevato — « la tendenza, propriamente speculativa, verso una concezione unitaria ed ecumenica dell'uomo e del mondo, sempre sentita in Europa, ed ora riaffermata contro le frammentazioni iperpositivistiche ed a favore della comunione di intelligenze e di volontà.

La « creatività », poi, la capacità intellettiva e manuale di piegare la natura, di cui siamo parte, a una varietà e una vastità di disegni finora ineguagliate. Donde, ancora, l'amore per le « creazioni » dell'uomo, e per il patrimonio di testimonianze, di storia e di arte, nel quale dobbiamo specchiarci.

Correlativamente, la tendenza, in ogni epoca avvertita e spesso realizzata, verso una lingua comune che consenta ai patrimoni spirituali dei vari ceppi di circolare e integrarsi.

E poi ancora, dal punto di vista dell'assetto sociale, il « diritto », cioè le regole che ogni società si assegna e garantisce, e che sono il minimo senza il quale essa non può sopravvivere: dunque, quel « senso del diritto » — più di recente, in relazione a modelli storici, esso si è chiamato « senso dello Stato » — che via via i giureconsulti classici, i glossatori, i giusnaturalisti, i giuspositivisti ci hanno inculcato, e che l'agorà ateniese, il foro di Roma, i giudici di Berlino (ai quali il villico poteva rivolgersi contro il suo re), l'imparruccato giudice dell'Old Bailey hanno fin qui preservato come cardine della nostra convivenza.

Infine — *last but not least* — la tolleranza intesa come rispetto e come difesa della libertà individuale, e specialmente della libera manifestazione delle idee: è il valore che da sempre combatte con la parte cattiva dell'Europa, cioè col suo ricorrente oscurantismo, dommatico e liberticida, ma che, alla fine, prevale; esso trova, ancora oggi, strumento politico nella democrazia parlamentare, cioè nella democrazia.

Sono, queste, prerogative che, per durata e importanza, identificano in via principale l'Europa, e sulle quali possono poggiare gli angoli della casa comune. Ad esse gli europei si devono ispirare: così come devono costantemente farsi carico di attuarle, se vogliono cementare il loro legame. Quanto a noi italiani, sarebbe finalmente ora di abbandonare le fumose dispute — anzi le risse — su stereotipi ideologici, per approfondire e realizzare le idee e i disegni che abbiamo, man mano e copiosamente, conferito nel patrimonio europeo; per coltivare la operosità di cui tanti italiani danno testimonianza nell'area comunitaria: è la sola via per avviare, insieme all'Europa, il nostro nuovo risorgimento.

Noi e gli altri cittadini d'Europa confidiamo di sentirci, in un domani non remoto — ed all'unisono coi nostri figli, i quali hanno talento e forza per costruire l'Europa — intimamente appagati per l'opera che sarà stata compiuta. Sgorgherà, sull'onda delle sublimi note beethoveniane, l'« Ode alla gioia » di Schiller: « Gioia, figlia dell'Eliseo... ».

ELIO FAZZALARI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL GIORNALE

di ..... del 21/5/79

LA PAROLA AI CANDIDATI

Questa è una «tribuna libera»: vi partecipano, invitati ad esprimere liberamente la loro opinione agli elettori milanesi, candidati alla Camera o al Senato

In Europa ci resteremo ma a queste condizioni

Il senatore Giovanni Marcora, candidato per la DC nel collegio di Vimercate, è nato 57 anni fa a Inveruno.

Dopo l'8 settembre ha aderito al Movimento partigiano ed è stato vicecomandante del Raggruppamento Divisioni Partigiane «Alfredo Di Dio» (una divisione del quale, la «Val Tuce», liberò Domodossola). Durante la guerra di liberazione è stato ferito. Negli Anni '50 e '60 è stato segretario provinciale dc di Milano, dove nel 1961 si realizzava il primo centro-sinistra. Il 5 agosto 1973 diventò vicesegretario nazionale.

Eletto senatore nel 1968 nel collegio di Vimercate, è stato successivamente confermato nel 1972. Sindaco di Inveruno dal 1970 al 1975, il senatore Marcora è ministro dell'Agricoltura dal novembre 1974.

di GIOVANNI MARCORA

La campagna elettorale si sta svolgendo nel consueto clima di dichiarazioni allusive fra i diversi partiti, in un dialogo lontano e finalizzato più a far intendere che ad affermare precisi orientamenti politici per il futuro. Dei problemi che ci sono nel Paese si parla poco; non si intravede nel corso della campagna una leale e franca discussione sui nodi fondamentali e sulle concrete soluzioni che si potrebbero proporre. Tutto è rimandato al dopo, un dopo che peraltro non si prospetta facile.

Vorrei per parte mia cogliere questa occasione per un sintetico esame della situazione che dobbiamo fronteggiare in agricoltura, il settore di cui sono responsabile.

Il nostro Paese è entrato nel Sistema Montetario Europeo, con una scelta di rilevante significato politico che ha marcato la volontà di rimanere nell'Europa democratica e libera e nel gruppo dei Paesi con maggiore spinta allo sviluppo produttivo. I meccanismi tecnici del nuovo sistema sono ormai funzionanti e la loro applicazione vede la nostra moneta nei confronti delle altre monete in una sostanziale stabilità. Il meccanismo dei montanti compensativi, che nell'attuale politica agricola comunitaria aveva il compito di aggiustare i rapporti fra i prezzi dei prodotti agricoli nell'area comunitaria rispetto all'andamento delle monete dei vari Paesi, va sempre più perdendo rilevanza con la stabilità dei cambi del nuovo SME. Dal prossimo mese di giugno, quando scatterà la svalutazione della lira verde già stabilita dal Consiglio della Comunità, l'Italia rimarrà con un montante compensativo del solo 4 per cento circa. Da quel momento sempre per effetto delle regole dello SME e della stabilità tecnica della nostra moneta, non saranno più possibili operazioni di aggiustamento monetario a salvaguardia dei prezzi dei prodotti agricoli italiani e dovremo competere direttamente senza alcun meccanismo di riequilibrio con i Paesi forti della Comunità.

La competizione però si manifesta già da ora perdente per la nostra agricoltura. Negli anni scorsi il nostro sistema economico aveva con fatica raggiunto l'obiettivo di ridurre il proprio tasso di inflazione al 12 per cento. Sapevamo che non era ancora un livello compatibile nel medio-lungo periodo con quello del resto dell'Europa che aveva tassi di inflazione tra il 2.5 per cento in Germania e il 10 per cento della Francia (anch'essa peraltro impegnata in un programma di riduzione di tale livello). Negli anni scorsi il meccanismo dei montanti compensativi ci ha offerto una rete di protezione che però oggi non abbiamo più. Per il 1979 si prevede un tasso di inflazione nel nostro Paese del 15-16 per cento; qualcuno ipotizza livelli ancor più alti se il meccanismo di controllo di questo fenomeno tarderà a operare con tutta l'efficacia necessaria.

Ebbene, se queste sono le condizioni generali, con la lira stabile per i meccanismi tecnici dello SME e con i costi in aumento a causa dell'inflazione, i contadini italiani dovranno subire una perdita sul valore reale dei prezzi dei loro prodotti uguale all'inflazione.

La Comunità ha già affermato l'intenzione di bloccare i prezzi agricoli nel prossimo futuro; non potendo scaricare sui prezzi gli aumenti dei costi, non potendo operare sui meccanismi del rapporto tra le monete per la stabilità tecnica assicurata dallo SME, l'inflazione colpirà il valore dei redditi agricoli; maggiormente i nostri a causa della nostra inflazione al 16 per cento, meno quelli tedeschi con un'inflazione che nella peggiore delle ipotesi raggiungerà il 4 per cento.

Le stesse considerazioni si possono trasportare negli altri settori produttivi; non va dimenticato che la tenuta delle nostre esportazioni negli anni più recenti è stata favorita anche da una costante tendenza alla rivalutazione delle monete dei Paesi nostri concorrenti, che rendeva più competitivi sul mercato mondiale i nostri prodotti. Ora questa rivalutazione si è fermata e un elevato livello di inflazione ridurrà ben presto i margini ricavabili dall'esportazione.

Si torna quindi ad un punto semplice e fondamentale, già presente all'attenzione di tutti qualche mese fa quando si decise di aderire allo SME: se il nostro sistema economico e sociale non riesce a controllare l'inflazione portandola a livelli compatibili con quelli degli altri Paesi della Comunità, l'Italia non può rimanere nello SME e non può rimanere nell'Europa democratica e libera.

Io concordo con quanti ritengono che l'impulso maggiore all'inflazione viene dalla inefficienza e dalla improduttività dell'apparato pubblico. Non mi pare corretto addebitare (come fa talvolta qualche commentatore televisivo) alle gite domenicali degli italiani la responsabilità dello spreco di risorse nel nostro Paese. L'improduttività sta nell'apparato dello Stato; nella contraddittorietà di una legislazione che con l'intento di moltiplicare i controlli e le garanzie, spesso sparge senza logica risorse immense senza una concreta finalizzazione produttiva; nella incapacità di sciogliere i nodi oramai incancreniti di alcune situazioni produttive, anzi continuando a impegnare capitali pubblici per fini meramente assistenziali.

L'improduttività della struttura amministrativa si va da anni scaricando sull'agricoltura e sulle altre attività produttive che creano più risorse di quante ne utilizzino. Se non si acquisisce in termini vasti la coscienza che in questa direzione si debba marciare, le nostre prospettive sono amare.

Non voglio ugualmente nascondere che purtuttavia rimango ottimista sulla possibilità ancora aperta al nostro Paese di tener fede all'impegno di restare con l'Europa democratica. C'è una grande voglia di produrre nel Paese: si pensi che nel solo ultimo anno il prodotto agricolo italiano in termini reali è cresciuto del 3.5 per cento. La cosa più importante è che tutti oggi sentano l'impegno di operare di più: efficienza, chiarezza legislativa, produttività sono i cardini dell'azione da svolgere tutti insieme per far uscire il Paese dalla crisi. Ci può essere discussione e differenziazione su altre questioni certamente non secondarie nella definizione degli assetti politici; non ci può essere però scontro sulla necessità di porre condizioni concrete e stabili alla ripresa del Paese e al suo consolidamento nell'Europa.

Se dopo le elezioni si formerà una coscienza vasta nel Paese per attuare questa linea di impegno e di sacrifici, allora la partita per restare nell'Europa può ancora essere vinta. Se prevarrà la valutazione più gretta di difesa di interessi particolari da parte di ciascun gruppo, allora a breve termine dovremo gestire una drammatica crisi non solo economica e sociale ma politica la cui soluzione potrebbe trovarsi solo nello sganciamento forse definitivo del nostro sistema dal contesto europeo. Da qui l'importanza delle indicazioni elettorali del 3 e 10 giugno come momento di verifica della strada che il Paese desidera percorrere.

Alla responsabilità degli italiani il compito di illuminare la strada più giusta per vivere e progredire in libertà e indipendenza.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA STAMPA

di ..... del 31/5/79 - 5 -

ELEZIONI EUROPA

Dagli Stati nazionali alle comunità di base

Verso un'Europa fatta di tante Regioni per ottenere un equilibrio più realistico

Bruno Salvadori, capolista dell'Union Valdôtaine: «Il gettito fiscale deve essere impiegato alla fonte» - Carla Spagnuolo, socialista: «Conoscere le possibilità che offre l'Europa»

TORINO — Si parla di Europa dei popoli, Europa delle Regioni, non di Europa degli Stati. Anzi, il Parlamento eletto dovrà proprio ridurre sempre più il potere degli Stati nazionali estendendolo invece alle comunità di base. Il tema è affascinante. Lo difendono non soltanto gli autonomisti ad oltranza come Bruno Salvadori, dell'Union Valdôtaine, capo della lista unica che gli autonomisti presentano in tutta Italia, o come Gianni Giuricin, consigliere regionale del Friuli-Venezia Giulia eletto nella lista del melone e ora candidato all'Europa nella lista radicale per la nostra circoscrizione e per le altre quattro; ma anche esponenti di partiti tradizionali, come la socialista Carla Spagnuolo. Quest'ultima con particolare competenza essendo capo gabinetto del presidente della giunta regionale piemontese: l'unica donna in Italia, e forse in Europa, che ricopra questa carica.

Quale, dunque, il ruolo delle Regioni nell'Europa futura? Dice la Spagnuolo: «*In questi anni di attività ci siamo resi conto che le Regioni non conoscono nemmeno i meccanismi attraverso i quali possono ricevere finanziamenti dalla Banca europea degli investimenti*».

Colpa delle Regioni o dell'attuale struttura europea? «*Di entrambe e anche degli Stati, nel nostro caso dello Stato italiano, che non si preoccupano di propagandare queste modalità*». Non per nulla la Regione Piemonte aveva deciso, ad un certo momento, di aprire un proprio ufficio a Bruxelles.

Di qui a estendere il discorso il passo è breve e Giuricin propone addirittura, affiancata al Parlamento eletto, una seconda Camera, la Camera delle Regioni.

Pur candidato in Piemonte, Giuricin non dimentica di essere friulano, non dimentica Trieste. «*Amburgo ha avuto dal Trattato di Roma particolari beneficenze, anche se è la regione più ricca d'Europa. Perché questo non può avvenire anche da noi: in Sicilia, Sardegna, anche a Trieste?*».

Si rifà anche al Trattato di Osimo. Non è il caso di ritornare sulle proteste per la zona industriale che ancora continuano. Rimane un fatto: che la zona franca a cavallo della frontiera italo-jugoslava è uno strumento di unione dei popoli, non di divisione. Del resto, a questo proposito, è significativo il fatto che la Jugoslavia abbia aderito alla Comunità delle Alpi Orientali e che questo stesso paese, insieme con Austria e Svizzera, che non fanno parte del Mec, sia membro della «Comunità delle Alpi» costituita dopo il congresso di Milano del 1973. Se gli Stati non sentono ancora la necessità di aggregarsi, i popoli la sentono.

Ciò induce l'autonomista Salvadori (e tutti quelli che partecipano alla sua lista: occitani, combouscouresi, istriani, giuliani dalmati in esilio, ossolani dell'Uopa, unione slovena, sardi, siciliani e altri) a estendere il concetto. Dice: «*Il federalismo propone una struttura dell'Europa basata sull'autonomia a livello regionale. Noi invece puntiamo a comunità diverse*». E, poiché siamo in Piemonte e abbiamo ai margini occitani e combouscouresi che hanno corrispondenza al di là del confine, ecco che si pone, come esempio, una Regione delle Alpi Marittime. A queste Comunità la massima autonomia; a livello centrale, cioè federale, i grandi compiti.

Tutto qui quel che ha da proporre il movimento autonomista? Risponde Salvadori: «*Autonomia significa molto. Per esempio, significa che il prelievo fiscale deve essere utilizzato alla fonte*». Spiega: «*Oggi il prelievo fiscale è a carattere nazionale e va a finire al centro che lo ridistribuisce trattenendosene una larga fetta. Noi ne proponiamo invece l'utilizzo sul luogo della raccolta, mandandone al centro la dovuta percentuale*».

Ma allora il famoso riequilibrio? «*Le Regioni ricche — e includo l'Italia del Nord con l'Europa del Nord — contribuiscono con una quota maggiore, appunto per favorire le Regioni povere*».

Sono idee che, tutto sommato, seguono un filo comune e puntano tutte ad un unico risultato: migliorare la condizione generale dell'Europa. Ecco perché le Regioni devono muoversi. «*Il rapporto Parlamento europeo-Regioni* — dice Carla Spagnuolo — *deve diventare strutturale, cioè un rapporto continuo e sistematico su tutti i problemi. Cito quelli della scuola, della ricerca scientifica, dell'occupazione giovanile e femminile. E l'unico sistema per risolverli*».

Domenico Garbarino

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL TEMPO

31/5/79

LE CAPITALI EUROPEE VERSO IL PROSSIMO APPUNTAMENTO ELETTORALE

In attesa della «cura Maggie» gli inglesi freddi con l'Europa

La Gran Bretagna rischia di aggiudicarsi il primato della scarsa affluenza alle urne - Pochi nomi di spicco nelle liste - Conservatori e laburisti temono l'anti-europeismo dei loro elettori

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE
Londra, 30 maggio

Famosi per il loro pragmatismo mercantile sin da quando il predone-gentiluomo Francis Drake batteva i mari con il tacito assenso della Corona, gli inglesi continuano a tenere il broncio all'Europa. I conti sono in rosso, e di parecchio: l'Inghilterra contribuisce in maniera eccessiva al bilancio della Comunità, si sostiene, e la politica agricola degli «eurocrati» di Bruxelles fa lievitare i prezzi di prodotti come il burro, la carne di agnello o le uova, che prima dell'adesione venivano importati a condizioni ben più favorevoli dalla Nuova Zelanda. Il che consente a molti di dire che l'Inghilterra, con il suo passato imperiale e con i legami che ha mantenuto nell'ambito del Commonwealth, avrebbe potuto benissimo fare a meno di lanciare sulla Manica, prezioso baluardo dell'insularità britannica, un ponte politico dall'incerta convenienza. Ma può bastare questo rozzo risentimento anti-europeistico che fa capolino nella borsa della spesa e che i settori più illuminati della popolazione si guardano dal condividere, a spiegare la quasi totale indifferenza che caratterizza qui la vigilia delle elezioni per il Parlamento comunitario?

L'orologio europeo degli inglesi, come quello dei danesi e degli irlandesi, è di settantadue ore in anticipo sul nostro (si voterà infatti il 7 giugno, anche se lo spoglio delle schede sarà contemporaneo in tutta la CEE), e nessuno sembra dare gran peso all'ormai prossimo appuntamento.

Sui giornali compaiono le pagine pubblicitarie pagate con i fondi stanziati dal Parlamento uscente ma i partiti sono latitanti, scarsa e tiepida è la copertura televisiva, del tutto assente la pubblicità elettorale nelle vie della capitale. A scorrere le liste dei candidati non c'è, del resto, di che rimanere impressionati: l'unica individualità politica di spicco è la signora Barbara Castle, laburista, ex ministro, indicata da molti, all'indomani della vittoria di Maggie Thatcher, come colei che aveva spianato la via all'affermazione dell'ex sesso debole nella difficile arena di Westminster. Si sperava che della partita potesse essere anche Lord George-Brown, che fu ministro degli esteri laburista con Harold Wilson, stimato da tutti per la sua intelligenza e forse ricordato ancora di più per certe sue imprese non proprio protocollari ai cospetto di Golda Meir: all'ultimo minuto, però, la sua candidatura come «indipendente» è venuta meno, aprendo ulteriormente le porte dell'Europa ad una marea (ottantuno seggi, di cui tre in Irlanda del Nord) di *businessmen*, di ricchi agricoltori e di liberi professionisti dalla dubbia sensibilità politica.

A completare un quadro così poco incoraggiante ci sono le previsioni in materia di affluenza alle urne: previsioni da primato, nel senso che l'Inghilterra ha buone probabilità di avere la percentuale di votanti più bassa della Comunità. Difficilmente si raggiungerà il 64,5 per cento ottenuto nel referendum europeo del '75, e in alcune regioni, come la Scozia, si teme di non arrivare al cinquanta per cento.

Un giornale in vena di battute ha giustificato la distrazione degli elettori osservando che una coppia di sposini non va disturbata all'indomani delle nozze, e che gli inglesi, per il momento, sono ancora in luna di miele con Margareth Thatcher. Dopo il lungo e più rigido inverno di questo secolo, la clamorosa vittoria di «Maggie» nelle consultazioni politiche di un mese fa ha in effetti portato una benefica ondata di ottimismo sulla possibilità che l'Inghilterra «risorga» dalla crisi economica con la pozione magica del neoliberismo ispirato da Keith Joseph; ma più che il fascino della «dama di ferro», come l'ha chiamata Mosca pensando di farle un dispetto, ad allontanare lo elettorato britannico dal traguardo del 7 giugno è forse la certezza di un risultato che tutti danno per acquisito. La ripartizione dei collegi uninominali (soltanto in Irlanda si voterà con il sistema proporzionale) ha infatti grandemente avvantaggiato i conservatori, che dovrebbero fare man bassa dei seggi disponibili, conquistandone secondo i pronostici più attendibili una cinquantina contro i ventotto-ventinove dei laburisti.

Nessuno dei due partiti maggiori, del resto, sembra per ora disposto a bruciare troppe cartucce per confermare o modificare queste indicazioni. I laburisti devono fare i conti con una «sinistra interna» da sempre antieuropeista, e che la sconfitta del moderato Callaghan ha reso più baldanzosa. I conservatori, per parte loro, sono pienamente coscienti del pericolo di vedersi «scavalcare» presso l'elettorato dagli anti-marketeers laburisti e seguono dunque una linea di estrema prudenza, alzando talvolta la voce a beneficio della platea contro le «ingiustizie» di Bruxelles.

L'ironia della sorte vuole che l'unico partito britannico sicuramente e totalmente europeistico, quello liberale, rischia nelle prossime elezioni di non conquistare nemmeno un seggio, penalizzato com'è dal sistema maggioritario, di cui già deve fare le spese in occasione delle consultazioni politiche nazionali. La speranza per i «liberals» viene dalla circoscrizione Cornwall-Plymouth, ma per conquistarla sarebbe necessario un crollo dei conservatori, che dovrebbero perdere circa il 12 per cento: un regalo che Margareth Thatcher probabilmente non farà, impedendo ancora una volta che qualche riflettore si accenda su David Steel il giovane segretario del partito succeduto a Jeremy Thorpe e da tutti stimato se non altro per il flemmatico distacco col quale attende la sentenza nel processo contro il suo irrequieto predecessore.

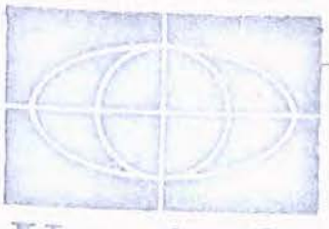
Una flemma quella di Steel che è evidentemente mancata a un illustre rappresentante del suo partito, lord Banks, il quale, in una delle ultime sedute della Camera Alta, ha avuto l'ardire di sottoporre ai colleghi una proposta favorevole all'allargamento del futuro Parlamento europeo. Il portavoce del Governo conservatore ha subito eccepito che la mozione di lord Banks era intempestiva e altrettanto, con un po' più di fermezza, ha fatto un lord laburista. Ma la risposta più energica, e che meglio illustra lo spirito di questa campagna elettorale in tono minore, è venuta dal presidente del comitato per la CEE, lord Grenwood of Rosendale: «*Non potrei immaginare alcuna mozione* — ha detto — *più abilmente congegnata per allarmare l'elettorato alla vigilia delle consultazioni europee*». Il laburista lord Banks, alla fine, si è lasciato convincere e ha ritirato la sua proposta, palesemente avvilito.

Con queste premesse non sarà facile per Margareth Thatcher, lucida conoscitrice delle remore dell'elettorato britannico, riportare il paese sulla via europeista tracciata da un altro premier conservatore, Edward Heath, oggi cordiale nemico della «dama di ferro» per questioni che da noi verrebbero chiamate «di corrente». A Londra è opinione diffusa che la battaglia per una più equa ripartizione del bilancio comunitario (attualmente la Gran Bretagna versa un contributo netto tre volte superiore a quello della ricca Germania) sarà non meno dura di quella condotta a suo tempo dal laburista Wilson per «rinegoziare» i termini dell'adesione inglese alla CEE. La Thatcher sa bene che l'opinione pubblica inglese, non soltanto quella delle massaie nostalgiche, osserva e attende con impazienza, e sa altrettanto bene che i laburisti sono pronti a cogliere ogni occasione buona per ricominciare la scalata al numero 10 di Downing Street. La vera «svolta europea» dell'Inghilterra comincerà forse in autunno, con l'ingresso della sterlina nel sistema monetario europeo, snobbato da Callaghan. Per gli inglesi le elezioni del 7 giugno sono arrivate davvero troppo presto.

FRANCO VENTURINI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale L'AVANTI
di ..... del 31/5/79



sindacato/europa

Il candidato socialdemocratico tedesco Oskar Vetter di fronte alle elezioni

Un sindacalista per l'Europa

«Entrando al Parlamento europeo io faccio affidamento più sulle mie capacità di sindacalista che sulle mie qualità di socialdemocratico». Così l'ex-presidente della CES, il tedesco Oskar Vetter, in una intervista concessa a *Le Monde*, risolve il problema di una possibile incompatibilità, di fatto, fra la sua formazione sindacale e la sua propensione quindi a vedere in una certa ottica soprattutto i temi economici e sociali, e il ruolo che andrà a svolgere, all'interno del gruppo socialista al Parlamento, dopo una campagna elettorale che lo ha visto secondo leader europeo, dopo Brandt, della SPD.

La scelta del mantenimento dell'abitus sindacale del resto non è, per Vetter, un fatto «sentimentale», ma parte dalla precisa constatazione che «i partiti non potranno ristabilire una influenza sui sindacati che assumendo in proprio l'insieme degli interessi della società».

E' una critica indiretta ai partiti, questa, che Vetter in altra parte dell'intervista sviluppa domandandosi «per quanto tempo ancora i socialdemocratici accetteranno che i loro rappresentanti al governo distruggano una parte del programma del loro partito sull'Europa, come è accaduto durante l'ultima riunione dei ministri del lavoro dei Nove a Bruxelles?». La polemica riguarda la questione della riduzione dell'orario di lavoro, che la CES all'ultimo congresso di Monaco ha assunto come punto centrale della piattaforma per i prossimi anni. Il rappresentante del governo tedesco, in quel caso, non ha appoggiato la posizione del sindacato, nonostante lo stesso cancelliere Schmidt abbia più volte affermato che porre oggi il problema della riduzione dell'orario di lavoro «non è indecente».

Ma quale sarà per Vetter il possibile ruolo del nuovo Parlamento europeo? «Se i paesi della Comunità non si decidono a dare rapidamente una funzione importante al Parlamento europeo, la soluzione alle difficoltà economiche e sociali sarà sempre ritardata». E ancora fiducia nei politici *di complemento*, come lui, ai quali spetterà il compito di spingere, dall'interno del Parlamento, per una revisione e un allargamento dei poteri dell'Assemblea: «Noi sappiamo che la presenza di certi uomini darà una spinta che porterà al superamento del quadro iniziale e quindi all'estensione delle competenze prima previste».

E come si collocherà il sindacalista socialdemocratico Vetter all'interno della socialdemocrazia che, secondo l'intervistatore, «comincia bene ma rischia di finire male?». Vetter non ha complessi: «Io non sono uno che pensa ad una società futura perfetta. Ho troppo rispetto per gli uomini di oggi per darli in pasto ad una rivoluzione. Ma io sono pronto alla lotta di classe se ciò significa la libertà della classe operaia e non quella dei dirigenti».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale IL FIORINO
del 31/5/79

Nord africani, spagnoli, portoghesi jugoslavi, turchi e greci

Lavoratori emigranti: ora Bruxelles ha deciso di risolvere il problema

Se si fa una lista dei 12 lavori più sporchi e pericolosi, si vedrà che sono svolti per la maggior parte da lavoratori immigrati provenienti da paesi extra-comunitari.

Costretti a lavorare ad ore impossibili, sono mal pagati e sono i primi ad essere licenziati in caso di crisi.

I problemi per loro sono più gravi se sono entrati illegalmente nella Comunità europea.

Nord africani, spagnoli, portoghesi, jugoslavi, turchi, greci, hanno lasciato in questi ultimi anni i loro paesi per venire in Europa occidentale perchè da loro non c'era possibilità di trovare loro, perchè qui invece i posti ci sono, e perchè sperano di mantenere coi loro guadagni la famiglia rimasta in patria, o di dare una migliore educazione ai figli venuti in occidente con loro.

I lavoratori migranti, che raggiungono i 6 milioni, rappresentano il 5% della forza lavoro nella Comunità. Se si aggiungono i membri delle loro famiglie il numero dei residenti stranieri sale a 12 milioni e 500 mila unità. Le condizioni di residenza variano da uno stato all'altro, e questo è un problema che la Commissione vorrebbe affrontare per poter arrivare ad un ravvicinamento delle legislazioni nazionali in materia.

In pratica l'assunzione dei lavoratoristranieri è cessata e gli espeti ritengono che sia il buon momento per perseguire alcune politiche generali a livello comunitario.

Infatti tra pochi anni, con l'entrata nella Comunità della Spagna, del Portogallo, e della Grecia, i tre tradizionali paesi di origine dei lavoratori stranieri, e con il libero accesso a tutti i nove Stati membri, la situazione diventerà ancor più complicata, e potrebbe aggravare la condizione già difficile in cui si trova il lavoro nell'industria comunitaria, dove ci sono 6 milioni di disoccupati, che per un'ironia della sorte corrispondono al numero dei lavoratori migranti provenienti dai paesi terzi.

Il vice presidente della Commissione, Henk Vredeling, responsabile degli affari sociali e dell'occupazione, in un suo recente discoso a Londra ha affermato che «lo sviluppo distorto della migrazione incontrollata degli anni '50 e '60 causa alla società serie conseguenze...».

Ma ha aggiunto che al momento «abbiamo ancora un pò di respiro per rivedere la situazione e per delineare una nuova linea di impostazione».

Per dare una soluzione ai problemi dei lavoratori stranieri e delle loro famiglie, la Comunità deve impostare una politica comune in materia di formazione professionale dei lavoratori migranti che ritornano nel loro paese di origine; di soggiorni e occupazioni illegali nella Comunità; di ripresa delle assunzioni di persone provenienti dai paesi terzi, quando l'economia di certi Stati membri lo permette; di riunificazione con le famiglie nel paese ospitante; e di altre questioni relative a trattati e accordi internazionali.

A tal riguardop la Comunità ha già proposto 5 linee di principio da discutere durante le prossime riunioni relative alla necessità di assicurare un ugual trattamento ai lavoratori dei paesi terzi che vivono regolarmente nella Comunità. Esse tendono a migliorare la professionalità dei loro familari, ad includere nelle trattative politiche i rappresentanti del sindacato e del patronato, a prevenire e a punire chi incoraggia l'immigrazione illegale, e a vagliare le politiche degli Stati membri in cso di ripresa delle assunzioni.

Tali trattative dovrebbero incentrarsi sulle modalità di ammorizzazione delle politiche dei Nove in un certo numero di specifici settori sociali e legali, che vanno dalle condizioni di ammissione e di soggiorno in un paese della Comunità all'assistenza estesa anche alle famiglie, che comprende la previdenza sociale, l'alloggio, la sanità, e la formazione professionale.

Circa il 31% è stato diretto a favore di programmi per i giovani ed il reto per programmi destinati ai minorati, ai lavoratori migranti ed ai lavoratori del settore agricolo o tessile.

Queste sono in effetti le categorie di persone per le quali il Fondo sociale interviene in via prioritaria. Per la prima volta il Fondo è potuto intervenire anche per programmi di formazione per le donne alla ricerca di un lavoro; nel corso del '79 potrà poi intraprendere azioni supplementari per l'occupazione dei giovani.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Secolo d'Italia

di ..... del 31/V/79

LIBIA

Processi rinviati ai marittimi mazaresi

MAZARA DEL VALLO, 30 — Il processo di appello contro i nove marinai del motopeschereccio «Giacoma Rustico», prigionieri in Libia come volgari malfattori, che doveva tenersi ieri a Misurata, è stato rinviato, su richiesta della difesa, al 6 giugno prossimo mentre il processo che si sarebbe dovuto tenere oggi presso la corte di Homs contro il capitano Giuseppe Foggia, comandante del motopesca «Prudentia» è stato rinviato a data da destinarsi.

In prima istanza, i dieci marittimi mazaresi erano stati condannati a due anni di reclusione ciasuno e a forti multe, per avere esercitato la pesca in acque territoriali libiche.

Oltre ai dieci marittimi mazaresi, si trovano attualmente in Libia altri tredici pescatori

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale .....

di ..... del .....

Pesce: società mista tra Italia e Libia

MAZARA DEL VALLO — Le basi per la costituzione di una società mista italo-libica, per lo sfruttamento delle risorse ittiche esistenti nelle acque territoriali libiche e in acque internazionali, sono state gettate, di massima, nel corso dei colloqui svoltisi a Tripoli il 26 e il 27 maggio scorsi tra una delegazione araba capeggiata dal ministro per l'Industria leggera, responsabile del settore pesca, Amr El Magsi e una delegazione italiana formata dal dottor Luciano, direttore dei servizi internazionali del ministero della Marina mercantile, dal dottor Durante, esperto in materia di pesca della Regione siciliana, dal dottor Jandoli, direttore della Federpesca e da Ignazio Giacalone e Matteo Asaro, presidenti delle due associazioni armatoriali mazaresi.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale CORRIERE DELLA SERA
di ... del 3/5/77 - 12 -

PER DARE LAVORO AD OLTRE 450 MILA GIOVANI SOTTO I 26 ANNI

Nuovo piano in Francia anti-disoccupazione

PARIGI — Il consiglio dei ministri ha approvato ieri un nuovo piano per dar lavoro a oltre 450.000 giovani al di sotto dei ventisei anni. Davanti ai rischi di esplosione sociale per il progressivo aumento della disoccupazione e ai rimproveri lanciati non soltanto dalla sinistra ma anche dai gollisti in occasione della campagna elettorale europea, il governo cerca di attenuare gli effetti che inevitabilmente avrà nel prossimo settembre l'arrivo sul mercato del lavoro dei seicentocinquantamila nuovi aspiranti lavoratori giunti al termine degli studi o della scuola obbligatoria.

Il grande pericolo, comune a molti paesi industrializzati in crisi, è quello di una Francia spaccata in due, quella dei francesi che hanno un lavoro, fanno di tutto per conservarlo e per trarne il massimo, e quella dei francesi che non hanno un lavoro e disperano di poterne trovare uno.

Quello approvato ieri è il terzo «patto nazionale per l'occupazione». «Esso non può riuscire — ha affermato Giscard d'Estaing — che se sarà sentito come uno sforzo comune da tutti i capi d'azienda e dai sindacati. Deve essere considerato come l'inizio di un'azione in profondità tendente a migliorare la formazione professionale dei giovani e a organizzare in modo permanente il loro ingresso nella vita attiva».

Il nuovo piano è una sintesi dei primi due. Si propone di correggere gli errori di questi e di aumentarne gli effetti positivi. Riduce della metà, per un anno, i contributi sociali per ogni assunzione supplementare e, per tutte le aziende, qualunque sia il numero dei dipendenti o il fatturato. Lo Stato prenderà a proprio carico il salario dei giovani che si preparano a un mestiere presso le aziende stesse. Quelle aziende che, nei prossimi tre anni, oltrepasseranno il limite dei dieci dipendenti (oltre il quale è previsto un aggravio fiscale del 3%) beneficeranno di una attenuazione dei carichi sociali.

E' stato creato un premio di un milione di lire per l'artigiano che assume il primo dipendente. Un altro incentivo finanziario è stato previsto per incoraggiare l'assunzione di disoccupati oltre i quarantacinque anni e senza lavoro da un anno. Le camere dei mestieri animeranno, con l'aiuto dello Stato, una campagna per l'artigianato, apportando la loro assistenza agli artigiani nel disbrigo delle formalità amministrative legate all'assunzione di manodopera.

Sono mantenute le previdenze già applicate in favore delle donne sole (vedove, divorziate, madri nubili o desiderose di reinserirsi nella vita professionale) di qualsiasi età. Il governo sta infine preparando un sistema permanente di qualificazione e di inserimento professionale dei giovani, basato sull'associazione della formazione e di una prima esperienza professionale.

L'applicazione del piano rappresenta uno sforzo finanziario importante, circa settecento miliardi di lire per ognuno dei tre anni per i quali è stato varato.

Lorenzo Bocchi

Il Belgio aumenta il tasso di sconto

BRUXELLES — Il tasso di sconto belga e il tasso lombard (per le anticipazioni) saliranno oggi dal 7 all'8 per cento. Lo ha annunciato la Banca del Belgio, spiegando in un comunicato che la decisione ottempera alla politica di preservare il valore del franco all'interno e all'estero e tiene conto dei recenti aumenti dei tassi d'interesse sui mercati finanziari sia nazionali che internazionali.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VI

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO

di ..... del 31/5/71 -7-

Operaio italiano muore in Svizzera

BERNA, 31 maggio

Un operaio italiano è stato ucciso ieri dall'esplosione di un ordigno all'uscita di un tunnel in costruzione nelle Alpi bernesi in Svizzera. Nell'incidente è rimasto ferito anche un operaio jugoslavo.

La vittima è Ermenegildo Della Costa, 38 anni, di Gallarate (Varese): è stato dilaniato dallo scoppio dell'ordigno nel momento in cui la sua squadra stava lasciando il cantiere.

Sono diecimila i sovietici rifugiati ad Ostia e Ladispoli

Gli ebrei fuggiti dall'Urss non vogliono andare in Israele

A Roma ci sono ormai diecimila ebrei profughi dall'Unione sovietica, che si sono fermati nella nostra città, o nei dintorni, in attesa di ottenere il sospirato «visto» per gli Stati Uniti o per il Canada. Roma — come, ma in misura minore, Vienna — è diventata così un porto di transito per queste migliaia di profughi che, dopo avere subito peripezie indicibili nel loro paese, dopo avere penato a lungo per potere espatriare, sono in attesa di un domani migliore in un paese straniero, estraneo a loro per lingua, costumi, abitudini, religione. Il calvario di questa povera gente non si è purtroppo concluso con la loro uscita dai confini dell'Unione sovietica. Per loro è cessata finalmente la persecuzione, in Occidente hanno trovato la libertà, ma non riescono a trovare un lavoro, un inserimento nella società. Sperano di trovare tutto questo negli Stati Uniti, ma anche l'ingresso nel paese più «aperto» del mondo non è facile. La crisi economica che sconvolge tutto il mondo colpisce anche gli Stati Uniti; centinaia di migliaia di profughi vietnamiti premono per entrare anche loro negli Usa. I problemi sono molti anche per le autorità di Washington.

Problemi, sarebbe assurdo negarlo, questi profughi ebrei ne creano anche da noi. Ostia Lido ospita migliaia di questi fuggiaschi dall'Urss; altre migliaia ne ospita Ladispoli. Si tratta di due centri balneari che in questo modo vedono in parte snaturata la loro naturale vocazione turistica ed estiva, ma non è questa la parte più importante o preoccupante del problema.

Il lato singolare della presenza di questi diecimila profughi ebrei dall'Urss proprio a Roma, e la loro condizione di «stranieri in transito» verso gli Usa od il Canada, preoccupa molto di più l'Agenzia Ebraica, l'organismo che si occupa del problema dei rifugiati ebrei. Infatti Arieh Dunzin, presidente dell'Agenzia, ha dichiarato ieri a Tel Aviv di essere «letteralmente sconvolto» dal fatto che gli ebrei sfuggiti alle persecuzioni sovietiche fanno di tutto per trasferirsi in America invece che in Israele, ed ha suggerito che si prendano «drastici provvedimenti» per cambiare questo stato di cose.

«Solo a Roma — ha affermato il presidente dell'Agenzia Ebraica — vi sono attualmente diecimila ebrei sovietici. Ho avuto con loro un incontro che mi ha lasciato sconvolto e con il cuore spezzato. Essi ignorano tutto su Israele e sono saturi di una odiosa propaganda contro lo Stato ebraico. Tutto quello che sanno è che in America l'oro è sparso sul terrêno e basta la fatica di chinarsi per raccoglierlo».

Arieh Dulzin ha poi rivelato che oltre il settanta per cento degli ebrei che riescono ad uscire dall'Unione sovietica rifiutano di andare in Israele. «Il fenomeno — ha detto — ha assunto proporzioni spaventose, e non ci rimane altra strada che adottare drastici provvedimenti».

Tra i provvedimenti da adottare per costringere gli ebrei sovietici a trasferirsi in Israele, Dulzin avrebbe in mente si istituire dei voli diretti da Mosca a Tel Aviv, gratuiti, per portare direttamente gli ebrei dall'Urss nello Stato ebraico, ed impedire che si disperdano a Vienna o a Roma «dove si concentrano — ha ribadito — in attesa di ricevere i visti d'ingresso per gli Stati Uniti od altri paesi occidentali».

A parte le preoccupazioni dell'Agenzia Ebraica, ad Ostia Lido ed a Ladispoli la presenza degli ebrei sovietici, e ormai massiccia. I proprietari di case ne risentono proprio ora, all'inizio della stagione balneare, perché vedono diradarsi le richieste di appartamenti in affitto per i mesi estivi. D'altra parte, la presenza di tanta gente rappresenta di per sé un incentivo al commercio locale, di entità non disprezzabile. Ma si tratta pur sempre di una popolazione fluttuante, che oggi c'è e domani è già partita, sulla quale non è possibile fare stabile assegnamento.

Ad Ostia, qualche tempo fa, ci sono state delle proteste popolari. Non avevano come retroterra nessunissima motivazione razzista o religiosa: gli abitanti di Ostia Lido protestavano solo per l'invadente presenza di quella gente, che era venuta in qualche modo a sconvolgere l'abituale ritmo di vita di quella cittadina che è l'appendice marina di Roma. Ora, anche a Ladispoli la situazione sta volgendo verso una protesta. Ad Ostia, gli abitanti hanno protestato anche per il «mercatino» che i profughi installano sul molo, vendendo un po' di tutto. I commercianti locali protestano, perché questi improvvisati venditori non hanno licenza, non vengono tassati, non pagano l'occupazione del suolo pubblico. Insomma, la convivenza non è facile, anche se — bisogna riconoscerlo — i profughi ebrei fanno di tutto per non farsi notare, per non dare fastidio, per comparire il meno possibile.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale
del

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere della Sera

di ..... del 31/V/79

Restrizioni al soggiorno degli stranieri in Francia

PARIGI — I deputati hanno approvato l'altra notte un progetto di legge governativo che modifica, rendendole più severe, le condizioni di ingresso e di soggiorno degli stranieri

Il ministro degli interni Christian Bonnet ha cercato di rassicurare tutti coloro che avevano visto nel progetto una violazione alla libertà individuale. Ha assicurato che la Francia resterà «terra d'asilo»

La nuova legge prevede, nel suo primo articolo, che «l'accesso al territorio francese può essere rifiutato a qualsiasi straniero la cui presenza costituirebbe una minaccia per l'ordine pubblico». Essa consolida il diritto, per le autorità, di vietare questo accesso a quanti volessero introdursi nel Paese senza autorizzazione o, essendo stati espulsi o respinti, cercassero di tornarvi abusivamente, come di espellere tutti gli stranieri che soggiornano in Francia oltre il tempo previsto dal loro titolo di viaggio o con documenti falsificati.

La bordata di critiche dell'opposizione è stata nutrita. I comunisti hanno accusato il governo di voler rispedire a casa loro cinque milioni di stranieri.

L'assemblea ha finito per attenuare i rigori della legge. I deputati hanno soppresso l'articolo che associava il rinnovo del permesso di soggiorno alla presentazione della ricevuta delle imposte pagate, quello che prevedeva la soppressione di tale tessera per chi si fosse assentato dalla Francia per più di sei mesi senza l'autorizzazione del ministero dell'interno e un altro articolo che imponeva allo straniero di aver ottenuto prima dell'arrivo in Francia i documenti richiesti per il suo soggiorno.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale La Stampa

di ..... del 31.V.79

Nessun blocco degli inglesi ai giovani

ROMA — Le autorità britanniche non hanno modificato le norme di ingresso nel Paese per i giovani italiani desiderosi di imparare la lingua. Lo precisa l'ambasciata britannica a Roma in relazione alle notizie riportate da alcuni organi di informazione sul fatto che le autorità britanniche non accettano più come documento valido di viaggio per i minorenni l'attestato di identità.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

del 31/5/79

ester
voto italiani residenti in francia per europee

(ansa) - parigi, 31 mag - ''so solo che per la prima volta posso votare senza tornare in italia, ma non ho ancora idea di dove e come lo potro' fare''. e' una frase che sovente ricorre tra gli italiani residenti in francia a dieci giorni dalle prime elezioni dirette del parlamento europeo. e in effetti, sebbene i consolati, superando innumerevoli difficolta', abbiano ultimato da settimane la preparazione di queste elezioni ''tutte da inventare'', gli italiani residenti in francia hanno ricevuto solo in questi giorni dall'italia i certificati elettorali recanti i numeri dei seggi di cui peraltro, spesso, ignorano l'ubicazione precisa.

tale situazione - spieegano fonti consolari - e' soprattutto dovuta all'accavallamento delle elezioni europee con quelle politiche italiane del 3 e 4 giugno. tra le conseguenze pratiche di questa concomitanza - aggiungono - vi e' stato per esempio un certo ritardo nell'invio dei certificati elettorali. e soltanto ora che i certificati sono quasi tutti giunti a destinazione - esse precisano - e' possibile comunicare agli elettori, mediante l'invio di una cartolina, l'indirizzo del seggio. (segue)
h 0927 gb/mg

ester
voto italiani residenti in francia per europee (2)

(ansa) - parigi, 31 mag - arrivati i certificati elettorali, la comunita' italiana continua ad attendere i rappresentanti dei partiti politici. e se sull'arivo dei primi non si sono mai nutriti dubbi, non e' cosi' per i secondi. sta di fatto che i partiti , impegnati nella campagna elettorale per le politiche, sembrano essersi al quanto dimenticati del voto per le ''europee'' degli emigrati in francia. cosicche' la comunita' italiana rischia di conoscere le liste dei candidati soltanto recandosi alle urne, in quanto e' difficile che nei pochi giorni rimasti i partiti possano raggiungere capillarmente gli elettori italiani residenti in francia. bisogna anche tenere presente che la comunita' italiana e' sparsa su tutto il territorio francese e che, essendo proibita agli stranieri ogni attivita' politica, i partiti possono fare propaganda soltanto in locali privati.

il relativo disinteresse dei partiti politici per il voto degli emigrati suscita delusione tra questi ultimi, i quali tuttavia sono disposti ad ammettere che proprio per la coincidenza tra politiche ed europee i partiti abbiano abbastanza da fare in italia cosi' da trascurare i possibili ''voti francesi'' (1500.000 nella migliore delle ipotesi su una popolazione di 700.000 emigrati, che poi si riduce a 550.000 escludendo le doppie nazionalita'). (segue)
h 0938 gb/bra
nnnn

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 31/5/78

n./78/1 segue 77/1
ester
/voto italiani residenti in francia per europee (3) 3

(ansa) - parigi, 31 mag - l'assenza dei partiti politici ha comunque creato difficolta' anche ai consolati, che per la scelta degli scrutatori necessitano della loro collaborazione. il reperimento del ''materiale umano'' e' stato uno dei grossi problemi incontrati dai consolati cui spettava il compito di indicare tre nomi per ogni presidente di seggio. in alcune zone della francia il livello di istruzione degli italiani residenti e' modesto e trovare tre emigranti con i requisiti legali si e' rivelato a volte assai difficile. non e' stato cosi' per il reperimento dei seggi, grazie alla collaborazione della collettivita' italiana. nella circoscrizione piu' vasta di francia, quella del consolato generale di parigi, per esempio, non vi sono state difficolta' a trovare i 66 seggi necessari per i previsti 40.000 elettori.

il voto degli italiani in francia avverra' dalle 8 alle 22 del 10 giugno; i dati saranno trasmessi dalle singole sezioni alle circoscrizioni consolari cui esse fanno capo, a loro volta collegate con il ''terminale'' del ministero degli interni a roma. ogni consolato ha appositamente allestito un centralino telefonico per la trasmissione dei voti. l'affluenza media prevista dai consolati e' del 60 per cento.

h 0941 gb/bra
nnnn

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 31/5/79

trasporti ferroviari per elettori italiani

(ansa) - ginevra, 31 mag - le ferrovie federali elvetiche prevedono che in occasione delle prossime elezioni parlamentari in italia, circa 35/40 mila lavoratori italiani in svizzera sceglieranno il treno come mezzo di trasporto per rientrare in patria. per far fronte a questo aumento considerevole del traffico, le ferrovie federali hanno predisposto 51 treni speciali oltre a quelli regolari, di cui 36 transiteranno per il san gottardo e 15 per il sempione. la formazione di questi convogli richiederà 468 vagoni supplementari che saranno forniti in parti eguali dalle ferrovie federali e da quelle italiane di stato.

a partire da oggi e fino alla metà di giugno si prevede un forte rallentamento del traffico ferroviario di merci a destinazione dell'italia, in seguito all'aumento dei movimenti di convogli passeggeri in italia e alla penuria momentanea del personale delle ferrovie dello stato italiane, in occasione delle elezioni.

h 1422 ph/gg
nnnn

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale AISE

di ..... del 31/5/75

a.i.s.e. - ''i sindacati europei lottano per l'occupazione e i diritti degli emigrati contro ogni discriminazione''. nostra intervista con enrico vercellino.

roma (aise) - sui risultati del recente congresso della confederazione europea dei sindacati, abbiamo rivolto alcune domande ad enrico vercellino responsabile dell'ufficio emigrazione della cgil:

- domanda : nel punto n.11 del vostro documento, relativo ai problemi degli emigrati, si parla di garanzia dell'occupazione. cosa intende la ces, sul piano europeo, intervenire perche' venga concretizzata questa garanzia? lo stesso dicasi per la sicurezza sociale.

- r: e' una domanda che, per il tema centrale e prioritario che affronta, richiederebbe una lunga risposta. in breve si puo' dire che, nell'attuale profonda crisi, il problema della emigrazione e' diventato sempre piu' quello della lotta per l'occupazione e per i diritti di tutti i lavoratori, cioe' il problema di tutto il movimento sindacale ed operaio. in questa situazione, garantire l'occupazione agli emigrati significa anzitutto difendere, assieme agli altri lavoratori, il posto di lavoro contro ogni licenziamento, discriminazione, e tentativo di espulsione. ecco perche' la ces - come dice la risoluzione generale del suo congresso di monaco - ''fara' in modo che i lavoratori migranti non subiscano piu' degli altri gli effetti della crisi, in particolare con rimpatri massicci, ed ottnengano diritti e garanzie equivalenti a quelli di cui godono i lavoratori nazionali''.

occorre contemporaneamente portare avanti lotte sindacali e comuni piu' impegnate in europa per l'occupazione. la risoluzione gia' citata comincia appunto con un intero capitolo denominato ''pianificazione della piena occupazoione''. vi si dice quasi testualmente che occorre sviluppare lotte sindacali possenti e coordinate per:

1. ''imporre ai governi e ai datori di lavoro una nuova politica economica che garantisca il diritto al lavoro e che respinga ogni attacco alle conquiste sociali e ai diritti sindacali ottenuti con dure lotte'';
2. a tale scopo ''creare posti di lavoro in tutti settori dell'economia'' (produzione, servizi sociali e collettivi, ecc.);
3. ''sviluppare a livello nazionale ed europeo politiche industriali e regionali'';
4. ''assicurare a coloro a cui la societa' non procura un lavoro un'indennita' economica adeguata'';
5. ''raggiungere rapidamente una riduzione del 10% dell'orario di lavoro perseguando i seguenti obiettivi: settimana lavorativa di 35 ore; ferie annuali di 6 settimane; pensione intera a 60 anni; obbligo scolastico a 16 anni ed estensione dei permessi per la formazione professionale e permanente''.

il confronto e l'azione per queste rivendicazioni sono gia' cominciati a livello europeo. alcuni giorni dopo il congresso della ces i sindacalisti hanno preteso dal padronato europeo e dal consiglio dei ministri della cee che venissero finalmente presi impegni precisi per negoziare con i sindacati i problemi dell'occupazione e la riduzione dell'orario di lavoro. di fronte alle resistenze del padronato ed alla vaghezza degli impegni governa

1/-

2)

tivi, la delegazione della ces ha abbandonato per la prima volta una riunione comunitaria ad alto livello. e' gia' in corso, se questa vertenza europea non verra' riaperta, la preparazione di azioni di lotta - non esclusi scioperi - che verranno discusse e concordate definitivamente alla fine di giugno.

anchei trattamenti in materia di sicurezza sociale sono diritti che vanno garantiti interamente agli emigrati, malgrado i diversi sistemi sinora esistenti. ecco perche' si dice chiaramente al punto 12 del documento ces sull'emigrazione, che in questo campo agli stessi obblighi devono corrispondere gli stessi diritti. quindi si deve ottenere per i lavoratori emigrati la parita' di trattamento con i lavoratori locali, tanto piu' per quanto riguarda gli assegni familiari e i sussidi di disoccupazione''.

- domanda : sul piano dei diritti civili e politici, quali sono gli obiettivi piu' immediati scaturiti dal congresso di monaco e quali, invece, quelli a piu' lunga scadenza?

- r. anche sui diritti civili e politici degli emigrati il movimento sindacale europeo non solo ha elaborato una; piatta forma rivendicativa comune, ma ha anche fatto proposte concrete che sono oggi al centro dell'attenzione di tutti.

da anni ai livelli governativi, padronali, nelle sedi internazionali ed europee non si e' usciti in questo campo dalle affermazioni generali, mentre si rimane fermi o quasi sul piano concreto come e' noto, i sindacati hanno contribuito notevolmente

ma superare grosse resistenze alla partecipazione degli emigrati alla elezione del parlamento europeo, facilitando in ogni modo l'accordo tra i partiti e tra i governi. certo, le misure prese con ritardo non ci soddisfano ancora - come risulta anche da un recente comunicato unitario - perche' non garantiscono interamente i diritti di informazione, di propaganda elettorale, di partecipazione e di espressione del voto in piena liberta' da parte degli emigrati. ma sono un primo grande passo in avanti, che dovra' essere seguito al piu' presto da altri, per garantire questo ed altri diritti che non possono piu' essere negati, compreso il libero e rapido ottenimeno della cittadinanza del paese di residenza. il nuovo obiettivo in questo campo, lanciato dal congresso di monaco per gli emigrati, e' quello del diritto di partecipazione alle elezioni amministrative del paese in cui l'emigrato lavora e paga le tasese, almeno dopo 5 anni di residenza.

il congresso della ces ha precisato giustamente che cio' permettera' anche agli emigrati di essere adeguatamente ''rappresentati nelle varie istanze locali a carattere sociale, culturale e formativo''. certo i sindacati non si limiteranno a lanciare questa parola d'ordine. continueranno a discuterne tra di loro ed a trattare con i governi per concretizzarne le condizione e garanzie in ogni paese. esse faranno anche tutte le pressioni ed azioni necessarie perche' questa proposta si trasformi rapidamente in realta' per gli emigrati di tutte le nazionalita'.

ma a tal fine occorre anche che le altre forze facciano la loro parte, si pronuncino ed appoggino la proposta sindacale, compiano i passi di loro competenza per realizzarla al piu' presto. tanto piu' durante la campagna per l'elezione del parlamento europeo e subito dopo. queste altre parti, a cui i sindacati e gli emigrati chiedono il massimo contributo unitario, indipendentemente dai loro orientamenti, sono naturalmente: i partiti e i governi dei vari paesi; i candidati e i futuri deputati del parlamento europeo; i parlamenti nazionali: le am

ministrazioni locali dei vari paesi (regionali, provinciali, comunali, ecc.); le stesse associazioni di emigrati ed altre che si sono ripetutamente pronunciate in questo senso, ecc.

ritengo anche che sarebbe ormai necessario che, come hanno fatto i sindacati, anche i partiti e, perche' no, gli stessi governi s'incontrino per elaborare proposte concrete comuni dirette a garantire i diritti degli emigrati, cominciando dalle misure e leggi nazionali da varare, dagliaccordi applicativi da prendere a livello bilaterale, comunitario ed internazionale.
(giuseppe della noce) ((aise))

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale ANSA
di ..... del 31/5/79

inpol
il voto europeo : gli europartiti
(del redattore dell'ansa carlo rebecchi)

(ansa) - roma, 31 mag -una settantina di partiti politici dei nove paesi della comunita' presenteranno oltre vntimila candidati alle elezioni per l'assegnazione dei 41Q seggi di deputato del parlamento europeo. in tale prospettiva si sono formate tre grandi ''famiglie politiche'' (gli ''europartiti'' socialista, democratico cristiano e liberale) che si presentano agli elettori con un programma comune. ma anche altre forze politiche, pur non avendo elaborato programmi transnazionali, hanno in comune riferimenti ideologici o comportamenti: sono i partiti comunisti, i partiti conservatori, i partiti che oggi fanno parte del gruppo gollista (francesi, irlandesie danesi), i partiti di estrema sinistra e di estrema destra, i movimenti ecologici. (segue)

(ansa) - roma, 31 mag - il partito popolare europeo (ppe) democratico cristiano e' stato creato, proprio in vista - dell'elezione a suffragio universale del parlamento europeo, nel 1976.

ne fanno parte tredici partiti appartenenti a sette paesi della comunita' (esclusi, cioe' danimarca e gran bretagna):

democrazia cristiana (dc) e sudtiroler volkspartei (svp) per l'italia; union centriste des democrates de progres (ucdp) e centre des democrates sociaux (cds) per la francia; christilich-demokratische union (cdu) e christilich soziale union (csu) per la germania federale; christilijke volkpartij (cvp) e parti social chretien (psc) per il belgio); antirevolutionaire partij (ar), christelijk historiske unie (chu) e katholieke volkspartij (kvp) per l'olanda; parti chretien social (pcs) per il lussemburgo; fine gael party (fg) per l'irlanda.

lo statuto del ''ppe'' stabilisce che ''i partiti e i gruppi membri conservano la propria denominazione, la propria identita' e la propria liberta' d'azione nell'ambito della loro responsabilita' nazionale''. l'obiettivo del ''ppe'' e' una ''federazione europea''; ''l'europa rimarra' incompiuta - afferma tra l'altro il programma del ppe - fino a quando non disporra', nell'ambito dell'alleanza atlantica, di una politica comune di difesa''. (segue)

h 1Q22 re/bra

(ansa) - roma, [illegible]
di collegamento'' gia' tra i partiti dei sei paesi aderenti alla ceca fin dal 1957. dal 1974 esiste l'unione dei partiti socialisti delle comunita' europea.

ne fanno parte dieci partiti di tutti i nove paesi della cee: partito socialista italiano (psi) e partito socialdemocratico italiano (psdi); sozialdemokratische partei deutschlands (spd-germania); parti socialiste (psf-francia); socialistisk folkeparti (sf-danimarca); parti socialiste belge e belgische socialistische partij (psb e bsp-belgio); parti ouvrier socialiste luxembourgeois (psl-lussemburgo); labour party (lab-gran bretagna); partij van de arbeid (pvda-olanda).

lo statuto dell'unione stabilisce che ''il congresso puo', facendo riferimento ad una proposta votata all'unanimita' dal bureau, adottare una decisione che impegna i partiti affiliati''. l'unione, che ha lanciato un ''appello agli eletori europei'', e' preoccupata in particolare ''dall'incapacita' delle attuali strutture sociali di risolvere il problema della disoccupazione'' e dal continuo aumento del divario tra ricchi e poveri sia nella comunita' che fuori. (segue)

2)

ansa) - roma, 31 mag - la ''federazione dei partiti
iberali e democratici della comunita'' si e' costituita
el 1976, quale concretizzazione di un progetto messo allo
studio dall'internazionale liberale tre anni prima.
ne fanno parte undici partiti, appartenenti a sei
paesi della comunita': partito liberale italiano (pli) e
partito repubblicano italiano (pri), italia; liberal
party (lib), gran bretagna; freie demokratische parti (fdp),
repubblica federale tedesca; front democratique des franco-
phones-rassemblement wallon (fdf-rw), partij voor vrijheid en
vooruitgang (pvv) e parti de la libete et du progres (plp),
belgio; republicains independants (ri) e mouvement des
radicaux de gauche (rg), francia; parti democratique (pd),
lussemburgo; volkpartij voor vrijheid en democratie (vvd),
olanda.
lo statuto della ''federazione'' precisa che essa ha per
scopo ''la ricerca di una posizione unica'' tra i partiti aderenti
e che il congresso ''formula raccomandazioni per il gruppo
liberale del parlamento europeo''. nel programma elettorale
si lege tra l'altro che il nuovo parlamento ''dovra' sforzarsi
di ristrutturare le costituzioni europee per renderle piu'
efficienti e per consentire un modo di governo piu' aperto''
e dovra' ''vegliare alla tutela dei diritti e delle liberta' in-
dividuali e collettivi contro i pericoli che potrebbe comportare
per tali diritti un governo a livello europeo''. (segue)

(ansa) - roma, 31 mag - i partiti comunisti, le cui rappresen-
tative piu' forti saranno quelle italiana e francese, costi-
tuiranno al parlamento europeo un unico gruppo transnazionale,
ma non hanno un programma comune.
formeranno probabilmente due gruppi distinti i partiti
conservatori e il partito gollista e i suoi affiliati, anche se
partiti di queste due aree hanno creato nell'aprile dello scorso
anno una ''unione democratica europea'' (di centro-destra) che
ha tentato, senza successo, un acordo con il partito popolare
europeo (ppe).
agli inizi del 1978 tre partiti di estrema destra (pfn
francese, msi italiano e furza nueva spagnola) hanno dato vita
all'eurodestra. fino a quando anche la spagna non fara' parte
della cee, l'eurodestra potra' pero' difficilmente sperare,
salvo capovolgimenti di tendenza per ora non previsti dai
sondaggi, di poter costituire un proprio gruppo a strasburgo.
divisione, infine, tra la ventina di formazioni di estrema
sinistra. approvata nel gennaio scorso una piattaforma comune
in cui si sottolinea che ''l'accelerazione della
costituzione europea rappresenta uno strumento per le
grandi imprese multinazionali'', si sono divise mezzi di lotta:
''il sinn fein'' irlandes ha chiesto per esempio il boicottaggio
delle elezioni, i danesi il ritiro del loro paese dalla
comunita'. belgi, francesi e italiani hanno deciso invece
di partecipare alla campagna elettorale.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale AISE

di ..... del 31/5/79

X

a.i.s.e. - numerosi incontri acli all'estero sulle elezioni
- - - - - europee

roma (aise) - una serie di intensi appuntamenti hanno caratterizzato la attivita' delle acli all'estero nel periodo compreso tra aprile e maggio. tra questi spiccano quelli del 19 maggio in olanda in cui si e' tenuto un convegno delle acli del luogo presso almuto e in cui, avvalendosi della presenza del vice presidente del patronato acli, e' stato discusso il tema ''per una coscienza elettorale a livello europeo''; e la creazione di comitati coordinati tra i quattro patronati sindacali (acli, inas, ital, inca) al fine di assicurare una migliore tutela per i lavoratori italiani in particolare la soluzione dei problemi che interessano i lavratori emigrati. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 31/5/79

va.i.s.e. - si fara' nel maggio 1980 la conferenza internazionale dei ministri dell'emigrazione.

roma (aise) - e' rientrata ieri a roma da strasburgo, dove aveva preso parte ad una riunione preparatoria della conferenza internazionale dei ministri dell'emigrazione, la delegazione italiana capeggiata dal ministro giovanni migliolo, direttore generale dell'emigrazione del ministero degli affari esteri. nel corso della riunione di strasburgo sono stati definiti la data, indicativamente maggio 1980, ed i temi della conferenza che, in linea di massima saranno due. il primo vertera' sull'integrazione dei lavoratori migranti e delle loro famiglie nei paesi di accoglienza. questo problema sara' tuttavia trattato a duelivelli, uno relativo alla promozione sociale e professionale dei lavoratori migranti, l'altro relativo ai problemi della seconda generazione. il secondo tema, indicato in linea di massima a strasburgo, riguarda la cooperazione tra paesi di origine e paesi di accoglienza. anche in questo caso lo svolgimento avverra' su due piani, il primo dei quali concernera' il mantenimento dei legami culturali con il paese di origine, mentre il secondo sara' invece attinente ai problemi derivanti dal rientro volontario degli emigranti. grande e' stata, naturalmente, la soddisfazione della farnesina per i risultati raggiunti a strasburgo. al ministero degli esteri italiano infatti e' stato ribadito l'apprezzamento per l'opera mediatoria della svezia (stoccolma sara' la sede della conferenza)alla quale ha contribuito in maniera determinante il costante impegno della delegazione italiana. alla conferenza di stoccolma parteciperanno i 21 ministri dell'emigrazione dei paesi aderenti al consiglio d'europa, patrocinatore della manifestazione, piu', in veste di osservatori, la delegazioni della cee, dell'ocse, dell'ilo e dell'efta. e' stata infine prevista la possibilita' di invitare, sempre in veste di osservatori, altri paesi fra quelli interessati dal fenomeno dell'emigrazione. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNALE

di ..... del 31/7/79 - 23

Pescatori in guerra

Caro direttore,

la cattura di navi da pesca italiane da parte di motovedette libiche, tunisine e jugoslave non fa più notizia. E già da tempo. Gl'italiani hanno capito che le competenti autorità non possono fare altro che presentare proteste, definite «ferme» o «vibrate» o «energiche», le quali però lasciano il tempo che trovano: il tempo della rinuncia, della rassegnazione e della paura.

Se qualche anno fa, motovedette della Spagna franchista o della Grecia dei colonnelli avessero catturato motopescherecci italiani al largo delle Baleari o nel canale di Otranto, avremmo visto scendere nelle piazze e nelle strade d'Italia le «masse lavoratrici» agli ordini dei tre marescialli sindacali attorniati da onorevoli, da sindaci con sciarpa tricolore e da uomini della cultura, tutti al grido di «vendetta, tremenda vendetta».

Ma siccome le motovedette che si dedicano all'arrembaggio dei nostri pescherecci appartengono alla Marina del democratico maresciallo Broz Tito, alla Marina del non meno democratico colonnello Muhammad Al-Gheddafi e a quella del democraticissimo, intramontabile presidente Habib Bourghiba, niente cortei di protesta, niente raduni oceanici a Piazza del Duomo o a San Giovanni, niente richiamo di ambasciatori, niente ricorsi all'Onu, niente boicottaggio di merci.

Non sono così ingenuo da sperare che i variegati futuri governi della nostra Repubblica cambieranno l'attuale stato di cose, ma mi auguro che di fronte alla conclamata urgente necessità di controllare la spesa pubblica, qualche uomo politico abbia il buon senso e il coraggio di proporre al Parlamento se non l'abolizione, almeno il radicale ridimensionamento di alcuni ministeri che, alla prova dei fatti, si rivelano tanto inutili quanto costosi e che io non nomino per carità di Paese.

Fernando Scorretti
Roma

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ital

del 31/10/79

LIBIA - TUNISIA / DURE DICHIARAZIONI DI ACCAME SUI NUOVI SEQUESTRI DI PESCHERECCI SICILIANI E LE CONDANNE DI LORO COMANDANTI.

Roma, 31 (ital) - La condanna a due anni di reclusione a Giuseppe Foggia, comandante del peschereccio "Prudentia", bloccato dai libici nelle loro acque territoriali il 23 marzo scorso e la recente cattura di un nuovo peschereccio nelle acuqe tunisine a 72 ore di distanza dai colloqui a Tunisi dell'on. Forlani dedicati, in buona parte, alla proroga dell'accordo bilaterale sulla pesca che scade il 18 giugno, ha rilanciato la linea dura verso la Libia e la Tunisia. L'on. Falco Accame, ex presidente della Commissione di difesa della Camera e già alto ufficiale di marina (era contrammiraglio) ha dichiarato all'agenzia ital che "gli episodi di cattura di pescherecci italiani da parte delle autorità tunisine e libiche impognono al governo di adottare formalmente dei drastici provvedimenti per far cessare questi dolorosi episodi". Ma l'on. Accame ha pure chiesto al governo, riferisce l'agenzia ital, di "rivedere il programma delle costruzioni navali della marina militare, orientandosi verso la costruzione di unità minori idonee al pattugliamento che possano assicurare una effettiva presenza e vigilanza italiana sulle acque limitrofe e rinunciando a progetti di grandi navi come l'incrociatore tutto-ponte e la nave da sbarco anfibia, troppo costose, non gestibili e del tutto inutili ai fini prioritari della difesa delle nostre acque e della protezione dei nostri interessi sul mare". Accame è un esperto e la sua annosa battaglia contro l'incrociatore tutto-ponte e la costruzione di unità minori la proseguirà con l'impegno che gli si è conosciuto durante la settima legislatura, se sarà rieletto nel collegio di La Spezia, dove è capolista del p.s.i. (ital)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale ANSA
di ..... del 31/5 / 2 f

esteri
arrestato in belgio ricercato italiano

(ansa-reuter) verviers (belgio), 31 mag - giovanni battista vobbio condannato in italia a 10 anni di carcere per rapina a mano armata e' stato arrestato in belgio su richiesta delle autorita' italiane e dell'interpol. lo ha annunciato la polizia belga precisando che vobbio sara' estradato in italia.
h 1928 pg/bm
nnnn

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale ANSA
del 31/5/79

inpol
profughi indocinesi: governo italiano

(ansa) - roma, 31 mag - l'interessamento del governo italiano per il problema dei profughi dall'indocina ha portato ad alcune decisioni concrete, in parte gia' in atto, in parte in via di definizione. il ministro degli esteri forlani, si e' appreso alla farnesina, ha disposto lo stanziamento, sui fondi dello stesso ministero, di 120 milioni da devolvere con effetto immediato all'alto commissariato per i profughi delle nazioni unite quale specifico contributo straordinario per i profughi dal vietnam.

inoltre e' stata acquisita la disponibilita' del ministero del tesoro all'erogazione di un altro contrributo straordinario di 250 milioni di lire per il quale si sta predisponendo il relativo provvedimento legislativo da sottoporre alle camere.

infine e' in fase avanzata lo studio presso il dipartimento della cooperazione allo sviluppo dello stesso ministero degli esteri per lo stanziamento di altri contributi finanziari, per un ammontare complessivo di oltre 300 milioni, da assegnare a vari programmi realizzati da organismi internazionali in favore dei rifugiati dall'indocina. (segue)
h 1418 com-re/gt
nnnn

inpol
profughi indocinesi (2): governo italiano (2)

(ansa) - roma, 31 mag - sul bilancio dello stato, e' stato precisato inoltre alla farnesina, oltre agli impegni suddetti per i contributi allo sforzo in atto in campo internazionale, vengono assunti gli oneri per l'assistenza a quei nuclei familiari profughi dal vietnam che, sul piano di una doverosa solidarieta' umanitaria, sono accolti in italia sia a titolo di ospitalita' temporanea, in attesa dell'avvio verso altri paesi nei quali hanno optato di sistemarsi, come appunto per i naufraghi salvati dalla motonave ''pertusola'', sia per il loro inserimento definitivo nel contesto socio-economico lavorativo italiano.
h 1421 com-re/gt
nnnn

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale IL RESTO DEL CARLINO
del 31/5/79 - 6

LA PRIMA FAMIGLIA DI PROFUGHI VIETNAMITI ACCOLTA NELLE MARCHE

Cin Nguyen con moglie e figli da Hanoi a Piagge nel pesarese

PESARO — Sono arrivati ieri dopo un'odissea di otto mesi ma dopo un «viaggio» iniziato ben più di un anno fa nella provincia di Hanoi; e dopo decine di migliaia di chilometri eccoli dall'altra parte del globo. I coniugi Nguyen con i tre figlioletti (l'ultimo nato al momento della fuga) sono ora in una terra di cui avevano appena sentito parlare, in una casa preparata per loro con tutto il necessario per vivere e con la possibilità di ricominciare un lavoro, grazie alla generosità di un cittadino di Piagge. Ricominciare: in un paesaggio diverso ma sereno, sulle dolci colline dello spartiacque tra le valli del Metauro e del Cesano; ricominciare a capire, ad esprimersi, a comunicare, con gente semplice e cordiale ma che parla veramente un'altra lingua. L'impatto con la nuova realtà è tutto stemperato nella simpatia e nel calore umano degli abitanti di Piagge.

Cin Nguyen (35 anni) e la moglie Li (29) con la primogenita Da (8 anni), il secondogenito Dat (6 anni) e l'ultimo nato Hong (6 mesi), provenienti dal centro profughi di Latina, trascorrono il loro primo giorno a Piagge ancora frastornati da lunghe peripezie ma visibilmente felici di essere finalmente «arrivati» nel posto ove potranno fermarsi.

Il console italiano di Hong Kong, Michelangelo Pisani Massamormile, ha tradotto in una lettera il racconto di Cin Nguyen. «Sono nato a Hung Yen, un villaggio presso Hanoi, il 7 aprile 1943; discendo da una famiglia di origine cinese che emigrò tre generazioni fa dalla provincia del Kwangtung nel Vietnam del Nord...».

Conseguito ad Hanoi il diploma di scuola secondaria, Cin si trova negli anno sessanta impiegato in un cementificio ma lo stipendio è insufficiente e nel 1968, con l'aiuto di un amico, impianta rudimentali macchinari per produrre in casa bottoni e involucri di plastica. Anche Li, sposata il giorno di Natale 1969, discende da una famiglia di origine Cantonese trasferita in Vietnam del Nord; si specializzano a fabbricare bottoni in plastica ma il regime li costringe a consegnare tutta la produzione allo Stato. Durante gli anni di guerra tra i due Vietnam, Cin Nguyen è esentato dal servizio militare essendo di origine cinese, ma quando i rapporti con la Cina si deteriorano (1977), si vede negare la materia prima per il suo lavoro; vogliono costringerlo ad andare in una delle «nuove zone economiche» che consistono in lontani e incolti terreni, senza nemmeno gli attrezzi per lavorare. «Mi trovai quindi disoccupato e dall'inizio del 1978, per acquistare al mercato nero qualche pugno di riso, fui costretto a vendere gli oggetti di casa».

Nasce la decisione di lasciare il Vietnam. D'accordo con altre tre famiglie, una delle quali possiede una barca da pesca, il 10 novembre 1978 partono da Haiphong.

«Siamo in tutto 24 persone tra le quali l'ultimo dei miei figli nato da appena un mese. Durante la traversata, durata 55 giorni, la nostra barca e un'altra alla quale ci eravamo affiancati, raccolgono altri connazionali che stavano per naufragare. Arriviamo così in 55. Il giorno di Natale siamo in vista di Macao ma le autorità non ci consentono lo sbarco; il giorno dopo siamo nelle acque di Hong Kong. Attendiamo a bordo per 4 giorni, poi finalmente a terra, prima in un capannone, successivamente nella «Victoria Prison», e dopo due mesi al campo profughi di Shamshuipo».

Ed è stato lì che il console italiano, ascoltato il suo racconto, ha dato a Cin Nguyen la buona notizia. «Sono felice — ha subito esclamato — di andare in Italia. Ho sentito parlare del vostro Paese. Quando mi interessavo di sport (nel cementificio di Hanoi curava la squadra di pallacanestro) sapevo delle affermazioni sportive italiane. Sono grato a chi mi offre ospitalità e fiducioso di rifarmi una vita».

Sauro Brigidi

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO

di ..... del 31/5/77 -2-

Cento profughi dal Vietnam

ROMA, 2 giugno

Un primo gruppo di profughi vietnamiti assistiti dalla Caritas sta per giungere in Italia. La Caritas ha comunicato di aver finora ricevuto offerte per la sistemazione nel nostro Paese (alloggio e lavoro) di 250 persone.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 3/5/79

a.i.s.e. - nuova sezione filef a montreal

roma (aise) - la presenza della filef in canada si e' arricchita di una nuova sezione. infatti, l'intensa attivita' dell'associazione in quel paese ha destato l'attenzione del ministero per l'immigrazione del quebec che l'ha ritenuta meritevole di essere incrementata ed appoggiata in ogni modo, giungendo con una decisione dello stesso ministero allo stanziamento a favore della filef canadese di una somma di 10.000 dollari, con la quale l'organizzazione diretta da vittorio capparelli ha potuto aprire una nuova filiale a montreal. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 31/5/71

inchiesta
uccisione somalo: sabato la salma a mogadiscio

(ansa) - roma, 31 mag - ahamed ali'giama, il giovane somalo ucciso con il fuoco nella notte tra il 21 e il 22 maggio in piazza della pace, sara' riportato in patria sabato pomeriggio con un aereo che atterrera' a mogadiscio. lo ha annunciato all'ansa il console della somalia in roma, precisando che e' giunto l'atteso nulla osta della magistratura e che tutte le altre formalita' per il rimpatrio sono state espletate.

l'ora della partenza del feretro non e' ancora nota. a mogadiscio saranno ad attendere la salma del giovane somalo i parenti ed alcuni amici intimi.
h 1324 red/gm

esteri
somalia convocato ambasciatore italiano da ministro jama barre

(ansa) - mogadiscio, 31 mag - il ministro degli esteri somalo abdurahman jama barre ha auspicato che il governo italiano adotti provvedimenti concreti per proteggere la comunita' somala residente in italia e che le autorita' puniscano gli uccisori del somalo bruciato vivo a roma.

barre ha espresso il suo punto di vista in un incontro con l'ambasciatore d'italia a mogadiscio, salimei, convocato appositamente al ministero degli esteri somallo.

salimei ha espresso al capo della diplomazia somala il profondo cordoglio del governo italiano per la tragica fine del somalo ahmed ali jama ed ha assicurato il ministro che i colpevoli saranno assicurati alla giustizia.

l'ambasciatore italiano ha aggiunto che il governo di roma proteggera' i somali residenti in italia.

jama barre aveva detto all'ambasciatore italiano che il governo di mogadiscio ''deplorava profondamente l'uccisione'' del somalo, avvenuta a roma qualche giorno fa.
h 1135 al/bra
nnnn

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL MATTINO

del 31/5/78 - 13

MANIFESTAZIONE PER IL DISARMO

Arrestati a Varsavia 6 pacifisti radicali

La polizia polacca ha fermato i responsabili italiano, francese e spagnolo

ROMA — Ieri mattina a Varsavia, nel centro della città vecchia, si è svolta una manifestazione ad opera di militanti non violenti di differenti nazionalità. Lo rende noto un comunicato del Partito radicale, precisando che i manifestanti hanno innalzato alcuni lunghi lenzuoli bianchi recanti scritte in inglese ed in polacco: «Il governo polacco deve far passare il treno per il disarmo Bruxelles-Varsavia», «parlare di pace non è reato», «la causa del disarmo unisce i popoli, la Nato e il patto di Varsavia li dividono». Tutti gli striscioni e i cartelli erano firmati «treno per il disarmo Bruxelles-Varsavia».

Secondo quanto detto nel comunicato, alla manifestazione hanno partecipato l'ex segretario nazionale del Pr Alberto Gardin, Marco Sabbia del Pr, D. Mariam dei movimenti pacifisti tedeschi, Anna Alba dei movimenti pacifisti catalani, Alain Sesquet e Catherine Janin, militanti del movimento non violento francese.

La polizia polacca — informa il comunicato del Pri — è subito intervenuta ed ha arrestato i responsabili del coordinamento italiano, francese e spagnolo per il «treno del disarmo»: sei persone tra cui gli italiani Alberto Gardin e Marco Sappia.

Il segretario del Pr, Jean Fabre, appena appresa la notizia, ha dichiarato: «I radicali si battono da 20 anni perchè sia all'Est che all'Ovest si affermi una politica di pace e di disarmo ed è proprio in questo spirito che si muove l'iniziativa del treno. E' grave dover constatare che è proprio un paese che si richiama a valori socialisti a negare la possibilità di realizzare questa iniziativa internazionalista».

Quella che si è svolta ieri a Varsavia è — secondo i radicali — la seconda manifestazione che un gruppo di radicali mette in opera in un paese dell'Est. «La prima si svolse nel 1968 per protestare contro l'invasione di Praga da parte dei carri armati russi — è detto nel comunicato — e fu attuata, all'interno di una serie di azioni di disobbedienza promosse dalla «War resisters international», da Marcello Baraghini, Silvana Leonardi, Antonio Azzolini e Marco Pannella che si recarono a Sofia, capitale della Bulgaria e, prima di essere arrestati, riuscirono ad esporre uno striscione con la scritta «Basta con la guerra del Vietnam, basta con la Nato, basta con l'occupazione della Cecoslovacchia».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale INCONTRI DI BERLINO

del MAGGIO 79

SCANDALO TRA GLI INSEGNANTI

Alcuni insegnanti non di ruolo che prestano servizio nelle scuole per lavoratori e negli istituti italiani di cultura all'estero si sono recati in Italia per controllare all'Inps la loro situazione pensionistica in vista della fine dell'attivita': hanno scoperto che per alcuni di loro il Ministero degli Affari Esteri non paga le quote previdenziali da oltre trent'anni, pur trattenendo gli importi dagli stipendi. Secondo una stima fatta dalla Farnesina le persone interessate sarebbero 700, ma secondo il professor De Lucia dello Snals sono circa 2.000. Per sciogliere gli interrogativi si sta organizzando una serie di indagini a livello sindacale e con il Ministero degli Esteri, del Lavoro e della Pubblica Istruzione.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IN COMUNI-DI-BERLINO

di ..... del MAGGIO 79

PER LA SICUREZZA SUL LAVORO

Il Parlamento europeo deve prendere tempestivamente posizione in merito al grave problema degli infortuni sul lavoro di cui con sempre maggiore frequenza sono vittime gli emigrati. Una risoluzione in questo senso e' stata presentata dalla sen. Vera Squarcialupi (PCI) e da vari parlamentari italiani dei gruppi democristiano, socialista e comunista. Il documento si richiama in particolare all'esplosione avvenuta recentemente in un laminatoio della Germania federale, che ha provocato la morte di 8 lavoratori, 7 dei quali italiani. La risoluzione sottolinea come siano gli emigrati, piu' degli altri, a pagare con la loro vita i rischi e le negligenze che assicurano ai datori di lavoro il massimo profitto.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale INCONTRI - DI - BELLINO

di ..... del MAGGIO 74

Foschi latitante

Ricordiamo tutti la solennita' con cui, circa tre anni fa, fu salutato a Roma l'inizio della gestione Foschi all'Ufficio per l'Emigrazione, cosi' come l'accoglienza riservata dagli italiani in Germania, in Svizzera ed in altri paesi al nuovo Sottosegretario agli Esteri. Ricordiamo anche gli interminabili discorsi ufficiali, ricchi di buoni propositi, e i dibattiti all'insegna dell'ascolto e della collaborazione aperta. Quanto spazio „Incontri" ha dedicato allora a quelle cose! Ebbene, il mese scorso l'on. Foschi ha lasciato l'incarico quasi senza che gli italiani all'estero se ne accorgessero... perche' dalla Farnesina nessuno si e' preoccupato di farglielo sapere.

Con cio' il sottosegretario in questione crederebbe forse di aver meritato l'epigrafe: „il commiato modesto di una persona modesta". Ma si sbaglia. Questo genere di commiati, a cui tra l'altro ci siamo abituati, puzza di opportunismo. Se infatti, scaduto il mandato, ne' Foschi ne' il suo Ufficio politico hanno sentito il dovere di congedarsi dagli emigrati, cio' significa che gli emigrati erano stati per lui non un partner reale, ma un elemento cerimoniale, un'occasione di carriera politica. Per congedo non intendiamo ovviamente due parole di saluto („mi ha fatto piacere lavorare per voi: mi avete insegnato molte cose e non vi dimentichero' mai"), che probabilmente avra' pronunciato, ma un bilancio documentato di tre anni di amministrazione al Ministero degli Esteri: in modo che gli emigrati siano posti nella condizione di valutare, di prendere atto di quanto e' stato realizzato e di cio' che ancora va sollecitato. E invece nulla di tutto questo!

Alla Farnesina l'on. Foschi e' stato sostituito dall'on. Giorgio Santuz, friulano, DC. Di Santuz, che e' gia' in giro per il mondo, non riportiamo qui discorsi di saluto ne' promesse di alcun genere. Parleremo di lui solo quando ci dimostrera' con i fatti di voler instaurare con gli emigrati un rapporto responsabile. E questo non perche' ce l'abbiamo con Santuz (che conosciamo appena!), ma soltanto per far tesoro della lezione Foschi. Tre anni finiti nella latitanza sono tanti, anche per l'emigrazione.

inc

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Emigraz. Filef mens.

di ..... del maggio 79

FATTI E COMMENTI

Emigrazione, consulte, Regioni
La riunione della commissione della Filef

Ampia e significativa partecipazione ad una riunione che ha fatto il punto sull'attività delle Consulte e sull'azione della Filef.

Si è riunita il 20 aprile la Commissione della Filef per i problemi delle Consulte regionali dell'emigrazione e delle Regioni. È stato elaborato un programma di interventi che in primo luogo si riferisce ai reinserimenti dei lavoratori emigrati che rientrano in attività produttive e ai provvedimenti scolastici per i loro figli. La Filef conferma il proprio orientamento verso misure che pongano gli emigrati in condizione di parità con tutti i lavoratori e i cittadini, permettendo loro di avere accesso ai provvedimenti di carattere generale, passato il periodo dei primi interventi di maggiore immediatezza. L'azione della Filef e dei suoi rappresentanti nelle Consulte dovrà avere un carattere diffuso, in ogni Comune, e in ogni zona.

La riunione ha precisato che i rientri pongono in ogni regione problemi analoghi di tutela e di reinserimento, che ciascuna Regione affronta tuttavia tenendo conto delle proprie particolarità come è stato deciso a Senigallia, e senza appiattire l'iniziativa.

Per approfondire l'esame di specifiche questioni, la riunione ha deciso di affidare a tre gruppi l'esame di altrettante questioni: la funzione delle Consulte e delle Regioni in rapporto alla Cee, gli interventi scolastici tendenti a estendere l'esperienza dell'Umbria e del Lazio (Convegno di Matigge di Trevi), il piano triennale e i problemi dell'emigrazione.

La prossima riunione della Commissione sarà dedicata alle inziative a carattere nazionale già annunciate dalla Filef (Mezzogiorno, occupazione, rientri, scuola, formazione professionale, frontalieri).

Nell'ampia discussione, aperta da una relazione di Grazzani, sono intervenuti Usai, consigliere regionale sardo, Amadeo, della Filef ligure, Vacca, della Filef del Lazio, Spaziani, assessore del Lazio, Clemente, consigliere regionale in Puglia, Olla, presidente della Consulta toscana, Manieri, della Consulta della Basilicata, Caratozzolo, della Consulta dell'Umbria, Calvanese, della Filef della Campania. Ha concluso i lavori Gaetano Volpe. Tra i presenti anche l'on. Cianca, Boiardi, Bigiaretti, Gentili e Marracino della Regione Lazio, Tortorici, responsabile della Usef-Filef in Sicilia.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Emigrazione Fibl mens N. 5

di ..... del maggio 79

La fine del Comitato consolare di Monaco di Baviera

Monaco. Sabato 24 marzo 1979 all'Istituto Italiano di Cultura era stata convocata l'assemblea del Comitato Consolare di Coordinamento, che doveva approvare il bilancio consuntivo 1978 e procedere al rinnovo delle cariche sociali.

Nel Comitato Consolare di Monaco di Baviera già dall'estate scorsa era iniziata una lunga crisi, mai risolta. Due consiglieri, rappresentanti delle parti sociali, nel corso della gestione avevano già dato le loro dimissioni, non vedendo alcuna possibilità di svolgere il proprio mandato in modo corrispondente alle aspettative dell'Assemblea. Tra l'altro, nella lettera di dimissioni si dichiarava che si era "potuto verificare, nel periodo in cui avevano ricoperto l'incarico di consiglieri, l'inutilità politica di un comitato ormai ridottosi a semplice elargitore di contributi, dove inoltre tutto era pesantemente condizionato dal Consolato, che non si limitava a svolgere funzioni di controllo di legittimità sulle decisioni ma entrava nel merito delle stesse". Si era poi constatata la non disponibilità a precisare ruolo e funzioni del Comitato stesso, fino ad arrivare alla conclusione più allarmante che "una politica per l'emigrazione e dell'emigrazione in Baviera non c'è stata".

All'assemblea di marzo si è arrivati con una situazione sensibilmente peggiorata: le parti sociali, senza che fossero chiariti i compiti e le funzioni del Comitato e senza una sincera apertura al dialogo da parte del Consolato, non erano disponibili ad assumersi responsabilità di gestione, che di fatto avrebbero finito soltanto per dare una copertura democratica alle decisioni consolari. Il Consiglio uscente non era disponibile a rimanere in carica, ed il Console ministro dott. Rossi voleva costringerlo, contro la precisa ed espressa volontà dei consiglieri, a proseguire nella gestione. Inoltre da parte del Console non si è stati in grado neanche di indicare il nominativo del presidente, in quanto coloro che erano stati in qualche modo interpellati avevano rifiutato, non vedendo le premesse per un costruttivo lavoro.

Durante i lavori dell'assemblea da parte del Console non si è accettato neppure che si facesse la pur minima critica da parte dell'Assemblea stessa all'operato del Consolato: dinanzi ad una mozione, per altro moderata, che si riproponeva di attutire i contrasti e parlava di "insufficiente" disponibilità al dialogo da parte del Consolato, il Console ha preferito abbandonare la seduta in segno di protesta. Precedentemente i lavori erano stati appesantiti da una lunga discussione nella quale il Console aveva creduto necessario replicare ad ogni intervento; né aveva accettato che si votasse su una mozione presentata dal Comitato d'Intesa, e che aveva raccolto vasti consensi da parte dei membri dell'Assemblea, con la quale si proponeva l'elezione di una commissione col compito di ristabilire il dialogo e di prendere i necessari contatti per superare la crisi.

Le componenti sociali dell'emigrazione non sono disponibili a svilire la loro capacità di iniziativa e a falsare i propri giudizi, fino al punto di affermare che è stata politicamente corretta ed impeccabile l'opera di una gestione consolare che ha portato alla distruzione di un comitato fino a qualche anno fa citato come modello di collaborazione ed intesa. Esse non si possono assumere alcuna responsabilità del fatto che ora a Monaco non esista più di fatto il Comitato Consolare.

Quello che ci allarma è che esista ancora chi è disposto, come ha fatto il corrispondente della redazione italiana della "Bayerischer Rundfunk", a dimenticare tutta la sofferta storia degli ultimi mesi e condivide l'opinione che l'autorità è sacra e non può mai sbagliare ... semmai possono sbagliare gli emigranti!

(da "Incontri" n. 4/79)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Emigrazione Parlamento N.5

del maggio 79

La pensione sociale deve essere finalmente accettata dal governo italiano

Previsto un meccanismo di controllo delle condizioni economiche dei pensionati e pensionanti da parte delle autorità argentine.

Si è recata in Argentina a fine marzo una qualificata delegazione per i problemi previdenziali presieduta dal vicedirettore generale dell'emigrazione, ministro Angeletti. In occasione degli incontri avuti da tale delegazione e in vista del più volte rinviato Convegno dell'Emigrazione Italiana nell'America Latina, si è riproposto il tema della pensione sociale, come istanza espressa dalla base dei lavoratori italiani in Argentina fin dalle Assemblee dell'Emigrazione del '73 e portata avanti coerentemente dal Patronato Inca-Cgil.

Nella problematica dell'emigrazione, la rivendicazione del diritto alla pensione sociale non rappresenta soltanto una doverosa risposta alle esigenze di tanti anziani connazionali all'estero, ma anche e soprattutto un punto qualificante nell'attuazione degli impegni assunti dalla Conferenza Nazionale dell'Emigrazione.

La pensione sociale configura il nodo più evidente di contraddizione tra il legislatore e i diritti costituzionali di chi si è visto costretto a cercar lavoro all'estero, perché nessuna questione di principio può suffragare una discriminazione tra lavoratori residenti in territorio italiano e lavoratori all'estero. Non si può parlare, infatti, di esigenze di tutela dei lavoratori rimasti in patria, dato che il meccanismo della pensione sociale non la fa pesare altro che simbolicamente sul fondo pensioni dell'Inps; né si può argomentare sulla disparità di diritti acquisiti, se si considera che ogni anziano connazionale residente in un Paese come l'Argentina si trova negli ultimi anni della sua vita nell'identica situazione di chi, in patria, non abbia maturato il diritto ad altra prestazione pensionistica.

Sull'inammissibilità di discriminazioni quale questa del diritto alla pensione sociale ebbero a pronunciarsi esponenti politici tra i quali l'On. Moro in sede di Conferenza Nazionale dell'Emigrazione e l'On. Andreotti, in occasione di una sua visita in Argentina.

Quanto agli aspetti tecnici, si è avanzata la difficoltà di effettuare un controllo sui minimi impositivi di legge richiesti a coloro che fanno domanda per avere la pensione sociale. Ma proprio dalla visita della delegazione guidata dal ministro Angeletti potrebbe essere scaturito lo strumento per far fronte a queste difficoltà, in quanto il progetto di nuova Convenzione italo-argentina in materia previdenziale prevede a grandi linee un meccanismo di controllo e segnalazione in Italia delle condizioni economiche dei pensionati e pensionandi da parte della autorità argentine.

Infine, vale la pena di chiarire due punti che definiscono la questione della pensione sociale come esigenza particolarmente sentita dall'emigrazione italiana dell'America Latina: il primo, che nessun'altra forma analoga di previdenza sociale esiste in Argentina e nella gran parte dei paesi latinoamericani; il secondo, che tale situazione di mancanza di previdenza per il lavoratore italiano è limitata quasi esclusivamente al contesto di questo continente. È proprio sulla base di tali rilievi che le Associazioni nazionali hanno osservato che a beneficiare di un'estensione all'estero della pensione sociale sarebbero, all'atto pratico, quasi soltanto i lavoratori italiani residenti nei paesi dell'America Latina, dato che in altri paesi d'immigrazione italiana esistono altri strumenti locali di previdenza per i quali i lavoratori attendibilmente continuerebbero ad optare.

Il tema della pensione sociale — e più avanti si potrà parlare anche della pensione per gli invalidi civili — va visto dunque come punto essenziale di una politica dell'emigrazione aperta alle reali esigenze delle collettività italiane in America Latina. Una previsione dell'onere finanziario che l'estensione della pensione sociale potrà comportare non è certo tale da procrastinare una discriminazione: la percentuale di lavoratori italiani in Argentina (vale a dire, di gran lunga i più numerosi) che aspirano alla pensione sociale non va infatti al di là del 10% delle pratiche assistenziali globali: a un livello ipotetico massimo, quindi, sù meno di centocinquantamila pensioni definite, non arriverebbero a ventimila le pensioni sociali in Argentina, e a poche decine di migliaia in tutto il mondo.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale Emigraz. - Filef men. n.5
di ..... del maggio 79

Nel Baden la scuola sforna manovali

Gli insegnanti vogliono lavorare con coscienza e risolvere i problemi più gravi. Mancano i mezzi e una vera direzione didattica. I punti rivendicativi.

La situazione scolastica nel Süd Baden è precaria e sotto certi punti di vista disastrosa. Ogni anno centinaia di alunni stranieri vengono sfornati dalla scuola tedesca senza aver raggiunto un titolo di studio (Abschlußzeugnis) che permetta loro di inserirsi decentemente nel mercato del lavoro tedesco. La maggior parte di questi alunni sono pronti per la manovalanza generica, soprattutto gli alunni che provengono dalla "Sonderschule".

Questo è il fallimento di una politica dell'emigrazione portata avanti dalle autorità tedesche e scarsamente stimolata dalle autorità italiane.

Dall'altra parte vi è lo scoglio del mancato bilinguismo, del non rispetto da parte delle autorità tedesche della lingua e della cultura italiana, i cui corsi sono considerati come qualcosa di irrilevante e di scarso peso. Gli orari dei corsi non sono per niente inseriti nell'orario scolastico tedesco, fattore di notevoli disagi per molti insegnanti, costretti a tenere per quattro ore al pomeriggio bambini che hanno già dovuto sorbire nella mattinata cinque ore di scuola tedesca. La non obbligatorietà dei corsi costringe molti insegnanti a perdere gran parte del proprio tempo per garantire la frequenza ai corsi. La non integrazione degli insegnanti italiani nel collegio dei docenti della scuola tedesca, separa nettamente le due istituzioni a svantaggio degli alunni.

La mancanza di assistenti sociali e di esperti in psicologia non ci permette di svolgere un lavoro qualificato e di poter usufruire di personale qualificato. L'assurdo orario e l'alto numero di alunni coi quali dobbiamo lavorare (in una inchiesta della Pedagogische Hochschule gli insegnanti stranieri hanno da un minimo di 51 alunni a un massimo di 204) non ci permette, neanche col massimo sforzo, di svolgere un buon lavoro.

La direzione didattica dovrebbe svolgere realmente il lavoro di una direzione didattica e non soltanto di una direzione burocratica. È necessario rivalutare questo ruolo dandone gli strumenti adatti.

Per poter valorizzare il lavoro scolastico è necessario valorizzare, dare dignità anche ai lavoratori della scuola. Il ruolo a tutti gli insegnanti all'estero è la prima rivendicazione che bisogna portare avanti. Sappiamo con quale facilità gli insegnanti in Italia sono entrati in ruolo, mentre insegnanti che qui operano da più di dieci anni sono sempre dei precari. Noi rifiuteremo comunque offerte come per esempio il decreto legge n. 61, che faceva entrare in ruolo soltanto alcuni insegnanti, dando loro stipendi esorbitanti e lasciando la maggior parte degli altri insegnanti nel precariato.

Alcuni insegnanti, che appoggiavano questo decreto legge, (quelli che sarebbero entrati in ruolo), giustificavano il loro atteggiamento, spiegando che altri, oltre a loro, potrebbero essere un giorno fortunati, senza spiegare che, quelli che non sarebbero entrati in ruolo (la maggior parte), non ne avrebbero più avuta la possibilità in quanto le future assunzioni sarebbero avvenute in Italia, privando del posto di lavoro i precari locali.

I nostri *stipendi* sono sempre bloccati dal '74. Da allora la nostra paga è diminuita non soltanto relativamente (aumento del costo della vita), ma anche realmente (aumento dei costi delle assicurazioni sociali). L'orario è anche aumentato di un'ora.

I *viaggi* è ormai da molto tempo che non vengono più rimborsati, anche se siamo costretti a raggiungere corsi notevolmente distanti e a trasportare libri e altro materiale didattico.

Soltanto con la denuncia sappiamo che non riusciremo mai a risolvere niente. È necessaria l'azione e il lavoro in commissioni sui diversi problemi.

Le nostre rivendicazioni sono le seguenti:
— obbligatorietà della frequenza dei corsi (eventuali dispense da parte dell'insegnante italiano);
— formazione di una commissione mista che elabori per i vari "Schulämter" programmi e proposte per un inserimento maggiore dei corsi italiani nell'orario scolastico tedesco;
— inserimento dell'insegnante italiano con diritto di voto nel collegio dei docenti nella scuola dove ha il maggior numero di corsi;
— richiesta di un assistente sociale o psicologo a tempo pieno per ogni gruppo di cinque corsi per assistere l'insegnante italiano in collaborazione dell'insegnante tedesco (a questo proposito ho già fatto una dettagliata richiesta per i miei corsi all' "Oberschulamt" di Freiburg);
— rimborso del pagamento di tutti i doposcuola in tedesco e finanziamenti per tutte le nuove richieste (come ha fatto lo Schulamt di Offenburg) per risolvere il blocco delle assunzioni da parte del Mae;
— formazioni di commissioni miste sulla "Sonderschule" fatta da *esperti* e non solo da insegnanti;
— richiesta di una commissione mista per rifare l'Erlass per gli scolari stranieri e una commissione permanente per i problemi dei bambini stranieri;
— richiesta che gli insegnanti stranieri possano richiedere alla scuola tedesca tutto il materiale occorrente senza dover sottostare agli umori dei direttori e dei bidelli;
— maggior coordinamento delle attività didattiche e organizzative degli insegnanti nel rispetto delle singole opinioni;
— dare più potere al comitato dei docenti ed elaborare zona per zona, con l'accordo dei docenti, piani per una migliore sistemazione dei corsi tendente ad un accentramento degli alunni per formare monoclassi;
— un impiegato della direzione didattica dovrebbe stare a disposizione degli insegnanti per loro questioni organizzative;
— riduzione dell'orario al comitato docenti per permettere loro di svolgere quello che la legge prevede;
— riduzione dell'orario agli insegnanti coordinatori di zona che realmente svolgono un lavoro di coordinamento (lavoro spesso più pesante dell'insegnamento stesso);
— uscire dalla neutralità e portare finalmente avanti i problemi della scuola in modo più incisivo e concreto nei confronti delle autorità tedesche e italiane;
— maggior rispetto delle richieste dei sindacati dopo gli ultimi rifiuti di parlare sui problemi della commissione per i colloqui e di un rifiuto di una lettera sullo stesso problema, richieste dirottate alla direzione didattica non competente per le nomine.

Roberto Liuzzi

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Suppl. Emig. mens. K3

di ..... del maggio 79

UN COMPITO DEL NUOVO PARLAMENTO

Parità per tutti i lavoratori immigrati nei Paesi della CEE

Nei giorni 21 e 22 aprile, in una delle sale del Palazzo dei congressi della Rai di Amsterdam, si è tenuto un importante incontro fra organizzazioni di lavoratori immigrati nei paesi della Comunità europea, organizzato dal Kman.

Vi hanno partecipato Associazioni nazionali di lavoratori immigrati ed istituti di patronato dell'Olanda, Belgio, Francia, Germania, Regno Unito e Italia: le organizzazioni nazionali hanno concordato fra loro e hanno presentato al Convegno delle relazioni elaborate in comune sulla situazione degli immigrati in ogni singolo paese, e sulle rivendicazioni da loro poste nella prospettiva della elezione del nuovo Parlamento europeo. Partendo da queste singole piattaforme, un'apposita commissione ha elaborato il progetto di una "Carta" rivendicativa, con le richieste in campo sociale e culturale dei lavoratori migranti, che sarà portata e approvata nel Festival che si terrà a Strasburgo il 3-4 giugno prossimo.

La Filef ha partecipato all'incontro con una rappresentanza nazionale olandese e una rappresentanza della Presidenza centrale; diamo qui di seguito alcuni stralci della comunicazione presentata al Convegno da Paolo Cinanni.

"Portando ai delegati presenti il saluto più fraterno della Federazione italiana lavoratori emigrati e famiglie — inizia Cinanni —, desidero rilevare anzitutto il particolare interesse della Filef per la rivendicazione principale di questa assemblea: una "Carta" dei diritti per i lavoratori migranti. Sin dal 1973, la Filef ha presentato al Parlamento europeo un'articolata proposta di Statuto internazionale che pone tutti i lavoratori sullo stesso piano, col superamento, quindi, di ogni differenziazione di trattamento fra lavoratori nazionali e "comunitari", e fra lavoratori "comunitari" ed "extra-comunitari".

L'articolo 48 del Trattato della Cee proclama solennemente la "libera circolazione dei lavoratori all'interno della Comunità", precisando che "essa implica l'abolizione di qualsiasi discriminazione", fondata sulla nazionalità, tra i lavoratori degli Stati membri, per quanto riguarda l'impiego, la retribuzione e le altre condizioni di lavoro.

In verità, non avendo approfondito e definito meglio il concetto di "retribuzione", che deve comprendere ogni componente del "costo" della forza-lavoro — e cioè, le spese di formazione, il salario corrente, e quello "differito" compreso nell'assistenza e previdenza sociale, nella misura medesima riconosciuta alla manodopera locale —, la cosiddetta "libera circolazione" si è trasformata — per la differenza di "costo" che rimane — in un trasferimento di ricchezza, dai paesi d'emigrazione ai paesi d'immigrazione, per il valore che rappresenta in sé la manodopera già formata.

Lo stesso principio di "libera circolazione" che dovrebbe intendersi come un postulato generale di non-discriminazione, si trasforma poi nell'opposto quando si introduce il concetto della "priorità", nazionale o comunitaria, in questo o quel campo, dividendo così i lavoratori in "nazionali", "comunitari" e appartenenti a "paesi terzi"; così come altre norme del Regolamento li dividono in "permanenti", "annuali", "stagionali" o "frontalieri", spezzando l'unitarietà del mercato del lavoro, e riconoscendo trattamenti diversi per la stessa prestazione, sulla base del contratto di ciascuno e secondo una classificazione che tiene conto soprattutto degli interessi dell'economia che trae i vantaggi della prestazione, e per nulla affatto dei bisogni o degli stessi diritti dei prestatori d'opera.

È già stato, pertanto, rilevato anche in documenti ufficiali della stessa Commissione delle Comunità Euro-

pee, che "malgrado" i principi proclamati dal Trattato e i riconoscimenti della stessa regolamentazione comunitaria, "esistono ancora delle differenze di trattamento tra lavoratori nazionali ed emigrati dagli Stati membri": tali differenze sono, nei fatti, molto più numerose e gravi di quelle che tale documento ricorda a riguardo degli aspetti giuridici; ma soffermiamoci pure su questo solo aspetto, essendo esso il tema di questa nostra comunicazione.

Il fatto di libera circolazione, lo stesso articolo 48 del Trattato ne limita l'esercizio del diritto con i "motivi di ordine pubblico, pubblica sicurezza e sanità pubblica", senza neppure definire le nozioni d'ordine pubblico e di sicurezza pubblica, in nome delle quali possono pertanto perpetrarsi, come nei fatti si perpetrano, i più diversi arbitri e casi odiosi di intimidazione e discriminazione.

In merito all'accesso ai posti di lavoro, sempre l'articolo 48 esclude espressamente gli "impieghi nella pubblica amministrazione" senza fare distinzione fra posti direttivi e subordinati; l'articolo 8 del Regolamento n° 1612/68, pur riconoscendo l'uguaglianza di trattamento nell'esercizio dei diritti sindacali precisa, inoltre, che i lavoratori comunitari immigrati "*possono* essere esclusi dalla partecipazione alla gestione di organismi di diritto pubblico e dall'esercizio di una funzione di diritto pubblico" anche quando tale gestione riguarda dei loro interessi personali. Nei fatti, poi, tale "possibilità" di essere esclusi diventa in generale la regola senza eccezioni.

Parimenti, l'articolo 7 del Regolamento n° 1612/68 limita la stessa uguaglianza di trattamento ai soli lavoratori comunitari immigrati che sono direttamente legati all'attività produttiva, escludendone, quindi i membri delle loro famiglie: capita, quindi, che certi vantaggi sociali riferentisi alla situazione familiare del lavoratore, i quali non siano compresi nei regolamenti della sicurezza sociale, vengono di fatto negati ai familiari dei lavoratori comunitari immigrati.

Ciò avviene senz'altro in violazione del concetto che comprende nella remunerazione del lavoro le spese per la riproduzione della stessa forza-lavoro attraverso la famiglia del lavoratore medesimo; e senza la considerazione di fondo che nel sistema di produzione moderno, il singolo lavoratore, e quindi anche l'immigrato, oltre a fornire il suo personale lavoro e plusla..ro, concorre con gli altri lavoratori all'incremento della *produttività sociale* dell'impresa e dello stesso sistema, per cui acquista con ciò il diritto agli stessi vantaggi sociali, che l'aumento della produttività sociale consente ed assicura ai lavoratori di quel determinato sistema produttivo.

In verità, il Regolamento n° 1612/68 si limita a disciplinare soltanto le misure necessarie per realizzare la "libera circolazione" prevista dal Trattato e voluta da chi aveva interesse ad accaparrarsi le forze-lavoro disponibili nell'ambito della Comunità e necessarie all'impiego produttivo dei propri capitali; ma "ignora totalmente tutto ciò che concerne le condizioni di vita del lavoratore e della sua famiglia".(1)

(1) (Cfr. Documento della Commissione delle Comunità europee, SEC [74] 2141/7 del 19/7/1974)

Ma se tale è tuttora la condizione di discriminazione dei lavoratori migranti comunitari, che in quanto cittadini di Stati membri della Comunità dovrebbero godere dell'uguaglianza assoluta di trattamento, ben più precaria è la situazione giuridica dei lavoratori migranti provenienti dai paesi-terzi.

Ed è proprio questa condizione degli immigrati originari da paesi-terzi che denuncia i limiti più gravi dello stesso postulato non-discriminatorio insito nel concetto di "libera circolazione", di cui tanto vanto si mena in certi ambienti della Comunità. Infatti,

quand'anche il Trattato istitutivo e i Regolamenti derivati venissero tutti scrupolosamente osservati, la cosidetta "uguaglianza comunitaria" riguarderebbe circa un quarto della manodopera immigrata nei paesi della Cee.

Ora occorre considerare che, al di là di ogni fatto congiunturale, il fenomeno migratorio comprenderà sempre più della manodopera proveniente dai paesi-terzi, per cui è proprio la condizione di maggiore discriminazione dei lavoratori di questi paesi che richiede l'attenzione e l'impegno più grandi.

Lo statuto ora accordato a questi lavoratori impone loro, in generale, delle condizioni più restrittive, riservando determinati diritti espressamente ai lavoratori nazionali e comunitari. I limiti più ricorrenti nelle norme di questi statuti sono i seguenti: si autorizza l'entrata nel paese solo con la presentazione di un contratto di lavoro e attraverso l'osservanza di determinate procedure amministrative. Si rilascia, poi, "la carta di soggiorno" imponendo spesso determinate condizioni, come, per esempio, l'obbligo di risiedere in una data località o di esercitare una determinata professione; oltre alla "carta di soggiorno", occorre spesso la "carta di lavoro", che si rilascia per una determinata durata, e il cui rinnovamento o ritiro dipende dal potere discrezionale dell'autorità amministrativa competente. L'immigrato di un paese-terzo può essere, pertanto, colpito da misure discrezionali d'espulsione, senza potersi neppure difendere.

Ci sono, inoltre, delle legislazioni nazionali che riservano l'esercizio di determinate professioni agli immigrati comunitari; altre che riservano una percentuale d'impiego, in certe professioni, ai lavoratori nazionali.

Delle norme restrittive vigono ovunque in merito all'ammissione della famiglia del lavoratore sul territorio del paese ospite. Per farsi raggiungere dalla famiglia, egli deve avere l'autorizzazione, che può essergli concessa solo dopo un determinato periodo di occupazione nel paese.

Ci sono limitazioni anche per il trasferimento al paese d'origine delle proprie economie.

Limitazioni particolari sono, poi, in vigore per quanto riguarda i diritti della sicurezza sociale, che vengono spesso riconosciuti soltanto e nella misura prevista dagli accordi bilaterali esistenti fra i paesi ospiti e i paesi d'origine dei lavoratori non-comunitari. Noi sappiamo che i diritti alle prestazioni della sicurezza sociale vengono acquisiti attraverso il pagamento di contributi, sia da parte dei lavoratori medesimi che dalle imprese che li impiegano: *si tratta, dunque, di diritti soggettivi che i lavoratori maturano col versamento e il depôsito di una parte del loro salario, che, in linguaggio sindacale viene per l'appunto definito "salario differito"*: esso viene trattenuto sulla remunerazione, in misura eguale per tutti i lavoratori; per cui il non riconoscere o il riconoscere solo parzialmente ai lavoratori migranti, le prestazioni della sicurezza sociale, più che una ingiustizia rappresenta un vero e proprio furto.

Eppure, ci sono legislazioni nazionali che riconoscono il diritto a determinate prestazioni di sicurezza sociale soltanto ai lavoratori autonomi, o ne subordinano l'esercizio al compimento di un lungo periodo di contribuzione. Altre condizionano il riconoscimento del diritto agli assegni per i familiari, alla loro presenza nel paese ospite; similmente avviene per le prestazioni dell'assicurazione contro le malattie, e in certi casi anche per la pensione d'invalidità e vecchiaia.

In mancanza di accordi bilaterali fra paese ospite e paese d'origine, l'assistenza e la sicurezza sociale del lavoratore immigrato proveniente da un paese-terzo risulta, perciò, del tutto aleatoria e inesistente; per cui l'unica soluzione pratica, anche per risolvere i conflitti sorgenti da legislazioni diverse e da disparità di trattamento, è l'adozione di uno Statuto internazionale che riconosca concretamente ai lavoratori migranti gli stessi diritti esercitati dai lavoratori nazionali: uno Statuto, s'intende, che abbia forza di legge in tutti gli Stati membri della Cee.

E ciò non solo per quanto riguarda il rapporto di lavoro, ma altresì per il pratico riconoscimento di tutti i diritti civili e politici dei lavoratori migranti, i quali non debbono subire l'arbitrio di essere privati delle loro prerogative di liberi cittadini, per il fatto d'essere costretti a fornire la loro prestazione di lavoro in un altro paese, ove pure concorrono concretamente, con la loro attività produttiva, allo sviluppo economico, al progresso civile ed al benessere generale.

Lo stesso Documento delle Comunità europee, sopra ricordato, arriva a riconoscere che "una parte importante della popolazione attiva della Comunità, non usufruisce che di una possibilità molto esigua di partecipazione alle decisioni politiche; e che tale possibilità è del tutto nulla per quanto concerne le decisioni nel paese d'immigrazione che toccano direttamente la vita del lavoratore migrante e la sua famiglia". "Un gruppo importante della popolazione attiva — aggiunge il Documento — viene così ridotto a una condizione di cittadino di seconda classe", anche per la "tendenza a considerare come attentato alle regole d'ordine pubblico e di sicurezza pubblica le prese di posizione dei lavoratori migranti, sia che tali prese di posizione siano di carattere politico, sia, più sovente, ch'esse abbiano come scopo di far valere le rivendicazioni legittime concernenti le loro condizioni di vita e di lavoro (alloggi, educazione, possibilità di formazione e di perfezionamento)".

Noi riteniamo che il mancato riconoscimento di tutti i diritti civili e politi-

ci e il conseguente atteggiamento di severo controllo ed arbitrio delle varie autorità e "polizie degli stranieri" dei paesi d'immigrazione, finiscano con l'alimentare, anche nei paesi della Comunità europea, un certo sentimento di ostilità preconcetta verso i lavoratori immigrati, che si manifesta a partire dai posti di lavoro, con le più diverse misure discriminatorie, ed arriva a manifestazioni di vera e propria xenofobia nel corso delle campagne antistranieri orchestrate periodicamente dal padronato e dalla sua stampa.

Per tutto ciò che abbiamo sinora esaminato occorre, dunque, riaffermare con forza l'esigenza di una politica nuova, che nell'impegno del più rigoroso rispetto dei principi della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Uomo, attinga la forza per abolire ogni discriminazione esistente, e che riconosca — in uno Statuto internazionale dei diritti del lavoratore migrante — una condizione giuridica e di fatto di piena ed effettiva parità ed uguaglianza con i lavoratori nazionali.

Il 10 giugno i popoli dei nove Paesi della Comunità eleggeranno a suffragio diretto il nuovo Pralamento europeo: esso sarà, quindi, diverso da quello uscente, per i poteri sovrani ad esso conferiti dal voto diretto dei popoli. Esso sarà, perciò, in grado di affrontare la grave questione delle disparità di trattamento fra lavoratori che danno lo stesso contributo di lavoro per il progresso dell'intera società.

L'art. 235 del Trattato di Roma afferma chiaramente che "Quando un'azione della Comunità risulti necessaria per raggiungere (...) uno degli scopi della Comunità, senza che il Trattato abbia previsto i poteri d'azione a tal uopo richiesti, il Consiglio, deliberando all'unanimità su proposta della Commissione e dopo aver consultato l'Assemblea, prende le disposizioni del caso".

Se l'obiettivo di "promuovere il miglioramento delle condizioni di vita e di lavoro della manodopera che consenta la sua *parificazione nel progresso*", indicato dall'articolo 117 del Trattato, può essere raggiunto solo attraverso l'eliminazione di ogni discriminazione fra lavoratori, come noi riteniamo, noi chiediamo, che il nuovo Parlamento europeo elabori ed approvi uno Statuto che garantisca a tutti i lavoratori gli stessi diritti economici, sociali e culturali, promuovendone la prevista delibera da parte del Consiglio dei ministri medesimo.

Ma al di là della norma giuridica, per il contenuto umano e sociale della proposta, se mai il Consiglio dovesse trovare delle difficoltà a deliberarlo, la lotta unanime dei lavoratori farebbe sicuramente maturare le condizioni per la sua deliberazione e la sua piena applicazione.

Paolo Cinanni

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Emigrazione Filippine N.S

di ..... del maggio 79

Andare oltre l'indagine e affrontare seriamente i problemi dell'emigrazione

Il Parlamento che verrà eletto il 3 giugno non dovrà promuovere altre indagini, ma dovrà lavorare seriamente sulla scorta delle proposte esistenti.

Nell'estate del 1977 la Commissione Affari Esteri del Senato promosse un'indagine conoscitiva sulle comunità italiane all'estero, e più precisamente sull'emigrazione, considerata — come disse il Presidente della Commissione Viglianesi — come fenomeno che ha dato vita a un insieme di comunità italiane all'estero, ora inserite anche in un complesso di impegni, bilaterali e multilaterali, che il nostro paese ha in campo internazionale, nei settori del lavoro, dell'imprenditoria, degli investimenti, della presenza culturale, della cooperazione tecnica. Oltre a questo, l'indagine si riprometteva di riprendere il discorso avviato da un'altra indagine parlamentate, quella promossa negli anni 1969-71 dalla Commissione esteri della Camera dei Deputati, per verificare il modo come si presentano oggi i problemi dell'emigrazione sotto il profilo della nostra politica estera, sotto vari aspetti, tecnici e demografici.

Tra le due indagini va ricordato che ci fu la conferenza nazionale dell'emigrazione (1975) che, se utilizzò proficuamente i risultati dell'indagine della Camera e di quella precedente e sotto molti aspetti più approfondita della Cnel, rese in certo senso inutile che il Parlamento ritornasse sui problemi dell'emigrazione dal punto di vista conoscitivo, essendo state precisate dalla conferenza e successivamente dal comitato di attuazione, molte proposte che attendevano — e attendono — soltanto di essere tradotte in misure legislative. Basti ricordare la riforma dei Comitati consolari, la disciplina scolastica retta da un insieme di leggi insufficienti e anacronistiche, l'istituzione del consiglio nazionale dell'emigrazione quale organo rappresentativo dell'emigrazione, e delle realtà sociali e sindacali italiane interessate ai problemi dello sviluppo complessivo del mezzogiorno e del paese, quindi alle cause di fondo dell'emigrazione, una nuova e democratica politica dell'informazione, una impostazione profondamente diversa degli orientamenti e della gestione del ministero degli affari esteri, riducendone le competenze al suo ambito diplomatico-consolare.

Le responsabilità politiche della lentezza e della vera e propria azione di freno messa in atto per non realizzare in concreto nessuna delle indicazioni della conferenza nazionale ricadono con ogni evidenza sui governi che dal 1975 a oggi hanno guidato il paese, e sulla Democrazia cristiana in particolare. Questo partito si è adoperato con tutti i mezzi, nel Parlamento, nel governo, attraverso il ministero degli esteri affinché prevalesse l'immobilismo in tutti i campi, svuotando di fatto — con proposte apparentemente simili ma di fatto opposte a quanto concordato — l'insieme della politica dell'emigrazione uscita dalla conferenza

In questo quadro, l'indagine del Senato, avviata nel novembre del '77 è andata avanti per tutto il '78, ed è stata interrotta con la fine anticipata della legislatura all'inizio del '79.

Una prima considerazione è sulla lunghezza dei tempi: un anno e mezzo non è stato sufficiente per ascoltare tutti i rappresentanti degli emigrati, del governo, di enti pubblici e privati interessati ai problemi dell'emigrazione; pertanto non ci sono conclusioni dell'indagine, ma solo una raccolta di resoconti parlamentari sulle varie audizioni effettuate. Una più importante considerazione va fatta sul merito delle cose dette da alcuni responsabili governativi ai commissari del Senato. In particolare l'allora sottosegretario all'emigrazione On. Foschi espose in maniera molto estesa la condizione degli emigrati facendo ricorso largamente a una terminologia assai generica e di tipo vagamente sociologico quale "integrazione", "rotazione", "assimilazione", quali altrettante condizioni nelle quali i nostri connazionali all'estero sono tenuti, ed a concetti e riferimenti quanto meno opinabili, quale quello di "multiculturalismo" canadese o alle esperienze in questo campo che sarebbero state fatte negli Stati Uniti. Parlando poi di un cosi detto "nuovo corso" della "tematica migratoria", l'On. Foschi sottolineò il coraggio e la volontà dimostrati dagli emigrati a lottare giorno per giorno per i loro diritti, "racco-

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale Emigr. Filef mensile nr. 5
di ..... del maggio 79

La trattativa tra Italia e Svizzera sulla sicurezza sociale

La Commissione mista italo-elvetica ha discusso dal 7 al 12 maggio circa il 2° Accordo aggiuntivo alla Convenzione del 1972.

Si sono riuniti al Ministero degli esteri, il 4 maggio 1979, i rappresentanti delle associazioni, dei patronati, dei Ministeri degli esteri e del lavoro, degli istituti previdenziali italiani (Inps, Inam, Inail) per esaminare le proposte di parte italiana da portare alla riunione della Commissione mista italo-elvetica, indetta per i giorni 7-12 maggio a Roma, per concordare il testo di un 2° Accor lo aggiuntivo alla Convenzione di sicurezza sociale italo-svizzara del 1962.

I lavori sono stati presieduti dal Ministro Sergio Angeletti. Tra i presenti Gabriella Pirrone e Franca Selvaggi, per il Ministero del Lavoro, il consigliere Pallotta della direzione emigrazione del Ministero degli esteri, Cianca e Volpe per la Filef, Motta per l'Inca, Buonavita per l'Ambasciata d'Italia a Berna, Rondisi per l'Inps, Piccinini per l'Inail, Vivani e Olga Darbisi per l'Inam, Pittani per le Acli, De Maio per iul "Santi".

Le questioni principali, esaminate nell'incontro, sulla base di una proposta di accordo aggiuntivo, riguardano le indennità per invalidità, vecchiaia e malattia, gli assegni familiari, per i quali esistono differenziazioni e discriminazioni ai danni degli emigrati, la reciprocità dell'assistenza sanitaria, oggi consentita in favore dei cittadini svizzeri che risiedono in Italia, in virtú della legge sul Servizio sanitario nazionale (articoli 6 e 39). Si veda la più ampia nota che pubblichiamo di seguito.

I rappresentanti dei patronati hanno, in particolare, richiesto che siano portate al 10 per cento le indennità per invalidità e vecchiaia, eliminando disparità e motivi di limitazione dei diritti. Circa la reciprocità dell'assistenza sono intervenuti Cianca e Volpe, sostenendo che la legge italiana di riforma deve essere già considerata in vigore. È inoltre indispensabile eliminare le lungaggini delle procedure, per cui le pratiche ritardano anche di anni.

Un secondo incontro con le Associazioni ha avuto luogo il 17 maggio. Sono stati valutati i risultati della riunione della commissione mista.

Concludere rapidamente la nuova Convenzione

Tra l'Italia e la Svizzera sono in vigore in materia di sicurezza sociale un gruppo di accordi che nel loro complesso sono largamente superati.

La Convenzione italo-svizzera del 14 dicembre 1962, entrata in funzione circa due anni dopo, il 1° settembre 1964, fu in alcuni punti modificata con un accordo aggiuntivo il 4 luglio 1969, entrato in vigore quattro anni dopo, il 1° luglio 1973. Quasi subito iniziavano i colloqui e lo scambio di note per concordare un secondo accordo aggiuntivo, che permettesse di aggiornare certe disposizioni secondo criteri più moderni. A tale scopo la commissione mista italo-elvetica si è riunita, negli ultimi quattro anni, tre volte: il 30 ottobre 1975, poi a distanza di due anni a Ginevra dal 15 al 17 giugno 1977, e recentemente a Roma dal 7 al 12 maggio 1979, ancora a distanza di due anni dalla riunione di Ginevra.

I tempi lunghi di queste trattative mostrano certamente quanto sia complesso il raggiungimento di un accordo di sicurezza sociale, il quale deve raccordare due legislazioni differenti. Ma vengono alla luce anche tattiche ritardatrici o ostruzionistiche da parte del Governo della Confederazione Elvetica. Non ci sembra abbiano fondamento parecchi degli ostacoli che sono stati frapposti in tutti questi anni, nel corso dei quali l'economia svizzera ha utilizzato ampiamente, e senza tempi differiti, il vasto apporto di lavoro e di ricchezza recato dalla nostra emigrazione. Né il governo italiano ha saputo e voluto esercitare maggiore forza contrattuale, contribuendo con i propri ritardi e con le proprie carenze ai ripetuti rinvii. Il governo e gli istituti previdenziali italiani, anzitutto l'Inps, hanno fornito parecchi pretesti al Governo della Svizzera per ritardare il miglioramento degli accordi.

È ora indispensabile che venga rapidamente concluso ed entri in vigore il *2° Accordo aggiuntivo di sicurezza sociale*. Ed è anche necessario che si lavori, con altret-

tanta rapidità, per dare una sistemazione definitiva, in un solo testo, a tutte le norme sulla sicurezza sociale, che devono essere contenute in *una nuova Convenzione che sostituisca quella del 1962*.

Sono questi due obiettivi da raggiungere senza soluzione di continuità. È occorre che le organizzazioni degli emigrati italiani in Svizzera sviluppino un'ampia mobilitazione, che in questi anni è stata debole o del tutto assente, discutendo con i sindacati, con le forze politiche, con i governi federale e dei cantoni, perché maturino condizioni più favorevoli nel campo della sicurezza sociale, a vantaggio di tutti i cittadini dei due paesi.

La Convenzione del 1962 ha trovato applicazione nei seguenti campi: in Svizzera, alle legislazioni sull'assicurazione vecchiaia e superstiti, assicurazioni invalidità, infortuni professionali e non professionali e di malattie professionali, assegni familiari ai lavoratori agricoli e ai piccoli contadini; in Italia, alle legislazioni sull'assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti, ivi compresi i regimi speciali sostitutivi, per determinate categorie di lavoratori, del regime generale, e inoltre alle legislazioni sull'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali e sugli assegni familiari.

Alcune delle questioni che la Convenzione sistemava male, o in termini provvisori, sono state successivamente corrette con il 1° Accordo aggiuntivo, entrato in vigore il 1° luglio 1973. L'articolo 23, paragrafo 5, della convenzione prevedeva che i lavoratori italiani potessero chiedere il trasferimento all'assicurazione italiana dei contributi versati all'Avs svizzera da loro stessi e dai datori di lavoro, nell'assicurazione vecchiaia e superstiti svizzera, solo per un periodo di cinque anni, e cioè fino al 31 agosto 1969. L'accordo aggiuntivo stabilì che il trasferimento può avere luogo senza alcun limite di tempo, può essere richiesto in qualsiasi momento, purché gli assicurati abbiano compiuto l'età prevista dalla legislazione italiana per il diritto alla pensione di vecchiaia (60 anni gli uomini, 55 le donne) e non abbiano beneficiato di alcuna prestazione dell'assicurazione vecchiaia, superstiti e invalidità svizzera.

Il 2° Accordo aggiuntivo, del quale si sta discutendo, dovrà sistemare un gruppo consistente di questioni, e modificare i criteri, in senso più favorevole, già previsti nella Convenzione del 1962, oppure introdurne alcuni nuovi.

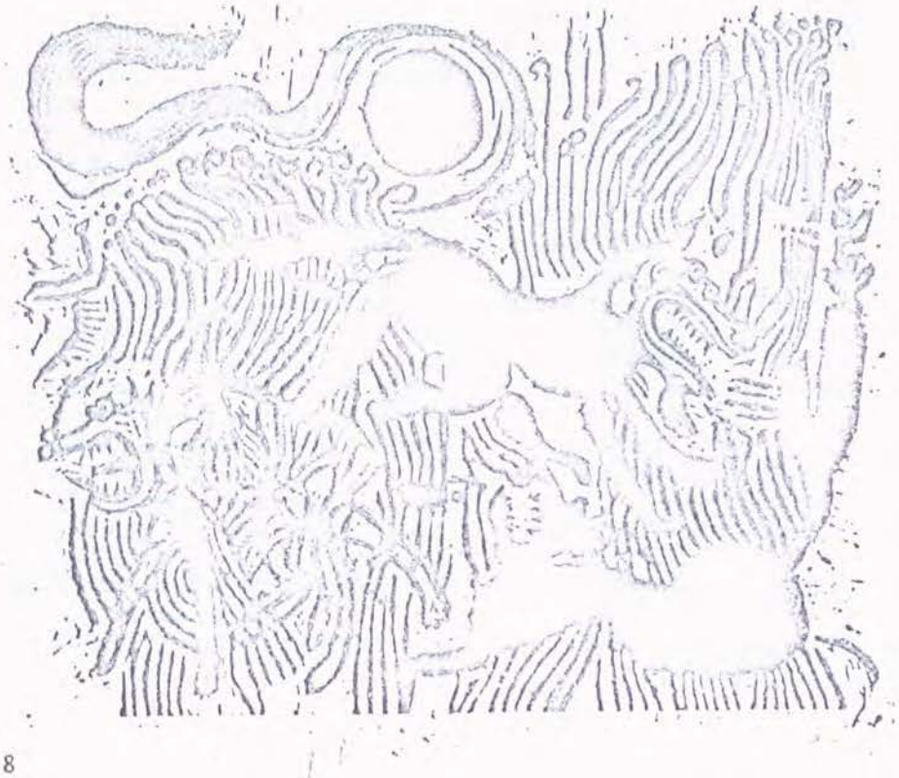
Il testo attualmente in discussione riguarda la modifica delle percentuali delle rendite per invalidità, vecchiaia e superstiti. I patronati e i sindacati hanno chiesto che il limite delle rendite sia portato al 10 per cento, per le invalidità, la vecchiaia e i superstiti, eliminando per le rendite di invalidità l'opzione delle indennità forfettarie pagate in una sola volta, con il rischio per gli infortunati, specie se giovani, di trovarsi senza rendita. Su questa richiesta è stato raggiunto un accordo unanime nella riunione che ha avuto luogo presso il Ministero degli esteri italiano, il 4 maggio 1979, con la partecipazione dei patronati, delle associazioni degli emigrati, e dei ministeri degli esteri e del lavoro, degli istituti previdenziali e dell'Inps.

La vecchia convenzione, all'articolo 7, comme a), stabiliva che "qualora l'ammontare della rendita ordinaria parziale cui può aver diritto un cittadino italiano che non risieda in Svizzera non raggiunga i tre ventesimi della rendita ordinaria completa, detto cittadino italiano ha solo diritto ad un'indennità forfettaria uguale al valore attuale della rendita dovuta. Il cittadino che ha beneficiato di tale rendita parziale in Svizzera e che lascia definitivamente il territorio elvetico ha ugualmente diritto a tale indennità. L'indennità forfettaria è versata ai cittadini italiani residenti in Italia per il tramite delle assicurazioni sociali italiane. Gli interessati possono rinunciare nei confronti di tali assicurazioni a percepire questa indennità e chiedere invece che esse corrispondano loro al suo posto una rendita vitalizzata equivalente".

Un secondo articolo del nuovo accordo aggiuntivo tende a modificare l'articolo 8 della convenzione, che limita i provvedimenti di integrazione dell'assicurazione svizzera ai soli italiani domiciliati nella Confederazione, estendendoli anche ai non domiciliati purché restino in Svizzera fino alla realizzazione del rischio assicurato.

Viene ancora proposta la facoltà di consegnare i documenti anche in lingua italiana, che, come è noto, è una lingua ufficiale della Svizzera. Precedentemente essi dovevano essere redatti in lingua del Cantone, in quanto i tribunali svizzeri contestavano l'articolo 51 dell'accordo amministrativo sulla sicurezza sociale e richiedevano che i ricorsi fossero redatti nella lingua cantonale.

Un'altra proposta da parte italiana riguarda le forme di facilitazione per l'acces-



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale Emig. Filippini 5
di ..... del maggio 79

Disinteresse della Dc per la conclusione dei lavori della commissione per la stampa all'estero

Riunita dopo oltre due mesi di interruzione, la Commissione per i contributi alla stampa all'estero, non ha potuto concludere ancora i propri lavori per il disinteresse e l'assenteismo di molti suoi membri. Terminata l'assegnazione dei contributi ai giornali per la terza fase prevista dalla legge, l'ulteriore assegnazione, relativa agli abbonamenti ai giornali italiani, procede con lentezza e tra un diffuso disimpegno.

L'ultima riunione, il 26 aprile, non ha potuto svolgersi per la mancanza del numero legale, e assenti erano proprio, oltre a numerosi funzionari ministeriali, i rappresentanti a vario titolo della Dc (Unaie, Acli, Cser, ecc.) e della Fmsie, i quali solo a parole sono i paladini della difesa dei diritti dell'informazione per gli emigrati.

A queste difficoltà va aggiunto il ritardo con il quale l'Ente Cellulosa procede alla erogazione dei fondi stanziati, ritardo solo in parte spiegabile con la complessità delle procedure burocratiche previste.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Emigrazione Flash mese N. 5

di ..... del maggio 79

FRANCIA

Non c'è parità per le donne immigrate

Il Mercato comune doveva ridurre le disuguaglianze sociali. Ma i diritti sanciti dal Trattato di Roma non sono stati applicati.

Il Sig. Lionel Stoléru, segretario di Stato ai Lavoratori Immigrati ha un bel dire che gli italiani sono dei lavoratori comunitari a parte intera... come i francesi, i fatti dimostrano invece il contrario.

Le discriminazioni sono così numerose, 22 anni dopo l'entrata in vigore dei regolamenti della Cee, che il deputato comunista di Longwy, Antoine Porcu, ha posto, il 21 dicembre 1978, dieci interrogazioni scritte alla commissione degli affari sociali del Parlamento Europeo.

Le donne italiane che vivono in Francia, vedono scherniti i principi della parità di trattamento, del diritto al lavoro e alla formazione professionale. Non hanno diritto alla *carta di priorità*, né ai buoni di gas e di elettricità. L'allocation aux mères de famille che hanno allevato cinque figli è versato solo se questi ultimi sono di nazionalità francese. Le vedove ed orfani di lavoratori immigrati si vedono *sopprimere gli assegni familiari in caso di rimpatrio*. Non è riconosciuta *l'equipollenza dei diplomi* e delle qualificazioni professionali.

I diritti sindacali sono ancora limitati. I diritti politici non sono assicurati. Il diritto di associazione e di espressione rimane sottoposto a un decreto del 12 aprile 1939 che conferisce al Ministro dell'Interno il potere di proibire la pubblicazione di giornali il lingua materna. Le lavoratrici e i lavoratori pensionati che tornano definitivamente nel loro paese perdono dei diritti come la préretraite, les allocations du Fonds National de Solidarité, les allocations aux vieux travailleurs salariés, l'allocation des fonds sociaux des Caisses de retraite complémentaire.

Le famiglie rimaste in Italia percepiscono assegni famigliari inferiori al tasso versato in Francia e non hanno diritto alle prestazioni che vi si aggiungono (allocation logement, allocation prénatale et post-natale, prime de vacance et d'entrée scolaire).

Allorché l'Italia dà una piccola pensione alle casalinghe, quelle che hanno dovuto emigrare in un altro Stato membro non ne hanno diritto.

Mentre i grandi capitali sono protetti, gli immigrati italiani in Francia vedono la parte della loro pensione, versata dall'Italia, diminuita addirittura di metà a causa della svalutazione della lira.

Bisogna aggiungere che i cittadini europei non sono risparmiati dal razzismo, dalla xenofobia, dai soprusi amministrativi, dalle pressioni di assimilazione forzata.

Sono alcuni esempi che stanno a dimostrare il contrario delle affermazioni ufficiali e che le vittime più fortemente colpite dalle disuguglianze, nel Mercato comune, sono proprio e lo sono ancora le donne.

Dei diritti sono stati strappati

Sono occorsi anni e anni di lotte comuni delle lavoratrici e dei lavoratori, francesi e immigrati, per strappare alcuni diritti che, tuttavia erano previsti dal 1957 nei regolamenti della Cee, come ad esempio:

— il miglioramento dei diritti sindacali nel 1968, 1973 e 1975;
— Le borse di studio dell'insegnamento secondario nel 1973;
— l'allocation post-natale nel 1975;
— le borse universitarie e dell'insegnamento superiore nel 1976;
— le carte di riduzione Sncf e Ratp alle famiglie numerose nel 1976;
— l'allocation handicapés adultes nel 1976.

Quella del Mercato comune è stata dunque una dolorosa esperienza per tutti i lavoratori e le loro famiglie.

L'allargamento del Mercato comune alla Grecia, Spagna e Portogallo, che praticano legislazioni sociali e salari d'un livello più basso di quelli degli altri paesi membri, restringerebbe inevitabilmente i diritti e i salari, allargherebbe ancora la disoccupazione in Europa, dove più di3 milioni di donne fanno parte dei 6 milioni e mezzo di disoccupati.

L'emigrante, Aprile '79

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale Emigr. Filef mens. N.5
di ..... del maggio 75

GERMANIA

Ampio dibattito fra gli emigrati sulla politica europeistica

La Filef sta sviluppando un dibattito intenso sulle proposte politiche per il rinnovamento della Comunità Europea, che saranno portate nella 4ª assemblea dell'emigrazione italiana. A Francoforte, a Norimberga, a Colonia, nel Circolo di Weilimdorf a Stoccarda centinaia di lavoratori emigrati si sono riuniti per discutere i programmi che riguardano l'occupazione, la politica sociale, e per esaminare le richieste fatte alla Cee per rivedere e aggiornare le norme sulla parità, sulla libera circolazione, sulla sicurezza sociale, per attuare un ordinamento scolastico nuovo.

La discussione si intreccia con l'esame dei compiti organizzativi della Filef, con i congressi delle nostre associazioni, con l'esame della situazione italiana e con le esigenze di un cambiamento che renda possibile l'attuazione della conferenza nazionale dell'emigrazione.

A *Norimberga*, nel corso del congresso del circolo e della manifestazione attorno al giornale "Emigrazione Oggi", che si sono svolti nei giorni 28 e 29 aprile, sono intervenuti nel dibattito Ghiani, Mura, Via, Vicinelli, Luscao, De Logu, De Lucia, Sotgiu, Moriddu, Marzi, Atti, ed è stato posto l'accento alle gravi difficoltà che gli emigrati incontrano per via della crisi e della piaga del lavoro nero, che a Norimberga è molto diffuso. È stata sollecitata la ripresa di funzionamento unitario del Comitato d'intesa, con il superamento di chiusure, settarismi e tentativi di discriminazione che provengono da una parte delle associazioni di matrice cattolica, con pericoli di divisione degli emigrati. Alla festa di Emigrazione-Oggi ha tenuto un discorso l'On. Cianca.

A *Stoccarda*, nella sede del circolo Carlo Levi di Weilimdorf, sono stati in particolare discussi i risultati del lavoro scolastico e le attività del comitato dei genitori, l'impegno del circolo sulle questioni della Cee, del lavoro e della crisi, e le future attività sportive e ricreative degli appositi gruppi nei quali si uniscono decine di giovani e di lavoratori. Intervenivano Lo Sardo, Soresina, Deiana, Angiola, Magliocca, Zingo-Cocci, Sparice, Emiliano, Da Re.

A *Bietigheim* una analoga conferenza si è svolta con la partecipazione del presidente della Filef, On. Claudio Cianca, nei locali del Centro Italiano che aderisce alla Filef.

A *Karlsruhe* ha preso parte a un dibattito sui problemi dell'Europa e delle elezioni politiche italiane Giacomo Da Re, presidente della Filef del Baden Wuerttemberg.

A *Colonia* la discussione sui programmi presentati dalla Filef alle forze politiche e ai lavoratori per le elezioni italiane e per quelle europee ha avuto luogo nel congresso del circolo Rinascita, con la presenza del segretario della Filef, Volpe. In un ampio dibattito, protrattosi per circa quattro ore, hanno preso la parola numerosi lavoratori emigrati, tra cui Quarta, presidente per la Renania-Westfalia, Petraroli, Sanfilippo, Fili, Lima, Zangara, Carluccio, Salomone, Giglio, Bolino, Minacappini, Zanzico. È stato preso in esame il modo come sviluppare un lavoro di massa sempre più ampio, e di collegarsi con migliaia di nuovi lavoratori con cui dibattere i temi politici e delle prossime elezioni di giugno. La Filef — si è detto — si è trasformata in tutti questi anni, è divenuta un'organizzazione di tipo confederale sempre più marcato, e non sono più sufficienti i metodi di lavoro del passato. Occorre dedicare più attenzione e più mezzi a un ulteriore sviluppo dell'organizzazione, per corrispondere alle spinte verso di noi di lavoratori emigrati che comprendono i problemi nuovi che noi solleviamo, in modo unitario e democratico. Ed è stato sollecitata un'attenzione maggiore della Filef centrale, con un più consistente impegno, anche per rendere possibile la più estesa articolazione delle lotte, per la scuola, gli accordi, la parità.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Emigr. Filef mens. N.5

di ..... del maggio 79

L'elezione del Parlamento europeo momento di progresso democratico e di avanzata delle classi lavoratrici

Il 10 giugno anche l'Italia voterà per l'Europa; come valuta la Filef questa consultazione popolare?

L'elezione a suffragio universale del Parlamento europeo costituisce un grande avvenimento perché per la prima volta nella storia dell'Europa si avrà la partecipazione diretta e simultanea al voto di 180 milioni di cittadini.
Da questo punto di vista le elezioni del Parlamento europeo costituiscono un importante fatto di democrazia. Nonostante la grande rilevanza va ricordato che l'elezione europea non modificherà automaticamente i poteri del Parlamento europeo che restano limitati e di carattere consultivo. Riteniamo tuttavia che il maggior peso ed autorità che deriverà al Parlamento europeo dall'elezione diretta indubbiamente condizionerà positivamente e orienterà di più e meglio l'azione dell'esecutivo.
La Filef auspica inoltre che le elezioni possano costituire una importante occasione per modificare nell'ambito del Parlamento europeo i rapporti di forza tra le diverse componenti politiche a favore dei partiti che nei paesi della Cee rappresentano le classi lavoratrici. Riteniamo che questo mutamento corrisponda ad una realtà nazionale ed internazionale. Tutto questo, pur con i limiti obiettivi dovuti ai sistemi elettorali diversi da paese a paese. Riteniamo infatti che la Comunità europea dovrà porsi in futuro il problema di un sistema elettorale unico fondato sulla proporzionale in modo tale da rendere omogenea la rappresentatività dei diversi paesi.

Ma è sufficiente per sensibilizzare l'opinione pubblica dei 9 Paesi della Cee chiamarli alle urne per eleggere i rappresentanti di un organismo già esistente?

Evidentemente no, poiché si tratta di problemi politici e sociali che riguardano la vita delle grandi masse. È essenziale che — al di là di un certo europeismo di maniera — l'Europa proceda verso una integrazione economica, sociale e politica fondata sul pieno rispetto dei diritti democratici. Va quindi rivisto profondamente il funzionamento delle strutture comunitarie e l'elaborazione delle diverse "politiche" comunitarie.

È stato affermato e scritto, non a torto, che i lavoratori emigrati ed in particolare quelli italiani sono più degli altri interessati a sentirsi "cittadini europei" e quindi portatori delle idee di collaborazione fra i popoli del continente.

Tutto ciò è vero ma perché questa non rimanga una semplice affermazione occorre che le politiche sociali e del lavoro della Comunità siano coerenti con questa impostazione. Occorre da un lato emanare provvedimenti (regolamenti, direttive, raccomandazioni) che rispondano alle esigenze di parità di tutti i lavoratori in Europa e nello stesso tempo assicurare un controllo sulla loro applicazione. Infatti troppo spesso proprio i provvedimenti di carattere sociale riguardanti i lavoratori emigrati non sono stati rispettati da quei paesi che si giovano del lavoro degli immigrati. Le "politiche" della Comunità europea non devono avere carattere punitivo per le economie più deboli come è avvenuto finora nell'agricoltura e in altri settori. È questo un problema di carattere politico che il Parlamento europeo in quanto tale non può certo risolvere immediatamente. Ma se si vuole costruire veramente l'Europa non ci si può basare sulle vecchie sperequazioni e disuguaglianze economiche e territoriali, ma al contrario occorre che tutti si rendano conto che gli squilibri non si superano comprimendo le aspirazioni delle grandi masse lavoratrici.

E su questo gli emigrati non sono degli osservatori passivi ma dei giudici rigorosi e dei protagonisti: vedi ad esempio la scuola.

Dobbiamo sottolineare, e condividiamo, l'insoddisfazione dei lavoratori emigrati per come sono stati affrontati e non sono ancora stati risolti i problemi della scuola. È questo un esempio tipico di come non basti emanare "direttive" se ad esse non seguono iniziative politiche della Comunità stessa e dei paesi interessati perché siano rispettate. Sono ormai due anni che il Consiglio della Cee ha emanato una direttiva che stabilisce il diritto all'istruzione e all'insegnamento della lingua e della cultura di origine per i figli degli emigrati mediante iniziative e strutture a carico dei paesi di immigrazione. Se da un lato constatiamo con rammarico che pochi sono stati gli interventi in questo senso da parte dei governi dei paesi comunitari, dall'altro dobbiamo rilevare criticamente come il governo italiano non abbia preso iniziative serie in questo campo e non abbia sollevato con l'energia che il problema merita queste questioni nell'ambito comunitario e nei confronti dei governi dei paesi di immigrazione.

Come valutate il voto all'estero per il Parlamento europeo?

Per quanto riguarda le questioni relative all'esercizio del diritto di voto per gli emigrati — questione che assume un rilievo di grande importanza e significati che coinvolgono la stessa credibilità dell'Europa unita — prendendo atto delle decisioni del Parlamento italiano di effettuare le operazioni di voto all'estero, presso le sedi consolari e diplomatiche, la Filef ribadisce che — indipendentemente dalla soluzione tecnica adottata — debbano essere osservate le garanzie costituzionali per l'esercizio dei diritti elettorali e cioè l'uguaglianza, libertà e segretezza del voto, nonché la libera partecipazione al dibattito pre-elettorale. Le recenti risposte dei paesi membri della Cee al nostro governo, attraverso lo scambio di "note verbali", dimostrano come siano ancora molte le opposizioni e le difficoltà per una reale parità tra i cittadini europei.
Non soddisfano — al contrario, preoccupano — le restrizioni che governi come quello francese e quello tedesco occidentale, nei cui paesi risiedono circa i due terzi degli emigrati italiani in tutta Europa, hanno sollevato, eludendo le garanzie richieste ed anzi elencando una serie di argomentazioni, disposizioni e leggi locali che sono l'opposto della libera espressione e della libertà dei cittadini. Vengono poste restrizioni perfino rispetto alle leggi elettorali locali, per cui la campagna elettorale per eleggere un Parlamento europeo insieme ad altri milioni e milioni di cittadini, dovrebbe svolgersi, per gli italiani all'estero, in forma semi clandestina, nascosta, e limitata a poche ore prima del voto!

a cura di
Vincenzo Bigiaretti - Nino Grazzani
membri della presidenza nazionale della Filef

(da **Lazio Regione**, *periodico della Giunta Regionale del Lazio)*